

Avec ce numéro le magazine « Terres de France »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14888 - 6 F

JEUDI 16 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La BERD à tâtons

DANS le monde des institutions financières internationales, dans celui des banques d'affaires, la BERD s'est aujourd'hui fait une place. Tout comme lors des assemblées du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, plus d'un millier de personnalités politiques, fonctionnaires, banquiers, responsables d'entreprise ont conféré les 13 et 14 avril vers Budapest. Au programme de la réunion, l'avenir de l'Europe centrale et orientale.

Derrière l'aspect brillant de la rencontre de Budapest, et le bilan, convenable, de sa première année d'existence, la BERD tatonne encore. Attaqué ouvertement par certains gouvernements occidentaux, avec un peu plus de discrétion et de respect par les responsables d'Europe de l'Est, M. Attali ne sait pas encore quel cap il devra tenir pour atteindre le but lointain de la grande Europe, démocratique et prospère.

La mission politique de la BERD, dont M. Attali est fier de déclarer qu'elle est unique pour un organisme monétaire international, est mouvante. Jusqu'où les subventions parlementaires à Moscou sont-elles tolérables pour les Occidentaux ? Comment obtenir des progrès de la démocratie et des droits de l'homme sans véritables moyens, dans une région en pleine révolution ? « Des minorités sont bafouées, des frontières dépeçées, des barrières raciales », rappelle le président de la banque dans son discours d'ouverture. Plusieurs actionnaires « prêteurs » de la BERD, comme le Maroc et la Turquie, ne peuvent d'ailleurs se vanter d'un bilan impeccable en matière de droits de l'homme.

Deuxième source de recherches, d'hésitations, les contours du « grand marché continental » rêvé par M. Attali sont encore très flous. Les représentants de l'Asie centrale étaient présents à Budapest. A terme, la Proche-Orient pourrait se révéler plus attirant, pour l'Azerbaïdjan ou l'Ouzbékistan, que l'Europe de l'Ouest.

AUX frontières occidentales, de nombreuses interrogations n'ont pas encore trouvé de réponse. M. Attali dénonce la politique agricole commune, qui a bénéficié de l'échec du « totalitarisme agricole » à l'Est. Pour que le grand marché existe, explique-t-il, il faut que l'Ouest ouvre ses frontières, et que l'Est accepte des restructurations massives, seules capables d'éviter le piège des accidents agricoles, sidérurgiques, ou textiles. Les deux objectifs sont encore lointains.

Troisième source d'hésitations, la nature même des interventions de la Banque. La BERD est pour l'instant spécialisée dans les opérations de financement du secteur privé, et doit y gagner de l'argent. Même en Hongrie, pionnier de la transformation en Europe centrale, les projets jugés « rentables » ne sont pas fréquents. Pourtant, du financement des télécommunications à celui du secteur financier, en passant par l'énergie ou l'environnement, tous les secteurs sont considérés comme hautement prioritaires. Doit-on donner à la BERD les moyens de financer la fermeture ou la modernisation des centrales nucléaires de l'Est ? L'urgence et la rentabilité font rarement bon ménage.

Lire page 18 l'article de FRANÇOISE LAZARE

M0147 - 0416 0 - 6.00 F



Embargo aérien et militaire

Les sanctions contre la Libye sont entrées en vigueur

Comme le prévoyait la résolution 748 de l'ONU, les sanctions contre la Libye sont entrées en vigueur, mercredi 15 avril. Elles comportent notamment un embargo aérien et militaire, ainsi qu'une réduction du personnel diplomatique libyen en poste à l'étranger. Le Conseil de sécurité a refusé d'accorder un nouveau délai à Tripoli, qui est sommé d'extrader les deux suspects dans l'attentat de Lockerbie. L'Egypte a empêché, mercredi matin, un avion des Libyan Arab Airlines de pénétrer dans son espace aérien.

Lire page 3 les articles de ALEXANDRE BUCCIANI, MICHEL DEURÉ et SERGE MARTI



Un tournant décisif de la guerre

Les rebelles afghans marchent sur Kaboul

Les forces hostiles au régime du président Najibullah sont entrées sans combat, mardi 14 avril, dans la ville de Charikar, à soixante-dix kilomètres au nord de Kaboul. Mercredi, le Jamiat-Islami du commandant Massoud a affirmé s'être emparé dans la nuit de la base aérienne de Bagram, clé de la défense de la capitale afghane, dont elle n'est qu'à 50 kilomètres.

Située au pied du versant sud des montagnes de l'Hindou Kouch, à 70 kilomètres au nord de Kaboul, la ville de Charikar est tombée sans combats, mardi 14 avril, aux mains d'adversaires du président Najibullah. Au Pakistan, le Jamiat-Islami, parti islamiste modéré regroupant principalement les Tadjiks, a annoncé que ce chef-lieu de la province de Parwan avait été pris par le commandant Ahmed Shah Massoud, descendu pour cette offensive cruciale de la vallée du Panjshir, d'où il avait tenu tête, au début des années 80, à une demi-douzaine d'offensives de l'invasisseur soviétique.

Les moudjahidins du « lion du Panjshir » ont également pris la ville de Jabal-u-Seraj. Deux garnisons proches, jusque-là favorables au régime, se sont rendues sans combats.

Les rebelles islamistes ont cerné, enfin, la grande base de Bagram, à 50 kilomètres de Kaboul, ultime « verrou » aérien de M. Najibullah avant la capitale, désormais totalement isolée du nord du pays. Ils ont même annoncé, mercredi matin, en avoir pris le contrôle la nuit dernière, indique l'agence France Presse.

J.-P. C. Lire la suite page 5

Le conflit dans les ports

Une loi pour les dockers

Le conseil des ministres, réuni le mercredi 15 avril, a adopté un projet de loi « modifiant le régime du travail dans les ports maritimes ».

Contrairement à ce qu'avaient pu laisser prévoir ses premiers propos, le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, appuyé par M. Bérégovoy, a décidé de ne pas tergiverser et d'entendre sans délai la procédure parlementaire pour moderniser l'organisation de la manutention dans les ports. La tâche du gouvernement aura été facilitée par les travaux préparatoires accomplis par M. Jean-Yves Le Drian, prédécesseur de M. Josselin. Les pouvoirs publics savent que leur « offensive » déclenchera de vives protestations parmi les dockers mais ils sont prêts au « dialogue social » et aux « ouvertures », sous forme d'amendements.

Lire page 15 les articles de FRANÇOIS GROSCHARD

Les protestations se multiplient après le non-lieu en faveur de Paul Touvier

La France du repli

par Thomas Ferenczi

Il n'y a rien de commun, apparemment, entre la controverse suscitée par le non-lieu rendu en faveur de Paul Touvier et celle qui vient de s'engager sur la construction de l'Europe à l'approche de la ratification des accords de Maastricht. Pourtant, chacun de ces deux événements ouvre un débat sur l'idée que l'on peut se faire de la France et de son avenir.

En refusant de traduire Paul Touvier devant une cour d'assises et en décidant

de clore le dossier, sous réserve du pourvoi en cassation formé par le procureur général de Paris, les magistrats de la chambre d'accusation ont choisi de donner raison à ceux qui souhaitent que la France cesse de fouiller dans son passé, au risque d'y faire des découvertes désagréables. Ils ont jugé qu'il était temps de tourner la page et que, plutôt que de chercher à comprendre ce qui s'est passé chez nous il y a un demi-siècle, il valait mieux renoncer à approfondir la connaissance de ces années sombres.

Lire la suite page 8

Les réalités de la Milice

par Jean-Marc Théolleyre

On ne saura probablement jamais si, en faisant bénéficier d'un non-lieu l'ancien milicien Paul Touvier, les magistrats de la chambre d'accusation de Paris ont souhaité, vingt et un ans après Georges Pompidou, voir révoqué ce « temps où les Français ne s'aimaient pas ».

Il n'est pas assuré, en tout cas, qu'il en soit ainsi, au vu des remous et des tollés entraînés par leur décision. Mais, après tout, comme le disait voici quelques mois

un ministre de la République à propos de René Bousquet, ancien secrétaire général à la police du gouvernement de Vichy - dont certains réclament qu'il soit jugé pour crimes contre l'humanité, - il peut y avoir d'autres moyens qu'un procès pour empêcher que s'oublient la politique de Vichy et les conséquences de sa collaboration avec l'Allemagne nazie, décidée, faut-il le rappeler, dès le mois d'octobre 1940 et sans cesse réaffirmée avec constance.

Lire la suite page 9

La ratification des accords de Maastricht

Le RPR et l'UDF sont divisés sur l'avenir de l'Europe page 7

La sécheresse en Afrique

L'une des pires du siècle selon la FAO page 6

La restructuration des forces armées

La France va dissoudre une division d'infanterie en Picardie page 10

L'organisation du sport

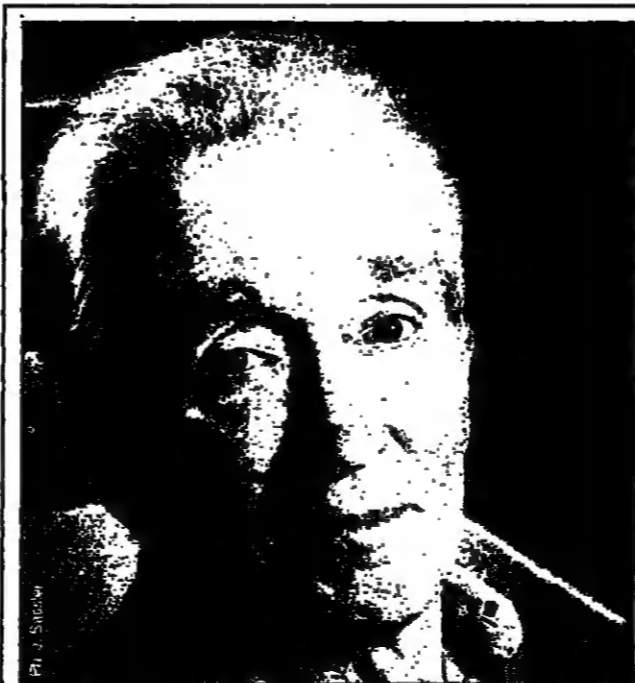
Selon un projet de loi, les clubs professionnels devront avoir une gestion plus claire et plus rigoureuse page 10

L'ANPE et les chômeurs de longue durée

L'agence juge « réalistes » les objectifs du gouvernement page 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

« Le Monde des chiffres », page 15
« Demande d'emploi », page 16
« Le Monde immobilière », page 16 et 17



Claude Roy
Le rivage des jours
1990-1991
nrf
GALLIMARD

ARTS • SPECTACLES

Les mirages de Séville

A quoi sert une exposition universelle en cette fin de siècle ? A célébrer une vieille utopie saint-simonienne - le progrès naît de la force de l'industrie ? A présenter les technologies de demain ? A promouvoir la grande foire commerciale de notre modernité finissante ? Après Bruxelles 1958, Montréal 1967 et Osaka 1970, Séville 1992 se veut, sur le thème des découvertes, un événement majeur sur le plan de la communication.

L'île de la Cartuja qui accueille 111 pays, 21 organisations internationales, et une trentaine de sociétés multinationales, est d'abord un vaste plateau de télévision. Sur cette agora cathodique, l'image l'emportera sans doute sur la réalité et la fête tiendra lieu d'espérance.

Mais une exposition universelle c'est aussi le reflet d'une époque. Celle-ci autant qu'une autre. Une promenade à travers les pavillons permet de visualiser les préoccupations de la planète aujourd'hui hantée par ses contradictions, écologie-technologie, nature-culture. Expo '92, c'est enfin l'occasion pour l'Espagne de prouver sa vitalité économique et de parachever son intégration européenne.

Lire notre dossier pages 25 à 36

La sélection de la semaine, foliotée de I à IV, est au centre du cahier.

ÉDUCATION • CAMPUS

Pagaïlle au rectorat de Paris

Un rapport confidentiel de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale dresse un constat « catastrophique » sur le fonctionnement des services du rectorat de Paris et, en particulier, de la division chargée de la gestion des traitements des enseignants.

Dossiers oubliés, perdus, ou même jetés, retards de plusieurs mois, voire de plusieurs années, tricolage courtois de l'organisation, absentéisme des personnels, « dilution des responsabilités » et « fautes professionnelles inexcusables ».

page 11

DÉBATS

Médecine

La révolution thérapeutique

par Jean Hamburger

Le Monde et la Cité des sciences et de l'industrie ont organisé le 15 et 16 avril, dans le centre des congrès de La Villette, à Paris, un colloque sur « La santé des citoyens et les réalités de la médecine ». Nous avions demandé au professeur Jean Hamburger, de l'Académie française, président de l'Académie des sciences qui, on le sait, est décédé le 1^{er} février, d'intervenir au cours de cette manifestation. Son épouse a eu l'amabilité de nous transmettre le texte qui avait été rédigé à cette occasion et qu'on lira ci-dessous.

C'EST bien de révolution qu'il s'agit. Révolution, c'est-à-dire rupture. Rupture avec un passé thérapeutique millénaire : non seulement le praticien a pour la première fois le pouvoir de changer le destin du malade menacé de mort, mais l'esprit même de l'action thérapeutique a subi une évolution profonde. Or les règles fondamentales du jeu sont restées les mêmes. Le *primum non nocere* est demeuré impératif, alors que bien peu de traitements efficaces sont tout à fait inoffensifs ; la rigueur morale reste maîtresse de la décision, alors que l'action s'exerce aujourd'hui jusque dans des domaines où la morale est floue ; la tâche du médecin est d'aujourd'hui plus complexe, alors que la machinerie thérapeutique qui s'interpose désormais entre le malade et son médecin risque d'altérer la relation affective qui doit les unir. De cet affrontement entre la mission éternelle de la médecine et la brusque métamorphose de ses moyens d'agir naissent des difficultés nouvelles, et parfois d'insolubles dilemmes qu'il faut pourtant résoudre.

Comment décrire l'explosion des pouvoirs de la thérapeutique ? En trente ans, plus de cent médicaments et techniques nouvelles ont été mis à la disposition du praticien. Des antibiotiques multiples et puissants peuvent maîtriser des états infectieux qui, hier encore, étaient sans recours. Des hormones humaines, fabriquées par des êtres monocellulaires, ont succédé aux hormones animales. La maîtrise de la fécondité a été obtenue à la fois par les méthodes anticonceptionnelles et, à l'inverse, par les méthodes de procréation *in vitro*. Les antidépresseurs ont fait des miracles, tandis que d'autres médicaments psychotropes mineurs, dits tranquillisants, inondaient le marché. On possède maintenant des traitements puissants contre l'hypertension, les calculs biliaires, les calculs rénaux, les arythmies, les leucémies, les proliférations cancéreuses et bien d'autres situations pathologiques.

Les chirurgiens ouvrent les cœurs et les réparent. L'immunologie a découvert l'immunomodulation, qui permet aussi bien de stimuler les défenses de l'organisme que de les déprimer, et le rêve de réaliser des transplantations d'organes a enfin abouti. Les généticiens ont créé l'ingénierie génétique et ouvert le chapitre de la thérapie génique. Les chercheurs sur les greffes ont permis de définir une carte d'identité biologique, qui transforme notre conception de la prévention des maladies. Le traitement de l'urémie a donné le coup d'envoi du chapitre des organes artificiels. La synthèse de médicaments nouveaux est sur le point de passer de l'empirisme total à la conception

intelligente, grâce à la représentation moléculaire active en trois dimensions et à la définition des sites sensibles. Il me semble que je pourrais continuer indéfiniment la liste de ces métamorphoses.

Le progrès est admirable. Mais il faut bien apercevoir qu'il bouscule profondément les conditions mêmes du geste thérapeutique. La médecine ne peut plus être ce qu'elle était. Quel que soit notre attachement aux formes traditionnelles de l'action médicale, les événements nous contraignent aujourd'hui à revoir les règles du jeu. La révolution thérapeutique doit obligatoirement engendrer une révolution dans l'organisation de la médecine, dans l'enseignement de son exercice.

Autre organisation

L'incroyable développement des moyens thérapeutiques ne permet plus au praticien de connaître dans le détail et d'inscrire dans sa mémoire la totalité de ce qu'il devrait savoir, pour traiter au mieux les malades qui se confient à lui. J'ai compté que le marché français offrait maintenant 173 préparations d'antibiotiques divers, 54 variétés de chimiothérapie antitumorale, 23 antiarythmiques différents, 112 préparations de corticoïdes, 124 produits analgésiques, et ainsi de suite. Cette invasion bénéfique et précieuse m'amène à penser qu'il faut pousser l'audace jusqu'à concevoir une organisation différente de l'activité médicale. J'ai plaidé, sans aucun succès jusqu'à présent, pour deux changements importants.

Le premier changement que je me permets de suggérer est la création d'un réseau d'information permanent au service de tous les médecins de notre pays. À l'époque du Minitel et du développement des moyens de télécommunication, il devrait être possible de réaliser un tel dispositif. La loi confie aujourd'hui à l'hôpital universitaire trois missions : les soins, l'enseignement, la recherche. Je voudrais qu'une quatrième mission lui fût confiée, avec la création de centres d'information, auxquels chaque médecin pourrait s'adresser. Quelques médecins hospitaliers et universitaires devraient être responsables de tels centres, et ces centres devraient former un réseau où seraient engrangés et constamment mis à jour les renseignements diagnostiques et thérapeutiques dont chaque médecin peut avoir à tout moment besoin. De nombreux banques de données et d'expertise existent déjà dans tel ou tel chapitre de la médecine. Il faudrait maintenant une banque centrale pour l'ensemble des problèmes thérapeutiques. Puisque la mémoire des hommes est aujourd'hui submergée, il faut l'aider par les moyens limités de la mémoire informatique.

Un second changement pourrait répondre, à mes yeux, au désir de rompre la solitude du praticien, seul en face de décisions de plus en plus difficiles. Les médecins hospitaliers connaissent l'immense apaisement que leur apporte l'appui de l'équipe qui les entoure à chaque décision difficile. Comment créer pour le praticien isolé un semblable réseau d'assistance décisionnelle sans passer cependant le moins du monde sur sa liberté de prescription ? Je crois qu'une des conditions de réussite, pour un tel dessein, est d'améliorer les rapports entre les praticiens et l'hôpital, et particulièrement l'hôpital universitaire. J'imagine, au centre de l'hôpital de demain,

un service général d'un nouveau genre, service entouré de la couronne des services spécialisés. Dans ce nouveau type de service hospitalier central de médecine générale, non seulement les praticiens seraient admis, mais toutes les décisions seraient prises en commun par les médecins hospitaliers et par le médecin personnel du patient.

Il s'agit de faire disparaître l'aveuglement des praticiens pour ce qu'ils nomment avec mépris l'hospitalocentrisme. Il s'agit de donner au praticien, chaque fois que le cas est sérieux et le choix thérapeutique malaisé, le même appui que celui dont bénéficient les médecins hospitaliers. Il s'agit de détruire le complexe d'infériorité que ressent trop souvent le praticien dans ses relations avec l'hôpital universitaire, lequel fut au reste l'*alma mater* où il a appris son métier. Il est inutile de dire que ces services d'un nouveau genre devraient inventer un nouveau style. D'ailleurs, il me semble que la médecine générale elle-même doit être réinventée à la lumière du progrès actuel de la puissance thérapeutique : le problème inédit, le problème crucial aujourd'hui, celui auquel le praticien est sans cesse confronté, c'est, sur cent malades, de trouver la juste frontière entre ceux, les plus nombreux, dont le geste médical peut prendre à lui seul la responsabilité et les quelques autres cas où il est dangereux de ne pas avoir l'avis du spécialiste.

Autre démarche

C'est presque un nouveau métier, qui n'existait pas il y a trente ans. C'est une nouvelle discipline dont les règles devront être mises au point par les chefs de service des unités hospitalières de médecine générale. Et je conçois mal que les praticiens, s'ils ne se sentent pas un peu chez eux dans ces unités d'un genre nouveau, puissent se familiariser avec cette discipline nouvelle.

Je n'ai jusqu'à présent parlé que de la métamorphose des moyens de traitement. Un autre changement

profond s'est produit, sans que nous en ayons toujours pleine conscience. Il s'agit d'un changement dans les principes mêmes de l'action thérapeutique, au moins dans les situations aiguës et graves. L'enseignement traditionnel énonçait que l'intervention du médecin n'était vraiment éssentielle que s'il pouvait supprimer la cause de la maladie. La seule tactique pour guérir un empoisonnement était d'administrer l'antidote. Et, dans une infection, les seuls remèdes réellement efficaces étaient ceux qui s'attaquaient au germe responsable, par exemple en usant des antibiotiques. Ce fut, me semble-t-il, une autre révolution le jour où l'on s'aperçut que le traitement des conséquences, et non des causes, de la maladie pouvait jouer un rôle essentiel dans la guérison d'une affection sévère.

Cette histoire commença avec la naissance du concept de réanimation médicale. Je plaide coupable pour avoir proposé ce terme dans les années 50, sans me rendre compte qu'il risquait de créer une confusion avec les méthodes de resuscitation d'un homme en état de mort apparente. La réanimation médicale n'est nullement l'art de faire revenir à lui un malade évanoui. Elle consiste, pendant toute la période critique d'une maladie aiguë, à prendre le contrôle du milieu intérieur, que l'organisme malade ne maîtrise plus. Il s'agit de suivre, et de corriger éventuellement sans délai, les teneurs et concentrations du sodium, du chlore, du potassium, des bicarbonates, de l'ion hydrogène, du magnésium, du calcium, des corps azotés, ainsi que l'oxygénation corporelle, l'équilibre cardio-vasculaire et l'équilibre des facteurs de coagulation sanguine. Voici un malade dont un traumatisme, ou une infection, ou une agression toxique, a suspendu pendant huit ou dix jours le fonctionnement rénal. Au début de ce siècle, il était à coup sûr condamné à une mort certaine. Aujourd'hui, alors même qu'on ne peut rien contre la cause de cette aurie, la seule correction de ses conséquences permettra la guéri-

son. Chacun sait comment les unités de réanimation médicale se sont développées dans tous les hôpitaux de tous les pays du monde. Mais ce n'est point là mon propos. Ce que je voudrais montrer, c'est que la thérapeutique tout entière s'est trouvée changée par l'apparition de ce concept.

Dans les services de cardiologie, de gastro-entérologie, de néphrologie, de pneumologie, on ne cesse de faire aujourd'hui de la réanimation médicale sans le dire, un peu comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir. La thérapeutique de toute situation grave comporte maintenant, d'impérative façon, la surveillance méthodique des conséquences de la maladie sur les équilibres internes du corps. Et l'on peut affirmer que cette novation a considérablement amélioré les résultats de la thérapeutique, dans toutes les branches de la médecine.

Autre tempête dans la démarche thérapeutique : la montée des pouvoirs a multiplié les problèmes moraux. Pauvre de moyens d'action, le médecin d'autrefois n'avait, par là même, que des responsabilités à sa mesure. Il n'avait pas besoin de ce « supplément d'âme » que réclame aujourd'hui un formidable accroissement de puissance.

Question d'éthique

Première famille de décisions difficiles : la maladie est grave, mais le traitement curateur n'est pas inoffensif. Il s'agit de peser le risque thérapeutique et les risques d'évolution spontanée. Voici un patient qui ne peut être guéri que par une intervention chirurgicale : si on ne l'opère pas, il n'a guère de chances de survie ; mais il est si faible que l'intervention a une chance sur deux de le tuer. Faut-il l'opérer ? Voici un autre malade atteint d'une de ces infections très graves dues à des champignons microscopiques, telles que certaines candidoses généralisées, des histoplasmoses, des cryptococcoses, des blastomycoses et autres mycoses diverses. Le seul traitement actif, capable de sauver ces malades en

danger de mort, est l'amphotéricine B, mais ce remède peut provoquer des chocs sévères, un arrêt du cœur, des convulsions, une gastro-entérite hémorragique, et surtout il attaque constamment les reins d'une façon parfois irréversible. On conçoit sans peine les problèmes moraux que son usage fait naître. Peu de médicaments sont aussi dangereux, mais presque aucun n'est indemne de quelque toxicité ; même quand les accidents que le traitement peut provoquer sont rares, ils ne peuvent manquer de hanter le médecin : plus d'une fois, il souhaiterait que des règles morales universelles l'aident à prendre sa décision, mais la morale ne répond pas à ce genre d'interrogation.

Elle ne répond pas non plus quand la santé d'une femme enceinte est menacée par la poursuite de sa grossesse : avec quels poids et quelles mesures peut-on mettre en balance le désir de la mère d'avoir un enfant, la crainte qu'elle ne paye ce désir de sa vie et la mise à mort de l'enfant ?

Et que dire des problèmes éthiques que soulèvent aujourd'hui les nouveaux moyens de procréation artificielle, fécondation *in vitro*, mères dites de substitution, etc. ? Ou le don d'organe pour transplantation ? Ou les thérapies génétiques, modifiant le patrimoine héréditaire d'un être vivant ?

Dans tous ces cas difficiles, le malade doit assurément partager avec le médecin le poids de la décision. La tâche du médecin n'est pas de mener autocratiquement la démarche thérapeutique, mais bien de l'adapter aux désirs profonds du malade. Mais qui ne voit combien ces principes sont souvent d'application malaisés ? Les fondements généraux de l'éthique thérapeutique sont clairs : défendre la santé et la vie du malade par tous les moyens aujourd'hui disponibles. Mais ces fondements montrent leur insuffisance quand il s'agit de les appliquer à ces états de cas particuliers que crée chaque situation pathologique.

Politique

La dignité retrouvée

par Bernard Stasi

Chaque jour davantage l'immensité des dégâts humains et sociaux, économiques et écologiques, provoqués par les tenants de cette idéologie.

Une victoire politique de l'opposition

Victoire politique aussi, car aux yeux de nombreux Français qui pouvaient douter de la fermeté de l'opposition dans ce domaine, et qui hésitaient, par conséquent, à lui apporter leur voix, celle-ci apparaît désormais comme la force politique la plus apte à contester la montée en puissance, qui ne paraît plus désormais irrésistible, du Front national. Le mouvement du PS, qui prétendait rassembler autour de lui tous les adversaires des thèses léninistes, a lamentablement échoué. Le légitime réflexe républicain contre certaines valeurs contraires à la conception française de l'identité nationale et de la dignité de l'homme doit jouer à l'avenir en faveur de l'opposition.

Victoire également dans la mesure où le durcissement de l'opposition à son égard a poussé le Front national à la fuite. Les votes déborderaient, contradictoires, incohérents de ses conseillers régionaux à l'occasion des scrutins pour la présidence des régions ont déconstruit une partie des électeurs du Front national, en même temps qu'ils ont largement contribué à discréditer, aux yeux des Français, la représentation proportionnelle, dont le parti de M. Le Pen a pour-tant impérieusement besoin pour peser d'un poids plus lourd sur la vie politique nationale.

Si le score obtenu par l'UDF à l'occasion des élections cantonales et régionales ne signifie pas qu'une grande majorité de Français attend avec impatience que l'opposition prenne rapidement en main les destinées du pays, le nouveau crédit moral dont elle dispose désormais lui permettra d'obtenir un plus large succès lors des prochaines échéances électorales. Parce qu'elle n'a pas voulu perdre

son âme lors des récentes élections locales, l'opposition a renforcé ses chances de gagner nettement les élections nationales à venir.

Qu'il me soit permis d'ajouter que les centristes, soupçonnés en permanence de faiblesse et d'indécision par certains de leurs partisans, ont, par leur fermeté, par leur constance, par leur intransigeance concernant les relations avec le Front national, rendu un immense service à l'ensemble de l'opposition. Et sans doute au pays tout entier.

► Bernard Stasi est premier vice-président du CDS.

Le Monde

Édité par la SAIR, Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaudron, président

directeur de la publication

Bruno Lepetit

directeur de la rédaction

Jacques Guille

directeur de la gestion

Manuel Luciani

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

adjoints du directeur

de la rédaction

Yves Agnès

Jacques Amalot

Thomas Fereznitz

Philippe Herremans

Jacques-François Simon

Directeur

des relations extérieures

Anciens directeurs :

Hubert Benoit-Méry (1944-1989)

Jacques Fauver (1989-1992)

André Lemaire (1982-1989)

André Fontaine (1985-1991)

REDACTION ET SERVICE SOCIAL :

15, RUE FAUGIERE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-65-25-89

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUGO - BEAUVILLE-MÉRY

94852 IVRY SUR SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : 40-60-30-10

15 guides présentés par VOYAGEURS DU MONDE

Les Annuels Voyageurs vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les Annuels Voyageurs chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka
Italie
Antilles
New York
Guatemala

Chine
Mexique
Japon
Brésil
Inde

Québec
Thaïlande
Russie
Usa west
Tchécoslovaquie

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

192 p.
80 f

L'entrée en vigueur de l'embargo décidé par l'ONU à l'encontre de la Libye

La Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute instance judiciaire des Nations unies, a refusé, mardi 14 avril, par onze voix contre cinq, de proposer des « mesures conservatoires » dans le différend qui oppose la Libye aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne. Cette décision a précédé de quelques heures l'entrée en vigueur de la résolution 748 du Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoit notamment un embargo aérien et militaire à l'encontre de Tripoli. Pour justifier sa décision complexe, qualifiée par le président George Bush de « très bonne et de très importante », la CIJ se réfère à l'article 41 de son statut pour affirmer que « les circonstances ne sont pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires ».

Volontairement coupée du monde, la Libye avait observé, mardi, un « deuil national » pour le sixième anniversaire du raid aérien américain sur Tripoli et Benghazi. Cette journée avait été marquée, dans la capitale, par des manifestations antioccidentales au cours desquelles « l'Association des parents des victimes de l'agression », les écoliers, les lycéens et les « congrès populaires », unités de base du système politique libyen, ont dénoncé « l'injustice » de la résolution 748. Radio Tripoli et l'agence officielle JANA se sont fait l'écho de la « colère » des autochtones. « Nous sommes prêts à retourner vivre sous nos tentes, comme nos ancêtres, plutôt que de sacrifier notre dignité et notre liberté », avait déclaré l'un d'eux.

La Libye qui avait espéré, jusqu'à la dernière minute, que le verdict de la CIJ lui serait favorable, a mal réagi au revers politico-juridique qui lui ont infligé les juges de La Haye. De même, s'est-elle montrée apparemment très déçue de ne pas avoir pu obtenir, notamment grâce à l'entremise des pays arabes, un report des sanctions internationales.

Pour leur part, les pays membres de la CEE ont décidé, mardi, d'appliquer « scrupuleusement » les sanctions décidées par le Conseil de sécurité. Ils ont, à cet effet, édicté un règlement relatif à l'interdiction du trafic aérien avec la Libye et à l'embargo sur le matériel et les services aéronautiques, qui est entré en vigueur mercredi matin.

Au cours d'une conférence de presse réunie, mardi, à Istanbul, à l'issue de sa visite en Tunisie, M. François Mitterrand s'est refusé à « spéculer sur une évolution de la situation qui dépend de la Libye et pas de la France ». Soulignant que « la résolution votée par le Conseil de sécurité n'engage pas de solution militaire », le chef de l'Etat a indiqué que « la France respecte cette résolution dans ses strictes limites, ni plus ni moins ».

Les mesures prévues par la résolution 748

Selon la résolution 748 adoptée le 31 mars par le Conseil de sécurité de l'ONU, tous les Etats doivent appliquer les sanctions à partir de mercredi 15 avril et les maintenir jusqu'à ce que le Conseil estime que la Libye a satisfait à ses demandes. Le Conseil doit réexaminer les mesures tous les 120 jours, voire plus tôt « si la situation le nécessite ».

Embargo aérien

Tous les Etats doivent interdire leur territoire aux avions se rendant en Libye ou en revenant. Des exceptions seront faites pour les cas de vols approuvés par le Conseil, concernant des aides humanitaires d'urgence ou les pèlerins à la Mecque. Est également interdite la vente de pièces détachées d'avions à la Libye, la réparation des appareils libyens et la fourniture de nouveaux contrats d'assurance. Les Etats doivent d'autre part fermer tous les bureaux des Libyens Arab-Afghans.

Interdiction des ventes d'armes

Tous les gouvernements doivent interdire la vente ou le transfert d'armes, y compris les munitions et les véhicules militaires. Les conseillers militaires étrangers doivent se retirer de Libye.

Réduction du personnel diplomatique

Tous les Etats doivent « réduire de manière significative » le nombre de diplomates libyens dans les ambassades et les consulats, restreindre ou contrôler les déplacements du personnel restant. La résolution ne s'applique pas aux diplomates étrangers en poste en Libye.

Les sanctions ne seront levées que lorsque la Libye remettra aux Etats-Unis ou à la Grande-Bretagne, pour qu'ils soient jugés, deux agents soupçonnés d'avoir placé une bombe à bord du Boeing de la Pan Am, qui a explosé en vol, en décembre 1988, au moment où il survolait la localité écossaise de Lockerbie, faisant 270 morts. La Libye doit également coopérer avec la France qui veut interroger quatre autres suspects dans l'affaire de l'attentat contre un avion d'UTA, qui avait explosé en vol, en septembre 1989, au-dessus du Niger, faisant 170 morts.

La Libye doit par ailleurs cesser « toutes formes » d'activités terroristes et le montrer par des « actes concrets ». Selon des diplomates occidentaux, cela signifie que la Libye doit fermer tous les camps d'entraînement de groupes considérés comme terroristes. Londres veut en outre des renseignements sur les armes qui auraient été fournies à l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ainsi que des listes de membres de l'IRA qui ont été entraînés en Libye. La France recherche aussi l'extradition d'un Palestinien, appartenant au groupe Abou Nidal, présumé responsable de l'attentat contre le navire de croisière grec Chiof-Poros en 1988 (neuf morts). - (Reuters.)

Le Conseil de sécurité a refusé un nouveau délai à Tripoli

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Les quinze membres du Conseil de sécurité se sont réunis, mardi 14 avril, à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum adressé à la Libye pour que ce pays se conforme aux résolutions 731 et 748 lui enjoignant notamment de livrer ses deux ressortissants accusés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, qui sont à l'origine des deux textes, avaient préalablement indiqué aux représentants des pays membres du Mouvement des non-alignés - venus demander un report de l'échéance du 15 avril - que la proposition libyenne de remettre les deux suspects à Malte n'était pas conforme aux exigences des résolutions.

Au cours des consultations, le Maroc, qui, au sein du Conseil de sécurité, est le porte-parole des pays arabes, avait aussi plaidé en faveur d'un délai de grâce de vingt-quatre ou de quarante-huit heures avant l'entrée en vigueur des sanctions, de manière à rechercher un ultime compromis avec la Libye. Mais, aucun texte en ce sens ne lui ayant été soumis, le Conseil, actuellement présidé par le Zimbabwé, s'est séparé après moins d'une heure de discussions, dans un climat tendu, sans remettre en cause l'ultimatum prévu.

Conformément à la procédure adoptée à l'encontre de l'Irak, un

comité des sanctions a été aussitôt constitué pour suivre l'affaire libyenne. Composé des quinze membres du Conseil et présidé par la Hongrie (les deux vice-présidents étant assurés par le Japon et le Venezuela), ce comité s'est réuni, mardi, pour la première fois, afin d'étudier en détail l'application des sanctions, notamment celle de l'embargo aérien. Celui-ci autorise néanmoins les vols à caractère humanitaire (y compris le déplacement des pèlerins se rendant à La Mecque) et l'évacuation des résidents étrangers, dont 10 000 Européens, travaillant pour la plupart dans le secteur pétrolier (parmi eux, environ 5 000 Britanniques, un millier d'Américains et 259 Français).

Pour le moment, les auteurs des deux résolutions se refusent à envisager d'autres formes d'action - embargo commercial, voire pétrolier - afin de contraindre Tripoli à se soumettre aux résolutions de l'ONU. Cependant certains commentateurs américains envisagent une réaction « musclée ». Se félicitant de la décision de la Cour internationale de justice qui a refusé de considérer les arguments libyens, M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, a simplement évoqué la possibilité de recourir à des « sanctions additionnelles », dont il n'a pas voulu préciser la nature, au cas où la Libye persisterait dans son attitude actuelle.

SERGE MARTI

Le Caire a pris ses distances à l'égard du colonel Kadhafi

LE CAIRE de notre correspondant

Comme il l'avait fait au mois d'août 1990, après l'invasion du Koweït par l'Irak, le président Hosni Mubarak a convoqué, mercredi 15 avril, une réunion du cabinet et des commissions parlementaires des affaires étrangères et de la défense pour, cette fois, exposer les efforts déployés par l'Egypte afin de tenter de résoudre la crise entre Tripoli et les pays occidentaux.

Le rais avait récemment affirmé que « la balle était dans le camp libyen et que c'était dorénavant à Tripoli de prendre la position qui s'imposait ». Le quotidien officieux Al-Ahram a donné des précisions supplémentaires sur la position du Caire en révélant que M. Mubarak avait « clairement exposé la conjoncture » au colonel Kadhafi, dimanche, lors d'une escale à Tripoli.

L'autobus au secours de l'Irak

Ces clarifications consistaient, selon Al-Ahram, à souligner que « juste ou pas, la résolution du Conseil de sécurité est légale et doit être respectée par les pays arabes qui ne veulent pas subir eux-mêmes des sanctions ». Le rais avait rappelé à son interlocuteur « le rôle prépondérant » des Etats-Unis depuis la disparition de l'Union soviétique de la scène internationale, et indiqué que la crise de confiance entre la Libye et le reste du monde est due à sa versatilité, puisque « ce que dit la Libye aujourd'hui est démenti le lendemain ».

La presse officielle qui, il y a quelques jours encore, soutenait les propositions libyennes de compromis, a, elle aussi, pris ses distances en vue de préparer l'opinion publique à l'application des sanctions. L'éditorialiste d'Al-Ahram écrivait, mercredi, que, « en politique, la raison dicte de se plier face à la

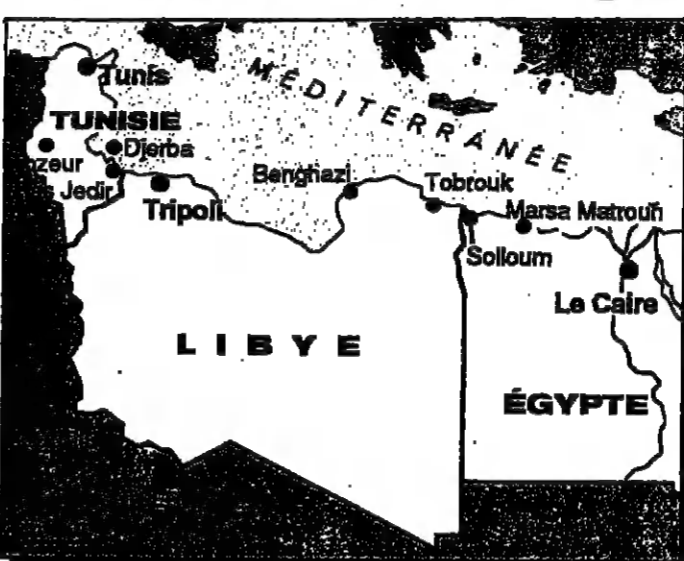
tempête (...) et ceux qui conseillent à la Libye de défer le monde et de lui déclarer la guerre seront, comme les rats, les premiers à quitter le navire en cas de naufrage ». Plus explicite, l'éditorialiste du quotidien Al-Gomhouriya a souligné que « le président Bush deviendrait un héros national en Libye, comme il l'a été au Koweït, car il débarrassera le peuple libyen de ce cauchemar qu'est Kadhafi. En effet, Kadhafi et ses complices ont martyrisé le peuple libyen bien plus que ne l'ont fait les occupants italiens ».

En revanche, les journaux d'opposition ont condamné « les sanctions injustes » imposées à la Libye. L'hebdomadaire islamiste-socialiste Al-Chaab a ainsi dénoncé très violemment le « défi occidental lancé aux peuples égyptien et arabe ». Son rédacteur en chef a affirmé : « Nous ne craignons pas leur terrorisme et nous ne sommes pas seuls dans notre confrontation avec l'Amérique ».

Selon la presse officieuse, l'embargo aérien contre la Libye provoquera surtout une réduction du nombre de touristes libyens en Egypte, évalué à un million par Al-Gomhouriya. Mais, il ne devrait pas gêner les échanges commerciaux entre Le Caire et Tripoli - 500 millions de dollars depuis le mois de juillet - puisque 90 % des marchandises sont transportées par voie terrestre.

Il en va de même pour les Egyptiens - de cinq cent mille à deux millions d'expatriés en Libye - qui vont et viennent entre les deux pays. Ainsi, un accord vient d'être conclu entre Libyan Arab Airlines et Egyptair pour assurer par autobus des correspondances entre les vols domestiques égyptiens et libyens. Le voyageur qui voudra se rendre en Libye pourra donc emprunter Egyptair jusqu'à Marsa Matruh ou Solloum, de là prendre un bus qui le conduira à Tobrouk, puis un avion qui le déposera à Benghazi ou à Tripoli.

ALEXANDRE BUCCIANI



La Tunisie redoute une escalade pouvant conduire à un blocus total

TUNIS de notre correspondant

Depuis déjà quelques semaines, la Tunisie ne se faisait plus guère d'illusions sur les chances d'une « évolution pacifique » qu'elle appelait de tous ses vœux, tant ses relations avec la Libye sont importantes (le Monde du 7 avril).

En principe, les sanctions imposées maintenant par les Nations unies ne devraient pas avoir, dans l'immédiat, de graves répercussions sur les nombreux échanges existant entre les deux pays. Pour le moment, à l'exception de la suppression de deux vols hebdomadaires de la compagnie nationale Tunis Air à destination de Tripoli, aucune disposition particulière n'a été prise. Les autorités affirment, néanmoins, être prêtes à toute éventualité au cas où l'unique poste-frontière terrestre, situé à Ras-Jedir, connaîtrait, dans les semaines à venir, une affluence inhabituelle. Les effectifs de la police et de la douane se verraient alors renforcés, et des moyens de transport jusqu'à l'aéroport de Djedida seraient mis à la disposition des voyageurs.

Au besoin, ces derniers pourraient aussi utiliser l'aéroport, plus éloigné, de Tozeur. Dans les milieux informés, on indique que des vols supplémentaires pourraient même être organisés à la demande des pays désireux de rapatrier de Libye leurs

ressortissants en transit en Tunisie. Pendant un temps, ce regain d'activité peut être profitable à la Tunisie. Mais, dans les milieux politiques, on se refuse à considérer cet aspect mercantile des choses pour ne retentir que les risques d'une escalade pouvant conduire jusqu'à un blocus total du « pays frère ». C'est sans doute pourquoi le bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir, qui s'est réuni mardi 14 avril, a décidé que seul « un règlement pacifique est susceptible d'éviter toute détérioration pouvant compliquer davantage la situation et entraîner la région dans la spirale de la violence et de l'instabilité, et de préserver les intérêts vitaux directs des pays voisins de la Jamahiriya libyenne ».

Si promptement s'enflamme pour les causes arabes, l'opinion affiche, jusqu'à maintenant, une certaine indifférence. Le colonel Kadhafi n'est pas Saddam Hussein. Le Comité national de solidarité avec la Libye que les partis de l'opposition et quelques associations ont récemment créé, demeure dans l'expectative et envisage seulement une manifestation de soutien pour le 24 avril. En revanche, les populations du Sud, à l'arabisme plus engagé et dont une large partie des activités est orientée vers la Libye, paraissent plus sensibles aux événements.

MICHEL DEURÉ

IRAK

Les Occidentaux mettent en garde Bagdad contre un renforcement militaire près du Kurdistan

Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont mis en garde, mardi 14 avril, l'Irak contre les « sérieuses conséquences » que risquent d'avoir le renforcement de ses moyens militaires dans le nord du pays, près du Kurdistan, a-t-on appris de sources informées à l'ONU. Les ambassadeurs aux Nations unies des trois pays ont entrepris une démarche commune en ce sens auprès de leur collègue irakien.

Washington, Paris et Londres s'inquiètent de la présence, au nord du 36° parallèle, de missiles, de puissants radars qui leur sont couplés et de personnels pour les servir. Ce parallèle définit une zone interdite aux forces de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe, afin de protéger les populations kurdes. L'aviation alliée, ont dit les ambassadeurs occidentaux, ne renoncera pas à ses survols du territoire irakien et n'acceptera aucune menace des forces gouvernementales. - (AFP.)

Les exportations de pétrole risquent de terme d'être perturbées

Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a jusqu'ici décrété aucun embargo sur le pétrole libyen. Indirectement, pourtant, les sanctions internationales risquent de gêner à terme les exportations de brut, la source quasi unique de devises de Tripoli. En temps normal, des milliers de techniciens occidentaux - dont une majorité d'Italiens, de Britanniques et d'Américains - travaillent en effet sur les gisements de pétrole. Leur départ précipité, par crainte d'une aggravation de la crise, finirait par passer, de l'avis des experts, de sérieux problèmes pour le maintien de la production pétrolière libyenne, évaluée actuellement à 1,45 million de barils/jour par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

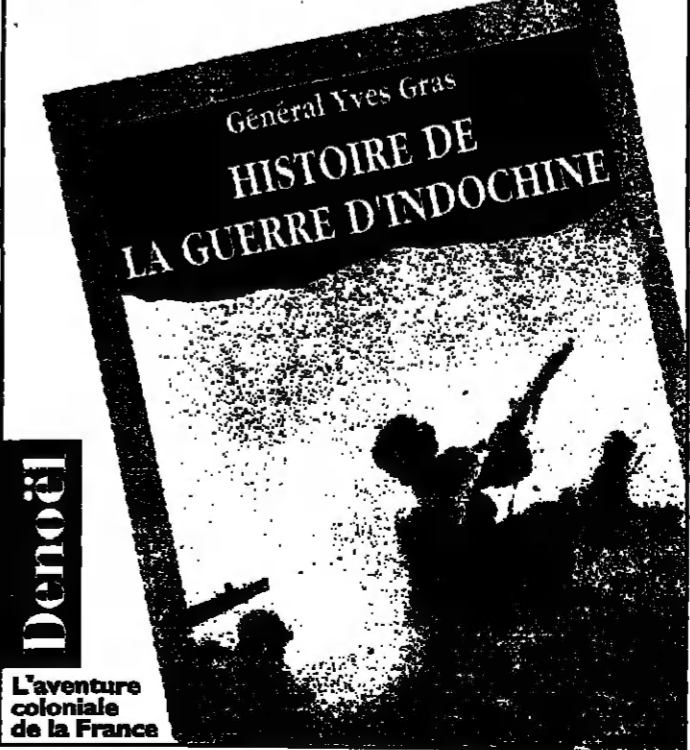
En revanche, il semble bien que Tripoli a réussi à mettre en place, au cours des dernières années un système lui permettant d'échapper directement sur les marchés une grande partie de son pétrole et de ses produits raffinés. Selon la revue spécialisée Pétrostrategies, ce système, dont le pivot est le groupe Olivinvest, présent notamment en Italie, en Allemagne et en Suisse, permet à la Libye de commercialiser 60 % de son brut et 80 % de ses produits raffinés.

Par mesure de rétorsion, la Libye pourrait à son tour décider de boycotter les pays consommateurs jugés trop « agressifs » à son égard. Dans ce cas de figure, la France, par exemple, pourrait se voir privée de 5 % de ses approvisionnements environ (4,1 millions de tonnes importées entre février 1991 et janvier 1992). Une telle mesure serait sans conséquence sur l'excédent de pétrole brut sur les marchés. D'ailleurs, après avoir montré quelques signes de raffermissement, les cours ont repris leur mouvement de baisse mardi 14 avril sur le marché à terme new-yorkais.

J.-P. T.

À IRAN : M. Bazargan critique le déroulement des élections. - Ancien premier ministre de la République islamique d'Iran, M. Mehdi Bazargan a critiqué le déroulement des élections législatives de vendredi dernier, affirmant, mardi 14 avril, qu'elles n'avaient pas été « libres, constitutionnelles et respectueuses des droits de l'homme ». M. Bazargan dirigeant du Mouvement de libération d'Iran (MLI) qu'il a fondé en 1961, a également déclaré : « Ce scrutin s'est déroulé dans un cadre illégal, inconstitutionnel, et l'opposition n'a pas pu s'y exprimer ». - (AFP.)

Le livre de référence



EUROPE

POLOGNE

Walesa et le gouvernement s'affrontent sur le contrôle de l'armée

différend qui oppose les plusieurs mois le président Lech Walesa à son premier ministre, M. Jan Olszewski, à propos du contrôle des forces armées a tourné la semaine dernière à l'épreuve de force. Le ministre de la défense, M. Jan Parys, a proposé de démissionner après avoir lancé de rocambolesques accusations de «conspiration contre la démocratie» en visite officielle aux Etats-Unis. M. Olszewski s'est pour l'instant contenté de lui faire prendre deux semaines de «vacances».

Il fallait bien que l'orage finît par éclater, tant l'atmosphère était lourde entre le président polonais et le gouvernement formé en décembre par M. Olszewski, cabinet dont M. Walesa n'a jamais caché qu'il aurait préféré le voir formé par un autre. Les tensions inévitables issues de cette cohabitation à la polonaise, depuis les élections législatives d'octobre 1991, se sont en effet rapidement focalisées sur la défense et l'armée, domaines qui ressortissent théoriquement à la fois de la compétence du chef de l'Etat, «chef suprême des armées», et du gouvernement, sans que les textes définissent avec précision les attributions de l'un et de l'autre.

Le problème ne se posait pas tant que le président et le premier ministre avaient la même idée du rôle de l'armée et de son commandement, ce qui était le cas avec les prédécesseurs de M. Olszewski : ceux-ci acceptaient que le portefeuille de la défense fût dévolu par un homme déjà officier général sous l'ancien régime, le vice-amiral Kolodziejczyk, afin de ne pas perturber l'armée par des changements trop brutaux. N'avait-on pas, d'ailleurs, adjoint à l'armée deux vice-ministres civils, MM. Onyszkiewicz et Komorowski, pour témoigner de complaisance à l'égard des communistes ?

Mais les partis sur lesquels s'appuie M. Olszewski avaient fait campagne sur le thème de l'épuration des cadres de l'ancien régime. Le nouveau ministre de la défense fut donc naturellement un civil, M. Jan Parys, un homme de qua-

rente et un ans, peu préparé à ce poste et qui commença par verser sans préavis au cadre de réserve l'amiral Kolodziejczyk, pourtant âgé seulement de cinquante-deux ans. Premier accord : c'est par le journal télévisé du soir que le président Walesa apprit cette décision qui fut le don de «l'irriter». Elle l'irrita d'autant plus que l'amiral, qui s'était montré un ministre très loyal, avait toute sa confiance.

Après une vaine tentative de conciliation, en janvier, les choses allèrent de mal en pis, et le Conseil de sécurité nationale, organe de la présidence, cessa d'être invité aux réunions de la direction du ministère de la défense. De plus en plus clairement, il s'agissait d'écartier Walesa et son entourage des affaires de défense.

La colère de M. Mazowiecki

Le président n'était pas au bout de ses surprises ni de ses irritations : les mois suivants, c'est à nouveau par la presse qu'il apprit la nomination de deux vice-ministres de la défense, dont le choix ne fut pas d'ailleurs sans provoquer quelques remous. L'un, Romuald Szeremietew, chef du très nationaliste Parti de l'indépendance polonaise, fit valoir ses compétences en affirmant que «la plupart des livres que j'ai à la maison sont sur l'armée» ; l'une des grandes ambitions est de «reprendre l'industrie polonaise de la défense». L'autre, Radek Sikorski, est un jeune journaliste de vingt-neuf ans qui travaillait pour le groupe de presse anglo-saxon Murdoch et possédait la double nationalité polonaise et britannique. Lorsque certains députés suggérèrent qu'il pourrait peut-être y avoir de nouvelles fonctions, renoncer à la nationalité britannique, M. Parys riposta que ce serait là «un geste fort peu diplomatique». Le jeune Sikorski, dont l'expérience de la chose militaire consistait essentiellement en reportages aux côtés de la gendarmerie, se mit néanmoins rapidement au travail, proposant par exemple de louer aux troupes de l'OTAN les vastes plaines polonaises comme terrains de manœuvres.

Pendant ce temps, le président Walesa, tout en reconnaissant que la nomination des vice-ministres ou des officiers supérieurs ne rele-

vait pas de sa compétence, rongait son frein, soulignant à l'occasion les dangers d'une épuration systématique des cadres de l'armée, car «on ne transforme pas un général en un soldat». La situation est d'autant plus délicate que le moral de l'armée polonaise n'est pas au plus haut en cette période de coupes budgétaires draconiennes. Fin mars, le président décide que la coupe est pleine et demande à M. Olszewski la démission de M. Parys - sans que cette requête soit rendue publique. Considérant alors qu'il n'a plus rien à perdre, M. Parys lance un énorme pavé dans la mare, invite les caméras de télévision à une réunion de l'état-major au cours de laquelle il accuse «certains politiciens de séduire des officiers en leur promettant de l'avancement afin de les attirer dans des intrigues politiques».

Le ministre ne nomme personne, mais la presse trouve aussitôt qu'il vise deux proches collaborateurs du président, dont Mieczyslaw Wachowski, l'ancien chauffeur de Lech Walesa. Le second tir d'artillerie est ensuite déclenché par le quotidien de droite *Nowy Swiat*, qui affirme que le cabinet présidentiel a élaboré en secret un plan visant à instaurer la loi martiale dans le pays. M. Walesa s'est, lundi 13 avril, sérieusement expliqué sur cette affaire qui, dit-il, n'est pas spécialement secrète : l'élaboration de plans d'urgence fait partie des attributions normales d'un chef de l'Etat, a fortiori en période de grandes incertitudes sur la frontière orientale de la Pologne.

Il reste de ces divers épisodes un sérieux malaise qui ne renforce ni le président ni le gouvernement. En écartant pendant deux semaines de «vacances» son ministre de la défense, probablement dans l'espoir que la tempête se calmerait d'elle-même, M. Olszewski n'a rien résolu. Bien au contraire : il a réussi l'exploit de faire entrer M. Mazowiecki dans une colère noire, jeudi dernier, lorsque M. Parys a refusé de se présenter devant la commission parlementaire de la défense. Cela serait sans importance si M. Mazowiecki et Olszewski n'étaient pas actuellement en pourparlers pour former un gouvernement de coalition.

SYLVIE KAUFFMANN

GRANDE-BRETAGNE : avec le retour de plusieurs personnalités écartées par M. Thatcher

M. Major a imprimé sa marque dans le choix des secrétaires d'Etat

Le nouveau gouvernement de M. John Major est désormais au complet. La liste des secrétaires et sous-secrétaires d'Etat a été rendue publique, mardi 14 avril. Vingt-deux des quatre-vingt-trois postes ont été confiés à des personnes de la mouvance de M. Major, le plus large depuis le retour des conservateurs au pouvoir, en 1979.

LONDRES

de notre correspondant

Comme il l'avait fait lors de la nomination des ministres (*Le Monde* du 14 avril), M. Major a pris en compte, dans le choix des secrétaires d'Etat, les différentes tendances qui coexistent au sein du Parti conservateur, mais en marquant davantage sa propre influence. De source officielle, on précise que le premier ministre a souhaité «promouvoir des talents de tous les horizons du parti», ce qui se traduit par le retour au gouvernement de plusieurs personnalités écartées par M. Margaret Thatcher.

C'est, notamment, le cas du colonel Michael Mates, nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre chargé de l'Irlande du Nord, qui s'était distingué dans le passé par son opposition à la «poll tax», et qui était le fidèle second de M. Michael Heseltine lorsque celui-ci avait tenté de prendre la succession de M. Thatcher ; M. Nigel Forman, nommé sous-secrétaire d'Etat à l'éducation, était le secrétaire parlementaire de l'ancien chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson et s'était signalé en critiquant le «système» M. Anthony Nelson, qui devient sous-secrétaire au Trésor. Mais les partisans de M. Thatcher ne sont pas oubliés : M. Jonathan Aitken, nouveau secrétaire d'Etat à la défense, est un «euro-sceptique» notoire, de même que M. John Redwood, secrétaire d'Etat à l'environne-

ment. Ce souci de l'équilibre se retrouve souvent dans le choix des secrétaires d'Etat d'un même ministre : ainsi, le secrétaire au Trésor, M. Michael Portillo, «thatcheriste» convaincu, est-il flanqué d'un sous-secrétaire d'Etat dit «modéré», en la personne de M. Stephen Dorrell ; et pro-européen - ministre du commerce et de l'industrie, M. Michael Heseltine, est aidé par la présence de M. Neil Hamilton, sous-secrétaire d'Etat et membre de l'aile droite du Parti conservateur.

L. Z.

Le successeur de M. Kinnoch sera élu en juillet. - Le comité exécutif du Parti travailliste a décidé, mardi 14 avril, que le successeur de M. Neil Kinnoch à la tête du parti sera élu le 18 juillet, au cours d'une conférence extraordinaire. Cette date est considérée comme un compromis entre la deuxième quinzaine de juin, suggérée lundi par M. Kinnoch lorsqu'il a annoncé sa démission, et octobre, date du prochain congrès du parti, que certains membres du Labour préféreraient. MM. John Smith et Bryan Gould, respectivement chancelier de l'Echiquier et responsable de l'environnement dans le «gouvernement fantôme», ont annoncé qu'ils étaient officiellement candidats à la succession de M. Kinnoch. - (AFP)

Un soldat assassiné en Ulster. - L'INLA, groupuscule dissident de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a revendiqué, mardi 14 avril, l'assassinat d'un soldat britannique, dans la nuit de lundi à mardi, à Derby, dans le nord de l'Angleterre. Blessé de plusieurs balles à la tête, le sergent, âgé de trente-quatre ans, est décédé à l'hôpital. - (AFP, Reuters)

RUSSIE : la crise politique

Les députés ont voté une résolution de compromis

Après la tempête, l'accalmie : au lendemain de l'offre de démission du gouvernement, les députés du Congrès de Russie ont voté, mardi 14 avril, une résolution de compromis sur la poursuite des réformes économiques.

Mise au point lors de consultations de coalitions entre le gouvernement «démisionnaire» et différents groupes parlementaires, cette résolution «rend la démission du gouvernement beaucoup moins inéluctable», a déclaré le secrétaire d'Etat, M. Guennadi Bourboulis. Elle prolonge en effet jusqu'à la fin de l'année le délai d'un mois, puis de trois mois, que les députés

avaient imposé au président Eltsine pour céder son poste de premier ministre. Le texte laisse aussi au président ses «pouvoirs spéciaux» en matière économique. Mais le document, adopté mardi soir «dans son principe», devait encore faire l'objet d'un débat au Congrès, mercredi.

Ces incertitudes avaient conduit le secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Nicholas Brady, à se rendre, lundi, à Moscou. Sa rencontre avec le président Eltsine, toujours absent du Parlement, ayant été annulée, il s'est entretenu, mardi, avec le responsable des réformes économiques au gou-

vernement, M. Egor Gaidar. Ce dernier s'est fait l'écho des inquiétudes du représentant du G7 : «M. Brady m'a dit que l'Occident ne veut pas nous imposer quoi que ce soit, a-t-il déclaré, mais qu'il n'a pas l'intention de donner de l'argent pour une politique irresponsable». Des propos confirmés par l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou. Ces derniers jours, M. Gaidar avait abondamment souligné que les exigences des députés allaient accélérer la spirale inflationniste et aggraver le déficit budgétaire, menaçant aléatoirement la poursuite de l'aide occidentale. - (AFP, Reuters)

La France discute avec Moscou des moyens de l'aider à démonter ses armes nucléaires

Après une mission à Moscou de M. Gérard Rencou, ancien secrétaire d'Etat à la défense et ancien administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), la France et la Russie viennent de reprendre leurs conversations sur l'aide que les Français peuvent apporter aux Russes pour la destruction de leurs armes nucléaires. Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, et le maréchal Evgueni Chapounikov, commandant en chef des forces armées de la Communauté des Etats indépendants (CEI), l'ont annoncé, mardi 14 avril, à Paris. «Si la technologie française, a dit le maréchal, est la plus acceptable, il est naturel que nous l'adoptions».

Un groupe de travail a été constitué à cette fin. Il s'agit, pour les deux pays, de coopérer, dans un premier temps, pour la sécurité du transport et du stockage des armes. Après quoi, ce sont des spécialistes

russe qui s'occuperaient eux-mêmes de démonter les ogives. La France, dont le CEA a une compétence reconnue dans ce domaine, pourrait ensuite aider la Russie pour le retraitement et, éventuellement, la réutilisation pacifique des matières fissiles.

En visite officielle en France du lundi 13 au vendredi 17 avril (*Le Monde* du 14 avril), le maréchal Choupenkov s'est adressé aux stagiaires de l'Ecole militaire. Opposé à une implication directe, au stade actuel, des forces de la CEI dans des conflits ethniques et territoriaux de l'ancienne URSS, il leur a expliqué : «Nous ne voulons pas être accusés de faire et de défaire les pouvoirs à la force des balonnets».

Si une force d'interposition devait se constituer sur la base des décisions survenues en mars dernier entre les différents chefs d'Etat de la CEI, le maréchal Cha-

pounikov estime qu'il faut qu'elle soit «un contingent spécial de volontaires, avec un commandement spécial placé sous l'autorité du conseil des chefs d'Etat». Cette force ne devrait intervenir qu'à la demande des deux parties en cause.

Accompagné à Dijon par M. Joxe, le commandant en chef des forces armées de la CEI, qui est lui-même pilote, a effectué, mardi, un vol d'une cinquantaine de minutes à bord d'un Mirage-2000 biplace de défense aérienne. Il doit se rendre à Toulon, pour voir l'escadre de la Méditerranée et visiter le porte-avions *Foch*, puis à Saumur, où se trouve l'école de l'arme blindée et cavalerie.

Le maréchal Choupenkov sera repu, vendredi, par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avant de repartir pour Moscou.

L'Ukraine va reprendre le transfert de ses armes tactiques vers la Russie

Le ministre ukrainien des affaires étrangères, M. Anatoli Zlenko, a annoncé, mardi 14 avril, que le rapatriement vers la Russie des armes nucléaires tactiques d'Ukraine, interrompu le 12 mars, allait reprendre «dans les prochains jours», la Russie ayant signé un accord autorisant Kiev à vérifier la destruction de ces armes. M. Zlenko a toutefois ajouté qu'il n'était pas sûr que la date limite du 1er juillet serait respectée du fait de la longue interruption de l'opération. Cette

déclaration a coïncidé avec une visite aux Etats-Unis du ministre ukrainien de la défense, Konstantin Morozov.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a souligné mardi que les Etats-Unis n'avaient pas été sollicités par les quatre Etats de l'ex-URSS - possédant des armes nucléaires, pour participer à la supervision la destruction des armes nucléaires tactiques retirées d'Ukraine vers la Russie. «Je crois que si nous recevions une demande

en ce sens nous n'y aurions probablement pas d'objection pour autant bien sûr que cela convienne à toutes les parties», a déclaré M. Baker.

La Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie sont convus de la création d'une commission pour superviser la destruction des armes nucléaires tactiques, mais la Russie n'a pas appuyé une proposition ukrainienne de supervision par les Etats-Unis. - (AFP, AP)

En Bosnie-Herzégovine

Relative accalmie des combats

La centrale hydroélectrique de Visegrad, sur la Drina (est de la Bosnie-Herzégovine), occupée pendant plusieurs jours par un homme, Murat Sahabovic, qui menaçait de libérer les eaux retenues par le barrage (*Le Monde* du 15 avril), est passée sous le contrôle de l'armée serbo-fédérale, mardi 14 avril. Murat Sahabovic, exécutant partiellement sa menace en réponse aux bombardements de la ville par les milices serbes, avait ouvert à moitié les vannes du barrage, lundi, libérant environ 6 000 mètres cubes d'eau par seconde sur les 11 000 possibles. L'homme a finalement quitté, lundi soir, la salle de commande.

En dépit de quelques affrontements, la Bosnie-Herzégovine a connu, mardi, une relative accalmie et les observateurs de la CEE présents sur place ont estimé que le cessez-le-feu conclu dimanche avait des chances d'être enfin appliqué. «Malgré les combats d'hier, nous ne considérons pas que le cessez-le-feu soit enterré», a ainsi estimé un observateur. De son côté, l'ancien secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, est attendu dans la semaine à Sarajevo pour une nouvelle mission de bons offices au nom de l'ONU.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont accusé mardi l'armée serbo-fédérale et le président serbe, M. Slobodan Milosevic, de déstabiliser la Bosnie-Herzégovine, dont le ministre des affaires étrangères a lancé un appel à l'aide internationale.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker a qualifié la situation «d'extraordinairement tragique» et indiqué que les Etats-Unis avaient envoyé une note de protestation «très forte» à la direction serbe. - (AFP, Reuters)

Dans le Haut-Karabakh

Assassinat du président du Parlement à Stepanakert

Le président du Parlement du Haut-Karabakh, M. Artur Mkrtchian, a été tué, mardi 14 avril, d'une rafale d'arme automatique dans son appartement de Stepanakert, par des inconnus qui ont pris la fuite, a annoncé un porte-parole du Parlement de la région. Les Arméniens du Haut-Karabakh avaient proclamé l'autonomie de leur territoire en septembre dernier leur indépendance et élu M. Mkrtchian, un historien de trente-quatre ans, à la présidence de leur Parlement.

«Affaiblir le peuple arménien»

Il était proche du courant représenté par le parti *Dechnak*, très influent dans le Haut-Karabakh, alors qu'en Arménie, ce parti se situe dans l'opposition au pouvoir. A Erevan, le gouvernement et le Parlement arméniens se sont immédiatement réunis et le président Ter-Petrosian a vu dans cet assassinat une «tentative d'affaiblir le peuple arménien du Karabakh en vue pour la libération nationale et de semer la panique».

Les combats entre forces arméniennes et azéries ont fait ces derniers jours des dizaines de morts. Plusieurs villages ont été incendiés, plus de 100 personnes blessées et environ 500 villageois pris en otage, selon Tass. Mardi, le centre de presse des forces armées de la CEI annonçait qu'un avion de combat SOU-25 avait été «volé» par un militaire azerbaïdjanais et amené sur une base contrôlée par les forces armées azerbaïdjanaises. - (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

ARGENTINE : l'attentat contre l'ambassade d'Israël

Le Jihad islamique aurait agi en représailles contre la politique iranienne de M. Menem

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Les auteurs de l'attentat du 17 mars dernier contre l'ambassade d'Israël à Buenos-Aires, qui a fait 28 morts et 235 blessés, ont choisi l'Argentine parce que le président Carlos Menem a retiré l'appui de son gouvernement au développement du programme nucléaire iranien, estime M. Ariel Merari, conseiller auprès du premier ministre israélien Itzhak Shamir.

De passage à Buenos-Aires, M. Merari, expert en terrorisme, a déclaré au *Monde*, lundi 13 avril, que «selon toute évidence, l'attaque a été perpétrée par le groupe iranien du Jihad islamique», que celui-ci, en choisissant la capitale argentine, a voulu «faire payer une note» à M. Menem. En janvier dernier, le gouvernement argentin a décidé de suspendre l'envoi de

matériel nucléaire à l'Iran dans le cadre d'un contrat de 17 millions de dollars, signé entre Téhéran et l'Institut national argentin de recherche appliquée (INRA) (*Le Monde* du 29 janvier). De leur côté, le président argentin et son ministre des affaires étrangères, M. Guido Di Tella, ont toujours affirmé que l'attentat n'avait rien à voir avec la politique étrangère de leur pays.

M. Merari, qui a été reçu par le ministre de l'Intérieur, M. José Luis Manzano, et par le chef de la police fédérale, a estimé que «l'attentat avait été provoqué par une voiture piégée, bourrée d'une centaine de kilos d'explosifs» achetés, selon lui, en Argentine. La suspension de la livraison de matériel nucléaire argentin «a gravement porté préjudice à l'Iran», a conclu M. Merari.

CHRISTINE LEGRAND

DIPLOMATIE

La fin de la visite de M. Mitterrand en Turquie

Les relations entre Paris et Ankara ont pris un nouveau départ

M. François Mitterrand est rentré à Paris dans la nuit du mardi au mercredi 15 avril au terme d'une visite d'Etat de deux jours en Turquie, qui marque un nouveau départ pour les relations entre les deux pays.

ISTANBUL

de notre envoyé spécial

« Sacré pays, n'est-ce pas ? », disait M. Mitterrand à l'issue de sa visite en Turquie, mardi 14 avril, visiblement satisfait du « nouveau départ » que prennent les relations franco-turques et ravi d'une journée en partie consacrée à visiter, en compagnie du président Turgut Ozal, quelques-unes des richesses d'Istanbul : la Mosquée bleue et Sainte-Sophie, le Palais de Topkapı et celui de Dolmabahçe, le site du Bosphore lors d'un déjeuner en bateau.

A l'issue de ces deux jours, les relations entre les deux pays se trouvent apaisées de certains aspects d'intention - à propos du problème kurde et des rapports d'Ankara avec la CEE notamment - qui brouillaient encore la volonté d'aller de l'avant ensemble dans les domaines diplomatique et politique. Ce que le président français est venu dire à Ankara et Istanbul renforce puissamment la position de la Turquie par rapport à la Communauté européenne, au moment où ses relations avec Bonn traversent une passe difficile, en raison en particulier d'une polémique sur la question kurde.

« Précautions judiciaires »

Côté français, on n'est sûrement pas mécontent des points ainsi marqués dans un pays où l'Allemagne avait jusqu'à une position dominante. M. Mitterrand avait dit l'essentiel sur la question kurde lors d'une interview télévisée dans laquelle il condamnait la terreur et se prononçait contre la constitution d'un Etat kurde indépendant. Cela étant posé, il pouvait se per-

mettre quelques remarques critiques qui ne furent pas mal acceptées.

Dans la conférence de presse donnée conjointement mardi avec M. Ozal, il a mis en garde les dirigeants turcs contre les violations du droit qui peuvent se produire sous couvert de la lutte anti-terroriste. Cette dernière, pour légitime qu'elle soit, doit s'entourer de « précautions, notamment judiciaires et de jacs de faire », elle doit « rester à l'intérieur du droit », elle doit éviter toute répression collective, a-t-il dit.

Le président de la République a de nouveau insisté sur la reconnaissance de « l'identité culturelle » des Kurdes et leur droit à « disposer de moyens d'expression normaux », un point sur lequel les dirigeants turcs ont fait état de leurs bonnes intentions. Il n'a pas réitéré comme la veille l'expression de « droits des minorités ». Celle-ci avait surpris des Turcs qui croyaient, non sans raisons, que la France, Etat unitaire, récusait comme eux la notion de « minorités » dans la mesure où elle recouvre non seulement des droits spécifiques culturels mais aussi politiques dont celui de l'autonomie.

Le symbole de Galatasaray

Le président a aussi répété que la Turquie avait à ses yeux une vocation européenne dont attestent son histoire et ses présents efforts. « Sur le plan strictement politique, la France n'a pas d'objection à l'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne », a-t-il même souligné, tout en rappelant que ce principe se heurte dans le présent et l'avenir prévisible à des impossibilités objectives qui tiennent avant toute chose à sa démographie. C'était là aussi prendre une petite revanche sur l'Allemagne qui fut prompt à souligner, de façon un peu dogmatique, la vocation des pays d'Europe centrale à entrer dans la CEE mais s'est toujours gardée de le faire à propos de la Turquie.

M. Mitterrand a rendu visite mardi au lycée Galatasaray d'Istanbul où les élèves lui ont fait fête. Fondé en 1868, après une rencontre entre le sultan Abdul Aziz en visite à Paris et Victor Duruy, cet établissement qui dispense une large partie de son enseignement en français fut pendant longtemps l'un des plus prestigieux de Turquie et l'est devenu après qu'un de ses anciens enseignants et ami personnel de M. Mitterrand, Etienne Manac'h, eut il y a quelques années attiré l'attention de Paris sur la décadence dans laquelle il menaçait de sombrer.

M. Dumas et son homologue M. Cetta ont, sous les yeux des deux présidents et devant un public comblé, signé mardi un accord pour l'ouverture progressive à Galatasaray d'enseignements universitaires (classes préparatoires et institut de technologie d'abord) qui devraient déboucher à terme sur une véritable université francophone. Il s'agit non seulement de relancer une tradition francophone très ancienne en Turquie, mais d'accueillir aussi des étudiants des Balkans, du Caucase et des Républiques turcophones d'Asie centrale, c'est à dire de concrétiser, dans ce domaine de la culture, la coopération franco-turque que recherchent très ardemment les dirigeants d'Ankara dans les champs diplomatique et économique.

CLAIRE TRÉAN

Sept militaires turcs tués par des Kurdes. - Un lieutenant et six soldats de l'armée turque ont été tués par des séparatistes kurdes, lundi 13 avril, dans la province de Sivas, frontalière avec l'Irak et la Syrie, indique un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir, responsable de « treize provinces sous état d'urgence dans l'Est et le Sud-Est anatoliens. Les soldats ont été attaqués alors qu'ils rentraient d'une patrouille. - (AFP)

ASIE

Les rebelles afghans marchent sur Kaboul

Suite de la première page

Le Hezb-e Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar, formation réunissant les fondamentalistes peshawars, avait assuré dès mardi tenir sous son contrôle, outre Charikar et la garnison de Sanjot-Dara, proche de Jalalabad, la base de Bagram. Le Jamiat a démenti cette version des faits. Son porte-parole au Pakistan a simplement indiqué que des éléments du Hezb ont participé à la prise de Charikar, en appui aux forces du commandant Massoud. Selon certaines sources, les maquisards du Hezb ont commencé leur propre poussée vers Kaboul depuis leurs bases du Sud-Est et du Sud.

A Kaboul, de hauts responsables militaires ont confirmé à l'AFP ces succès des adversaires du président Najibullah. Une certaine tension était perceptible mardi dans la capitale afghane, où sept roquettes lancées des montagnes environnantes par les moudjahidines ont fait deux morts et sept blessés. Les forces armées sont en état d'alerte maximale. Le régime a tiré plusieurs missiles Scud en direction du noeud routier de Charikar, qui contrôle l'accès au tunnel stratégique du Salang. Les portes civiles seraient importantes. Il a également ramené sur l'aéroport de Kaboul plusieurs des avions jusqu'à basés à Bagram.

Selon des diplomates, le fait que Charikar et les positions voisines sont tombées sans combats aux mains des rebelles démontre que les troupes du régime ont commencé à se débander.

L'ONU prise de court

Une autre hypothèse parfois avancée est que des négociations ont été menées par les forces de Kaboul avec le « conseil militaire » du Mouvement national islamique, qui dirige depuis la fin mars tout le nord du pays sous la direction du commandant des milices ouzbèkes, Rashid Dostom, en accord avec le commandant Massoud. Le chef de l'Etat a, quant à lui,

demandé lundi à ses généraux de servir à l'avenir la cause de la paix sous l'égide de l'administration transitoire à la composition de laquelle travaille l'ONU.

Il est clair, cependant, que les Nations unies sont prises de court par la poussée vers Kaboul des adversaires de M. Najibullah. Le volontarisme dont a fait preuve le médiateur, M. Benazir Bhutto - faisant annoncer le 10 avril à Genève à M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, la mise en place « immédiate », puis, plus prudemment, « prochaine » d'un « conseil prétransitoire » de quinze membres, n'a pas emporté l'adhésion des moudjahidines, décidés à imposer un Etat islamique après quatorze années de combat contre le Parti communiste afghan puis contre l'armée rouge.

Le Jamiat, par exemple, avait indiqué qu'une solution négociée avait d'autant plus de chances d'aboutir

« CHINE : Pékin dément vouloir un « sommet » sino-sud-coréen. - Le ministre chinois des affaires étrangères a démenti, mercredi 15 avril, qu'une réunion entre les présidents chinois et sud-coréen ait été évoquée lors de la rencontre entre le premier ministre chinois, Li Peng, et le chef de la diplomatie de Séoul, M. Lee Sang-ok. La visite à Pékin de M. Lee - la première d'un ministre sud-coréen des affaires étrangères - survient au moment où la Corée du Nord célèbre le quatre-vingtième anniversaire du président Kim Il-sung, en présence du chef de l'Etat chinois. - (Reuters)

« INDE : les sikhs refusent un cessez-le-feu. - Les militants sikhs ont rejeté, mardi 14 avril, à Chandigarh, capitale du Pendjab, un appel au cessez-le-feu et à la négociation qui leur avait été lancé par le gouvernement local issu de la consultation du 19 février dernier. Ils ont assuré ne pouvoir s'accorder « aucun repos »

qu'une pression militaire serait maintenue contre le régime de M. Najibullah. Le Hezb, quant à lui, avait tergiversé, mettant à son acceptation du plan de l'ONU des conditions équivalentes à une fin de non-recours.

Une réelle préoccupation est perceptible dans les pays voisins de l'Afghanistan, singulièrement le Pakistan, où l'on s'est tardivement rallié à la formule de paix de l'ONU après des heures de soutien inconditionnel aux moudjahidines. La France, quant à elle, a fait savoir mardi, par le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, que « la meilleure voie est celle préconisée par l'ONU ».

Quoi qu'il en soit, la course au pouvoir se transforme en une ruée. Dans une interview publiée mardi au Pakistan par l'agence de presse rebelle MIDIA, le commandant Massoud a prédit que « Kaboul accueillera les moudjahidines victorieux ». Les jours du président Najibullah sont donc comptés. Jusque-là, tout a eu lieu avec le minimum d'effusion de sang. Reste à savoir si les revendications contradictoires des groupes rebelles concernant les succès de ces dernières heures présagent ou non de nouveaux affrontements - entre vainqueurs cette fois.

J.-P. C.

dans la lutte armée qu'ils ont commencée en 1983, « avant d'avoir établi un Etat indépendant », le Khalifat. Le nouveau ministre en chef du Pendjab, M. Beant Singh, avait proposé une trêve à l'occasion du Nouvel An sikh, qui tombait le 13 avril. - (AFP)

« PAKISTAN : premières pendaisons depuis 1986. - Deux personnes ont été exécutées par pendaison les 11 et 14 avril, la seconde en application d'une décision de justice remontant à plusieurs années. Dès son arrivée au pouvoir en novembre 1990, le premier ministre, M. Nawaz Sharif (islamiste modéré), avait annoncé qu'il rétablirait ce genre d'exécutions publiques dans des cas graves, afin d'enrayer la montée de la violence. La dernière pendaison remontait à 1986, à la fin de la dictature du général Zia. Plusieurs dizaines de Pakistanais condamnés à mort attendent l'exécution de leur sentence. - (Reuters)

Océanie

AUSTRALIE

Le premier ministre travailliste relance le débat sur le républicanisme

Le Parti travailliste australien a subi, le 11 avril, une défaite lors d'une élection partielle. Mais ce revers, dont n'a pas profité l'opposition conservatrice, n'a pas rui la popularité du premier ministre, M. Paul Keating, qui résulte, en particulier, d'un renouveau du sentiment républicain.

SYDNEY

de notre correspondant

Le résultat de l'élection partielle de Wills représente un avertissement pour le gouvernement travailliste. Les conservateurs n'ont pourtant pas su tirer profit des conditions économiques particulièrement défavorables dans cette banlieue ouvrière de Melbourne, un candidat indépendant ayant remporté le siège avec 35 % des voix.

Les deux grands partis ont néanmoins crié victoire. Pour les libéraux, M. Keating a été incapable de conserver le fief de son prédécesseur Bob Hawke. Pour les travaillistes, le résultat montre le rejet du programme de l'opposition, qui entend imposer une taxe de 15 % sur les biens et les services. Le vainqueur, M. Phil Cleary, entraîneur de l'équipe locale de football, se défend d'avoir été élu en raison de ses fonctions sportives. Il explique son succès par la lassitude des électeurs envers le Labor et les conservateurs, qui ont perdu respectivement 19 % et 7,5 % des voix.

Dans cette banlieue de la deuxième ville du pays, où Grecs, Italiens et Turcs ont immigré après la guerre et ont contribué à l'essor de l'industrie textile et de l'automobile en un temps de fort protectionnisme, le taux de chômage est de 19 %. Le démantèlement des barrières douanières entrepris par

les travaillistes et prôné par les conservateurs n'a pas encore produit les fruits escomptés. Comme l'a remarqué M. Cleary, dix-huit usines ont fermé en un an et aucune n'a été créée. Il n'a donc eu aucun mal à séduire l'électorat en se prononçant pour un retour au protectionnisme qui, selon lui, engendrerait le plein emploi.

Pour les deux chefs de partis, MM. Keating et John Hewson, qui ont donné à cette bataille locale une dimension nationale, les résultats ont été faussés par la candidature tardive de M. Cleary. Pour chacun, l'enjeu était capital. Pour M. Keating, qui l'avait remplacé deux mois plus tôt, dans une situation difficile : perdre Wills pouvait être interprété comme un désaveu. Le Labor avait présenté sa défaite comme un fait accompli en arguant du taux de chômage qui ne pouvait que le desservir. De même, les conservateurs prétendaient qu'il leur serait impossible d'arracher le siège au Labor.

L'opposition

manque de crédibilité

Le programme conservateur n'est pas très attrayant : restriction de l'immigration, privatisations... en compensation d'une baisse de l'impôt sur le revenu d'environ 30 % et d'un allègement de la fiscalité sur les sociétés qui devrait relancer l'emploi. Mais ces gains potentiels semblent bien lointains. « On peut se demander si la vision de M. Hewson dépasse les questions économiques, s'il a le sens du jugement politique indispensable à tout leader », écrit The Australian en avril 1990, peu de temps après que les conservateurs l'eurent choisi comme chef. M. Keating a exploité ce point faible, en profitant pour relancer le débat sur le républicanisme.

Répondant à son rival qui avait condamné ses propos nationalistes et son manque de respect lors de la visite de la reine Elizabeth, M. Keating avait enfoncé le clou : « J'ai appris à me respecter, à respecter l'Australie et non pas à m'abaisser devant un pays qui a décidé de ne pas défendre la péninsule de Malaisie, de ne pas s'inquiéter de Singapour et de ne pas rendre nos troupes [lors de l'attaque japonaise en 1941]. »

« La définition de notre identité »

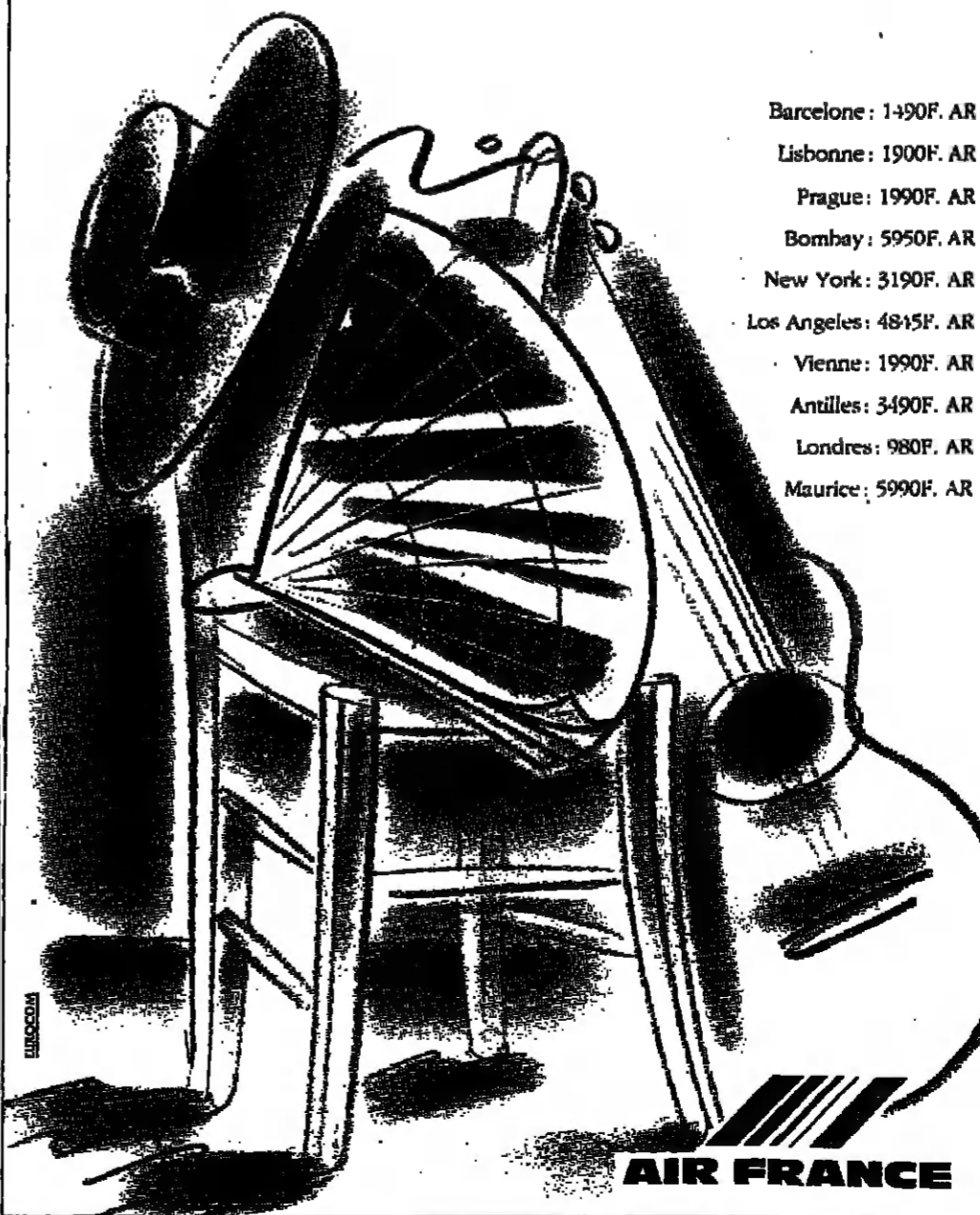
La réponse outrée des tabloïds britanniques n'avait fait qu'aviver le sentiment nationaliste. Pour la première fois en mars, les sondages montraient qu'une majorité d'Australiens se prononçait en faveur de la République. La cote du premier ministre n'a cessé de monter depuis.

Fort de son succès, M. Keating a réitéré ses propos, en particulier le 7 avril, à l'Institut des relations Asie-Australie : « Ce que j'ai dit les semaines passées ne doit pas être interprété comme une critique des Britanniques. Mes critiques sont dirigées envers les Australiens qui n'arrivent pas à séparer nos intérêts, notre Histoire, notre avenir, de ceux de la Grande-Bretagne. (...) La définition de notre identité reste la tâche essentielle des années 90. »

De même, le premier ministre a relancé l'idée d'un drapeau différent de l'Union Jack. Même si les électeurs de Wills, ont des préoccupations plus pressantes, M. Keating a marqué des points sur le plan national. En dépit de cette défaite locale, une victoire travailliste aux élections de mars 1993 n'apparaît plus comme impossible.

SYLVIE LEPAGE

Madrid: 1690F. AR Embarquement immédiat



Barcelone: 1490F. AR
Lisbonne: 1900F. AR
Prague: 1990F. AR
Bombay: 5950F. AR
New York: 3190F. AR
Los Angeles: 4845F. AR
Vienne: 1990F. AR
Antilles: 3490F. AR
Londres: 980F. AR
Maurice: 5990F. AR

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France.

AFRIQUE

Un cri d'alarme de la FAO

Le continent subit l'une des pires sécheresses du siècle

Les cris d'alarme se multiplient face aux risques de famine qui menacent de nouveau l'Afrique. Mercredi 15 avril, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a publié un rapport selon lequel les besoins du continent en aide alimentaire doubleront probablement cette année. L'agence des Nations unies lance un appel aux pays donateurs, les engagements déjà pris ne répondant pas aux besoins. La sécheresse qui affecte l'Afrique australe et la Corne est

parmi les pires qu'aient jamais connues ces régions. D'autres pays sont atteints, comme le Libéria. En Somalie, « des cas de malnutrition à grande échelle et des morts par famine sont déjà signalés ». Selon l'agence américaine pour le développement international (USAID), dix pays sont concernés en Afrique australe. Les récoltes sont compromises à 50 %, voire à 70 % ou 90 % au Lesotho, en Namibie, au Swaziland et au Zimbabwe.

Au Zimbabwe, en attendant la pluie...

MUZARABANI

de notre envoyé spécial

« Yes, I wish it will rain... » (Oui, j'espère qu'il va pleuvoir...) Le tube du chanteur Phil Collins fusé de la radio alimentée par des panneaux solaires et emplit la boutique. Quelques habitants de Muzarabani, myriade de petits hameaux situés dans le nord du pays, où le Zimbabwe jouxte la Zambie et le Mozambique, traînent, désœuvrés, en louchant sur le réfrigérateur plein de Coca-Cola. Une grappe de jeunes vocifèrent autour d'un baby-foot. Mais personne ne s'occupe de l'audace de la radio d'Etat. La sécheresse dévastait pourtant la région, comme le reste du pays.

Le début d'avril marque la fin de la saison des pluies. Il ne tombe plus une goutte avant novembre. La rivière Musengezi, qui, d'habitude, s'étale sur plusieurs dizaines de mètres, n'est plus qu'une succession de trous d'eau et de cloaques, où les crocodiles s'enfoncent dans la vase.

Rien n'a poussé. Aucune récolte. Avec fatalité, les paysans savourent l'ombre des cas et les abris de roseaux tressés. Les enfants sont roses de l'école et paraissent en blouses roses et uniformes gris. Il n'y a rien à faire dans les champs. Seules les chèvres et quelques bovins s'affairent à trouver de quoi brouter. Jonah Muzengeni, souriant édenté, coiffure rasée poussiéreuse et solide embonpoint, accepte son sort avec philosophie : « D'habitude, on s'en sort. La vie est plutôt facile, quand il pleut. Mais là, avec la sécheresse... ». Privé de tout moyen d'irrigation, il n'a rien pu sauver de ses plantations de coton, maïs, sorgho, arachide et tomates.

« Manger des racines »

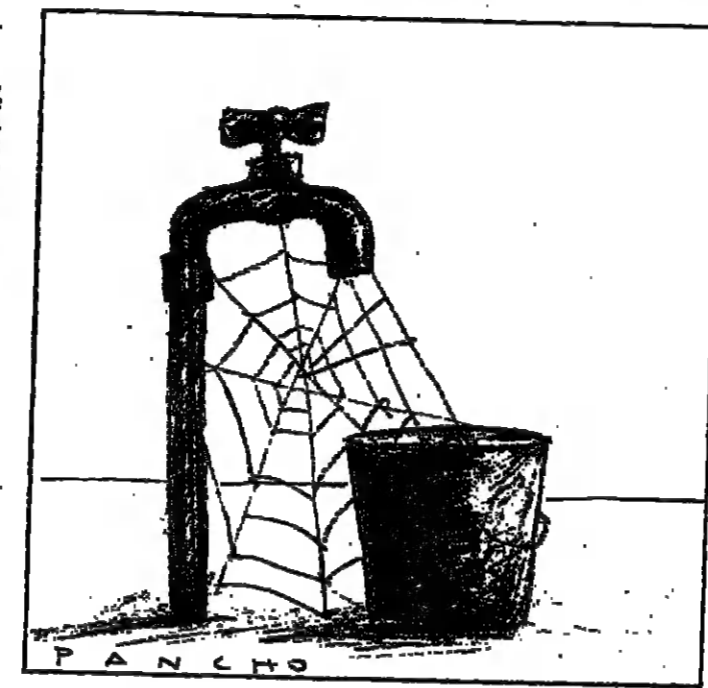
Jonah n'est pas le plus malheureux. Il possède trente-deux chèvres et deux vaches. Mais il a aussi vingt-sept enfants qui lui ont donné ses trois épouses ou que lui ont confiés des « parents » sans ressources. Il sait qu'il devra brader ses bêtes pour acheter du grain ou de la farine de maïs — la nourriture de base. Encore faudrait-il que celle-ci parvienne au village.

L'aide du gouvernement n'arrive qu'une fois par mois. « On a droit à un sac de grains de maïs de 20 kilos, par famille. Ça ne suffit même pas pour survivre », déplore le conseiller du district, confirmant que deux personnes âgées sont déjà mortes de malnutrition. « Les gens commencent à manger les fruits de baobab et des racines », soupire-t-il. « Pendant ce temps-là, moi, je fais des rapports. Et je reste assis », avoue-t-il, avec un large geste d'impuissance.

« En temps ordinaire, un fermier sérieux, qui vend bien son coton, peut mettre de côté jusqu'à 3 000 dollars zimbabwéens (3 000 francs) pour tenir jusqu'à la prochaine récolte et envoyer ses enfants à l'école. Mais, cette année, on ne sait vraiment pas comment on va s'en sortir », explique-t-il. La région dispose

EN BREF

SEYCHELLES : retour d'exil de l'ex-président Maheux. De retour dans son pays après quinze ans d'exil en Grande-Bretagne, le premier président seychellois, M. James Mancham, a lancé, lundi 13 avril, un appel à la réconciliation nationale, devant quelque 20 000 partisans. « Je me considère comme le père de la nation et l'apôtre de la réconciliation », a notamment déclaré celui qui avait été déposé en juin 1977 par l'actuel chef de l'Etat, M. France-Albert René. M. Mancham, âgé de cinquante-deux ans, a annoncé qu'il avait été invité à rencontrer le président René. Son mouvement, le Parti démocrate, a été reconnu officiellement le mois dernier. (AFP)



pourtant, souligne-t-il, d'atouts exceptionnels puisque les paysans réinstallés sur de petites propriétés après l'indépendance, réussissent plutôt bien.

Dans un autre monde, près de Norton, à une trentaine de kilomètres de Harare, Denis, un jeune fermier blanc prospère, étire un jus de framboise glacé sur la terrasse d'une vieille maison coloniale. A onze heures du matin, il a déjà une journée de travail derrière lui. Il aime la terre et ne ménage pas sa peine. A quarante ans, sa fortune est assurée. Il possède deux fermes, l'une de 1 300 hectares qu'il a héritée de son père, l'autre de 900 hectares qu'il vient d'acquérir.

Le tabac qu'il plante et récolte avec succès est une source de revenus considérable. « L'an passé, chaque feuille nous a rapporté 1 dollar (1 franc) et en début de la grêle nous avons vendu 280 tonnes de tabac », confie-t-il avec simplicité. La sécheresse ne l'empêche pas de considérer qu'il en vendra 20 tonnes de plus, cette année. Pour diversifier ses revenus, il élève des crocodiles et des autruches, sur une grande échelle.

Deux activités qui devraient lui rapporter autant que le tabac, d'ici à deux ans. « Il faut prévoir, dit-il, on se sait pas ce que donnera la prochaine saison des pluies. » En

attendant, il rachète à bas prix les bovins sous-alimentés de fermiers qui ne peuvent plus nourrir leurs bêtes, et les expédie par camions vers les terres qu'il possède dans le Sud, près de Bulawayo, où des pluies orageuses ont fait reverdir les pâtures.

L'aide de l'Afrique du Sud

Mais son constat est accablant. Seul le tabac a réellement poussé sur ses propriétés. Le maïs qu'il récolte habituellement à raison de 6 à 7 tonnes/hectare ne donnera « pas plus de 500 kilos cette année », déplore-t-il. Et en dépit de ses revenus, il n'a trouvé à acheter que 10 tonnes de maïs sur les 18 dont il a besoin pour nourrir les quelque cinq cents ouvriers agricoles qu'il emploie et leurs familles. Cinq mille personnes vivent actuellement sur ses terres qui vont « bientôt être confrontées à des problèmes de malnutrition », estime Denis en blâmant l'impéritie du gouvernement qui, selon lui, a « imprudemment vidé les silos l'année dernière contre des devis étrangers pour financer l'organisation du sommet du Common-

wealth, au mois d'octobre ». La situation est dramatique. Les minoteries sont rationnées et ne travaillent plus qu'à 20 % de leurs capacités. Selon les spécialistes, elles ne devraient plus rien avoir à moudre en mai. Les services officiels de sécurité alimentaire estiment que dans les zones rurales 4,6 millions de personnes sont d'ores et déjà sans nourriture. Le gouvernement avait été averti en juillet 1990 qu'importantes quantités de maïs devraient être importées dès février pour éviter la famine. Mais il n'a réagi qu'au début de cette année. Trop tard, pour éviter la catastrophe. Le Zimbabwe est un pays enclavé, comme ses voisins, le Botswana, la Zambie et le Malawi qui souffrent des mêmes maux. Les livraisons ne peuvent se faire qu'à partir des ports sud-africains et mozambicains qui sont complètement engorgés.

Le président Robert Mugabe a dû ravaler son orgueil et dépêcher en Afrique du Sud son ministre — blanc — des transports, M. Denis Norman, qui a plaidé la cause zimbabwéenne auprès de son homologue sud-africain, M. Piet Welgemoed. Trop honteux d'obliger M. Mugabe, actuel président des Pays de la ligne de front, M. Welgemoed a donné des assurances sur le transport de maïs que le Zimbabwe a commencé d'importer depuis trois mois. Mais le problème de l'acheminement continuera de se poser à l'intérieur du pays où l'habitat rural est extrêmement dispersé.

Devant les magasins, les queues s'allongent. Les supermarchés font systématiquement appel aux forces armées quand ils reçoivent de la farine de maïs, pour éviter les troubles. Les Zimbabwéens ne savent plus à quel saint se vouer. Comble du paradoxe, certains d'entre eux en appellent aujourd'hui à l'ennemi d'hier. « Où êtes-vous M. Ian Smith? », demande M. Thabiso Nkhari, dans la page « courriers du régime », à démontrer l'échec du multipartisme.

« Si vous plaît, commencez votre campagne pour les élections de 1995. Chaque citoyen zimbabwéen noir votera pour vous réinstaurer au pouvoir », écrit le lecteur de Bulawayo, dans une lettre ouverte à l'ancien premier ministre blanc du pouvoir colonial, traduisant publiquement le désespoir d'une population en mal d'espoir.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

KENYA : la résistance du pouvoir à la démocratisation

Le climat de violence aggrave l'impopularité du président arap Moi

La libération des prisonniers politiques, obstinément réclamée par une poignée de manifestants, est devenue un des chevaux de bataille de l'opposition et l'occasion de nouvelles maladroites de la part du régime du président Daniel arap Moi, dont l'impopularité s'aggrave. D'autre part, les affrontements interethniques prennent de l'ampleur : la police a annoncé, dimanche 12 avril, qu'au moins quarante personnes avaient été tuées en une semaine dans l'ouest du pays.

NAIROBI

correspondance

Après avoir été chassées, début mars, du coin de parc qu'elles occupaient à Nairobi, les mères des détenus d'opinion (une dizaine au total) se sont réfugiées dans la cathédrale anglicane de Tous-Saints, où elles poursuivent leur grève de la faim, entourées et soutenues par des dizaines de sympathisants. Pour tenter de les isoler, la police a fini par encercler l'église, il y a une quinzaine de jours, arrêtant, au passage, dix-sept personnes, dans l'enceinte même du bâtiment.

C'est ainsi que pour l'archevêque anglican, qui s'est décidé, deux jours plus tard, à sortir de la réserve qu'il observait depuis la restauration du multipartisme, en décembre, Mgr Manasse Kuria n'a pas mâché ses mots, évoquant, notamment les récents troubles ethniques qui ont fait, selon la police, soixante-huit morts en mars et près d'une centaine en avril, et provoqué la fuite de milliers de personnes. Faisant allusion à la « devise favorite du président, il s'est écrit : « Pour quoi s'obstiner à parler de paix, d'amour et d'unité », alors que règnent le désordre et la haine, et que le pays est menacé de désintégration ».

Le coup de colère de l'archevêque survient une semaine après la diffusion d'une lettre publique des autorités catholiques, traditionnellement plus modérées que les anglicans, mais qui n'en ont pas moins accusé directement le pouvoir de susciter les conflits tribaux et dénoncé « le manque d'impartialité de la police ». Selon les dignitaires religieux, cette politique de la violence vise, dans l'esprit du régime, « à démontrer l'échec du multipartisme ».

Recrudescence des querelles tribales

Forcé est de reconnaître que le déploiement des forces de sécurité dans l'ouest du pays n'a pas mis fin aux agressions des Kalenjin (ethnie minoritaire, dont est originaire le président arap Moi) contre les Luo, les Kikuyu. C'est ainsi que, début mars, sous prétexte d'une opération de maintien de l'ordre, des unités paramilitaires ont semé la terreur dans les villes de Kisumu et d'Homa-Bay, au cœur du pays Luo. Certains députés de cette ethnie — la plus importante du Kenya, après celle des Kikuyu, — pourtant membres de la Kenya Africa National Union (KANU), ex-parti unique, au pouvoir, n'ont d'ailleurs pas hésité à dénoncer le parti pris des dirigeants politiques d'origine kalenjin.

A l'évidence, la tactique du régime n'a pas eu le résultat escompté. La recrudescence des querelles tribales est, en grande partie, responsable du discrédit que connaît aujourd'hui le président arap Moi. Les intimidations policières, souvent sur des critères ethniques, ont encore renforcé l'impopularité du chef de l'Etat.

« Le président est notre meilleur allié », ironise M. James Orenge, un avocat de 41 ans, membre du comité d'organisation du Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), le principal parti d'opposition. Enumérant les maladroites du chef de l'Etat, M. Orenge estime que ce dernier « veut retarder, par tous les moyens, la démocratisation du pays ». Non seulement, explique le juriste, pour une « question de prestige », mais également « parce qu'il craint de devoir rendre des comptes sur sa gestion du pays, si l'opposition arrive au pouvoir ».

Les opposants modérés, en particulier les dirigeants chrétiens, prêts à épargner M. arap Moi en avançant qu'il se fait débordé par les extrémistes de son parti ou abuser

Batailles de chefs

« Le pouvoir fait traîner les choses en attendant un éclaircissement de l'opposition », commentent certains observateurs. Ce risque semble ne pas concerner, pour le moment, le Parti démocratique du Kenya (PDK), créé par l'ancien ministre de la santé, M. Mwai Kibaki, un des témoins de la communauté kikuyu. Il n'en va pas de même au FORD, au sein duquel les « batailles de chefs » et les rivalités tribales ne sont pas absentes.

C'est ainsi que M. Kenneth Matiba, d'origine kikuyu, ancien notable de la KANU devenu un des chantres du multipartisme — et qui avait payé ce « revirement » de onze mois de prison, sans jugement — se montre intéressé par la présidence du FORD. Ce soudain appétit ne manque pas d'inquiéter les militants de la communauté Luo. Des élections devraient départager les candidats. Ne risquent-elles pas de diviser le FORD selon une ligne ethnique? M. Orenge ne le croit pas. Selon lui, le FORD est un « mouvement de masse », au sein duquel « les ethnies apprennent à cohabiter ». « Le tribalisme doit cesser d'être un épouvantail, pour devenir un atout, ajoute-t-il. Aucune tribu n'est suffisamment majoritaire dans le pays pour gouverner seule et doit donc composer avec les autres ».

Malgré les engagements de principe du président, l'annonce d'un calendrier électoral se fait toujours attendre. Ces ajournements sont d'autant plus inquiétants que la situation économique est mauvaise. Investisseurs et donateurs étrangers ne bougeront pas le petit doigt, tant que ne sera pas connue la prochaine équipe au pouvoir. Le gel de l'assistance occidentale, décidé en novembre 1991, devrait d'ailleurs se prolonger au-delà des six mois prévus. C'est, en tout cas, le souhait des Etats-Unis, qui font pression pour l'instauration de plus amples réformes politiques et économiques.

Privé de ces aides, dont le montant est estimé à environ un milliard de dollars (soit 80 % du budget d'investissement), le Kenya doit, en outre, faire face à une sécheresse persistante. Il va lui falloir importer du maïs et opérer des coupures d'électricité — ralentissant d'autant l'activité économique. Les violences qui ont éclaté dans l'ouest ont, en prime, gravement perturbé la récolte de thé, principale source de devises avec le tourisme et le café.

Sur ce terrain économique, pourtant crucial, l'opposition ne propose pas de solution alternative, se contentant de dénoncer la corruption et la mauvaise gestion du régime et de prôner une plus grande « transparence ». Certains membres du FORD suggèrent, par exemple, de confier à une opposition parlementaire — jusqu'à présent inexistante — la présidence du Comité des comptes, chargé de surveiller les dépenses du gouvernement, « comme cela se faisait après l'indépendance ». JEAN HELENE

ALGERIE : le Conseil consultatif sera installé le 22 avril. — Le Conseil consultatif algérien, composé de 60 membres dont les noms n'ont pas été rendus publics, sera installé le 22 avril, a annoncé, mardi 14 avril, à Alger un communiqué du Haut comité d'Etat (HCE-présidence collégiale). La création de ce conseil avait été décidée par le Haut comité après la dissolution de l'Assemblée, en janvier, et l'annulation du second tour des élections législatives, les islamistes l'ayant largement emporté au premier tour. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Remaniement ministériel et nouvel exode de la population

Le premier ministre « provisoire » d'Haïti, M. Jean-Jacques Honorat, a remplacé, mardi 14 avril, sept des douze membres de son cabinet par des fonctionnaires inconnus du grand public. Parmi eux, M. Serge Charles a pris la succession de l'ex-colonel Jean Gracia, démissionnaire, au ministère de la défense et de l'intérieur.

Par ailleurs, les garde-côtes américains ont indiqué qu'ils avaient secouru, dans la seule journée du 13 avril, 372 Haïtiens fuyant leur pays dans des embarcations de fortune. Au total, 2 300 personnes ont été repêchées au cours des quinze derniers jours. Depuis le coup d'Etat du 30 septembre dernier, plus de 20 000 réfugiés ont demandé asile aux Etats-Unis, dont la moitié, considérés comme des réfugiés économiques, ont été rapatriés à Port-au-Prince. — (AFP, Reuters, UPI)

SOUDAN

Amnesty International dénonce la pratique quotidienne de la torture

Le gouvernement soudanais organise quotidiennement la torture contre ses opposants emprisonnés, affirme Amnesty International, dans un rapport rendu public mardi 14 avril. La torture, les coups et les dénonciations dans des centres secrets, connus sous le nom de « emplacements fantômes », sont « la réaction habituelle des autorités face à la dissidence », écrit l'organisation humanitaire qui n'accorde « aucune crédibilité » aux démentis officiels en la matière.

Dans les zones de guerre du sud du pays où les forces gouvernementales luttent contre l'Armée de libération du peuple soudanais (SPLA), les « disparitions et les exécutions sans procès de partisans présumés du SPLA sont courantes », selon Amnesty, qui accuse aussi une faction dissidente du SPLA d'avoir commis de graves violations des droits de l'homme, dont le massacre, en novembre 1991, de plus de deux mille personnes, près de la ville de Bor. — (AFP)

POLITIQUE

Le débat sur les accords de Maastricht

Le RPR et l'UDF continuent de s'opposer sur l'avenir de l'Europe

Quelle Europe? Quelle monnaie? Quelle procédure? Sur ces trois thèmes, l'opposition, faite d'avoir tenté de régler au préalable ses différends, est aujourd'hui divisée.

Les dirigeants du RPR et de l'UDF auront peut-être à se morde les doigts d'avoir pratiqué sur l'Europe la politique de l'autruche. En attendant aujourd'hui certains d'entre eux, tel M. Alain Madelin, se plaignent du « déficit de débat public » sur les questions posées par le traité de Maastricht, il faut admettre que l'opposition ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Entre janvier 1990 et décembre 1991, lancée dans une grande parade de l'union rythmée par la tenue de ses états-général, elle a organisé pas moins de huit conventions sur des sujets aussi divers que l'éducation, la justice, la santé, l'environnement et même l'immigration. Sans cesse annoncée, celle sur l'Europe fut toujours repoussée. Maintes fois, de peur de casser cette belle cadence unioniste, l'opposition a reculé devant l'obstacle.

Sans remonter au 6 décembre 1978, quand M. Chirac, sous la dictée de M^{me} Marie-France Garaud – qui se rappelle aujourd'hui fort malencontreusement aux bons souvenirs de l'UDF –, lançait son « appel de Cochin » contre « le parti de l'étranger », depuis cinq ans, RPR et UDF ne sont pas parvenus à déminer ce terrain. Les grands débats européens qui ont eu lieu depuis 1986 contenaient déjà les divisions et les interrogations d'aujourd'hui. Chaque fois, les préoccupations tactiques ont empêché de vider les abcès.

Gagnée par la fébrilité

Si en novembre 1986, l'acte unique européen a été adopté par la majorité de droite d'alors, sans trop de casse, c'est parce qu'il fallait avant tout sauvegarder la cohésion du gouvernement de cohabitation de M. Chirac. En mai 1989, en plein printemps des « rénovateurs », ceux-ci, tenus par des calculs de stratégie interne, ont voulu se distinguer et se montrer des hommes d'avenir en censurant le gouvernement Rocard accusé « de préparer insuffisamment la France aux grandes échéances euro-

péennes ». Parmi ces rénovateurs, M. Philippe Séguin n'était pas le moins entreprenant... 79 députés de l'opposition refusaient alors de s'associer à cette motion de censure, mais leur but était avant tout de briser le mouvement de rénovation de la droite.

En juin 1991, la ratification de l'accord de Schengen par l'Assemblée nationale posait d'autres problèmes à l'opposition. Seize députés du RPR – M. Séguin n'en était pas – et quinze députés de l'UDF, dont M. Philippe de Villiers, votèrent contre.

Les dirigeants de l'opposition auraient pu, après de telles alertes, organiser un large débat interne, d'autant qu'entre temps le manifeste pour l'Union des États de l'Europe, adopté à l'unanimité – moins une voix, celle de M. Patrick Devedjian – par le conseil national du RPR le 3 décembre 1990, et les propositions de l'UDF « pour un nouvel état pour l'Europe » de mars 1991 révélaient de sérieux points de divergence. Rien de ce qui leur arrive aujourd'hui ne saurait donc les surprendre. Leur erreur aura été de se laisser imposer par M. Mitterrand une épreuve de vérité qu'ils ne se sont pas résignés à s'imposer à eux-mêmes.

Trois questions essentielles

L'opposition semble gagnée à présent par une fébrilité qui sied mal à ce genre de débat. Les réunions se multiplient. MM. Séguin et de Villiers mobilisent leurs partisans. Européens convaincus, les radicaux de M. Yves Galland ont tenté, mardi 14 avril, de jouer les bons offices entre MM. Alain Juppé et Alain Madelin. Ce mercredi 15, les députés et les sénateurs du RPR se réunissent avant que l'UDF n'ait, elle aussi, même dans quelques jours. Les dirigeants de l'opposition ont une double préoccupation : ne pas laisser M. Séguin et ses amis donner une mauvaise tournure au débat et prendre un avantage auprès de l'opinion et, surtout, comme l'a dit M. Jacques Barrot, ne pas laisser M. Mitterrand revêtir seul « l'habit de lumière européenne ».

Si des convergences semblent pouvoir être trouvées sur le vote des Européens, en excluant finale-

ment toute possibilité d'éligibilité aux élections européennes et municipales, et sur un contrôle parlementaire plus strict de la bureaucratie bruxelloise, les vrais problèmes de fond demeurent. M. Juppé a eu beau reprendre à son compte le slogan de l'UDF, « Faire l'Europe sans défaire la France », trois questions essentielles reviennent.

Quelle Europe demain? M. Chirac a rappelé mardi que son mouvement reste favorable à une ouverture rapide vers les pays de l'Est pour former « cette communauté originale » définie par le manifeste du RPR de décembre 1990. L'UDF, qui défend les principes d'un fédéralisme décentralisateur, a toujours refusé « la non-Europe qui serait en fait une Europe réduite à un cartel d'États-nations ».

Quelle monnaie? Dans ses textes de 1991, l'UDF considère que les avantages de la monnaie unique l'emportent sur les contraintes que celle-ci fera peser sur les politiques de chacun des États. M. Chirac a toujours prétendu « que les intentions de M. Delors et du gouvernement socialiste de doter l'Europe d'une monnaie unique lui paraissent sans objet ». Pour évaluer cette difficulté, RPR et UDF sont à la recherche d'un accord s'inspirant de la promesse du chancelier Kohl aux parlementaires allemands, qui exigeait un vote spécifique du Parlement français pour l'adoption définitive de la monnaie unique. Joutant sur le calendrier, l'opposition espère alors être revenue aux affaires pour pouvoir maîtriser, comme elle l'entend, ce sujet épineux.

Enfin quelle procédure? Chacun semble d'avis qu'un référendum direct, en cas de blocage des assemblées, en vertu de l'article 11 de la Constitution, serait inacceptable. L'UDF persiste à privilégier la voie parlementaire pour éviter de mener l'Europe en « étau ». M. Mitterrand par l'échec d'un référendum. Au contraire, le manifeste du RPR de 1990 se concluait ainsi : « C'est aux Français, par référendum, de dire maintenant l'Europe qu'ils veulent ». Se défendant de tout « fractionnisme », c'est précisément de ce manifeste que M. Séguin se réclame aujourd'hui. M. Chirac peut-il faire machine arrière pour sauver une nouvelle fois l'union?

DANIEL CARTON

- Le PCF se défend de vouloir isoler la France
- M. Rigout partisan d'une renégociation

Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a souligné, mardi 14 avril, que le « non radical » de son parti aux accords de Maastricht « ne s'assimile en rien à une attitude réservée, voire hostile, à l'égard des coopérations à l'intérieur comme à l'extérieur de la Communauté » et, répondant aux propos tenus dimanche par M. François Mitterrand, il a ajouté : « La France isolée est une caricature de notre position. »

D'autre part, au nom du mouvement Alternatif-démocratie-socialisme (ADS), M. Marcel Rigout, ancien ministre communiste de la formation professionnelle, vice-président du conseil régional du Limousin, a commenté les résultats des élections des 22 et 29 mars en estimant que

« le Parti communiste n'a plus de dimension nationale parce qu'il est inexistant ou totalement marginalisé dans 70 % des départements ». Il a indiqué que « la gauche alternative » serait « désormais présente au rendez-vous de toutes les grandes échéances politiques » avant d'ajouter que les membres de son mouvement ne signeraient pas la « pétition nationale » annoncée par le PCF pour demander un référendum sur les accords de Maastricht. Il a précisé que l'ADS ne veut pas s'enfermer dans « un nationalisme étroit » et préconise une renégociation des accords, notamment sur les problèmes sociaux et le fonctionnement démocratique des institutions européennes.

La « classique » de M. Marchais

M. Georges Marchais adore les courses cyclistes. Les exploits des rois du vélo le laissent bêt d'admiration : « Vous avez vu Gilbert Duclos-Lassalle ? » Depuis dimanche dernier, le secrétaire général du Parti communiste français porte au pinacle le héros de Paris-Roubaix, ce véteran du peloton qui a damé le pion à tous ses rivaux en remportant le plus belle des « classiques » sur les célèbres pavés de l'enfer du Nord.

Il suffit de l'écouter, de le voir en parler, l'œil pétillant et le sourire gourmand, comme il le faisait, mardi 12 avril, en marge de sa conférence de presse d'après-midi, pour comprendre à quel point M. Marchais s'identifierait volontiers à Gilbert Duclos-Lassalle. Il rêve, c'est évident, de faire la nique à tous ceux qui le pressent de prendre sa retraite et qui ont couru en vain la rumeur de son départ au lendemain des élections régionales et cantonales.

Le secrétaire général du PCF s'est donc décidé à mettre le grand braquet pour « courir » son Paris-Maastricht. Il sort le grand jeu pour répondre à ceux qui l'ont harcelé, devant le comité central, dans le sillage de M. Philippe Harzog, en lui reprochant d'opposer aux accords de Maastricht un « non » étriqué. Il pense sans doute à M. Bernard Marx, selon lequel la participation du parti à un « cartel des non » constituerait « un piège majeur » parce qu'elle « renforcerait des forces de repliement nationaliste » ; à M. Charles Fiterman, qui a mis en

garde contre « une manœuvre qui nous ferait, a-t-il dit, nous retrouver avec le Front national sur un mauvais terrain » ; à M. Anicet Le Pors, qui lui a reproché de « désarmer les deux premières lignes de combat sur la révision constitutionnelle et le contenu du traité ». Peut-être songe-t-il aussi à MM. Marcel Trigon et Jean-Christophe La Duigou, qui ont réclamé, eux aussi, la mise au point de « constructions alternatives ». Il a sûrement en tête ce que soulignait M. Jack Ralite sur la nécessité de labourer « le terrain d'un nouvel internationalisme en Europe » et de donner désormais, « au bord d'un nouveau monde », l'image du « communiste »...

« Nous ne sommes pas des maniaques... »

Alors, M. Marchais appuie sur les pédales : « Nous ne sommes pas des sortes de maniaques du « non » ! Le choix n'est en rien entre Maastricht et l'isolement de la France. Nous ne voulons ni de l'un ni de l'autre. Nous voulons une toute autre conception des coopérations européennes. Mais qui doit dire s'il faut accepter ou refuser Maastricht ? La réponse s'impose d'elle-même. Ce traité prévoit des abandons de souveraineté ; or celle-ci appartient au peuple ; c'est bien à lui de décider de son sort. La voie normale est celle du référendum. »

Mais M. Marchais en profite, fait exceptionnel, pour vider sa musette : « On dit que j'ai été très dur à l'égard du gouvernement.

Convaincu qu'il y a de quoi lorsqu'on entend Pierre Bérégovoy expliquer en substance que si les Français sont mécontents, c'est parce qu'ils n'ont plus confiance en eux-mêmes mais que la politique menée fait l'admiration du monde entier. C'est effrayant ! (...) A vous lire ou à vous entendre, j'ai parfois l'impression que certains d'entre vous nient que le Parti communiste ait changé. Chacun est libre de ses commentaires mais pensez-vous vraiment que, dans un pays comme le nôtre, il puisse y avoir deux millions de personnes, qui, sans rien ignorer de ce qui s'est passé en Europe de l'Est et en Union soviétique, seraient dés disposées à voter pour notre parti si elles n'avaient pas perçu, peu ou prou, la réalité de ces efforts ? (...) Nous n'avons nullement l'intention d'enjoliver notre résultat mais il ne peut que nous encourager à poursuivre et à intensifier le renouvellement que nous avons entrepris. Désormais, la question « Quelle autre politique ? » est dans toutes les têtes et nous sommes décidés à impulser, avec tous ceux qui se la posent, un vaste débat national sur les solutions nouvelles à apporter aux problèmes de notre peuple et de notre pays. (...) J'ai trouvé le président de la République très éloigné des préoccupations des Français. Nous ne souhaitons pas faire la même erreur... »

A chacun son « enfer » et son Nord...

ALAIN ROLLAT

M. Chirac « exige » un référendum sur la révision de la Constitution

M. Jacques Chirac a déclaré, mercredi 15 avril, à l'issue d'une réunion conjointe des groupes RPR à l'Assemblée nationale et au Sénat, que « la position finale » du mouvement gaulliste « dépendra des résultats de la discussion portant sur le projet de révision constitutionnelle ». M. Chirac a réclaté cinq « garanties » contre « la dérive centralisatrice que le traité de Maastricht porte en germe » : la saisine a priori du Parlement sur des projets de directives et de règlements communautaires, la mise au point du contrôle juridictionnel permettant d'éviter tout empiètement communautaire sur la souveraineté nationale, l'organisation d'un débat au Parlement avant le passage à la troisième phase de l'union économique et monétaire, le refus du droit de vote et de l'éligibilité des ressortissants européens au scrutin municipal et le refus de tout abandon de souve-

raineté en matière de politique des visas. M. Chirac a indiqué que le RPR « exigeait » que cette révision constitutionnelle soit soumise au référendum. Cette position du RPR, a précisé M. Chirac, a été adoptée à l'unanimité et sera débattue au prochain conseil national du RPR.

M. Chaban-Delmas estime que « la France sans l'Europe serait perdue ». – M. Jacques Chaban-Delmas, député (RPR) de la Gironde, maire de Bordeaux, a estimé, mercredi 15 avril sur France Inter, que les accords de Maastricht, qui ont, selon lui, « des avantages et quelques inconvénients », ne « portent pas atteinte aux intérêts vitaux de la France ». « La France sans l'Europe serait perdue », a ajouté l'ancien premier ministre, qui a souligné la « nécessité de cette union politique, économique, monétaire et également sociale » et jugé « très souhaitables » l'organisation d'un référendum.

Au Sénat

Le dépôt légal est étendu aux moyens informatiques

Les sénateurs ont adopté à la quasi-unanimité, mardi 14 avril, en première lecture, le projet de loi relatif au dépôt légal, présenté par M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat à la communication. Les socialistes et les communistes se sont abstenus.

Le projet présenté par le gouvernement étend notamment le champ d'application du dépôt légal, dont la vocation culturelle est réaffirmée, aux nouvelles techniques de communication que sont par exemple les logi-

ciels, les bases de données et les systèmes experts. Les sénateurs ont apporté une modification importante au texte de M. Jeanneney en élargissant, sur proposition du rapporteur de la commission, M. Jacques Carat (PS, Val-de-Marne), et contre l'avis du gouvernement et du groupe socialiste réticents devant des risques de piratage, le dépôt légal aux prologiciels et aux « programmes sources ».

G. Pa.

(Publicité)

“Impossible!”

Si vous ne voyez pas comment un système informatique peut gérer de 2 à 2000 utilisateurs...

L'AFFAIRE TOUVIER

Réprobation quasi générale et « surprise » de M. Mitterrand

Un tollé. Et une quasi unanimité dans la réprobation. L'arrêt de non-lieu rendu en faveur de l'ancien chef milicien Paul Touvier, soixante-dix-sept ans, par la chambre d'accusation de Paris lundi 13 avril, continue de susciter réactions et commentaires indignés. Le président de la République, interrogé à Istanbul en Turquie où il se trouve en visite officielle, a déclaré : « Je suis moi aussi surpris. Le mot est modeste. » M. Georges Klajman, ministre délégué chargé des affaires étrangères, indique : « Cet arrêt me bouleverse à titre personnel. Et en tant que juriste, il me laisse stupéfait. Je ne crois pas que Touvier soit un criminel ordinaire, ni même un

simple criminel de guerre, comme feint de le croire ou le croire la chambre d'accusation de Paris. »

M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, estime qu'il existe « un certain nombre de crimes qu'on ne peut oublier, qu'on ne peut pardonner. Ce sont les crimes contre l'humanité. Ce qui vaut pour Paul Touvier vaut pour Georges Boudarel et les crimes commis au nom de l'idéologie communiste ». Pour sa part, M. Bruno Gollnisch, membre du bureau national du Front national, considère que « l'émotion, même légitime, ne permet pas de recommencer à l'infini le procès de personnes dont les crimes ont été prescrits ». M^{me} Simone Veil,

député européen, parle « d'une décision terrible, une victoire remportée par Paul Touvier et par l'idéologie que défendait Vichy ». L'ancienne présidente du Parlement européen estime cependant que la Cour de cassation cessera cet arrêt.

Le procureur général de Paris, M. Pierre Truche, a, dès lundi, signé un pourvoi en cassation formé contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris. Il reste maintenant aux magistrats du parquet général à étudier de près l'arrêt de 215 pages du président Jean-Pierre Henne et des conseillers Yves Chagry et Jean-Paul Dupertuis pour y déceler des fautes et nourrir leur rapport.

Si jamais la chambre criminelle de la Cour de cassation rejetait ce pourvoi, le non-lieu accordé à Paul Touvier serait définitif. En revanche, si l'arrêt était cassé, une autre chambre d'accusation examinerait le dossier de l'ancien milicien. A nouveau, cette dernière aurait le choix entre renvoyer devant une cour d'assises ou prononcer un non-lieu. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une « rébellion ».

Un second pourvoi en cassation est à nouveau possible. La Cour examine alors le dossier en chambre plénière et tranche définitivement. A l'évidence, ces batailles juridiques retarderaient notablement la tenue d'un hypothétique procès.

A l'Assemblée nationale

Le parti de l'indignation

L'émotion a débordé, balayant comme feu de paille le principe de la séparation des pouvoirs et du respect des décisions de justice. A l'Assemblée nationale, on ne trouvait, mardi 14 avril, que des représentants d'un seul parti, celui de l'indignation contre l'arrêt de non-lieu général prononcé à l'encontre de Paul Touvier par la chambre d'accusation de Paris. Les députés sont venus le dire solennellement dans l'hémicycle, à l'ouverture de la séance, même si la dignité qu'ils ont voulu donner à leurs propos se serait opportunément passée de l'empressement avec lequel les orateurs des groupes se sont saisis des micros.

Au nom du groupe communiste et en qualité d'ancien résistant, M. André Duroméa (Seine-Maritime) a qualifié cette décision de « justice d'insulte à la mémoire des Français qui se sont battus pour défendre notre pays ». Elle est « de nature à semer le trouble dans les consciences », a observé par sa part M. Jean Auroux, président du groupe socialiste, qui a ajouté : « Nous espérons que certains juges pourront encore entrer la tête haute dans les cimetières d'anciens combattants. » Intervenant pour l'ensemble de ses collègues de l'opposition, M. Patrick Dewvriendt (RPR, Haute-Saône) a exprimé le vœu que « le pays se grandisse en assumant son passé. On ne se libère que par la pitié et l'aveu, pas par la négation. La France doit demander pardon ».

A la demande de M. Auroux et de M. Duroméa, la séance a alors été suspendue. Un à un, les députés communistes sont venus se recueillir, salle des Quatre-Colonnes, devant le stèle des députés morts pour la France entre 1939 et 1945 alors qu'une délégation d'élus socialistes rejoignait le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, M. Louis Mexandeau, devant le Mémorial de la déportation, sur l'île de la Cité.

Dans les couloirs, les accusations se faisaient plus précises. Contre les juges, qui ont pris la responsabilité « inavouable », selon M. Jacques Hystel (UDC, Seine-et-Marne), de rejeter la qualification de crimes contre l'humanité retenue depuis 1989 comme chef d'accusation de l'ancien chef de service de renseignements de la Milice dans la région lyonnaise. « Un président l'a gracié [Georges Pompidou], des juges l'acquittent », constatait avec amertume M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône), lui-même magistrat et ancien président du Syndicat de la magistrature.

« Lâcheté historique »

Le rapporteur du livre II du code pénal, M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône), se déclarait lui aussi « choqué » de voir ainsi « mise à néant » par une décision de justice la volonté du législateur d'inscrire dans le futur code la qualification particulière de crime contre l'humanité. « Je suis stupéfait et moralement ému », confiait M. André Rosinat (UDF, Meurthe-et-Moselle) en ajoutant : « Je mets désormais tout mon espoir et mes vœux entre les mains de la Cour de cassation », mais, dès l'annonce de l'arrêt, d'un pourvoi du procureur général de Paris, M. Pierre Truche.

« Le respect d'une décision de justice ne doit pas nous interdire d'exprimer notre stupéfaction et nos graves interrogations », soulignait M. Jacques Barrot, président du groupe UDF, pour qui « ce n'est pas le nombre des victimes mais la persécution pour cause d'appartenance à un peuple qui a une race, qui entraîne la qualification de crime contre l'humanité ».

Mais au-delà du non-lieu rendu en faveur de l'ancien milicien, c'est le caractère de « lâcheté historique »

que revêt la décision des trois juges de la chambre d'accusation de Paris qui révoquait le plus les députés. Pour M. Robert Poutjade (RPR, Côte-d'Or), les magistrats se sont « trompés de rôle » en se voulant « historiens » alors même qu'« on est obligé de se poser des problèmes de conscience et de porter un jugement global sur cette période, surtout quant à ses effets et à ses conséquences ».

Paul Touvier est « le symbole même de la mauvaise conscience de notre histoire », constatait M. François Hollande (PS, Corrèze). Il revient toujours, à des périodes différentes, et touche tous les pouvoirs : l'exécutif, lorsqu'il obtient la grâce présidentielle, le religieux, avec les révelations des protections dont il a bénéficié dans l'Eglise, et maintenant le judiciaire.

Encore plus sévère, M. Devéjanc voyait, lui, dans cette décision, le « respect d'une tradition de la justice française : la complaisance à l'égard des anciens collaborateurs » et rappelait que le procureur qui avait requis contre le maréchal Pétain était celui-là même qui avait requis, en d'autres temps, contre Léon Blum. Quant à M. Alain Madelin (UDF, Ile-et-Vilaine), il interprétait ce non-lieu comme le refus d'admettre que « le gouvernement de Vichy est coauteur des crimes contre l'humanité ».

La condamnation sans appel de cette décision de justice révélait aussi le cri d'une génération de députés, née pendant, ou juste au lendemain de la seconde guerre mondiale, en tout cas trop jeune pour avoir connu les doutes de cette période sombre de la collaboration. Pour ces élus, le temps est venu de cesser d'être, selon la formule de M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), « les plus grands traîtres de notre propre histoire ».

PASCALE ROBERT-DIARD

Au palais de justice

Des magistrats troublés

« Les magistrats ont-ils l'impression, les autres se taisent », résume Claude Pernollet substitut à Paris. Devant le tollé suscité par le non-lieu rendu au bénéfice de Paul Touvier, deux principes sacro-saints dans le corps judiciaire – le devoir de réserve et l'autorité de la chose jugée – viennent de céder. Et comme dans un rappel d'anciennes complications professionnelles, c'est M^{me} Simone Veil, ancienne magistrate, qui a les mots les plus incisifs contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris, le qualifiant publiquement de « révisionnisme » et d'« extranéisme ».

Dans son bureau de procureur général, M. Pierre Truche, délaissant un moment l'analyse de la décision de non-lieu, songe au « décalage des victimes ». Lui qui prononce la requête contre Klaus Barbie en 1987 observe que toutes les parties civiles ressentent « le besoin d'un procès, que ce soit dans l'affaire Barbie ou le dossier Fouad Salah ». Procès nécessaires, procès publics.

« Les victimes ont l'impression d'avoir été volées », constate M. Claude Pernollet. Elles passent à tort que Touvier a été blanchi par la chambre d'accusation et qu'il part avec des honneurs. A l'occasion d'un procès en cour d'assises, tout le monde aurait pu s'exprimer. Au-delà des motivations d'accusation, la justice, une fois de plus, n'a donc pas su expliquer, s'expliquer.

L'avocat général Alain Terrail, président de l'Association professionnelle des magistrats (APM), classée à droite, le note : « C'est une décision de droit. Elle ne signifie pas que les magistrats

trouvent Touvier sympathique. Il n'est pas normal de tomber à bras raccourcis sur des magistrats de qualité, des gens sérieux qui ont pris leur décision et pris le temps de la réflexion. »

Sans s'arrêter à la dimension historique et morale de la procédure Touvier, M. Alain Terrail regrette les « coups » reçus par le corps judiciaire. Ce n'est, selon lui, que le dernier épisode en date d'un trop long feuilleton où la justice, éternelle accusée, « sert de bouc émissaire ». Mais, redoutant les pressions, soucieux d'impartialité, les juges n'ont-ils pas tendance à se couper de la société et à considérer ensuite avec tristesse le fossé existant entre la cité et leurs palais ?

« Un engrenage redoutable »

Le fossé, cette fois, est large, profond. Le décalage formidable. M^{me} Béatrice Patrie, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, classé à gauche, se déclare « consternée » par l'arrêt rendu par ses collègues : « Je me dis que l'institution judiciaire trébuche sous le poids de son histoire. Confronté à l'épisode peu glorieux de la collaboration, on voit la création des sections spéciales, ces gamelles que nous traînons, le corps judiciaire déjanté... Ce vieux passé lui saute à la figure. »

Comment le dominer ? Existe-t-il un remède dans la pharmacopée des juristes ? Bien des juges se demandent si l'opinion publique mesure toute la signification de la notion de crime contre l'humanité. « C'est un engrenage redoutable », assure le président de l'APM. La définition est encore

prochaine étape. « Je ne suis pas complètement pessimiste, lance M^{me} Béatrice Patrie. J'ai confiance en la Cour de cassation. Le débat appartient au peuple français. » Comme en écho, le procureur général de Paris confie : « Un procès public est nécessaire. »

LAURENT GRELSAMER

Une cérémonie à l'île de la Cité

Le devoir de mémoire

On a beau répéter sans cesse, comme une litanie infernale, ces noms d'Auschwitz, Ravensbrück, Dachau, Struthof, ils gardent toujours, malgré le temps qui passe, le terrible souvenir de ceux qui sont « allés au bout de la terre et ne sont pas revenus ». Mardi 14 avril, en fin d'après-midi, ils étaient près de cinq cents à se presser dans ce square de l'île de la Cité, autour du Monument à la mémoire des martyrs de la déportation. C'était leur façon à eux de protester contre le non-lieu rendu en faveur de l'ancien milicien Paul Touvier.

Ils se retrouvent comme de vieux camarades après une longue absence, alors qu'ils se sont vus hier à la réunion, ou au banquet, de l'amicale des anciens combattants. La décision de la chambre d'accusation est amèrement commentée. « C'est monstrueux », dit un porte-drapeau. « Ou s'en va-t-elle dans les yeux ces magistrats ? », demande un autre. Les plus anciens se souviennent : « Il y a vingt ans nous étions déjà ici quand il a été décidé... » Certains restent silencieux. Lui, il a soixante-dix ans. Il a été déporté à Neugamme, sa mère à Ravensbrück. « Tout ça, ça remue les tripes », murmure-t-il, avant d'ajouter : « Il faut faire un procès pour l'histoire, la condamnation importe peu. » On remarque aussi Lucie Aubrac qui dit « ne plus compter sur la justice de son pays », et qu'après un tel jugement, « Bousquet va passer à travers ».

Se glissant entre les petits groupes, un homme seul s'avance

vers le mémorial. Il a le corps cassé en deux par les ans, marche difficilement et s'appuie sur une canne. Personne ne fait attention à lui. C'est Christian Pineau, l'ancien ministre, qui a tenu à être présent. Un long cortège silencieux se forme et s'avance doucement vers les marches qui conduisent vers la stèle du souvenir. Dans la main, une fleur jaune ou rouge que l'on dépose sur la stèle à l'entrée du monument. Cas d'anciennes et de nouvelles victimes. Les uns à côté des autres semblent fleurir chacune un mort.

Arrive Louis Mexandeau, le ministre des anciens combattants, accompagné par Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jean Auroux, Claude Estier et Georges Serre. A leurs côtés, Christian Seutier, président de la Région Ile-de-France. Tous se recueillent dans la crypte sombre et froide qui garde le souvenir de ces deux cent mille hommes et femmes partis il y a plus de cinquante ans pour un voyage sans retour. Sur les murs sont gravées des paroles d'espoir. Et aussi : « Pardonnez, n'oubliez pas. »

Avant de quitter la pointe de l'île de la Cité, M. Mexandeau déclare : « J'ai voulu témoigner de ma solidarité totale avec ceux qui ont été victimes de l'occupant. On ne peut pas oublier. Il y a un devoir de mémoire. » Le ministre quitte la stèle. Il ne reste plus que les anonymes qui, serrés les uns contre les autres, regardent les yeux mouillés, attendant leur tour pour pénétrer dans la crypte.

JEAN PERRIN

La France du repli

Suite de la première page

Ces magistrats ont pris le parti de renforcer les convictions de ceux qui préfèrent que la France ne se repente pas en question, qu'elle se repente fût-elle sur ses vieux préjugés, qu'elle garde pour elle le secret de ses affaires de famille. Ils n'ont pas craint de donner aux autres l'image d'un pays qui se contentait de rendre à qui que ce soit des comptes sur ce qu'il lui jadis et qui aime mieux se réfugier dans le lourd silence de la mémoire. Ils se sont rangés aux côtés de ceux qui redoutent peut-être de mettre la France en position de faiblesse, en la contraignant à un rude examen de conscience, en l'exposant aux regards sévères de ses voisins, en entachant l'image de perfection qu'ils entretiennent pieusement. Et ils l'ont fait au nom d'une lecture de l'histoire qui atténue, qu'on le veuille ou non, la gravité des fautes reprochées aux anciens collaborateurs et diminue la responsabilité de ceux qui ont servi l'Etat vichyssois.

Un regard plus lucide

Or la construction de l'Europe ne saurait se fonder sur l'oubli ou la dissimulation d'une histoire qui ne fut pas à l'honneur de la France. Elle suppose, au contraire, que les Français la regardent en face pour l'assumer avec courage. S'ils s'obstinent à détourner les yeux d'un passé qui les gêne, celui-ci ne cessera de miner l'entreprise que Mitterrand tente aujourd'hui de parachever. Pour convaincre les Français de se rallier avec enthousiasme à l'union européenne comme au seul « grand dessein » qui leur reste, il faut en même temps leur apprendre à se voir tels qu'ils sont, à se soumettre à la critique, à bousculer leurs tranquilles certitudes. Comment exiger

de l'Allemagne qu'elle se débarrasse solennellement de ses anciens démons si la France ne se résout pas à combattre les siens ?

L'arrêt de la chambre d'accusation fait, à l'évidence, le jeu du Front national qui, le premier en France, a traversé les déclarations de son président sur tel « point de détail » de la deuxième guerre mondiale ou par le choix de candidats aux élections régionales compris dans la collaboration, a entrepris de banaliser, voire de réhabiliter le régime de Vichy. Quelle que soit l'opinion personnelle des trois magistrats, leur prise de position contribue à reconstruire l'histoire selon les vœux du Front national.

La réprobation quasi unanime qu'a provoquée le non-lieu montre, il est vrai, que celles-ci sont catégoriquement répudiées par les autres partis politiques français. Pourtant, un coup d'arrêt ne sera donné à la diffusion de telles thèses, dont le succès de M. Le Pen révèle l'audace croissante, que si on ne se contente pas d'opposer au retour du « vichysme » triomphant la légende dorée de la France presque tout entière résistante, sur laquelle gaullistes et communistes se sont longtemps entendus. C'est parce que cette version trop flatteuse de l'histoire a cessé d'être crédible que, par un exotisme inverse, des complaisances à l'égard de la collaboration ont commencé de se répandre. La confrontation avec l'Europe peut être enfin pour les Français l'occasion de jeter un regard plus lucide sur quelques-unes des zones obscures de leur passé. Ils serviront mieux « la grandeur de la France », selon la formule employée dimanche par M. Mitterrand, que les trois magistrats de la chambre d'accusation de Paris.

THOMAS FERENCZI

Le crime contre l'humanité

La notion de crime contre l'humanité est apparue au début de ce siècle, et probablement pour la première fois en 1915, après le massacre des Arméniens par les Turcs. La France, la Grande-Bretagne et la Russie publient, à cette occasion, le 18 mai 1915, une déclaration où sont évoqués « les nouveaux crimes de la Turquie contre l'humanité et la civilisation ».

Depuis lors, le contenu de cette notion n'a cessé de se préciser. Elle revient en force durant la seconde guerre mondiale. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique prennent l'engagement, le 1^{er} novembre 1943, lors de la conférence de Moscou, de châtier les criminels après guerre. Roosevelt, Churchill et Staline s'engagent à pourchasser « jusqu'aux extrémités de la Terre » les responsables des « atrocités, massacres et exécutions ».

Après la capitulation de l'Allemagne, les Alliés signent l'accord de Londres, le 8 août 1945, qui décide de la création d'un tribunal militaire international pour juger les criminels de guerre des puissances de l'Axe. Ce sera le tribunal international de Nuremberg.

Ce dernier jugera notamment les crimes contre l'humanité, « c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre ; ou bien des persécu-

tions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal ou en liaison avec ce crime ».

La 26 décembre 1948, alors que la prescription des crimes de guerre commis dans les années 40 se rapproche, le Parlement français vote à l'unanimité une loi constatant l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Depuis lors, la chambre criminelle de la Cour de cassation a eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'apporter des précisions à une notion juridique souvent critiquée pour son flou par les juristes.

Dans un arrêt du 20 décembre 1985, la Cour de cassation définit les crimes contre l'humanité comme « les actes inhérents à une politique d'extermination idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique, quelle que soit la forme de leur opposition ».

Nous avons dit l'essentiel de ces informations de l'intervention de l'ancien bâtonnier Ugo Lissac lors d'un colloque organisé à Lyon par l'Association française de criminologie (le Monde du 22 octobre 1990).

L'AFFAIRE TOUVIER

Les réalités de la Milice

Suite de la première page

Voilà un ministre qu'il convient, assurément, de prendre au mot. C'est pourquoi, après qu'a été examiné, analysé, passé au crible et critiqué ce qui restera l'arrêt Touvier, quoi qu'il advienne, après que des victimes ont exprimé leur colère et bien des politiques leur émotion, il convient déjà de se substituer à la justice défaillante pour dire simplement — et du mieux qu'il se peut — moins ce que fut Paul Touvier que ce que fut cette Milice française, à laquelle il adhéra. Car, si l'arrêt de la chambre d'accusation en traite, elle le fait avec un tel détachement qu'il ne permet guère à un quadragénaire de 1992, et moins encore à un adolescent, de soupçonner les abominations, pourtant indissociables, de ces deux syllabes.

C'est une loi du 30 janvier 1943 signée Philippe Pétain qui institua cette Milice française en la décrétant d'autorité publique. La date n'est pas indifférente. Depuis le 11 novembre 1942, la zone dite libre, établie par la convention d'armistice de 1940, est occupée depuis que les Alliés ont débarqué en Afrique du Nord. De son côté, la Résistance est devenue une réalité que personne ne peut plus ignorer. Elle a ses réseaux, ses mouvements. Elle vit dangereusement. Si elle a grandi, la Gestapo, elle aussi, a grandi et, bientôt, aux côtés de cette Gestapo, la Milice précéderait sans coup férir.

Cette Milice est un aboutissement. Avant elle, dès 1940, avait été constituée une Légion française des combattants. Elle réunissait, au service inconditionnel de Philippe Pétain, de son idole ou de son culte, des anciens combattants de la guerre de 1914-1918, dévoués corps et âme à la personne du « vainqueur de Verdun », chef de l'Etat depuis le vote à Vichy des pleins pouvoirs, obtenu pratiquement sans coup férir.

Au fil des mois, la Légion française des combattants va connaître des remous internes, des discussions, des démissions. La voilà bientôt dotée d'un Service d'ordre légionnaire, de SOL. C'est ce SOL qui, en janvier 1943, devient Milice française. Son chef, au terme de l'article 2 de la loi, est le chef du gouvernement, en l'occurrence Pierre Laval. A l'occasion des cérémonies d'installation, celui-ci dira aux miliciens qui le saluent : « Vous serez mes compagnons ; je veux être votre ami et je serai votre chef. »

« Ni discuter, ni juger »

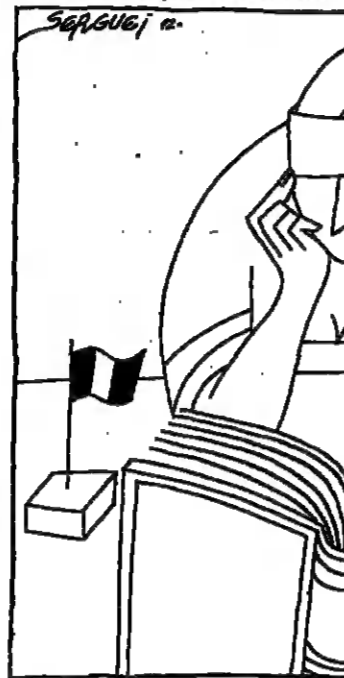
Il le sera, en effet, mais bien moins, assurément, que Joseph Darnand, ancien combattant de 1918, l'homme des coups de main dans les corps francs de l'armée de 1940. Car Darnand, venu de l'Action française, passé par les rangs de la Cagoule, conspirateur sous la III^e République, achèvera sa carrière vichyssoise avec le rang de secrétaire d'Etat à l'Intérieur, chargé du maintien de l'ordre. Il fera tant et si bien que son nom se cristallisera rapidement toutes les rancunes, comme toutes les haines. Car Darnand, c'est aussi l'homme de la Waffen SS, qui, de ce fait, prêterait personnellement serment à Adolf Hitler.

On n'en est pas encore là. Dans les propos qu'il tient, le 3 janvier 1943 à l'Hôtel Thermal de Vichy, puis qu'il complète au mois d'avril suivant, Philippe Pétain fixe les tâches de la Légion des combattants, comme celles de son service d'ordre et de la Milice elle-même. De la première, il attend qu'elle « fasse comprendre à tous les Français qu'ils n'ont ni à discuter ni à juger » la politique étrangère de Vichy, « pour laquelle ils ne possèdent pas les éléments d'appréciation suffisants ». Le Service d'ordre légionnaire s'entend confier, lui, une mission « d'avant-garde du maintien de l'ordre ». Quant à la nouvelle Milice, elle doit « constituer la force indispensable pour mener la lutte contre les puissances

Rectificatif. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 15 avril, M. Roland Gaucher, élu conseiller régional du Doubs le 22 mars sur la liste du Front national, n'est pas un ancien SS. Il fut, sous l'Occupation, membre des Jeunesses nationales populaires, émanation du Rassemblement national populaire de Marcel Déat, et écrivit sous son nom véritable, Roland Gogouillot, plusieurs articles dans *National populaire*, l'organe de ce mouvement, qui défendait des idées antisémites.

occultes ». A elle, désormais, d'assurer « la garde des points sensibles du territoire et de lutter contre le communisme ».

On devine trop bien ce que parler veut dire. Derrière cette garde des points sensibles du territoire, il est évident, au début de 1943, qu'il ne peut s'agir que de traquer la Résistance. La loi du 30 janvier 1943 fait d'ailleurs savoir que la milice « groupe des Français résolus à prendre une part active au redressement politique, social, éco-



nomique, intellectuel et moral de la France ». Elle ajoute que ces « Français résolus seront des volontaires, moralement prêts et physiquement aptes, non seulement à soutenir l'Etat nouveau par leurs actions, mais aussi à concourir au maintien de l'ordre ».

« Israël, ignoble pourriture »

Reste le langage officiel, celui que Vichy tient à adresser aux journaux pour qu'ils fassent connaître les vertus de cette Milice et les raisons de son apparition. Ils devront la présenter comme une entreprise de défense de la révolution nationale, mais aussi comme chargée d'une mission sociale, telle que le secours aux populations sinistrées, la répression du marché noir, la chasse aux trafiquants.

Mais, assez rapidement, les gens du Service d'ordre légionnaire, comme ceux de la Milice, montrent leur vrai visage. Leurs chants annoncent d'ailleurs leur programme dans deux couplets sans fard :

Pour les hommes de notre Défense
Il n'est pas d'assez dur schéma
Nous voulons qu'on nous livre
[des titres]
Nous voulons le poteau [infamant]

Et encore.
SOL, faisons la France pure :
Bolchéviques, francs-maçons,
[ennemis]

Israël, ignoble pourriture
Ecurée, la France vous vomit.

Déjà, lorsque Joseph Darnand, sanglé du ceinturon et du baudrier, bâton de chasseur sur l'épaule, lançait, en février 1942, à deux mille jeunes rassemblés dans les arènes de Cimiez à Nice : « Etes-vous contre la dissidence gaulliste, pour l'unité française : contre la lèpre juive, pour la pureté française ? », tous répondirent « oui » d'une seule voix, se croyant déjà dans une sorte de nouveau Nuremberg.

Et puis, viendra le temps des représailles et, bientôt, de l'anarchie. Ce sont des miliciens qui envahissent, ici ou là, les synagogues, qui perquisitionnent chez les juifs, raillent, saisissent et pillent. Il y aura pis : car la Milice s'étioffe ; elle comprend d'abord des membres du SOL qui, automatiquement, ont été inscrits dans ses rangs. A la fin de 1943, l'effectif sera estimé à 29 000. Il diminuera, car les attentistes, les fileux, se sentent portés à la prudence, mais ils resteront bien malgré tout dix mille à douze mille à ne point fléchir, notables pour les uns, paysans, ouvriers, commerçants mêlés, pour les autres. Et puis, comme toujours, à côté de ces bien-pensants, viendront se glisser les inévitables aventuriers. Les moyens financiers ne feront pas défaut. Parmi les différents services, le deuxième, celui du renseignement, sera toujours le mieux loti. N'a-t-il pas en charge l'action des représailles ? Un journal aussi est né, *Combats* ; on y trouve des

encadrés curieux : « Miliciens, les représailles valent mieux que les plus beaux discours. »

Le bilan de tout cela devait être dressé par la suite en deux occasions. Le 3 octobre 1945, au procès de Joseph Darnand, que la Haute Cour de justice allait condamner à mort, M. Carrive, avocat général, énonçait les faits et les crimes. Il disait : « Ici, c'est un patriote laissé neuf jours et neuf nuits sans manger ni boire ; là, un autre, enfermé de longues heures dans un réfrigérateur, les mains attachées ; ici, ce sont — et je lis textuellement le rapport adressé au chef de la Milice — des hommes entièrement déshabillés, pendus par les poignets de manière à ne pas toucher le plancher par la pointe des pieds mais qu'on forçait, en s'appuyant sur leurs



épauls, à poser les talons par terre. Et je ne parle pas de cette monnaie courante que constituait l'arrachage des cheveux, les coups de pieds, les coups de poing, les coups de bâton, les coups de cravache, les coups de nerf de bœuf, les coups de canif qui entraînaient l'émoussissement et souvent la mort des victimes ou les laissaient inanimés, un œil arraché, la mâchoire brisée, les membres cassés. »

10 000 francs de prime par suspect livré

Il disait encore : « Une nuit, c'est la Milice, aidée de la Gestapo, qui cerne la petite ville de Saint-Amand-Montrond et qui prend toute la population juive : 26 hommes, 35 femmes, 9 enfants. Quelques mois se passent si, après la Libération, on trouve dans le puits d'une ferme 24 cadavres d'hommes affreusement mutilés. Dans un autre puits, huit cadavres de femmes, dont l'une avait les

mains sectionnées et le ventre ouvert. » Et le magistrat relevait encore qu'un chef milicien gagnait alors par mois 10 000 francs de 1944, auxquels s'ajoutaient une indemnité journalière de 350 francs et une prime de 10 000 francs par réfractaire ou suspect livré.

L'autre bilan, lui aussi en forme de réquisitoire, présente d'autant plus d'intérêt qu'il émane de Philippe Pétain lui-même, sous la forme d'une lettre adressée à Pierre Laval au sujet de la Milice (1). Le chef de l'Etat écrivait à son président du conseil : « Des faits inadmissibles et odieux me sont quotidiennement rapportés, dont je ne vous citerai que quelques exemples (...). Des faits qui ont été constatés par la Milice et la police allemande nous sont chaque jour apportés. Des dénonciations, des livraisons de prisonniers français aux autorités de police allemande m'ont été maintes fois signalées par les plus hautes autorités départementales (...). J'insiste sur le déplorable effet produit sur les populations, qui peuvent dans certains cas comprendre les arrestations opérées par les Allemands, mais qui ne trouveront jamais aucune excuse au fait que des Français livrent à la Gestapo leurs propres compatriotes et travaillent en commun avec elle. Dans un certain domaine plus vaste encore, il semble bien que la Milice ait employé des procédés tels que l'opinion publique est maintenant révoltée contre elle partout où elle existe. Des fermes et même des villages entiers ont été incendiés par représailles ; des otages innocents ont été arrêtés ; des meurtres commis (...). Je ne puis passer sous silence les tortures infligées à des victimes souvent innocentes dans des locaux qui, même à Vichy, ressemblent moins à des prisons qu'à l'Etat français qu'à des Tchékos bolchéviques. La terreur est telle, que, ceux-là mêmes — hauts fonctionnaires, hauts magistrats — qui viennent personnellement me trouver pour m'exprimer leur indignation, me demandent de ne pas citer leurs noms par crainte de représailles. Rétablir l'ordre, ce n'est pas piller, incendier, assassiner. »

La lettre est du 6 août 1944, postérieure de deux mois au débarquement des Alliés en Normandie. La Milice, elle, était en place depuis le 30 janvier 1943. Pour être tardif, le propos de Philippe Pétain n'en montre pas moins qu'il est difficile de tenir, comme l'a fait la chambre d'accusation de Paris, la Milice pour un simple auxiliaire des services publics, alors même que son créateur la « découvrait » scandaleuse et lui déniait violemment cette qualité.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

(1) Cité par Louis Noguères dans le *Véritable procès du maréchal Pétain*, Fayard, 1955.

Devant l'ancien siège de la Gestapo de Lyon

« Ils attendent donc qu'il meure et que nous disparaissions ? »

LYON

de notre bureau régional

« C'était là-bas, dans un couloir, au rez-de-chaussée, que se déroulaient les interrogatoires. Et dessous, la cave où les nous faisaient valser. » Devant la grille, avenue Berthelot, où les anciens résistants et déportés sont venus manifester leur indignation, mardi 14 avril dans la soirée, M. Jean de Filippis, poète du doigt l'ancien chef de la Gestapo lyonnaise, se devendra bientôt un centre d'histoire de la résistance et de la déportation. Après son arrestation par des miliciens en armes, le 17 janvier 1944, dans un café de la rue Bugeaud, il a « valsé » trente-huit fois dans le bainoire. Mais devant le « chef Paul », le « chef Luca », responsable d'un groupe de résistants, dès la première heure, en mai 1940, dans les groupes francs, n'a pas craqué.

A quatre-vingt-quatre ans, la mémoire de cet ancien cheminot de Saint-Priest reste intacte. Toute la nuit dernière, des « infamies » prononcées, il n'a pas dormi, ressassant « sa honte d'être Français », repassant le film de sa première confrontation avec celui que ses tortionnaires appelaient aussi « M. Paul ». Trois mois plus tôt, sa femme lui avait dressé le portrait de ce « jeune homme blond aux yeux bleus, au regard perçant et féroce », venu « piller » l'appartement de Georges Besson, un camarade de résistance, deux étages plus bas dans son immeuble. « J'étais sûr que c'était lui », clame-t-il encore, comme il l'a reconnu « sans aucune hésitation », à cinq reprises sous des traits différents parmi des dizaines de photos et de portraits, avant une confrontation directe devant le juge Gotti, chargé de l'instruction de l'affaire.

« La vengeance du pétainisme »

Devant ce même magistrat, M. Claude Bloch admet un seul léger doute à ce sujet. Mais il ne s'est pas trompé de personnage. Il avait quinze ans, le 29 juin 1944, quelques heures après la fusillade de Rillieux-la-Pape, lorsque deux miliciens, l'un que j'ai reconnu ensuite comme étant Touvier, l'autre un petit homme brun sous ses ordres, ont pénétré dans sa maison à Crépieux-Jes-Brosses, emmenant son grand-père, Lucien Meyer, décédé peu après sous la torture au siège de la Gestapo, et sa mère, Elvira Meyer, disparue au camp

d'Auschwitz, dont lui seul est revenu. M. René Zeigis n'avait jamais entendu parler de Touvier. En 1943, il avait rejoint le maquis. Mais, dès son retour, il n'a eu de cesse de remonter le « quatuor » qui a arrêté son père Léon, un « gona » de Sainte-Foy-lès-Lyon, modeste commerçant, président de l'Union musicale et de l'Union laïque, exécuté avec les six autres otages d'origine juive à Rillieux. Dans la maison familiale, face à l'église, où les Zeigis ont toujours vécu depuis 1881, il ne lui reste que quelques photos d'époque, des extraits de journaux ou des pelures de pièces judiciaires. « J'attendais ce procès pour savoir ce que pensait cet homme, pourquoi il a été défendu et protégé par des manœuvres cléricales et politiques, avec autant d'énergie, depuis quarante-cinq ans. Pourquoi il a continué à se cacher, s'il était réellement innocent. » Depuis le 11 juillet dernier, pourtant, M. Zeigis se doutait du dénouement, après la décision de mise en liberté de l'ancien chef de la milice. Désormais, accuse-t-il, « je ne crois plus en la justice de mon pays. C'est la vengeance du pétainisme contre la résistance. C'est triste ».

Bien qu'il n'y croyait guère à l'origine, M. Bloch avait fini par espérer à son tour. Grâce à l'obstination de M. Gotti, dit-il en lui rendant hommage, il pensait que le procès permettrait, enfin, de percer « le mystère Touvier ». « Mon grand-père et ma mère ont été assassinés une seconde fois », lâche-t-il avec plus de lassitude que de colère. « A-t-on peur encore qu'il ne devienne ce qu'il est ? », s'interroge M. de Filippis, qui en accuserait presque Klaus Barbie : « Lui était allemand. Il défendait ses idées et son régime. Touvier était une crapule et un tortionnaire. Bien sûr, les coupables seront ceux qui sont morts pour libérer leur pays. »

Tous trois, parties civiles, ne se font guère d'illusions sur le pouvoir en cassation qui, de mois en mois, retardera la procédure : « Va-t-on attendre qu'il meure et que nous disparaissions les uns après les autres ? », s'interroge-t-il. « Ce procès était notre dernier recours, notre ultime tribune pour témoigner. La mémoire, les musées, oui, bien sûr. Mais pour l'histoire, il ne restera ni jugement, ni pièces, ni dépositions : rien de solide, regrette M. Bloch. Pour les jeunes, le danger reste que Touvier, bénéficiaire d'un non-lieu, est innocent. »

MICHEL DELBERGHE

(Publicité)

“C'est une plaisanterie!”

Si vous êtes sûr qu'aucun système informatique ne vous offre plus de 3000 applications...

SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la cour d'assises spéciale de Paris

Fouad Ali Salah est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

La cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats, a condamné, mardi 14 avril, Fouad Ali Salah, trente-quatre ans, de nationalité tunisienne, à la réclusion criminelle à perpétuité, qui comportera une période de sûreté de dix-huit ans, pendant laquelle le condamné ne pourra bénéficier d'aucune des mesures concernant notamment le régime de semi-liberté ou la libération conditionnelle. Il lui était notamment reproché d'avoir, entre le 7 décembre 1985 et le 17 septembre 1986, organisé quinze attentats, qui ont fait 13 morts et 303 blessés, dont 24 très graves.

La cour spéciale a déclaré Salah coupable de « complicité d'assassinats, complicité de destructions ayant entraîné des infirmités permanentes, complicité de tentatives d'assassinats en relation avec une entreprise (...) ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur ». D'emblée, le président Maurice Colomb a annoncé que la cour avait refusé d'octroyer aux quatre accusés le bénéfice des circonstances atténuantes. La réclusion criminelle à perpétuité était donc automatiquement prononcée. Salah, militant pro-iranien du Hezbollah, se voit infliger une période de sûreté de dix-huit ans, qu'il accueille avec indifférence. Hassan Aroua, trente-

huit ans, chauffeur de taxi tunisien ayant transporté des explosifs, et Omar Agasou, trente ans, étudiant marocain, qui les stockait chez lui, sont condamnés à la perpétuité simple. Abdelhamid Badaoui, trente-trois ans, entreposait aussi des explosifs à son domicile, mais il a collaboré avec la justice, et la cour a fait application de l'article 463-2 du code pénal, qui dispose que la peine maximale encourue par toute personne « qui aura permis ou facilité l'arrestation » des autres coupables sera ramenée à vingt ans.

Après six ans de procédure et neuf jours d'audience, les victimes ou leurs parents, qui ont suivi les débats avec assiduité, ont écouté le verdict sans réagir. Mais ensuite, dans les couloirs, devant les micros et les caméras, chacun traduit l'impression d'immense lassitude ressentie après la décision. Ce procès tant attendu a eu lieu et a pu être mené jusqu'à son terme. Ceux qui ont subi l'agression aveugle des bombes ont pu exprimer leur douleur devant Salah et lui dire son crime.

« Pour les victimes, c'est une sorte de thérapie », souligne l'une d'entre elles, avant d'ajouter : « Pourtant, il manque les posers de bombes. » Car les principaux auteurs sont en fuite. Il s'agit d'Abdelhadi Hamade, l'un des dirigeants du Hezbollah en 1986; il aurait donné l'ordre à Ibrahim Akil et à Hassan Goshin d'organiser en France une campagne d'attentats. Si Salah choisissait les objectifs, c'est Hussein Mazbouh et Haïdar Habib qui posaient les bombes, après s'être alimentés en explosifs auprès de Badaoui.

POINT DE VUE

L'aide aux victimes

par Françoise Rudetzky

DES tentatives de suicide, des vies brisées, des couples déchirés, une femme à ce jour en cure de sommeil, un enfant de douze ans illettré vivant dans la peur et l'angoisse. Voilà, au-delà des blessures physiques, les séquelles dont souffrent de nombreuses victimes, six ans après les attentats de 1985 et 1986. Des troubles psychologiques qui bouleversent les esprits, la vie affective et sociale.

Dans ce contexte, l'indemnisation est importante, mais elle n'est pas tout. Elle ne guérit pas, et l'on réalise aujourd'hui que des aides humanitaires, sociales et psychologiques d'urgence auraient dû être mises en place dans les jours qui ont suivi les actes de terrorisme. Car nous avons appris qu'un délai de latence plus ou moins long pouvait exister entre le choc de l'événement traumatisant et le déclenchement d'un état pathologique à l'image des névroses de guerre. Cette latence pendant laquelle le « travail de deuil » se fait ou ne se fait pas, correspond à

l'acceptation ou non d'une réalité insupportable. Aussi demandons-nous aux pouvoirs publics de créer une structure d'accueil qui puisse apporter, à court et à long terme, des soins adaptés aux victimes. Il faut que des médecins formés psychologiquement et des assistantes sociales offrent enfin un suivi et des informations afin d'aider les rescapés à se reconstruire et à retrouver leur autonomie.

L'enquête médicale sur l'état de santé des victimes d'attentats, menée par l'INSERM en 1988 à la demande de SOS-Attentats, pourrait servir de base de réflexion. Répondons les erreurs du passé, prévenons les aggravations secondaires et essayons d'être prêts si jamais, par malheur, d'autres attentats devaient être commis. Et que notre expérience et nos acquis servent aux rescapés d'accidents de la route, des chemins de fer, de l'aviation ou de catastrophes technologiques.

► Françoise Rudetzky est présidente de SOS-Attentats.

Au tribunal de Lyon

Le policier impliqué dans l'affaire Thomas Claudio a été relaxé

LYON

de notre bureau régional

La onzième chambre du tribunal de grande instance de Lyon, présidée par M. Grégoire Finidori, a relaxé, mardi 14 avril, le sous-brigadier Hervé Oriol, quarante et un ans, l'un des protagonistes du drame ayant abouti, le 6 octobre 1990, à la mort de Thomas Claudio, dans la proche banlieue de Lyon.

Le jeune homme, âgé de dix-neuf ans, avait succombé après que la moto conduite par son ami Laurent Assé-Bille, vingt et un ans, dont il était passager, eut percuté le véhicule de police piloté par M. Oriol, qui tentait de l'intercepter. Le lendemain, le quartier du Mas-du-Tureau avait connu des scènes d'émeute et de pillage.

A l'audience, l'avocat de la famille Claudio, comme celui de Laurent Assé-Bille, avait soutenu que le policier avait délibérément renversé les deux jeunes gens (le Monde du 19 mars). Toutefois

l'unique témoignage en faveur de cette thèse a été mis en doute, et le rapport des experts de l'Institut national de recherche des transports et leur sécurité (INRETS) n'a pas permis d'exclure la thèse du sous-brigadier, qui présentait sa manœuvre à gauche comme une tentative d'évitement du véhicule adverse.

Laurent Assé-Bille a été condamné à trois mois de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve et à des peines d'amendes pour différentes contraventions (défaut de permis de conduire, d'assurance, de maîtrise, excès de vitesse). Le tribunal a apprécié que « conducteur particulièrement malhabile, il pilotait sans permis une moto extrêmement puissante, alors que ni lui ni son passager ne portaient de casque; en raison de son inaptitude, il a perdu la maîtrise de sa moto, conduisant à la suite d'un brusque freinage rendu nécessaire par sa vitesse excessive ».

G. B.

DÉFENSE

Après la suppression de deux grandes unités blindées en Allemagne

La France va dissoudre une division d'infanterie en Picardie

Le gouvernement va prononcer la dissolution d'une division d'infanterie, après la suppression, depuis 1991, de deux divisions blindées stationnées en Allemagne. Il s'agit de la 8^e division d'infanterie, dont le PC est à Amiens (Somme) et dont la plupart des régiments sont basés en Picardie, notamment dans l'Aisne.

Cette dissolution devrait être annoncée, jeudi 16 avril, par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, devant la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense et devant celle de la défense à l'Assemblée nationale. Elle fait partie d'une série de mesures - il y en aura au total quatre-vingt-dix de plus ou moins grande importance - de restructuration des forces armées et de la détermination générale pour l'armement, qui consistent à former, réduire, déplacer ou regrouper des sites militaires et industriels.

La décision de dissoudre la 8^e division d'infanterie est la plus importante de ces mesures. Elle intervient après la suppression, en 1991, de la 3^e division blindée (à Fribourg) et, en 1992, de la 5^e division blindée (à Landau). Il ne restera plus outre-Rhin que la 1^{re} division blindée, dont le PC situé à l'origine à Trèves devrait se déplacer à Landau.

La base aérienne de Strasbourg est menacée de fermeture

La base aérienne de Strasbourg, qui abrite notamment quarante-cinq avions Mirage F1-CR de la 33^e escadre de reconnaissance, est menacée de fermeture dans le cadre des mesures de restructuration propres à l'armée de l'air. Cette base occupe actuellement quelque deux mille personnes.

Les Mirage F1-CR sont des appareils destinés à l'espionnage tactique, par moyens optiques et électro-magnétiques, et ils sont notamment intervenus au Tchad et en Arabie saoudite. Le projet consiste à installer ces avions de reconnaissance sur la base de Reims des Mirage F1 voués à la défense aérienne.

Cette 1^{re} division blindée entrera dans la composition, avec une division mécanisée allemande, du nouveau corps d'armée franco-allemand en cours de création.

Fort de quelque 7 000 hommes et de 400 véhicules de l'avant blindés (VAB), la 8^e division d'infanterie forme, avec la 15^e division d'infanterie à Limoges (Haute-Vienne), la seule contribution d'infanterie au corps blindé mécanisé (CBM) organisé autour de trois divisions blindées dans le quart nord-est de la France.

Une économie régionale déprimée

Il existe trois autres divisions d'infanterie, aux effectifs plus importants : la 11^e division parachutiste (à Toulouse), la 27^e division alpine (à Grenoble) et la 9^e division d'infanterie de marine (à Nantes). Mais ces trois unités appartiennent à la force d'action rapide (FAR), qui est, avec le CBM, l'autre élément constitutif de l'armée de terre française.

De ce point de vue, les divisions d'infanterie sont une pièce maîtresse du dispositif terrestre. Grandes unités interarmes, elles sont censées préparer et compléter l'action des divisions blindées sur le terrain, grâce à leur armement antichar et à leur aptitude à mener des opérations en zones urbanisées, de nuit comme par mauvaise visibilité, ou des combats retardateurs contre des formations blindées adverses.

Elles sont toutefois plus « rustiques ». Une fois engagées, elles demandent des délais de récupération qui peuvent être longs et elles requièrent, pour leur autonomie, un soutien logistique qui n'est pas négligeable.

La dissolution de la 8^e division d'infanterie fait partie d'un plan de réduction du volume global de l'armée de terre française, dont les effectifs devraient passer entre 1991 (date du début de ce « démantèlement ») et 1997 (fin de l'opération) de 290 000 à 225 000 hommes.

Par rapport à l'année 1990, lorsque ce plan a commencé d'être élaboré, c'est un peu moins d'un quart des effectifs de l'armée de terre qui aura disparu d'ici à 1997 pour, en dernier ressort, aboutir à une stabilisation autour de 115 000 appelés et 110 000 cadres ou engagés. Sur vingt ans, entre 1977 et 1997, la baisse des effectifs dans la seule armée de terre aura été d'un tiers.

environ. A la différence de la suspension des essais nucléaires pour 1992, qui a été annoncée la semaine dernière par le premier ministre sans que le haut commandement ait été préalablement consulté, la décision concernant la 8^e division a fait l'objet d'une concertation avec l'état-major, qui en revendique donc la responsabilité.

Prise en fonction de considérations aussi bien militaires que financières, cette mesure risque toutefois de toucher de plein fouet une région qui connaît des difficultés économiques et agricoles. La disparition d'un certain

nombre de régiments dans des villes traditionnellement de garnison peut avoir des effets négatifs sur une activité locale déjà déprimée par la crise. La plus grande vétusté des casernes, qu'il aurait été onéreux de rénover, et l'existence, déjà, dans le quart nord-est de la France, d'une forte densité militaire ont plaidé pour la dissolution de la 8^e division d'infanterie, de préférence à la 15^e division, dont la disparition aurait créé une « désertification » militaire au centre du pays.

JACQUES ISNARD

Dans le cadre d'une structure interarmées

Le général Jean Heinrich dirigera le renseignement militaire

Au conseil des ministres du mercredi 15 avril, M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a annoncé la création - qui doit être effective en mai - d'une direction du renseignement militaire (DRM), réunissant quelque cinq cents personnes sous l'autorité du général Jean Heinrich. Cette création était attendue (le Monde du 26 septembre 1991) depuis la volonté du gouvernement de moderniser le renseignement militaire en France après les carences qui sont apparues durant la crise, puis pendant la guerre du Golfe.

La DRM, qui aura son budget propre, relèvera du ministre de la défense, mais elle sera mise à la disposition du chef d'état-major des armées. Cette structure interarmées, autour de son directeur et d'un état-major, devrait comprendre cinq sous-directions : recherche, exploitation, prolifération-armement, technique, et ressources humaines-administration. Ses pièces maîtresses devraient être constituées par le centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM) et les « deuxièmes bureaux » des états-majors, qui existent déjà et qui lui seront rattachés.

Basée à Creil (Oise), qui devient le pôle du renseignement technique, elle exploitera les informations données notamment par les satellites d'observation ou d'écoute. La DRM entretiendra des liaisons permanentes avec la direction générale

de la sécurité extérieure (DGSE) et la direction de la protection et de la sécurité de défense (DPSD), dont le fonctionnement continuera d'être autonome.

[Né le 3 février 1940 à Bischwiller (Bas-Rhin) et ancien élève de Saint-Cyr, Jean Heinrich a fait une grande partie de sa carrière dans les services de renseignement, notamment au sein des formations affectées aux opérations spéciales. Dès 1962, il a servi à la 11^e demi-brigade parachutiste de choc, puis au 11^e bataillon parachutiste de choc qui, à l'origine ou à Calvi, menait les actions spéciales. De 1964 à 1967, il sert au centre national d'entraînement-commando, à Montlouis et à Collioure (Pyrénées-Orientales), qui forme, entre autres stagiaires, les cadres des unités spéciales. Il est ensuite affecté à différents régiments d'infanterie, avant d'entrer, à partir de 1979, au cabinet du ministre de la défense comme directeur, puis comme chef du bureau dit « réserves », qui traite les questions sensibles au cabinet de Charles Heret. De 1983 à 1985, il commande, avec le grade de colonel, le 159^e régiment d'infanterie alpine à Briançon. En septembre 1985, dans le cabinet de M. Paul Quilès, il est adjoint « externe » du chef du cabinet militaire du ministre de la défense. En septembre 1987, il commande le service actions de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Promu général de brigade en février 1989, Jean Heinrich, sur la proposition de M. Claude Silberstein, directeur général de la DGSE, est appelé en septembre 1991, par M. Pierre Joxe, à réfléchir à l'installation d'une direction du renseignement militaire (DRM) au sein du ministère de la défense.]

SPORTS

Un projet de loi de M^{me} Frédérique Bredin

Les clubs professionnels devront avoir une gestion plus claire et plus rigoureuse

Le ministre de la jeunesse et des sports, M^{me} Frédérique Bredin, a proposé au conseil des ministres, mercredi 15 avril, un projet de loi « relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives » (loi Avic) dont l'objet principal est de favoriser une gestion claire et rigoureuse des clubs professionnels.

Le scandale provoqué par la découverte d'une caisse noire alimentant certaines opérations financières du plus prestigieux club de football français de la fin des années 80, l'AS Saint-Etienne, avait conduit le gouvernement à faire adopter en 1984 un projet de loi « relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ».

L'objet essentiel de ce texte était d'inciter les clubs professionnels de football, dont les recettes aux guichets ou les salaires sont supérieures à 2,5 millions de francs, à abandonner le statut d'association de la loi de 1901 pour se transformer soit en société d'économie mixte (SEM), soit en société à objet sportif (SOS) créée pour la circonstance. Il s'agissait d'obtenir une plus grande transparence dans la gestion des clubs.

Huit ans après l'adoption de ce texte, force était de constater que son objectif n'avait été que médio-

crement atteint. Les Girondins de Bordeaux ont succédé aux Verts au « hit parade » de l'argent sale du football. Le déficit cumulé des clubs professionnels atteindrait 1 milliard de francs pour un chiffre d'affaires à peine supérieur. Et sur les cinquante-cinq équipes évoluant en première et deuxième divisions, seulement 65 % s'étaient transformées en SEM ou en SOS. L'ensemble du système était menacé d'implosion. Dès son installation, Olivier de Serres, M^{me} Frédérique Bredin a donc mis en chantier avec le mouvement sportif une réforme du texte de 1984.

Le texte qu'elle devait soumettre au conseil des ministres, mercredi 15 avril, renforce ainsi les dispositions tendant à une gestion plus claire et plus rigoureuse. En simplifiant, trois modifications aux textes de 1984 sont proposées :

« Clubs ayant le statut d'associations de la loi de 1901. - Seuls pourront conserver ce statut les clubs qui ne présentent pas de déficit durable. Leurs commissaires aux comptes auront désormais l'obligation (comme pour les sociétés commerciales) de prévenir les sociétés d'éventuelles difficultés financières.

« Sociétés à objet sportif et sociétés d'économie mixte. - Les associations sportives de base et les collectivités locales qui devaient détenir au moins la majorité du capital (51 %) dans la loi de 1984 pourront désormais se contenter de la minorité de blocage (33 %). Il s'agit, d'une part, de préserver les intérêts, du club d'origine et, d'aut-

re part, de donner la direction effective aux bailleurs de fonds. Les personnes physiques ne pourront être actionnaires que d'une seule SOS ayant le même objet et ne pourront transmettre leur part qu'après accord de l'autorité administrative. Les prêts et/ou cautions d'emprunt en faveur des salariés de la société seront interdits.

« Intermédiaires. - Les intermédiaires, dont les interventions obèrent de plus en plus lourdement les opérations de transfert, devront soumettre leur activité à déclaration auprès de l'administration, qui aura la faculté de l'interdire. Les commissions que les intermédiaires perçoivent ne pourront plus être demandées qu'à la personne ou au club qui a pris le premier contact en vue d'un transfert.

« Après l'assainissement de la situation envisagé sur la base du rapport Sastre par la FFF et la Ligue professionnelle, ce texte devrait permettre de repartir avec de bonnes structures », estime M^{me} Bredin. Son projet de loi comporte en outre trois autres chapitres : le renforcement du partenariat avec le mouvement sportif (harmonisation des procédures disciplinaires); des dispositions fiscales (étalement des impôts sur le revenu sur trois ans comme les artistes) et sociales (fraîs de formation considérés comme des frais professionnels) en faveur de la reconversion des athlètes de haut niveau; l'organisation des rapports entre le sport et la télévision (affirmation du droit à l'information en dépit des exclusivités).

A. G.

CATASTROPHES

Le combat des responsables italiens contre la coulée de l'Etna

La coulée de lave qui s'échappe de l'Etna depuis le mois de décembre - le volcan sicilien est en activité quasi permanente - et qui est arrivée tout près du gros village de Zafferana-Etna (7 000 habitants), semble s'être ralentie dans la nuit du 14 au 15 avril. Les responsables italiens voient dans ce répit le résultat du travail des artificiers militaires. Ceux-ci, en effet, ont réussi, dans la nuit de l'après-midi du mardi 14 avril, à faire sauter 180 kilos de charges d'explosifs tout près des tunnels naturels par lesquels la lave coule sans presque se refroidir sur une distance de quelque 7 kilomètres sur les pentes de l'Etna.

L'autre projet des Italiens est d'obstruer le chemin suivi par la lave, assez haut sur les flancs de l'Etna par une cinquantaine de gros blocs de béton de 2 tonnes chacun. Ce qui pourrait - peut-être - détourner la coulée vers une zone inhabitable. Cette opération devrait être faite dans la journée du 15 avril (si le temps et le volcan le permettent), grâce aux gros hélicoptères de la base américaine de Sicile.

En l'état actuel des choses, outre des vergers et des vignes, la coulée a déjà englouti deux maisons isolées situées à environ 1 kilomètre de Zafferana Etna. Et cinq cents soldats italiens, avec des camions et des autocars militaires, sont à pied d'œuvre pour évacuer d'urgence les 7 000 habitants du bourg.

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

La pétaudière de la rue Curial

Un rapport confidentiel de l'inspection des finances et de l'inspection de l'administration de l'éducation nationale dénonce la situation « catastrophique » des services du rectorat de Paris

L'AFFAIRE est défrayée la chronique à l'automne dernier. Trois mois après la rentrée scolaire, quelques centaines d'instituteurs, nouvellement nommés dans la capitale, n'avaient pas reçu tout ou partie de leur salaire (le Monde daté 24-25 novembre 1991). Le colère des enseignants et l'écho qu'elle avait rencontré avaient finalement obligé le rectorat de Paris, dirigé par le ministre de l'éducation, à trouver des solutions exceptionnelles à ces retards de paiement.

Dans la foulée, le ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, demandait, le 16 décembre, à l'inspection générale des finances et à l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale de mener une enquête sur l'ensemble de la direction des services administratifs du rectorat de Paris et, en priorité, sur le traitement des traitements, à l'origine des retards de paiement de l'automne.

A pied d'œuvre dès le 17 décembre, les inspecteurs mènent leurs investigations jusqu'au 10 janvier et remettent au ministre, le 14 janvier, un premier rapport confidentiel d'une vingtaine de pages. Le 21 janvier, le ministre de l'éducation nationale annonce, par un communiqué, une réorganisation des services du rectorat. M. Emile Serna, directeur des services académiques d'éducation installés rue Curial et M. Arlette Launay, secrétaire général, font les frais de cette réorganisation. M. André Hussein est nommé directeur.

Ce rapport, dont nous publions de larges extraits ci-dessous, décrit la situation « catastrophique » du service des traitements, en particulier, du bureau chargé de la gestion des traitements des instituteurs. Il dresse, tout d'abord, un constat alarmant.

« Les questions de traitement. (...) L'étude d'un échantillon (des instituteurs non payés au 1 décembre 1991) apparaît (...) que de nombreux dossiers n'ont pas été traités en raison de la perte pure et simple, par la DLT (1), des arrêtés modifiant la position administrative (...) ou de l'absence de gestionnaires sur (...) travail.

La situation à la DLT 4, bureau de paie des instituteurs, est alarmante. Le service de ce bureau, allant bien au-delà de la paie, est en panne nouvelle à la rentrée (...).

« Promotions. Plus de 1000 promotions, dont les effets d'effet s'échelonnent à l'année 1991, n'ont pas été traités avant l'automne. Les arrêtés, qui remontent au mois de juin, ont été (...) pendant plusieurs mois (...).

« Prestations familiales et traitement familial de traitement (SFT). (...) Le retard dans certains secteurs est de plusieurs mois, ce qui complique largement le traitement des dossiers, notamment lorsque les fiches d'état civil, périmées, doivent faire l'objet d'une nouvelle demande aux intéressés. (...) Le 8 janvier 1992, une institutrice est venue remettre un dossier en mains propres au chef de la DLT (2), lui faisant signer un reçu : il s'agissait en effet de la quatrième transmission des mêmes pièces, au même gestionnaire, afin d'obtenir le SFT et l'allocation jeune enfant auxquelles elle a droit depuis la naissance de celui-ci en juin 1988.

« Traitements des instituteurs. (...) quitté l'académie. (...) du départ d'un instituteur en mutation ou (...) l'administration ou d'accueil de l'intéressé adresse au (...) une demande de certificat de (...) de paiement (CCP), établie par le comptable (...). Cette pièce est indispensable pour que

l'instituteur puisse être rémunéré par sa nouvelle administration. Des retards très importants ont été constatés dans ce domaine (...). Le 6 janvier, l'inspection académique de l'éducation nationale pour la première fois le CCP d'une (...) (première demande le 14 octobre 1991).

« Retraites. Le rectorat participe à l'affiliation rétroactive au régime général de la Sécurité sociale et à l'IRCANTEC des agents n'ayant pas totalisé quinze ans de service public. La mission n'a pu que constater la totale inefficacité de la cellule chargée d'effectuer ce travail (...). Par ailleurs, le stock de demandes de certificats d'exercice adressées à la DLT atteint, de façon (...) gestionnaires, 3 000 à 4 000 instances (...). Le retard en la matière est plus proche de (...) ans ou davantage que de quelques mois (...).

« Le nombre d'agents liés, du (...) du service, (...) le plan financier est très important. Ce phénomène est ancien, même si tend, apparemment, à empirer.

Des causes multiples

« Une accumulation de retards. Les retards de paiement ne sont pas nouveaux à la DLT. Au cours de l'année scolaire 1990-1991, ils sont évoqués quasiment au cours de chaque commission paritaire des instituteurs (...). Sur ce, s'est greffé un retard propre à la gestion 1991 des enseignants du premier degré, qui a une quadruple origine :

— Le décalage du calendrier habituel de promotion (...);

— La perte d'un certain nombre de documents. Des arrêtés concernant la promotion et la nomination d'instituteurs ont disparu après avoir été transmis par les bureaux de gestion de la DPEP (3). En effet, le chef de division DLT a retrouvé, dans le courant des mois de juin et juillet, des arrêtés placés sur des piles de papiers prêts à être jetés et, d'autre part, les gestionnaires de la DLT 4 ont dû, à partir du mois de septembre, aller se procurer auprès de la DPEP des ampliations d'arrêtés que celle-ci leur avait déjà transmis;

— La répétition des disparitions et leur ampleur font écarter la seule hypothèse de gestes maladroits explicables par les travaux de cloisonnement des bureaux et de recasement des dossiers dans de nouvelles armoires réalisées en juillet. Il n'est pas à exclure que l'on ait cherché à se débarrasser d'une partie du travail en retard pour en diminuer le volume à la veille du départ en congé, de peur qu'il soit exigé de le terminer avant, ou dans la perspective d'un changement de poste à la rentrée;

— Un fort absentéisme en période de charge importante du service. La période de septembre à décembre 1991 a été marquée par de nombreuses absences : 101,5 journées de congé et d'autorisation d'absence ont été accordées aux agents de la DLT 4 durant ces 4 mois, ce qui représente plus de 8 jours par agent. Si l'on ajoute 123 jours de congé maladie sur la même période, on peut conclure qu'en moyenne chaque poste de travail n'a été occupé que 4 jours sur 5 depuis la rentrée.

« Un renouvellement important des agents du bureau. L'équipe est profondément renouvelée puisque sur 13 agents composant le bureau en juin 1991, seuls 6 y sont encore en septembre. Parmi les 7 nouveaux agents (dont le chef de bureau), on a

sorti surtout des agents contractuels, (...) 12 mois, sans expérience préalable en matière de traitements et parfois sans aucune expérience administrative. (...)

« Une désorganisation généralisée. (...) La mission a procédé à une étude systématique de l'organisation du bureau par poste de travail. Le constat qui en résulte est celui d'une situation catastrophique (...). Les dossiers d'enseignants du premier degré n'ont pas fait l'objet d'un classement alphabétique. Ils sont classés par établissement à l'intérieur des groupes ou parties d'arrondissement attribués à chaque gestionnaire. Pour sortir le dossier d'un enseignant, il faut connaître l'arrondissement dans lequel il exerce et déterminer le gestionnaire (...). Pour que leur nombre respectif de dossiers reste équivalent, les gestionnaires modifient souvent leurs secteurs et se partagent des morceaux d'arrondissement (...).

« La tenue des dossiers n'obéit pas à des règles uniformément appliquées par tous les agents du bureau. Cela tient pour une part à l'équipement encore disparate, l'installation de dossiers suspendus n'étant pas terminée, mais surtout aux habitudes des uns et des autres (...).

« L'insuffisance des réactions. (...) Malgré l'apparition de signaux d'alerte extérieurs (interventions des intéressés et pressions syndicales), ni le DLT (4) ni le rectorat n'ont pu se préoccuper de la situation et n'ont pu prendre des mesures adaptées pour y remédier. (...) Certains agents, s'appliquant à la structure fragilisée du bureau DLT 4, n'ont pu qu'aggraver le mal. Elles relèvent des dysfonctionnements plus larges et répandus au sein du rectorat.

« L'insuffisance de la quantité de travail fourni. Les horaires hebdomadaires sont théoriquement de 39 heures (...). Cependant, une pause de 2 heures à la mi-journée pour pratiquer le sport a été consentie il y a plusieurs années une fois par semaine. L'interruption est aujourd'hui considérée comme acquise pour tout le monde et tous les jours. Les arrivées du matin s'échelonnent de fait jusqu'à 9 h 30. La journée de travail ne compte dès lors que 6 heures à 6 h 30 et la semaine de 30 heures à 32 h 30 (...). Les congés annuels sont fixés à 43 jours ouvrables, les samedis n'étant pas comptés dans ce nombre.

« Le caractère spécifique de l'académie de Paris a conduit à (...) l'installation des services dans deux implantations principales : la Sorbonne et la rue Curial (19^e arrondissement). Cet éloignement, et, surtout, la multiplicité de responsables de haut rang pour une académie certes exceptionnelle mais de taille moyenne, n'a pas abouti à une répartition harmonieuse des tâches d'encadrement mais au contraire à une dilution des responsabilités (...).

« Les agents sont également à l'origine du sentiment, largement répandu, qu'ont les agents de la DLT des services académiques de ne pas être suffisamment reconnus par la lointaine Sorbonne, qui ne leur semble pas porter à leurs tâches un intérêt marqué; ce sentiment est exacerbé chez les agents de la DLT (...).



ment la situation. Elles ont un d'autorité de la part des responsables (...).

« Une perspective à un fonctionnement harmonieux. (...) revenir à l'analyse des (...) ci-dessus, il est inutile de noter que (...) d'entre (...) antérieures à l'arrivée des responsables actuels (...) de certains (...) de la DLT et que l'ancienneté de la dégradation ne peut inciter à considérer avec fatalisme une situation à laquelle il est difficile de porter remède. Cette possibilité est confortée par l'attitude de nombreux agents de la DLT qui manifestent que les horaires, l'organisation du travail constituent des acquis, profondément ancrés dans la culture collective et donc intangibles.

Conclusions

« Les agents professionnels inaccessibles. Les membres de la mission n'ont pu qu'être stupéfaits devant le comportement de certains agents : l'absence de toute conscience professionnelle et de tout sens des tâches légitimes dont ils sont en charge est à l'origine de carences graves dans le service apporté à l'accomplissement des tâches qui leur sont confiées et au non-respect des horaires. (...) La notoriété de ces (...) et l'impunité dont elles ont (...) jusqu'à maintenant favorisent leur diffusion dans les autres services mais développent également l'indifférence à l'égard de la DLT.

« Une gestion de la crise insuffisamment énergique. L'ampleur de la crise a été sous-estimée par l'ensemble des responsables (...) qu'elle n'éclate (...). Les quelques mesures prises ne sont intervenues qu'après coup pour limiter véritable-

ment la situation. Elles ont un d'autorité de la part des responsables (...).

« Une perspective à un fonctionnement harmonieux. (...) revenir à l'analyse des (...) ci-dessus, il est inutile de noter que (...) d'entre (...) antérieures à l'arrivée des responsables actuels (...) de certains (...) de la DLT et que l'ancienneté de la dégradation ne peut inciter à considérer avec fatalisme une situation à laquelle il est difficile de porter remède. Cette possibilité est confortée par l'attitude de nombreux agents de la DLT qui manifestent que les horaires, l'organisation du travail constituent des acquis, profondément ancrés dans la culture collective et donc intangibles.

« La situation de la DLT est exécrable et il faut craindre que la situation du mois de décembre ne se reproduise à tout moment.

- (1) Division de l'enseignement primaire.
- (2) Division de l'enseignement secondaire.
- (3) Division des personnels enseignants du premier degré.
- (4) Division des services administratifs de l'éducation de Paris.

Caricature...

« Spécialité : « catastrophes » et « dilution des responsabilités », « fautes professionnelles inexcusables » : c'est un véritable réquisitoire à l'encontre du rectorat de Paris qu'ont dressé l'inspection des finances et l'inspection de l'administration de l'éducation nationale. Leur rapport est si brutal qu'on voit mal comment le nouveau ministre de l'éducation pourrait s'en tirer sans les conséquences.

Difficile, en effet, d'imaginer plus caricature, où l'arbitraire le dispute à l'incompétence. Pliera-t-on qu'il s'agit d'un dérèglement passager,

limité à un modeste bureau chargé de la gestion des traitements des instituteurs ? Le rapport démontre, sans ménagement, que le mal est ancien, qu'il a empiré en 1991, qu'il relève d'une dérive plus globale.

À la veille de la campagne de recrutement de nouveaux enseignants, ces révélations ne contribueront pas à susciter des vocations, ni à renforcer la confiance des enseignants en poste. Elles ont bien malencontreusement mis l'eau au moulin de ceux qui dénoncent la bureaucratie et l'inefficacité de l'éducation nationale.

GÉRARD COURTOIS

(Publicité)

“Soyons sérieux!”

Si vous êtes bien placé pour savoir qu'un système informatique n'est pas opérationnel en 24 heures...

A Lyon, un système vidéo permet à des élèves hospitalisés de participer à distance aux cours dispensés dans un lycée de la ville

هكذا من الأصل

Si à votre avis, il n'y a aucune marque pour vous proposer un système informatique gérant de 2 à 2000 utilisateurs, offrant plus de 3000 applications et opérationnel en 24 heures...

Changez de point de vue.

Il faut peu de temps pour découvrir les avantages des systèmes HP, leader en systèmes ouverts.

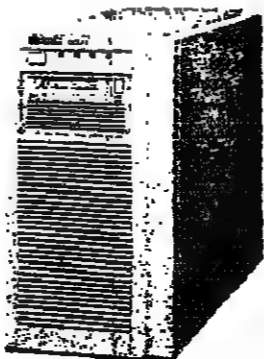
Tout d'abord une compatibilité totale de tous nos systèmes, qui assure la pérennité de vos investissements informatiques.

De plus, votre métier spécifique, nous offrons un choix de plus de 3000 applications développées avec notre réseau de partenaires pour s'adapter à votre activité.

Par ailleurs les systèmes HP sont pré-intégrés leurs périphériques, leurs systèmes leurs réseaux, ils permettent nos équipes

de vous garantir une installation et une mise en service en 24 heures.

Enfin, pour le service après-vente, HP est classé numéro 1 mondial en indice de satisfaction. Il est presque dommage que la fiabilité de nos systèmes ne permette pas de le vérifier. Alors pour profiter dès à présent de la puissance, de la souplesse d'évolution et de la convivialité des systèmes HP, appelez-nous au : (1) 49.99.40.00.



**hp HEWLETT
PACKARD**

des proviseurs

MADEME DIPLOMATIQUE
DE VIENNE

ÉCONOMIE

Se déclarant prête à traiter le **de 1,4 million de sans-emploi**

Sacrifice électoral

Plus qu'un haut fonctionnaire à la tête de l'ANPE, M. Jean-François Colin a été imposé comme un patron, dès son arrivée en novembre 1991. Il en a le style et les méthodes. Avec lui, l'établissement public commence à connaître une révolution culturelle et peut espérer se débarrasser de son image de bouc émissaire du chômage.

Mais, appelé en première par M. Bérégovoy pour défendre la politique d'un nouveau gouvernement qui qu'il sera jugé sur ce dossier, le nouveau directeur général de l'ANPE n'a jamais contrainct à un autre registre. Avec la même fougue, le voilà amené par ses déclarations à se comporter en militant. Sans broncher, et avec panache, il défend un programme trop ambitieux et bien tardif, dont l'objectif — faire baisser le chômage à tout prix — n'est même pas dissimulé.

Avant du personnel de l'intéressé, un peut s'interroger sur les conséquences d'un tel sacrifice. Non seulement l'ANPE risque de perdre un dirigeant dynamique et entreprenant, son action peut ressortir de son action, à terme, le processus de modernisation de l'agence en sera affecté, et les tentatives de régression se manifesteront fatalement.

Cela n'est pas un beau gâchis, qui est à mettre sur le compte d'un comportement schizophrène de l'appareil d'Etat quand approchent les grandes échéances. Pour répondre à des besoins électoraux — cela ne fera pas illusion, — on se montre capable de détruire, en « onze mois », le capital de travail et de confiance patiemment accumulé. On change de cap et de discours. Car le problème demeure, toute la semaine. Comment un pays qui a créé 31 000 emplois salariés supplémentaires en 1991 peut-il espérer régler, d'ici à la fin octobre, le sort de 920 000 chômeurs de longue durée ?

ALAIN LEBEAUCHE

□ SAS licencie trois cents informaticiens en grève. — La compagnie aérienne scandinave SAS (Scandinavian Airlines System) a licencié, lundi 13 avril, trois cents personnes chargées de la maintenance informatique sur l'aéroport de Copenhague, en grève depuis cinq jours. Le conflit n'a, pour l'instant, entraîné aucune perturbation sur le trafic aérien et la direction de Boeing 777 par huit compagnies différentes.

L'ANPE estime « réalistes » les objectifs du gouvernement pour le chômage de longue durée

Selon M. Jean-François Colin, l'ANPE devrait avoir aucune difficulté à réaliser l'engagement pris par M. Pierre Bérégovoy : traiter, d'ici la fin octobre, le sort individuel de 900 000 chômeurs de longue durée. Au cours d'une conférence de presse, mardi 14 avril, le directeur général de l'ANPE a qualifié cet objectif de « réaliste », et, relevant le défi, a déclaré que les moyens pourraient aller jusqu'à 1,4 million.

Pour justifier ce nouveau chiffre, M. Colin a présenté une autre statistique. Il a annoncé pour acquiescer les 300 000 chômeurs devant déboucher sur « une solution », programmée par Mme Edith Cresson jusqu'à la fin de 1992, et dont 115 000 ont déjà été réalisés. Il a ajouté les 500 000 chômeurs de longue durée qui bénéficient naturellement de l'action normale des agences de l'ANPE. Soit, l'an passé, les 200 000 qui ont été aidés dans une reprise de l'emploi, les 80 000 qui ont obtenu une formation et les plus de 100 000 aidés annuellement à la suite d'un licenciement, d'une radiation (40 000), ou aussi, majoritairement supposé-t-on, d'un retour à la vie professionnelle ou de l'intégration dans un stage, et qui n'auraient pas été officiellement signalés. « Le problème, pour nous, conclut M. Colin, c'est donc d'en traiter 400 000 de plus ».

Pour ce faire, le directeur général de l'ANPE prétend disposer des

outils, à défaut de posséder les moyens financiers et en effectifs, qui sont actuellement en discussion avec M. Martine Aubry, ministre du travail. En l'absence des finances « activités d'intérêt général » évoquées par le premier ministre, dont les coûts ne sont pas encore fixés, la gamme des dispositifs actuels correspondrait à 700 000 actions possibles, d'après M. Colin, qui englobe ainsi les actions de retour à l'emploi, les actions d'insertion et de formation (100 000), une partie des contrats emploi-solidarité (100 000) et le tout récent programme PAQUE (78 000). « J'ai de quoi faire », proclame-t-il en affirmant que l'ANPE pourra réaliser « un travail de qualité ». Décidé à « ne pas sacrifier » les autres missions de l'agence à ce dossier urgent, il ajoute, sur un ton provocateur qu'il n'a « pas l'intention de faire de l'abatage ».

Au passage, M. Colin a donné des indications souvent mal comprises, qui soulignent l'ampleur du problème. Avec 920 000 personnes inscrites depuis plus d'un an, le chômage de longue durée a doublé en dix ans. Pis, le chômage de très longue durée s'est aggravé. On dénombre 182 000 chômeurs ayant une inscription comprise entre deux et trois ans et 200 000 qui dépassent les trois ans. Toutes les tranches d'âge sont touchées : les moins de 25 ans en représentent 10 %, les 25 à 39 ans 15 %, et les plus de 55 ans 22 %.

A. L.

A la veille d'une journée de grève

Les syndicats de la RATP pourraient boycotter la table ronde de la direction

Les syndicats de la RATP allaient-ils à la table ronde organisée mercredi 15 avril par la direction de la région ? Cette réunion, convoquée sur le thème de « la continuité du service public », devrait en effet rassembler la direction, les syndicats et les associations d'usagers (le Monde du 15 avril). « Dans le cas où il s'agit uniquement d'une discussion sur « le service minimum » à la RATP, nous ne voyons aucune raison valable d'y participer »,

ont déclaré les sept plus importantes organisations syndicales de la RATP appelant à une grève pour jeudi 16 avril, cette position a été formelle, mardi 14 avril, lors d'une réunion à huis clos avec les associations d'usagers. Tout en désignant « les raisons du conflit », les syndicats ont souligné que la table ronde, convoquée par le président-directeur général de la région, M. Christian Blanc, vise selon eux « à monter les usagers contre les syndicats ».

Dans une lettre commune, les syndicats ont donc laissé planer le doute sur leur participation, qualifiant volontiers la convocation de la direction d'« opération médiatique » : « Une chose est sûre, ont-ils écrit, nous serons au siège de la RATP à l'heure de la convocation de la table ronde et nous y tiendrons une conférence de presse ».

La CFDT a réitéré son appel à la grève de jeudi, souhaitant une « forte mobilisation » des 38 000 salariés de la région. De son côté, la CFTC

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



UNE ANNÉE D'EXCEPTIONS

Le Conseil d'Administration d'ICC réuni le 24 mars 1992 sous la présidence de M. Jean-François Colin a examiné l'activité arrêtée des comptes de l'exercice 1991, rendu exceptionnel par l'absorption de CODEMIBAIL, la priorité donnée désormais par ICC à la distribution du crédit-bail immobilier SICOMI pour tout le Groupe ISM SA.

ICC a pris ainsi pour 351 millions d'engagements nouveaux, soit un accroissement de 134 % par rapport à l'année précédente et malgré la suppression du crédit-bail SICOMI pour les bureaux et malgré le maintien de sa politique rigoureuse de marge et de sécurité.

Les engagements bruts cumulés d'ICC au 31 décembre 1991 atteignent F 1 369 millions dont F 1 369 millions pour la simple et F 1 231 millions pour le crédit-bail.

Ce changement de dimension a donné lieu à une légère et temporaire détérioration des ratios, mais moins avec difficultés imprévues qui sont apparues pour quelques immeubles apportés, qu'à l'imputation au compte d'amortissement de la totalité de la première échéance des loyers des contrats de crédit-bail importants mis en exploitation au cours de l'exercice.

Le résultat qui s'élève à F 71,8 millions, doit cependant recommencer à progresser fortement en 1992.

Le Conseil a en conséquence décidé d'utiliser les reports à nouveau antérieurement, pour assurer le maintien du dividende de F 21,50 par action aux 125 000 titres qui composent le capital social.

en millions de F	1990 Pro forma ICC + CODEMIBAIL	1991 ICC	Variation en %
Engagements nouveaux	150	351	+134 %
Crédit-bail SICOMI	150	345	
Location simple		6	
Loyers	231	273	+18 %
Amortissements et Art. 64	61	73	+20 %
Bénéfice net	74,1	71,8	-3,1 %

Groupe ISM SA

Malgré un marché du pneumatique en récession

Michelin confirme son redressement

Le plan de redressement engagé par Michelin fin 1990 a porté ses fruits. Selon les chiffres présentés à la presse mardi 14 avril, le premier fabricant mondial de pneumatiques a dégagé en 1991 un résultat courant positif de 780 millions de francs contre une perte de 1,1 milliard en 1990. En revanche, le résultat net est négatif (-1 milliard de francs) en raison principalement de provisions de restructurations qui s'élèvent à 1,4 milliard de francs.

Sur le marché du pneumatique en récession mondiale (-0,6 % pour les pneus tourisme et -2 % pour le marché des poids lourds), Michelin a néanmoins accru ses ventes de 1,4 % en données brutes, mais de 1,1 % à périmètre constant (Uairoyal-Goodrich, acquis en 1990, n'avait été consolidé que sur huit mois pour cet exercice) et hors incidence des variations des parités monétaires. Les ventes ayant diminué de 3,5 % en volume, l'amélioration du chiffre d'affaires est essentiellement due aux augmentations de tarifs sur le marché du pneu de remorque en Europe et en Amérique du Nord. Cette hausse des prix, associée à une diminution des coûts, a permis au groupe d'améliorer ses résultats. Les effectifs ont été réduits de 850 personnes (sur un effectif global de 141 000 en 1990), les investissements, le niveau des stocks, l'endettement et les frais généraux ont fortement diminué.

Pour les années à venir, Michelin continuera de jouer les investissements, notamment en Europe et en Amérique du Nord, où le groupe estime avoir atteint la taille

critique. En revanche, il continuera d'investir en Asie mais « de manière très progressive ».

La bataille du prix de revient

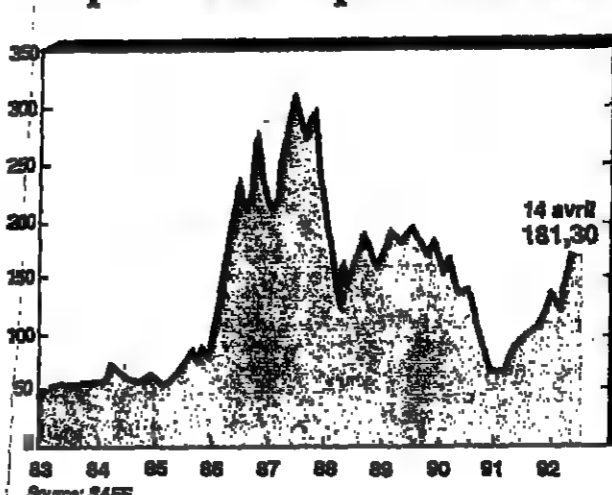
« La bataille continuera d'être celle du prix de revient », a affirmé M. Eric Bourdais de Charbonnières, directeur financier de Michelin lors de la présentation des résultats. « Les frais de personnel représentent 35 % de ce prix, l'ensemble de l'industrie devra continuer de réduire ses effectifs », a-t-il poursuivi, tout en affirmant que, chez Michelin, « nous ne nous plan social n'est actuellement en préparation ».

Ce redressement devrait être durable, a affirmé M. Bour-

dais de Charbonnières. La diversification géographique du groupe lui permet de mieux répartir les risques et de développer des synergies industrielles, scientifiques, mais aussi commerciales et administratives. Sa politique financière le rend moins vulnérable aux variations de change et de devises. Enfin, le nouveau processus de fabrication, dont la mise en place sera progressive, sera mieux adapté à la demande, car plus flexible, plus réactif, et mieux ajusté à la série courte (de 200 000 unités environ) pour le système précédent).

A. K.

Au plus haut depuis deux ans



Michelin aurait-il retrouvé grâce aux yeux de ses actionnaires ? Tout porte à le croire. La valeur a gagné, au cours de la seule séance du 14 avril, jour de la publication de ses résultats, près de 7 % pour 1,8 million de titres (281 millions de francs) à 181,30 francs. La valeur retrouve ainsi — dépasse même — ses niveaux du début de l'année 1990, après être tombée au cours de la même année à un plus bas historique de 57,35 francs en septembre. La réduction des

pertes annoncées était de l'avis de tous les analystes attendus et anticipés.

Après avoir fait considérablement mieux que l'indice CAC 40 en 1991, en affichant un progrès de 80 % (contre 16,37 % pour le principal indicateur de la place), Michelin se poursuit cette hausse, depuis le 1^{er} janvier, le titre du manufacturier de Clermont-Ferrand a déjà gagné de 48 % alors que les valeurs françaises ont en moyenne progressé de 11,70 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SELECTIBANQUE

UNE REPRISE RÉUSSIE

Le Conseil d'Administration de SELECTIBANQUE, réuni le 24 mars 1992 sous la présidence de Christian SABBE, a pris connaissance de l'activité et des comptes de l'exercice 1991 et constaté la réussite de la reprise de CODETEL survenue le 31 juillet 1991 à effet du 1^{er} janvier de la même année.

En millions de francs	1990 Pro forma SELECTIBANQUE +CODETEL	1991 SELECTIBANQUE	Variation en %
Engagements nouveaux :			
- Crédit et crédit-bail immobilier	539	899	+167
- Crédit-bail Télécom	149	599	+302
- Crédit-bail Télécom	390	300	-23
Engagements bruts au 31/12 :	7 081	6 995	-1
- Crédit et crédit-bail immobilier		350	+171
- Crédit-bail Télécom		6 731	-10
Bénéfice net	181	115	+14

Cotée depuis le 23 août au Réglement Merval, devenue le pôle « Finance » du Groupe ISM SA qui détient 47,35 % de son capital, contrôlant maintenant près de 59 % du capital de sa filiale SICOMI ICC, SELECTIBANQUE a acquis en 1991 une autre dimension.

Elle a ainsi maintenant sous le même toit le crédit-bail à l'immobilier d'entreprise du Groupe ISM SA, elle a lancé sa nouvelle production, le crédit-bail à l'apport aux professionnels (SICOMI) et elle a apporté aux professionnels les mêmes avantages. Son dynamisme commercial s'est traduit par une diversification par trois des nouveaux engagements pris au cours de l'exercice puisqu'ils s'élevaient à F 680 millions.

Parallèlement, SELECTIBANQUE a qui son statut bancaire ne permet plus de couvrir de nouveaux engagements de crédit-bail Télécom, a pris en charge la gestion jusqu'à leur terme de ses précédents passés par CODETEL. Les annuités de ces contrats, qui se sont élevées à F 985 millions, se poursuivront à un rythme soutenu pendant 2 à 3 ans, puis de façon dégressive.

Dès l'année prochaine, SELECTIBANQUE a pu réduire la réduction de son endettement.

locatives Télécom en la compensant par la progression des produits tirés de ses autres activités et par la diminution de l'ensemble de ses charges.

La conséquence de cette reprise a été de passer de F 101,6 millions en 1990 à F 115,6 millions en 1991, soit une hausse de 13 %.

Cette performance est d'autant plus significative que le dividende de F 11,3 millions reçu d'ICC en 1991 n'incorporait aucun élément en provenance de CODEMIBAIL, contrairement à l'an prochain pour lequel SELECTIBANQUE percevra d'ICC un dividende global de F 47,5 millions, améliorant d'autant ses perspectives déjà très bonnes de résultats.

Le Conseil a donc pu aisément se conformer à l'engagement qu'il avait pris de proposer au titre de l'exercice 1991, la distribution d'un dividende équivalent à celui pour l'année précédente aux actionnaires de CODETEL, soit F 13,42 avoir à F 1,34 inclus. Ce dividende a été réglé le 18 juillet prochain.

Groupe ISM SA

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m ² , 4 ^e étage parking, cave	8, rue d'Uzès CIGIMO - 48-00-88-88 Honoraires de location	8 255 + 835 8 110						
5 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 56 m ² , 1 ^{er} étage parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 Frais de commission	7 242 + 875 8 117						
3 PIÈCES 51 m ² , 1 ^{er} étage parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-31-73-41 Frais de commission	8 589 + 1 111 9 700						
2 PIÈCES 59 m ² , parking	31, rue Claude-Bernard AGIFRANCE - 43-03-44-05 Frais de commission	7 200 + 988 8 188						
3 PCES, IMM. NEUF 81 m ² , 3 ^e étage park., cuis. équipée	4, rue de la Collégiale GERER - 48-42-25-40 Frais de commission	9 700 + 740 10 440						
7 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 43 m ² , 2 ^e étage parking	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-57-08-99 Frais de commission	7 000 + 1 111 8 111						
5/6 PIÈCES 180 m ² , 2 ^e étage	91, av. de la Bourdonnais SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	27 000 + 2 752 29 752						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 80 m ² , rdc	Rue Jean-Goujon AGIFRANCE - 48-03-44-05 Frais de commission	7 000 + 833 7 833						
9 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 48 m ² , 6 ^e étage parking	28, bd Poissonnière CIGIMO - 48-00-88-88 Frais de commission	5 888 + 380 6 268						
10 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES DUPLEX 120 m ² , 6 ^e étage	21, rue d'Hauteville GFC - 48-01-02-88 Frais de commission	10 100 + 1 044 11 144						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO, IMM. NEUF 29 m ² , 5 ^e étage parking	5, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	4 800 + 330 5 130						
3 PCES, IMM. NEUF 70 m ² , 1 ^{er} étage parking	5, cité de Phalsbourg GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	6 800 + 885 7 685						
4 PIÈCES 101 m ² , 5 ^e étage parking	1, rue Pélée LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	8 500 + 750 9 250						
12 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 87 m ² , 1 ^{er} étage parking, cave	62/64, cours de Vincennes AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 400 + 1 408 8 808						
3 PIÈCES 95 m ² , 2 ^e étage cave	AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 100 + 1 700 7 800						
5 PIÈCES 129 m ² , 7 ^e étage park., cave	87/10, rue Jules-César AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 817 + 1 684 13 501						
13 ^e ARRONDISSEMENT								
2/3 PIÈCES 79 m ² , 1 ^{er} étage parking	1, rue de la Chapelle GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	6 800 + 1 570 8 370						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PCES, IMM. NEUF 57 m ² , 4 ^e étage parking	34-38, rue des Papiers GERER - 48-42-25-40 Frais de commission	6 400 + 811 7 211						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 108 m ² , 9/10 ^e étage park., cave	11, rue de l'Éclair AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 090 14 090						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 180 m ² , 3 ^e étage parking	94, bd Poincaré AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 508 + 1 400 16 908						
4 PIÈCES 111 m ² , 7 ^e étage poss. park.	11/13, rue Gros SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	14 700 + 2 111 16 811						
4/5 PIÈCES 174 m ² , 7 ^e étage vue sur jardin	15/17, rue Raymond SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	26 300 + 3 888 30 188						
5 PCES DUPLEX 131 m ² , 5/6 ^e étage	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-57-08-99 Frais de commission	18 881 + 1 275 20 156						
17 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 107 m ² , 3 ^e étage cave	175, bd Pénin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 500 + 1 570 17 070						
19 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 64 m ² , 3 ^e étage parking, cave	74-84, rue Paillet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 010 + 1 168 9 178						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 82 m ² , 3 ^e étage parking, cave	74-80, rue de Buzenval AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 200 + 1 600 8 800						
3 PIÈCES 75 m ² , 7 ^e étage parking, balcon	52-58, rue des Haies CIGIMO - 48-00-88-88 Honoraires de location	5 250 + 1 000 6 250						
4 PCES, IMM. NEUF 103 m ² , 2 ^e étage ascenseur, balcon	162, rue de Bagnolet LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	7 700 + 838 8 538						
4 PCES, IMM. NEUF 103 m ² , 2 ^e étage ascenseur, balcon	44, rue de Bagnolet LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	9 723 + 723 10 446						
5 PCES, IMM. NEUF 112 m ² , 3 ^e étage ascenseur, balcon	162, rue de Bagnolet LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	10 400 + 976 11 376						
77 - YVELINES								
3 PIÈCES 143 m ²	MONTESSON 28, av. de la Terrasse SOLVEG - 40-57-08-99 Frais de commission	8 000 + 58 8 058						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
2 PIÈCES 55 m ² , 3 ^e étage mezzanine 15 m ² parking	BOULOGNE 33-37, rue SOLVEG - 40-57-08-99 Frais de commission	8 400 + 550 8 950						
3 PIÈCES 48 m ² , 2 ^e étage	BOULOGNE 8, rue des Princes SAGGEL - 47-41-44-44 Frais de commission	4 888 + 858 5 746						
3 PIÈCES 81 m ² , 1 ^{er} étage	BOULOGNE 3 bis, av. J.-B. Clément SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 510 + 730 5 240						
2 PCES, IMM. NEUF 50 m ² , 5 ^e étage	BOULOGNE 62, rue de Bellevue GERER - 48-42-25-40 Frais de commission	5 900 + 500 6 400						
3 PCES, IMM. NEUF 65 m ² , 1 ^{er} étage	LEVALLOIS 135, rue Aristide-Briand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	6 850 + 538 7 388						
5 PIÈCES 104 m ² , 1 ^{er} étage	LEVALLOIS 135, rue Aristide-Briand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	8 900 + 1 174 10 074						
5/6 PIÈCES 251 m ² , 2 ^e étage parking	NEUILLY-SUR-SEINE 74, rue de Chézy GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	8 100 + 571 8 671						
2 PIÈCES 68 m ² , 1 ^{er} étage	NEUILLY-SUR-SEINE 18-23, rue Saint-Foy SOLVEG - 40-57-08-99 Frais de commission	8 100 + 488 8 588						
4 PIÈCES 96 m ² , 1 ^{er} étage 2 parkings, cave	SAINT-CLOUD 10, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 111 + 999 9 110						
STUDIO 35 m ² , 2 ^e étage parking	SURESNES 33, av. Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	2 180 + 881 3 061						
6 PIÈCES 119 m ² , 5 ^e étage parking	VANVES 108, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 825 + 2 072 10 897						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
3 PIÈCES 86 m ² , 4 ^e étage parking	ÉPINAY 8, av. Gallieni SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 301 + 713 5 014						
94 - VAL-DE-MARNE								
2 PIÈCES 82 m ² , 4 ^e étage parking	JOINVILLE 4, rue Halffax SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 115 + 415 4 530						
4 PIÈCES 91 m ² , 2 ^e étage balcon, véranda parking	LE KREMLIN-BICÊTRE 23-25, av. de Fontainebleau LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	5 182 + 820 6 002						
3 PIÈCES 65 m ² , 1 ^{er} étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	6 125 + 731 6 856						
2 PIÈCES 50 m ² , 4 ^e étage parking, cave	VINCENNES 27, rue du Petit-Parc AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 500 + 838 6 338						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région. 800 appartements et des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 800 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : CESP 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONGRUITS

GENERALI

GFC

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

LOCARE

LOC INTER

PHENIX GESTION
AGF GROUPE DES ASSURANCES DE FRANCE

SOLVEG
GROUPE UAP

SAGGEL VENDÔME
GROUPE UAP

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La fin de l'assemblée annuelle de la BERD

La première assemblée générale annuelle de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD) s'est achevée mardi 14 avril à Budapest. M. Jacques Attali, qui avait demandé la création d'un programme spécial de restructuration destiné à financer certaines opérations d'envergure, comme la conversion de l'industrie militaire, n'a pas reçu le soutien d'une grande partie des

actionnaires de la Banque. Selon eux, celle-ci ne doit pas élargir ses missions en lançant des prêts concessionnels ou des investissements à caractère risqué. La BERD, qui s'est engagée à l'Est 821 millions d'euros (4,3 milliards de francs) en 1991, devait apporter cette année, sous forme de prêts et de prises de participation, 1 milliard d'euros environ, dont 3 à 4 milliards d'euros d'investissements dans la région.

La rencontre de Budapest a été dominée par les inquiétudes à propos de l'évolution de la situation politique à Moscou. Ayant quitté Budapest pour la capitale de la Russie, M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, a laissé entendre que le programme d'aide occidentale à la Russie pourrait être remis en cause si la politique réformatrice n'était pas poursuivie. Un document de compromis signé mardi

au Parlement russe devrait permettre la poursuite des réformes.

Dans un entretien accordé au Monde, M. Boris Fiodorov, ancien ministre des finances de Russie, aujourd'hui membre de la BERD, se déclare optimiste sur l'évolution politique de la Russie, mais estime que l'assistance financière de l'Occident ne jouera qu'un rôle marginal.

« Certains feront faillite, d'autres deviendront millionnaires »

nous déclare M. Boris Fiodorov, ancien ministre des finances de Russie

BUDAPEST

Un envoyé spécial

En août 1990, de son bureau de ministre des Finances de Russie, M. Boris Fiodorov traçait des plans ambitieux : le passage à l'économie de marché. Un an plus tard, c'est du rôle de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), à Londres, que M. Fiodorov a vu au coup d'État contre M. Mikhaïl Gorbatchev. Aux fonctions gouvernementales, il a préféré celles de banquier international. Il reste pourtant très proche de Moscou. Agé de trente-cinq ans à peine, M. Fiodorov est un proche de l'équipe du vice-premier ministre M. Egor Gdalkine, aujourd'hui démissionnaire. Présent à Budapest, à l'occasion de la première assemblée annuelle de la BERD, M. Fiodorov

commente passionnément, avec ses collègues de la délégation russe, l'évolution des événements moscovites après que, lundi 13 avril, le gouvernement a remis sa démission.

Malgré la tension visible chez tous les représentants de la Russie, M. Fiodorov, qui s'exprime à titre personnel et non au nom de la BERD, se déclare optimiste. Selon lui, au terme de cette crise, « beaucoup de députés vont peut-être réaliser qu'ils devaient laisser le gouvernement travailler et cesser d'interférer ». La lutte actuellement menée dans les sphères du pouvoir moscovite n'oppose pas, explique-t-il, les réformateurs et les conservateurs, mais plutôt, dans cette « démocratie balbutiante », les partisans d'un régime parlementaire et ceux d'un régime présidentiel.

Comme de nombreux observateurs

étrangers, M. Fiodorov estime que la thérapie de choc lancée en janvier par le gouvernement russe a été mal préparée, même si la période était particulièrement difficile. La libération des prix de l'énergie aurait dû, selon lui, intervenir le 2 janvier, au même temps que celle des autres prix de gros et de détail. « Cela aurait fait un seul choc au lieu de deux, et quand on se lance ainsi, il faut le faire à 100 % ». L'alternative aurait bien sûr été de remplacer la thérapie de choc par l'approche graduelle, privilégiée par la Hongrie, mais en tel choc aurait dû être fait il y a cinq ans.

Privatiser au plus vite

Désormais, il est nécessaire, aux yeux du fonctionnaire de la BERD, de privatiser au plus vite les entre-

prises d'État qui, après la libération des prix, « ne peuvent pas survivre dans leurs structures actuelles ». Il serait faux de prétendre que les entreprises souffrent de l'effondrement de leurs liens commerciaux traditionnels, comme il serait aussi erroné de croire que le problème monétaire de la Russie serait résolu si les imprimeries de billets étaient plus performantes. Au contraire, auparavant « il n'y avait pas de commerce, seulement un système planifié de distribution ». Aujourd'hui, les gens achètent et vendent toutes sortes de produits, les centaines de Bourses du commerce, de Mousmanak ou d'Ouzbékistan, jouant le rôle d'intermédiaires. « Si vous n'avez pas les moyens d'acheter, cela signifie que vos prix ne sont pas corrects. Les entreprises, certains feront faillite, d'autres devien-

dront millionnaires. Ce n'est pas une image très plaisante, mais il n'y a pas d'autre possibilité que d'aller de l'avant », lance M. Fiodorov.

Et les fameux « chocs psychologiques », dont on dit, après soixante ans de répression, qu'ils empêchent le passage à la propriété privée ? La privatisation est généralement considérée comme acceptable, affirme M. Fiodorov, et si le Parlement tarde à en permettre l'exécution, alors que tous les textes législatifs sont prêts, c'est par souci de prendre le moins de risques possibles auprès d'une opinion publique encore hésitante, notamment sur la question de la propriété de la terre.

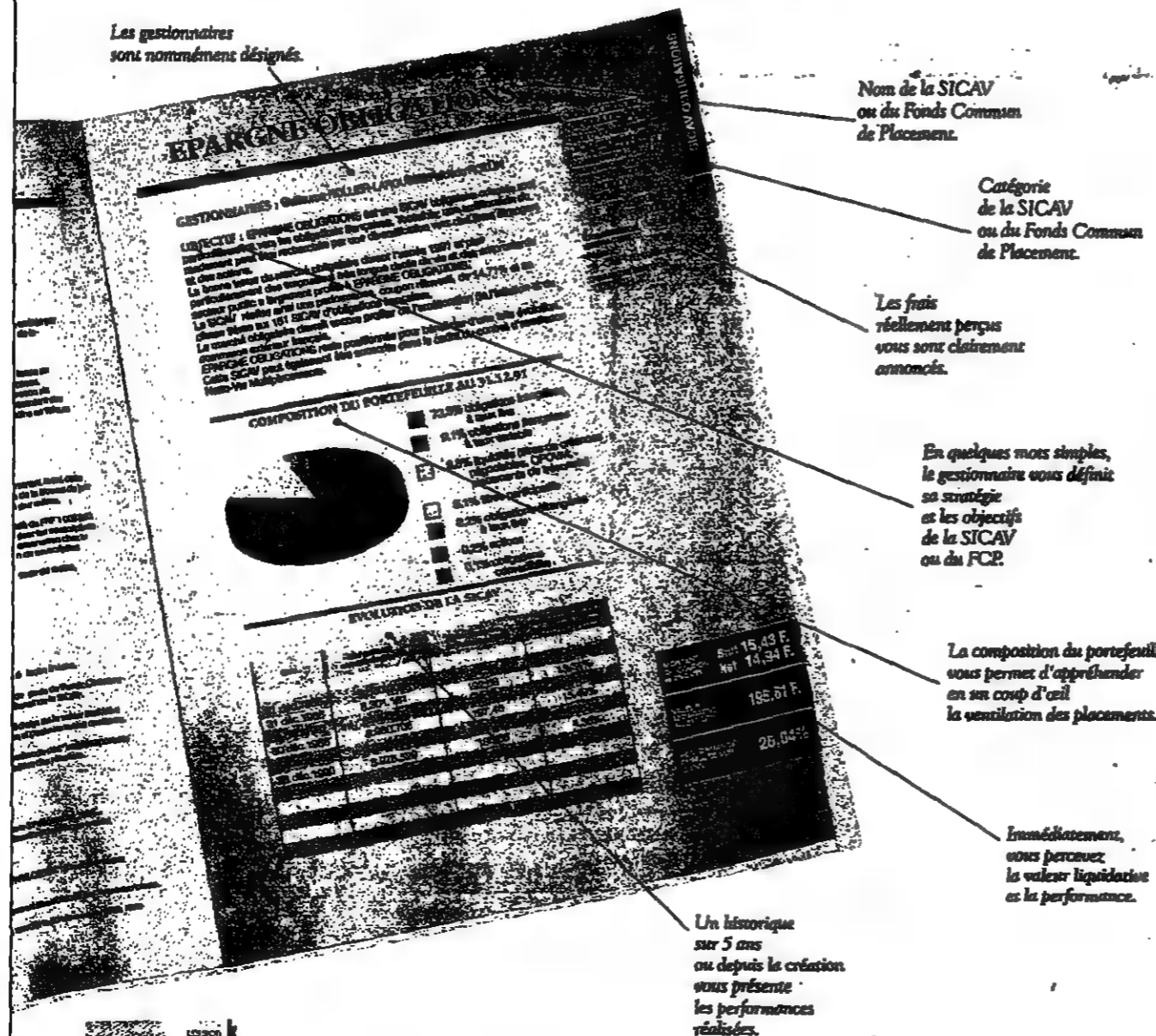
Mettant en cause l'existence même de la « Communauté d'États indépendants » (CEI) qui, en décembre, a officiellement remplacé l'Union soviétique, M. Fiodorov estime que les Républiques adopteront différents systèmes de passage au marché. La Russie, qui s'est montrée « plus progressive que les autres », influencera inévitablement les Républi-

ques de l'ex-URSS, et c'est pourquoi il est « tellement important qu'elle s'oriente sur une voie démocratique ». Et cette tâche, elle doit l'accomplir seule, à 90 %. Selon l'ancien ministre des finances, malgré les sommes importantes avancées par l'Occident, « l'assistance financière de l'Occident n'aura qu'un rôle marginal ».

Vallant à l'aise dans ses nouvelles fonctions londoniennes, M. Fiodorov, dont les quelques années passées à la tête du ministère russe des Finances avaient impressionné les gouvernements occidentaux, n'a pas renoncé à l'idée de la Russie. Il se peut qu'il aille à Londres, mais « le plus objectif et le plus réaliste » - le gouvernement russe, en place, pour le moment, est la BERD. Les projets de privatisation à Saint-Petersbourg. Accepterait-il un nouveau poste gouvernemental ? « C'est la question, mais je ne répond pas par la négative ».

FRANÇOISE LAZARE

Guide semestriel 1992 des SICAV et FCP de la BNP : voici pourquoi vous allez le trouver transparent



Ce guide est destiné à vous donner une information complète et claire sur les SICAV et FCP de la BNP. Deux pages sont consacrées à chaque produit : celle de droite résume les critères financiers et celle de gauche, la fiche signalétique, vous apporte toutes les données réglementaires. Le guide des SICAV et FCP de la BNP vous permet ainsi de faire votre sélection. Dans toutes nos agences, nos conseillers sont bien entendu à votre disposition pour conforter votre choix. Ce guide est disponible dans toutes les agences BNP ou en téléphonant au (1) 40 14 39 33.

BNP

Le conseil de la Banque mondiale approuve l'adhésion des pays de l'ex-URSS

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, mardi 14 avril, les résolutions relatives aux quinze Républiques ex-soviétiques, qui devraient ainsi devenir membres de l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque spécialisée dans l'aide aux pays les plus pauvres.

Les Républiques ex-soviétiques

doivent aussi entrer au Fonds monétaire international (FMI) d'ici début mai. L'adhésion au FMI est une condition préalable à celle de la Banque mondiale. Elles devraient également devenir membres de l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque spécialisée dans l'aide aux pays les plus pauvres.

D'ici à 1995, la Banque mondiale prévoit de prêter entre 12 et 15 milliards de dollars aux pays de l'ex-URSS, a indiqué M. Preston, président de la Banque, lors d'une conférence de presse à Washington le 12 avril par le New York Times - (AFP)

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Ventes de détail : +0,4 % en mars. - Les ventes de détail aux États-Unis ont reculé en mars de 0,4 % par rapport à février et même de 0,6 % si l'on exclut l'automobile. Mais ce recul fait suite à deux progressions mensuelles exceptionnelles en janvier et février. Au total la progression enregistrée au premier trimestre 1992 est la plus forte (+2,9 % par rapport au quatrième trimestre 1991) enregistrée depuis le fin de 1988. Certains experts expliquent le recul de mars par le retour du froid après un hiver exceptionnellement doux.

COMMUNICATION

Tandis que M. Bourges affirme son hostilité à Arte

La succession de La Cinq reste ouverte

Qui bénéficiera du réseau hertzien de La Cinq ? Même si Arte, la chaîne culturelle franco-allemande, est en tête du peloton des candidats, rien ne semble définitivement tranché. M. Jean-Noël Jeanneney, le nouveau secrétaire d'État à la communication, a affirmé lundi 13 avril à Cannes, lors de l'inauguration officielle du 29^e Marché international des programmes de télévision (MIP-TV), que son « inclination » le portait à privilégier la chaîne que préside M. Jérôme Clément, mais il a ajouté aussitôt qu'il ne fallait y voir qu'une « inclination, en rien une certitude ».

Le même jour, à Cannes aussi, M. Hervé Bourges, président d'Antenne 2-FR3, a affirmé publiquement son hostilité à ce projet. Selon M. Bourges, l'arrivée d'Arte brouillerait l'image « culturelle » de FR3 et menacerait Antenne 2 dans sa capacité à faire une télévision de service public. En fait, M. Bourges craint surtout que le financement d'Arte ne s'effectue à ses dépens. Le ministère de l'Économie et des Finances pourrait être tenté d'utiliser les recettes de la redevance pour financer Arte, ce qui réduirait d'autant la part du secteur public audiovisuel.

Parmi les candidats à la succession de La Cinq, la chaîne d'information soumise par TF1, Canal Plus, M6 et A2-FR3 semble avoir du plomb dans l'aile. TF1 ne se bat plus que

mollement pour elle et M. Bourges trouve le projet « difficilement réalisable ». Quant à TV 1992, un projet de chaîne de la connaissance présenté par M. Jean-François Munn, et reculé en 1990 par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) lorsqu'il postulait au réseau hertzien Multivision, il demeure résolulement en piste. Même si ses chances de succès sont minces.

L'arrivée éventuelle d'Arte sur le réseau de La Cinq n'est pas sans incidence politique. M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a indiqué, mardi 14 avril, qu'il « estimait inconcevable que le gouvernement préempte La Cinq, à moins d'avouer son entière responsabilité dans les événements qui ont précédé la faillite de la chaîne ». M. Pasqua, qui avait proposé une entrée des collectivités locales dans le capital de La Cinq aux côtés de M. Berlusconi, a ajouté que l'opposition ne se sentirait pas engagée par une décision qui serait imposée par le gouvernement et qui ne respecterait pas les règles élémentaires de la transparence et de la concurrence.

L'Union des annonceurs a fait savoir de son côté que sur le milliard de francs de recettes publicitaires encaissé par La Cinq auparavant, la moitié seulement se reporterait sur les autres chaînes.

BOURSE DU 15 AVRIL

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

14/4

VALEURS	% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechart net	VALEURS	Emission	Rechart net	VALEURS	Emission	Rechart net									
Obligations																					Etrangères								
C.I.M.	1476	1476	Paribas	104 80	104 80	Paribas	104 80	104 80	Action	206 95	201 41	Paribas	482 35	482 35	P&A Assurances	28067 84	28067 84	C.I.T.R.A.M. (R)	2252	2252	Paris France	234	223	Paris France	234	223	Paris France	234	223
Emp 2,3 9,5972	100	7 44	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
10,50% 7,99	101 50	6 61	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Emp 2,3 10,4582	105 95	4 04	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Emp 2,3 12,25 94	100 81	0 63	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
10,25% ann 86	104 30	0 85	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CAT 10% 5/2000	107 80	8 85	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CAT 8,5% 12/1999	104 80	3 35	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
PTT 11,2% 96	105 95	3 01	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CPF 10,30% 98	102 70	2 17	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CPF 10,25% ann 90	106 40	0 67	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CNA 10 % 1978	100 90	1 57	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CNA Repas 5000F	86 86	2 57	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CNA Petros 5000F	87 87	2 57	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CNA C&S 5000F	87 87	2 57	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CHE 11,25% 96	101 06	0 96	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CN 1/82 5000F	98 85	0 85	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CNT 9 % 95	...	0 17	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CNA 10,30% dc 86	100 20	2 86	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CHANG FCE 3% 100	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
CNCA	1030	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554
Compas	...	...	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie	554	554	Compagnie					

Hors-cote

Elques Hydro Energy.....	315	.....
Calophony.....	90 30	.....
C.G.H Cogehesher.....	10 20	.....
Copex.....	850	.....
Druxon Assurance.....	400	.....
Secur-Sangue.....	325	.....
Europ. Account.....	700	.....
Europ Soufres Ind.....	20	.....
Gachet S.A.....	71 90	70 50
Gey Degagnon.....	460	.....
Lectures du Monde.....	150	180
Nicolas.....	1200	.....
Paripol, Perrier.....	380	.....
Quadrant.....	22	.....
Romero N.V.....	217	217 40
St-Gobain-Emballage.....	1800	.....
S.E.P.R.....	800	.....
S.M.T. Equipil.....	130	130
S.P.R. act. R.....	335 80	.....
Wagman.....	950	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

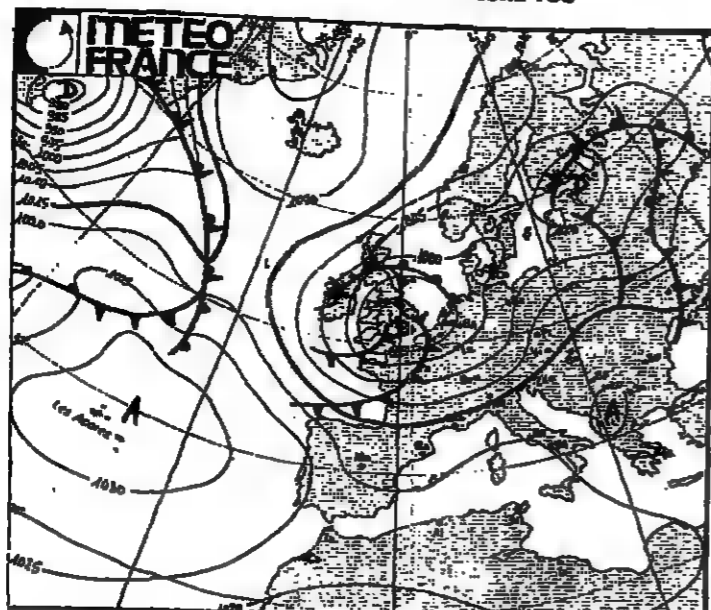
Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	15/4	achat	vente		préc.	15/4
Etats Unis (1 usd).....	5 585	5 589	5 3	5 8			
Ecu.....	3 500	6 938			60800	61250	
Allemagne (100 dm).....	358 800		30 268		61200	61100	
Belgique (100 fr).....			16 9	16 9	348	35	
France (100 fr).....	300 725		280	310	449		
Italie (1000 lire).....	4 304		4 2	5 7	344		
Danemark (100 kr.).....	87 345		8 4	10 2	348	35	
Gde-Bretagne (1 £).....	9 916		2 5	3	347	34	
Grèce (100 drachmes).....	2 900				347		
Suède (100 kr.).....	368 152		368	376	435	438	
Suisse (100 fr).....	93 978		83	90	2030	2100	
Norvège (100 kr.).....	85 000		46 8	49 8	1032 50	1090	
Autriche (100 sch.).....	5 911		5 1	5 6	700		
Espagne (100 pes.).....	3 740		3 5	4	2250	2260	
Portugal (100 esc.).....	3 740		3 5	4	383	365	
Canada (1 \$ can.).....			4	4 2			

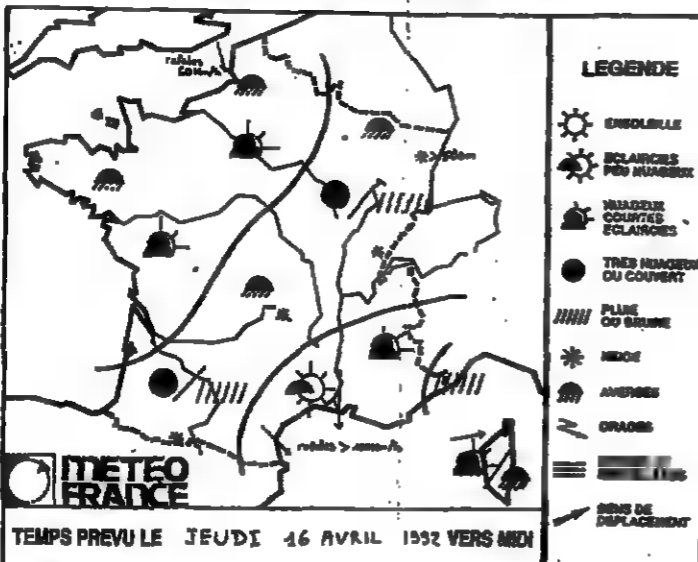
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché com-
 mence

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1992

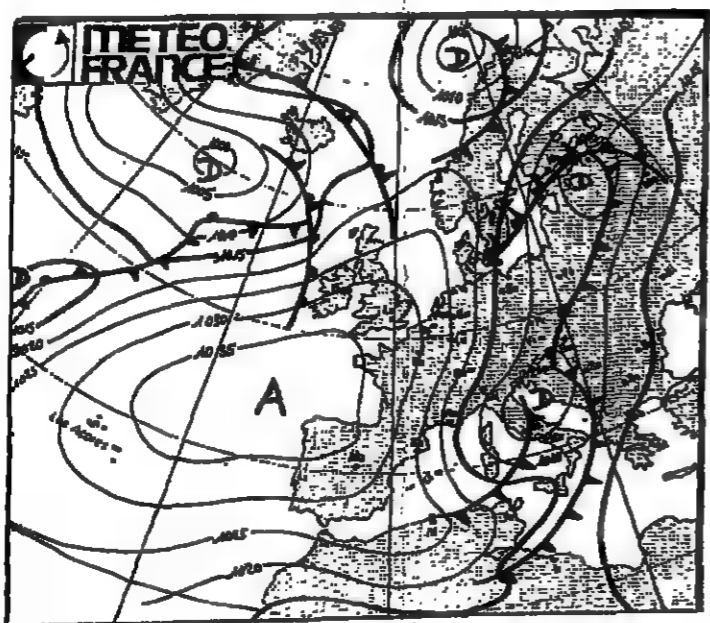


Jeu*di* : ■ **n**uageux ■ **a**verse*s* sur l'Est. - ■ **B**retagne ■ **N**ord-Aquitaine, le ciel, ■ **n**uageux ■ **m**atin, ■ **p**lace ■ **a**près-midi. ■ **N**ord ■ **j**usqu'au Centre, les nuages resteront ■ et pourront donner quelques **a**verse*s*. Des Pyrénées au Massif Central, jusqu'au ■ et Alpes ■ **N**ord, ■ sera ■ avec le pluie et de neige au-dessus **500** mètres. Sur le pourtour ■ et ■ (sans dégel)

■ ciel, ■ **100** ■ en ■ **S**ur l'extrême Sud-Est ■ **C**orse, ■ **p**roduisant ■ **20** km/h ■ l'intérieur du pays.

Les températures minimales iront ■ **5** degrés en général, jusqu'à **8** degrés sur l'Est-est de la Corse. L'après-midi, les températures fraîches ■ **15** degrés, ■ **10** degrés au nord et l'est du pays. Plus au sud, elles atteindront **12** ■ **14** deg.

PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extérieures relatives entre										15-04-1992		
le 14-04-1992 à 19 heures TUC et le 14-04-1992 à 8 heures TUC												
FRANCE												
JACQO	17	4	1	TOULOUSE	21	7	P	LUXEMBOURG	16	4	N	
WARRBY	27	4	1	TOURS					23	11	C	
BORDEAUX	22	9	D	POINTE-A-PITRE	20	21	D	MARRAKECH	18	10	M	
SOURDIS	21	21	1	ÉTANGER				MEXICO	18	11	C	
BREST	21	6	N	ALGER	21	6	D	MONTREAL	7	4	N	
PARIS	11	6	N	AMSTERDAM	12	8	D	BRUSSELS	18	4	N	
CHEMROU	21	6	N	ATHENS	16	10	D	NAIROBI	25	16	D	
CLEMONT-FE	21	6	C	BANGKOK	39	22	D	NEW-DELI	26	26	D	
DAJON	22	16	1	BELGRADE	16	4	D	NEW-YORK	7	4	D	
DIJON	22	16	1	BERLIN	11	6	C	OSLO	1	5	C	
LILLE	19	6	C	BRUXELLES	14	6	C	PALMA-DE-MAJ	10	3	D	
LMOGES	18	4	C	CHENNAI				PEKIN	16	4	D	
LYON	24	1	C	CHENGHAI				DE-DE-JANHO				
MARSEILLE	21	11	6	DARSA	20	N	D	ROME	18	11	D	
NANCY	21	11	6	DJERBA		9	D	SAO PAULO	11	26	N	
NANTES	14	8	1	GRENOBLE			C	SEATTLE	4	2	C	
NICE	14	8	1	HONGKONG				SYDNEY		15	C	
PARIS-MONTS	14	8	1	ISTANBUL				TOKYO		6	D	
PAU	19	10	1	JERUSALEM	14	6	D	TUNIS		6	D	
PERIGNAN	19	10	1	LE CAIRE	23	12	D	VIENNE		1	D	
PERNONS	13	6	D	LONDON	20	4	D	YOKOHAMA		1	D	
ST-ETIENNE	13	6	D	LOS ANGELES	22	14	D	VIENNE		4	N	
STRASBOURG	11	6	P									

A across	B brume	C ciel convert	D ciel dépote	N ciel nuageux	O orage	P pluie	T tempête	* nuage
--------------------	-------------------	-----------------------------	----------------------------	-----------------------------	-------------------	-------------------	---------------------	--------------------

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document distribué avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDER-MANN

L'ange et la bête

■ ■ ■ s'y résigner : comme Milou dans Tintin au Tibet, nous voilà tous les deux traillés comme l'ange et le bête en nous. Sur TF 1, nous aurons le gringant Dechevienne, ses pitous qui sentent le soufre, et tous ces vicieux érotiques que l'on prend tant de plaisir à fusiller. Et, sur A2, le scénariste Sédition déteste pour nous renier les promesses d'un débat respectueux, plongeant au fond des choses.

■ ■ ■ La deuxième semaine de la parie, chacun avait son rôle : les meilleurs sous. Dechevienne trônait au milieu d'un bataillon de testarines en ordre de marche, tandis que Sédition évoluait parmi quelques

prêtres, un archevêque et un provincial. Dechavanne ayant pour lui l'avantage de l'horaire, on commença par une messe à 8 heures. M. de la Marmelle, un barmald, fut présentée comme « une élève de C... ». Les paroles de l'évangile se firent trapper à la messe.

A 9 heures, plus, on se mit au pouvoir de l'Eglise, au qu'il en soit. Se plaignant de la justice, les prêtres héberger Toulvier ? C'est bien. Son père jecté à la prison. L'ancien provincial Henri Mandin assura qu'il aurait, lui, la porte l'ancien. Tout d'abord, en l'énoncé.

rien. Rémond. L'épuration et la morale. Rémond. La charité mal entendue de Touvier est pardonnable. Plus que son crime injustifiable.

Il peine une incursion sur l'Une, pour s'assurer que l'Une n'avait pas attenté à la virilité de l'homme - ouf, il l'a fait comme l'homme - et l'homme est passé aux préservatifs. Mais c'est l'urgence, c'est l'urgence, n'est-ce pas pour l'Eglise de l'homme l'interdit? Jacques Jullien, archevêque de Paris. Rémond. Non, à peine que ça était la place du diable sur le sac, peut-être. Toujours le même argument : alors, le préservatif viendrait.

... la liberté accordée aux
... donc à pro-
... l'épidémie.
Pourquoi la cacher ? A entendre
cela, on bousille, on s'écroule
le bouffeur de
Mgr Jullien poursuivre, in-
branlable. Attendez, attendez, ne
vivez pas éternellement.
Vous m'avez l'Eglise, plus tard,
d'avoir tout bon sur la table.
... toujours, mais on mettrait
chapeau bas. Alors que tant d'
nos ... prises à lar-
ge père se ... pour un point de
sondage ou d'Audimat, comment
nos ... à l'heure
du moment
nous ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
 ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 15 avril

TF 1

.20.00 Journal.

NOCTURNE

JEUDI 16 AVRIL

- 10 h "tout" le magasin de

SAMARITAINE

*Sauf alimentation, librairie, services et points rouges.

20.25 Sport : Football. Coupe d'Europe de vainqueurs de coupe (demi-finale, retour) Feyenoord Rotterdam-AS Monaco.

21.20 Tapis et **Météo.**

21.30 Magazine : En quête de vérité. Les erreurs médicales.

21.35 Journal et **Météo.**

0.20 Série : Intrigues.

1.15 TF1 nuit. 7 arts à la Lim

A 2

19.59 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Téléfin : Les hommes du air.
De Jean-Louis Bertocelli.

22.20 ▶ **Documentaire : Les Anti-Héro...**
Des stupés, de Léon Descloux.

23.20 Magazine : Envoyé spécial. L'affaire Tourvier (redif.).

0.35 Musiques au cœur des villes.
Olivier Debré, peintre.

0.30 Journal et Météo.

FR 3

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.00 Un livre, un jour. Guide des suberges de
campagne et hôtels de charme en France.

20.10 Dérivassissement : La Classe.

20.40 Magazine : La Marche du siècle.

22.20 **Journal et Météo.**
 22.40 **Mardi en France.**
 23.35 **Traverses.**
 0.30 **Musique.**

CANAL PLUS	
19.20	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Pierre Mécis, Antoine de Caunes et Daniel Boeckx.
20.30	Le Journal du cinéma. Présenté par Louis Fédéli.
21.00	Cinéma : Les Héros de Harlem. Film américain de Martin Murphy (1959).
22.51	Flash d'Informations.
22.52	Sport : Football. Barcelone-Benfica. 6 ^e journée de la poule finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, en direct du stade de Camp Nou à Barcelone.
0.35	Le spectacle de Rue du Bon. Le spectacle de Gabriel Achard (1980).

M 6	
19.54	Six minutes d'informations. Météo, M 6 Flashs.
20.00	Série : Madame est servie.
20.30	Surprise-partie.
20.40	Téléfilm : Miss Brenda et son secrétaire. De Joseph L. Scanlon.
22.20	Téléfilm : Une taupe au Pentagone. De David Drury.
0.00	Magazine : Vénus.
0.30	Six minutes d'informations.
0.35	Magazine : Daxibao.
2.00	Rediffusions.

LA SEPT

20.00 Documentaire :
L'Origine de l'homme.
André Langaney, généticien. 17 min.

20.30 Documentaire :
Chaque individu est unique.
Charles Salmon, immunologiste. D'Eric Ver
17 min.

21.00 Documentaire : Haute-Savoie 44. (1)
La Savoie et la guerre
17 min.

22.30 Cinéma : Cinq
Cinq ans de
1979

FRANCE-CULTURE

20.30 **Tire ta langue.**
Diplomate... il la française?

21.30 **Correspondances.** ■ nouvelles ■
Belgique, du ■ ■ ■ ■ ■

22.00 **Communauté ■ radios publiques**
langue française. ■ ■ ■ ■ ■
du Chêne ■ ■ ■ ■ ■

22.40 **Les ■ ■ ■ ■ ■ magnifiques.**

0.05 **Du jour au lendemain.**
■ ■ ■ ■ ■

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Concert (jeudi le 18 janvier au Théâtre de la Ville) : Duo pour alto et violoncelle en mi bémol majeur Wœ 32, de Beethoven
Adagio et allegro pour violoncelle et piano en la bémol majeur op. 70, de Schumann
Trio pour alto, piano et violoncelle en si mineur op. 114 de Brahms, par Isaac Stern, Hermann, alto, Steven Isserlis, violoncelle, et Olaf Mustonen, piano.

22.00 Concert (vendredi le 25 janvier le Radio-France) : Timelase, de Hefin ; Imac, de Durand ; Carouret, de Jovoy, par l'Ensemble de l'Héraclée ; Alain Louvière ; sol. Pauline Vallancourt, soprano.

23.10 Aïnel la nuit...

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue.

Jeudi 16 avril

TF 1

14.15 Feuilletton : Côte Ouest.
15.30 Série : Hawaii, police d'État.
16.30 **16.45** Club FDJ.
16.55 Club Dorothée.
17.20 Série : Tarzan.
17.45 Série : L'Amour balaise.
18.15 Jeu : Une famille en or.
18.45 **19.00** Série : Sans peur.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Sébaste Show.
20.10 Tirage du Téo-O-Tao.
20.30 Journal, Théâtre, Métrio, Loto sportif
et Tapis Vert.
21.00 Variétés : Scènes éclairées.
Avec Johnny Hallyday.
22.50 Magazine : Ex libris.
Révélés, Invités : François de Closets (Tant
et plus) ; Jean-Claude Angeli et Stéphanie Mes-
sine (Nouveaux Sincères) ; Pierre Sansot (Les
Gens de pout) ; Marie-France Géraud et Phi-
lippe Séguin (L'Europe en général et en
particulier).

0.06 Journal et Matinée

A 2

18.18 **Tiercé**, au direct de Longchamp.
18.30 **Variétés** : La Chance aux chansons.
16.20 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
16.45 **Magazine** : Défendez-vous.
17.00 **Magazine** : Giga.
18.05 **Série** : Magnum.
18.05 **Série** : Filé à tout faire.
18.15 **Diversément** :
18.15 **La Caméra indiscrette**.
19.59 **Journal**, **Journal des courses**
et Météo.
20.30 **Magazine** : Envoyé spécial.
Incidents de guerre, de Kazuo
Sévigny : expo 32, de Jean-François
et Jean-Louis Mella.
21.15 **Cinéma** :
Le Juge Fayard dit le shérif. □
Film français d'Yves Boisset (1978).
0.05 **Magazine** : **Merci et encore Bravo**.

FR 3

14.30 Questions au gouvernement en direct du Sénat.

17.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.30 Jeu : Questions pour un champion.

19.00 Le 19-20 de [redacted]
De 19.12 à 19.35, le journal de la région..

20.00 Un livre, un jour. Comment j'ai fait mon [redacted] Livre : le Petit Littré.

20.10 Divertissement : La Classe.

20.45 Cinéma :
Le cave se rebiffe. □
Film français de Gilles Grangier (1961).

22.25 Journal et Météo.

22.50 Sport : Basket-ball.
Final Four [redacted]
pour les 1^{er} et 2^e places, à Istanbul.

CANAL PLUS

15.05 Magazine : 24 heures.

16.05 Cinéma :
Chasseur blanc, cœur noir. ■■■■
Film américain de Clint Eastwood (1980)

18.00 Canaille peluche.

En clair jusqu'à 20.35



18.30 Ce carton: **Le Top.**
18.50 Magazine : Nulle part ailleurs.
19.20 Le Journal du cinéma.
20.31 Cinéma : Plaisir d'amour. ■■
 Film français de **Henry Kaplan** (1990).
22.15 Flash : **www.lesfrances.com**
 Cinéma : **Road House**. ■
 Film américain de **Rowdy Harrington**
 (1989) (v.o.).
0.10 Téléfilm : **Chien et Chat**.
 De **Philippe Galand**.

M 6

14.00 Docteur Marcus Welby.
14.45 Série : L'Ami des bêtes.
15.30 Boulevard des clips.
16.45 Jeu : Zygomusic.
17.15 Magazine : Zygomachine.
17.35 Série : Drôles de dames.
18.30 Série : Vic Danlets.
19.00 Série : ...

19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations,
Météo, M 8 Finances.
20.00 Série : Madame...
20.30 Météo.
20.40 Cinéma :
La Plus Grande Histoire
jamais contée.
Film américain de George Stevens (1965).

Avec von Sydow, Dorothy McGuire,
Robert Loggia.
23.55 **Météo des neiges.**
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Magazine : Dazibao.**

LA SEPT	
18.15	Documentaire : Boulez XX ^e siècle. 3.11. rythme.
17.25	Téléfilm : Le Siècle  de Humberto Solis.
18.55	Documentaire : 24 heures d'Informations (et à 19.55, 20.55, 21.45, 23.00).
19.00	Documentaire : Voyage en Amérique avec un cheval emprunté. De Jean Cocteau.
20.00	 : Histoires parallèles.
20.10	Magazine : Mésamir.
21.55	Magazine : Avis de tempête. Le Roman de Fauvel. Vidéoolive musical, de Joëlle de La Casinière.

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique :** Le Rythme et la Raison. 3. Le bruit des instruments sonnaux. 4. Airs nouveaux pour instruments anciens.

20.30 **Dramatique :** Le Rêve d'un automne étoilé. L'après-Loisance.

21.30 **Profil perdu :** Jean Lurpat.

22.40 **Les Nuits magnétiques.** Beethoven. 3. Symphonies, formations, mœurs.

0.05 **Du jour au lendemain.** Avec France Borel (le Vétérinaire incarné).

0.50 **Musique :** Coda. 4. Jazzmen et leurs violons d'Innocent (4).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct) Théâtre
Champs-Élysées : Danses hongroises pour
orchestre n° 3 et 10, de Brahms ; Concerto
pour piano et orchestre n° 1 en mi mineur
op. 11, de Chopin ; Symphonie n° 7 en la
majeur op. 92, de Beethoven, par l'Orchestre
national de France, dir. Heinz Weibern.

22.10 Ainsi la nuit... Extraits : Beethoven,
Mozart, Schumann, Liszt, Debussy.

0.30 Dépêche-notes.

0.35 L'Heure bleue... André Clergeat. Jazz
SVP : C'était hier : Tous les archers.

Dans les conseils régionaux

Bourgogne : M. Soisson a réussi à faire élire la commission permanente

Réuni pour la quatrième fois en séance plénière, le conseil régional de Bourgogne a réussi, mardi 14 avril, à élire la commission permanente de la région, la commission permanente de la région de Bourgogne.

DIJON

de notre correspondant

« Tout le monde savait que les élections allaient être difficiles », a déclaré M. Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne, élu le 27 mars avec un plus grand nombre de voix que lui-même. La majorité relative, ne s'y est pas trompée. La commission permanente a été installée, mardi 14 avril, par 29 voix pour (dont les 8 du Front national), 24 contre, et 1 abstention (sur 54 votants). Conformément à la proposition faite par M. Soisson à la reprise de la séance, interrompue lundi 6 avril, elle sera formée de 23 membres, selon la répartition suivante : 10 élus UDF, 11 de la coalition socialistes-écologistes-France unie, 1 élu national, 1 communiste. La droite a voté contre, tout en acceptant les dix sièges qui lui étaient proposés. Le PC a voté pour la proposition. Quant au Front national, il a voté contre la proposition.

M. Soisson pour n'être pas accusé d'être « anti-démocratique ». « C'est maintenant établi, le PS et le FN ont voté ensemble pour soutenir Soisson », a commenté M. Dominique Perben (RPR).

S'il a réussi à « mettre toute l'assemblée au travail », M. Soisson n'est cependant pas parvenu à pratiquer « l'ouverture », dont la promesse sera, selon-il, le « nouveau terrain d'expérience ». Mais il ne désespère pas. « Je l'espère », a déclaré celui qui restera le secrétaire général du mouvement France unie. Il faut réussir au moment de l'élection du premier vice-président. Il appelle d'une voix posée, M. Jean-François Bazin (RPR), président du groupe de l'opposition. Brouhaha dans la salle. Puis, rompant quelques secondes d'hésitation, M. Michel Delprat (UDF) cria à l'assemblée : « L'UAB (Union pour l'avenir de la Bourgogne, qui rassemble les élus UDF) refuse toute vice-présidence ». M. Soisson n'avait plus qu'à se tourner vers le « groupe des 21 ». La coalition des 21 élus qui le soutiennent et proposer le nom de M. Eugène Tessier, qui fut porte-parole du groupe socialiste dans la précédente assemblée. A peine M. Soisson avait-il déclaré que le quorum était atteint, le vote à bulletin secret allait pouvoir commencer que les élus de l'UDF quittèrent la salle. Réduits à 33 membres, l'assemblée a élu M. Tessier au troisième tour.

Les Verts et Génération Ecologie ont été reçus par le nouveau ministre de l'environnement

Une délégation des Verts conduite par M. Antoine Waechter a été reçue, mardi 14 avril, par M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement, et lui a présenté les priorités de la coalition. Les Verts ont souhaité que la France prenne une initiative au moment de la prochaine conférence de Rio-de-Janeiro, organisée par les Nations unies, sur l'environnement et le développement. Ils ont accueilli avec satisfaction l'idée selon laquelle les missions ponctuelles pourraient être confiées à tel ou tel d'entre eux.

Le matin, M. Royal avait reçu une délégation de Génération Ecologie, conduite par M. Jean-Claude Rameau (PS). M. de Villiers avait été reçu, précédemment, le 14 avril, à la présidence de la République, en attendant l'élection partielle des 5 et 12 avril.

SOMMAIRE

DÉBATS

« La révolution européenne », par Jean Hamburger ; Politique : « La Seine retrouvée », par Bernard... 2

ÉTRANGER

L'entrée en vigueur de la résolution 748 du Conseil de sécurité à l'encontre de la Libye... 3
Le premier ministre australien relance le débat sur la république... 5
La fin de la visite de M. Mitterrand en Turquie... 5
Pologne : M. Walesa et le gouvernement s'affrontent sur le contrôle de l'armée... 4
Un cri d'alarme : la FAO : le continent africain subit l'une des pires sécheresses du siècle... 6
Kenya : le climat de... 6
aggrave l'impopularité du président arap Moi... 6

POLITIQUE

Le débat sur les accords de Maastricht : le RPR et l'UDF continuent de se diviser ; le PCF se défend de vouloir isoler la France ; M. Rigout partisan d'une renégociation... 7

SOCIÉTÉ

L'affaire Tourvier... 8 et 9
La France va dissoudre une division d'infanterie en Picardie... 10
Fouad Salah est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité... 10
Un projet de loi de M. Frédérique Bredin : les clubs professionnels devront avoir une gestion plus rigoureuse... 10

ÉDUCATION • CAMPUS

La pétition de la rue Curial • Écran scolaire pour malades... 12

ARTS • SPECTACLES

« La nuit des mirages » • La... 36

ÉCONOMIE

L'AMF « réalistes » les objectifs du gouvernement... 14
A la veille de la journée de grève, les syndicats du RATP pour... 14
de la direction... 14
Michelin confirme son redressement... 14
La loi réformant le statut des dockers au conseil des ministres... 15
La fin de l'assemblée annuelle de la BERD... 18
Un... avec M. Fiodorov, ministre... 18
Hausse de 25,8 % du résultat net de la Société générale... 18

Services

Abonnements... 20
Annonces classées... 15 à 17
Automobile... 22
Marchés financiers... 20 et 21
Météorologie... 23
Carnet... 22
Mots croisés... 22
Radio-télévision... 23
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 25 à 36
Le numéro de « Monde » daté 16 avril 1992 a été tiré à 498 775 exemplaires

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Piétons en grève

Au menu jeudi : pas de métro, pas de bus et, sur le RER, de Micro-trottoir et bloc de maître d'hôtel à la main, les confrères notent les commandes clients : et pour vous, monsieur, ce sera quoi ? Grasse matinée ? à pied ? Avant de lancer en... et 3... de bagnoles, saute escargot, 3, pour le 751 il va être très demandé, demain, le plat du jour. Et pourtant, c'est ce qu'il y a de plus cher sur la carte. Faut compter 35 000 balles par an, rien qu'en carburant, péage, vignette, assurances, garage, pour une petite auto sans garniture.

Port... autorades arrachés, pneus démontés, pare-amboules, lacérés. parler accidents infinis plus graves et plus nombreux sur la voie sur le rail du... Et... qui... qui tringue ? La piste. Boite noire ou pas, vous pouvez sûr... qu'on l'accuse, à... humaine.

Enfin quoi, quand... Boeing se... bras, c'est... pour le flic, c'est par olivine. Rapport à la sécurité... de passagers sauvagement agressés et dont la... en perpétuel danger. Au volant, les risques sont tels qu'on vous oblige à... comme en avion, à prévoir... sièges éjectables pour les enfants et qu'on envisage même d'élargir le port du casque.

La grève des transports, moi, je... A... par les automobilistes. Et naturellement par les piétons, principales victimes, d'organisation, des problèmes de la circulation

Le gouvernement adopte la réforme du statut des clubs sportifs

Le conseil des ministres, réuni au palais de l'Élysée mercredi 15 avril, a adopté quatre projets de loi. Le premier, par M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, permet de tenir compte des acquis professionnels pour l'obtention des diplômes universitaires ou des diplômes technologiques des chefs d'établissements supérieurs du pouvoir de nomination et de gestion des maîtres de conférences et des personnels non enseignants.

Le deuxième projet achève la réforme du code pénal en adaptant aux modifications prévues une vingtaine d'autres codes et une cinquantaine de lois. En rendant compte des travaux du conseil, M. Martin Malvy, secrétaire d'État aux relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, a précisé que l'examen de l'ensemble de la réforme devrait être achevé au cours de la prochaine session parlementaire.

Le troisième projet, présenté par M. Frédéric Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, modifie le statut des clubs sportifs (lire page 10). Ils pourront être gérés par la loi de 1901 sur les associations que si leurs comptes sont équilibrés et certifiés par un commissaire aux comptes. Si ce n'est pas le cas, ils devront adopter les statuts, soit d'une société d'économie mixte, soit d'une société à objet sportif. Ce texte prévoit aussi d'améliorer le statut fiscal des athlètes de haut niveau, qui sont détaxés sur trois ans la déclaration de leurs revenus. Enfin, ce projet garantit la... pour les chaînes de... gratuitement... de la transmission. M. Malvy a expliqué que M. Pierre Bérégovoy avait souligné

que ces dispositions s'inscrivaient dans la volonté du gouvernement de « moraliser un certain nombre d'activités ».

Le quatrième projet est celui sur le statut... présenté par M. Charles Foccart (lire page 12).

Le conseil a aussi adopté une communication de M. Pierre Joxe sur la réorganisation du ministère de l'équipement, du logement et des transports.

Il a procédé à la nomination de plusieurs ambassadeurs et de M. Isabelle Vaulont, actuellement administrateur civil, à la direction des affaires financières et de l'administration générale du ministère de l'équipement, du logement et des transports.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Les voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les affractions, 100-FRANCE-FENETRES vient proposer dans le journeaux ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Déjà gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M. Gare-du-Nord. Tél. 15-47-11.

A Grenoble : 76-41-17-47 ; à Lyon : 06-06-16-16.

En Polynésie française

M. Alexandre Léontieff dit non à l'indépendance-déception

M. Alexandre Léontieff, député non issu de la Polynésie française, ancien président du gouvernement local et leader du Tiama, vient de se démarquer des autres dirigeants de l'opposition, qui se sont prononcés pour l'indépendance du territoire en réclamant la dissolution de l'Assemblée territoriale et la démission de l'ex-chef de l'exécutif polynésien, M. Gaston Flosse, après la condamnation de celui-ci pour ingérence (le Monde daté 12-13 avril).

Dans un communiqué répondu au texte commun de MM. Emile Vermandon, président du Ala A Apl, maire de Mahina, Oscar Temaru, maire de Faaa, président indépendantiste du Front de libération de la Polynésie, et de son propre frère, M. Léontieff, M. Alexandre Léontieff estime que, en Polynésie, l'indépendance ou l'indépendance-déception. « En Polynésie d'urgence, il faut sur la voie d'une indépendance du territoire, ajoute-t-il, en s'adressant à la population du territoire, nous devons, plus que jamais, au moment où de graves et importants choix vont s'opérer pour la Polynésie française, faire taire nos divergences pour nous atteler à la seule tâche qui compte : ouvrir pour un avenir meilleur et stable en recherchant la solution à nos problèmes par le dialogue, et non par la violence ».

M. Alexandre Léontieff a répondu positivement à l'invitation du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, qui a proposé aux parlementaires du territoire de venir à Paris pour se concerter avec lui sur les conséquences économiques et sociales de la suspension des essais nucléaires au centre d'expérimentation du Pacifique.

L'HISTOIRE DES SCIENCES COMME ON NE VOUS L'A JAMAIS RACONTÉE

NAISSANCE DE LA RADIOASTRONOMIE

La découverte de la violence de l'univers

Issue de la recherche sur les radars durant la seconde guerre mondiale, la radioastronomie ouvre une nouvelle fenêtre sur le ciel. Désormais on va voir l'univers comme on ne l'avait encore jamais vu : en l'écouter. Des radio-télescopes géants vont dévoiler des galaxies et des phénomènes jusque-là inconnus.

COLLECTION 1992

LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE

BIG SCIENCE : LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XXI^e SIECLE

30 F. CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

EXPO'92
SEVILLA



Antonio Baura est l'une des figures essentielles de l'art espagnol contemporain. Il incarne avec force et rigueur la tradition du Goya le plus noir et le plus tragique, mais une tradition métamorphosée à la lumière de Picasso et de l'abstraction gestuelle. Baura est né en 1930 à Huesca, il vit et travaille à Paris et à Séville. À l'occasion de l'Exposition universelle de Séville, il a accepté de réaliser la « une » du supplément « Arts et spectacles ».

EXPO '92, l'Exposition universelle de Séville, s'ouvrira pour six mois, lundi 13 avril, solennellement inaugurée par le roi d'Espagne. Elle durera jusqu'au 12 octobre, cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. La dernière manifestation mondiale de ce type avait eu lieu, il y a plus de vingt ans, à Osaka. A Séville seront présents 111 pays, 22 organisations internationales, les 17 régions autonomes d'Espagne et plus d'une trentaine d'entreprises internationales, qui attendent ensemble au moins dix millions de visiteurs.

Chacun d'entre eux revenant plusieurs fois sur le site de l'exposition, il devrait y avoir quelque quarante millions de visiteurs. A Osaka, seuls 11 des curieux n'étaient pas japonais. Si l'on s'attend, à Séville, que la moitié d'entre-eux soient espagnols, l'autre moitié, d'après les études préliminaires, devraient venir du reste du monde, principalement d'Europe. A ce titre, Expo '92 sera certes internationale et universelle, mais surtout massivement européenne, ce qui indique d'ailleurs assez clairement les investissements engagés par les différents pays pour la construction de leurs pavillons.

Mais l'Exposition universelle de Séville a quelques autres caractéristiques. La capitale de l'Andalousie — la province la plus peuplée et la plus pauvre d'Espagne — est aussi la grande ville la plus au sud du Vieux Continent, à peu près à la latitude d'Alger. C'est l'une des villes ibériques (avec Cordoue et Grenade) qui témoignent ostensiblement de plusieurs siècles de domination arabe, comme le signale le nombre de ses minarets convertis en clochers. En plein été, on y pressent des chaleurs torrides, et les ingénieurs ont déployé des trésors d'ingéniosité aquatique pour abaisser la température de l'atmosphère. A cet égard, Expo '92, située sur l'île de la Cartuja, entre un canal artificiel et le cours du Guadalquivir retrouvé, sera, six mois durant, la première ville d'eaux du monde.

D'autres villes d'Espagne sont touchées par la grâce en 1992 : Madrid, capitale culturelle de l'Europe, ou Barcelone qui, pour les Jeux olympiques d'été, a considérablement revu son tracé. Mais, par tête d'habitant (650 000 à Séville), les travaux entrepris en quatre ans dans la capitale andalouse sont sans équivalent en Europe. Qu'il s'agisse d'urbanisme, d'architecture, ou de restauration du patrimoine. En face de l'île de la Cartuja et de l'exposition, la vieille cité, à laquelle elle est désormais unie par cinq nouveaux ponts, a en

SÉVILLE LA CITÉ DES MIRAGES

de nos envoyés spéciaux
FRÉDÉRIC EDELMANN et EMMANUEL DE ROUX

effet retrouvé sa splendeur de jadis. Dix milliards de francs investis sur les 215 hectares du seul site de l'exposition, cinq fois plus pour l'Andalousie et sa capitale, désormais directement reliée à Madrid par un train à grande vitesse. Il faut que l'exposition soit un formidable événement — ou un alibi particulièrement efficace — pour qu'un tel pari économique ait pu être lancé. Au moment même où ce genre de rassemblement semblait démodé au profit des parcs de loisirs comme Disneyland ou des manifestations comme les Jeux olympiques.

Les expositions universelles sont nées il y a un siècle et demi, en 1851, à Londres, d'une saint-simonienne : le progrès naîtra de la force de l'industrie. La technique est au service des hommes. Elle doit assurer le bonheur de la planète et son développement harmonieux : Jules Verne revu par Saint-Exupéry. Les pays, réunis dans une vaste enceinte, confrontent donc, tous les dix ans (1) : le nec plus ultra de leur production scientifique, industrielle et culturelle. C'est surtout l'occasion de présenter avec un grand luxe de mise en scène les technologies qui demain bouleverseront la vie quotidienne — les avions héroïques leur servant de faire-valoir : Crystal Palace (1851), à Londres, tour Eiffel et Galerie des machines (1889), à Paris.

A Bruxelles (1958), le Sputnik tout neuf montrait le chemin des étoiles et la télévision en couleurs la face

inconnue d'un nouveau média. A Montréal (1967), les structures du dôme géodésique de Buckminster Fuller ont été une génération d'architectes utopiques. A Osaka (1970), les premières tentes gonflables étonnaient même les professionnels.

A Séville peu d'étonnement, peu de découvertes, en dépit du thème officiel de l'exposition. Les technologies futuristes n'étonnent ni les Sévillans, ni les visiteurs. L'avenir du monde est une image brouillée. Aussi la prise en compte globale des problèmes de la Terre est-elle réduite à l'écologie (famines, maladies, pollutions, nationalismes, épuisement des ressources, démographie, éducation) même si l'écologie est déclinée dans tous les pavillons. Omniscience qu'elle soit, l'image et la communication, tant à la crème accommodée par toutes les nations présentes avec les mêmes ingrédients. Les spectacles seront légion : musiques du monde, opéras et ballets retransmis aux quatre coins de la planète. Expo '92 est d'abord un gigantesque plateau de télévision. Les pavillons sont construits pour être visités en un record. On aperçoit plutôt qu'on ne voit. L'éblouissement et la tentation tiennent lieu d'espérance. L'utopie progressiste est remplacée par un réalisme pessimiste : l'écologie est d'abord une entreprise de sauvegarde et la communication traitée comme une illusion.

Mais une exposition universelle, c'était aussi l'occasion, pour les nations, de faire mieux que le voisin. De présenter une vitrine plus agissante que celle de son allié ou de son adversaire. Les affrontements par pavillons interposés étaient la loi du genre. On se souvient du face-à-face du III^e Reich et de l'URSS, à Paris, en 1937. Les Soviétiques et les Américains rivalisaient à Bruxelles comme à Montréal. Osaka annonçait l'arrivée du Japon dans le club des grands. A Séville, rien de tout ça. L'affrontement entre l'Est et l'Ouest s'est achevé par un KO technique, mais les problèmes entre le Nord et le Sud, plus aigus que jamais, sont gommés à travers une solidarité factice. Pourtant, face à l'URSS décomposée et aux Etats-Unis empêtrés dans la crise, tentés par le repli — Pêche de leurs pavillons respectifs est symbolique, — l'Europe semble triompher. Est-ce là encore une illusion ?

En sortant d'Expo '92, on peut se demander quelle est l'utilité de ce type de manifestation. Les expositions universelles ont-elles davantage que des rituels ? Celle-ci, dernière du siècle, sera-t-elle la dernière d'un genre caduc ? La cérémonie traditionnelle

ressemble de plus en plus à un énorme potlatch, un échange de cadeaux rituels, détruits solennellement après quelques mois d'usage. Mais ici les pavillons ne sont pas perdus pour tout le monde. L'Espagne emporte la mise. L'exposition de Séville a permis à ce pays qui fut naguère le « malade » de l'Europe d'investir des sommes considérables dans une province désertifiée, de descendre le sud de la Péninsule et de sortir la capitale de l'Andalousie de son isolement. Pour elle, le jeu en vaut la chandelle.

(1) Le Bureau des expositions (BIE), qui définit les catégories des expositions internationales spécialisées et des expositions universelles, qui sont par l'universalité de leur thème, non par leur participation.

Retrospective
au Grand Palais
22 février - 1^{er} juin 1992

Toulouse-Lautrec

Réservation

3615 Lautrec
(1) 48 04 38 86
Fnac
Musée & Compagnie
Etienne Marcel 75001 Paris

Pour offrir de meilleures conditions de visite, la Réunion des musées nationaux propose une possibilité de réservation. Pour accéder à l'exposition sans attente, réservez dès à présent.

Reunion des musées nationaux



POINT DE VUE
de Paul Virilio

UNE EXPOSITION TRÈS FIN DE SIÈCLE

ALORS que les Jeux olympiques d'Albertville ont attiré deux milliards de téléspectateurs, peine un million de visiteurs sur les sites alpestres, quel peut bien être l'intérêt de ce genre de manifestation locale ? L'Exposition 92, à Séville, n'est-elle qu'une répétition de la construction d'une ville d'expo ? Le transit peut-elle encore marquer l'histoire, alors que nous assistons chaque jour à l'interconnexion mondiale des continents par la télévision ? En quoi l'installation temporaire et à grands frais d'une sorte de parc d'attraction internationale peut-elle servir le commerce des nations ? ... Questions en suspens.

« Tu as fait d'un monde une ville », déclarait le Pape Romain Namatians, interpellant César. Cette ambition impériale pouvait encore justifier au dix-neuvième siècle l'inauguration à Londres de la première Exposition universelle, puisqu'il s'agissait justement de célébrer, comme la jeune révolution industrielle, la « capitale des capitales » d'un empire à la fois colonial et commercial qui allait bientôt régner sur l'interland des campagnes et sur les déserts d'outre-mer.

« Faire ville » manifestait aux yeux de tous le désir de faire vite de un monde une ville rentable, l'Exposition universelle concrétisant pour un temps un carrefour où pouvaient se rencontrer le public et les grands capitaines d'industrie du capitalisme occidental.

Paul Virilio, urbaniste et philosophe, a participé, aux côtés de Régis Debray et Bernard Stiegler, à l'élaboration du concept du Pavillon français. Il s'interroge sur l'utilité de ces grands rendez-vous que sont les expositions internationales, apparues à Londres en 1851.

Désormais, tout s'évanouit avec, d'une part la déindustrialisation de l'Europe et le déclin d'un continent américain, et, d'autre part, avec la désobsolescence de la présence physique des lieux. Les nouveaux massifs réalisés pour l'un ou l'autre des « agoras cathodiques » annoncées par Marshall McLuhan, où l'image l'emporte sur la chose dont elle n'est jamais que l'image, la téléprésence palliant les désagréments d'une proximité physique jugée de plus en plus contagieuse.

En fait, si le gigantisme des grands travaux de l'ère saint-simonienne – chemins de fer, canaux, ponts, usines – allait de pair avec la volonté de conquête industrielle et l'expansion planétaire du capitalisme industriel, à l'ère post-industrielle, c'est le miniaturisme des micro-machines électroniques qui domine aujourd'hui. L'intensivité temporelle et la fréquence des échanges commerciaux ou culturels suc-

cédant partout l'extensivité spatiale : empires de naguère : géopolitique de l'espace réel du marché cédat peu à peu la primauté au temps réel d'une chronopolitique dont le fameux Program Trading de cotation automatique des places boursières demeure le symbole majeur.

En guise d'illustration de cette délocalisation, nous signalons un autre type de commémoration de la découverte du Nouveau Monde, organisé cette fois par la France : l'opération « Cargo 92 ». Le 11 mars dernier, le Melquiades se déhalait des quais du port de Nantes à destination de l'Amérique latine, emportant à son bord non plus, comme jadis, des esclaves enchaînés, mais une rue reconstituée : la rue Jules-Verne, avec ses pavés, ses trottoirs et ses lampadaires, un bar, une boucherie-charcuterie, un tabac et même une académie de billard. Cette « nef des fous » emmenait aussi à son bord le groupe Mano Negra, les marionnettes de Philippe Genty, la compagnie Philippe Decouflé, la chorégraphie d'Albertville, oubliant l'équipage de Royal de Luxe qui présentera, à chaque escale, une parodie sur le thème de l'aéropostale. Le souhait des organisateurs bretons étant de symboliser ainsi un trait d'union, une sorte d'espace de rencontre des deux mondes et donc de tirer un trait sur la traite des Noirs, l'esclavage au long cours dont la ville de Nantes fut jusqu'au siècle dernier l'un des ports d'attache.

Étrange pratique de déterritorialisation que celle qui consiste à déporter une rue pour rejoindre l'étranger, au moment où tant de candidats à l'immigration se jettent à la mer (au Maroc ou en Albanie) pour venir en Europe. Curieuse manifestation culturelle que celle qui consiste à mobiliser l'immuable, à affirmer une voie de communication urbaine pour le grand large, à l'instant précis où les banlieues souhaitent tellement se rapprocher du centre-ville. Enfin, à l'époque des sports de l'extrême où Gérard d'Aboville et quelques autres traversent les océans à la rame pour le plaisir de galérer, il y a pour le moins une certaine dévotion à dénoncer l'esclavage d'autant en instaurant l'art de théâtre à la mer, ce genre de coulisses de l'exploit culturel inaugurant probablement d'autres dérives moins drolatiques.

Mais revenons à Séville. On le remarque, le déplacement et la transplantation sont au cœur des grandes opérations commerciales de la modernité industrielle comme ils l'étaient déjà au Moyen Âge où les pigeons voyageurs et messagers détenaient le monopole de la

vitesse d'information. Or, aujourd'hui où les télécommunications bouleversent le mode de production, les mœurs, avec les prémices du télétravail, du téléachat et l'avènement prochain d'archipels de villes intelligentes, décentralisées, on peut s'interroger sur l'opportunité de prolonger le thème de manifestation prétendument universelle dont les plus pauvres sont en général exclus.

Indiquons que, outre la miniaturisation des objets, la délocalisation des activités humaines, les télétechnologies créent aussi la miniaturisation des distances de temps, le rétrécissement d'une planète désormais en suspension dans l'espace des ondes électromagnétiques qui nous permettent de communiquer. La découverte, il y a cinq siècles, d'un nouveau monde pourrait donc bien laisser place à la fin de ce siècle à une découverte plus incroyable encore : celle d'un monde perdu dans l'oubli des distances et des longueurs de temps, l'émergence historique inouïe d'une ville-monde issue de la contraction tellurique des télécommunications.

Une contraction qui ne se passe pas sans douleur : le 18 avril dernier, comme un avant-coureur de la mort écologique inaperçue, le pavillon de la Découverte (12 000 mètres carrés) a brûlé à Séville. Faute de délai, il ne pourra être restauré. Le grand pavillon soviétique, commencé aux temps heureux de la perestroïka, est devenu celui d'un État russe divisé contre lui-même ; quant aux nouvelles nations qui ont échappé à son emprise, elles n'ont pas eu le temps d'édifier leur ville de rattrapage en marche le cours précipité de l'histoire...

C'est donc l'ultime représentation d'un monde qui se perd que l'on visitera à Séville. En effet, et si l'on exclut l'Allemagne réunifiée, la sécession gagnant cette fois à tout coup, que restera-t-il en l'an 2000 des vieilles nations historiques ? L'Italie divisée entre Nord et Sud, la Yougoslavie, la Grèce, la Grande-Bretagne dont, après l'Irlande, l'Ecosse risque de s'évader, en attendant les guerres pierrocholines de cité à cité, de quartier à quartier.

L'Exposition universelle du vingtième siècle, première d'un monde post-industriel naissant, les pavillons qui se serrent sur le site de l'ancien marécage forment le cercle des nations dispersées.

RENCONTRE
avec Emilio Cassinello

LES NOCES DE DIDEROT ET DE WALT DISNEY

Emilio Cassinello est le commissaire général d'Expo '92. Ce diplomate de carrière a-t-il ramené d'Addis-Abeba – un de ses premiers postes – la crainte barbe qui lui fait étrangement ressembler à Haïlé Selassié ? Commissaire du Pavillon espagnol à Vancouver en 1986, c'est un familier des Expositions universelles.

L'URBANITÉ et la diplomatie d'Emilio Cassinello ont, dit-on, contribué à faire venir en grand nombre les pays du monde entier en Andalousie. Il a dû, en revanche, supporter les critiques d'une partie de la presse espagnole, incriminant les mauvaises conditions de sécurité de l'Exposition, confirmées par l'incendie de l'un de ses cinq pavillons thématiques. Aujourd'hui, à quelques jours de l'inauguration, il affiche une sérénité inattendue au milieu des ultimes travaux et justifie la tenue d'une telle opération.

« À quoi sert, se demande-t-il, une Exposition universelle ? C'est d'abord le reflet du monde à un moment donné. Au siècle dernier, elles servaient à vendre l'industrie. C'est désormais un événement majeur sur le plan de la communication comme de la culture. Ces deux pôles peuvent s'enrichir mutuellement, et Expo '92 constitue, si l'on peut dire, les assises physiques de cet échange. Grâce à lui, on peut espérer engendrer ici un climat de communion spirituelle. Mais c'est aussi, je l'admetts, un fabuleux spectacle qui sera retransmis par tous les moyens audiovisuels concentrés sur le site.

La plupart des participants ont compris cet enjeu à la fois technique, culturel et ludique. Si les pavillons thématiques incorporent leurs circuits les uns dans les autres, en matière de communication, il ne faut pas oublier que chacun d'entre eux est sous-tendu par un travail scientifique de très grande qualité. J'aimerais que l'on retrouve à Séville l'ambition intellectuelle des Encyclopédistes, l'organisation de Disneyland et la ferveur des Nations unies.

Pour l'Espagne, l'événement est un défi. Longtemps ce pays a été considéré comme l'homme malade de l'Europe. L'Exposition est la preuve de son renouveau, de son dynamisme, de son ouverture au monde, de son imagination et de sa capacité d'affronter le futur. Nous avons inventé des solutions originales pour résoudre des problèmes qui ne s'étaient jamais posés auparavant.



Emilio Cassinello face au pavillon espagnol.

Celui du climat, par exemple. Nous avons réussi à créer 50 000 mètres carrés d'ombre végétale et nous pensons, grâce à un système sophistiqué basé sur la vaporisation de l'eau et la ventilation naturelle, pouvoir abaisser la température de l'atmosphère de façon significative.

Expo '92 nous a donné l'opportunité de réaliser des travaux considérables dans le sud du pays. Les infrastructures nouvelles, créées à l'occasion de l'Exposition (autoroutes, aéroport, train à grande vitesse, télécommunications), vont dynamiser l'Andalousie. Ce qui permettra d'installer un pôle économique capable de mettre cette région à un niveau comparable à celui du reste de la Communauté européenne. Déjà, de nouvelles écoles ont permis de former une partie du personnel non qualifié que nous employons dans le domaine de l'hôtellerie, du jardinage, des services ou de la sécurité.

Pour la cité elle-même, il s'agit d'un bond de quinze ans effectué en une trentaine de mois. Elle s'est dotée de sept ponts supplémentaires, de 75 kilomètres de boulevard périphérique, d'un aéroport international, d'une nouvelle gare. Son patrimoine construit a été presque entièrement rénové. Les voies ferrées qui étranglaient

les vieux quartiers ont disparu. Les investissements (200 milliards de pesetas imputés sur le budget de l'État) ont été conçus dans la perspective d'une rentabilité postérieure.

L'île de la Cartuja, où se trouvent les 215 hectares de l'Exposition, doit devenir un espace pour l'innovation et la recherche scientifique à partir des pavillons qui y sont conservés (30 % environ, dont ceux de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie ou du Maroc) ; vingt-trois grandes entreprises (IBM, Rank Xerox, Olivetti, Siemens, entre autres) ont signé un accord pour s'installer sur ce terrain, qui appartient à une société – Cartuja 93 – où l'on retrouve l'État espagnol, la région autonome d'Andalousie et la municipalité sévillane. Dans ce projet, la culture ne sera pas oubliée puisque les pavillons thématiques deviendront des musées permanents. À Séville, nous poursuivons la tâche que nous avons entamée à Bruxelles. Celle de la construction de l'Europe.

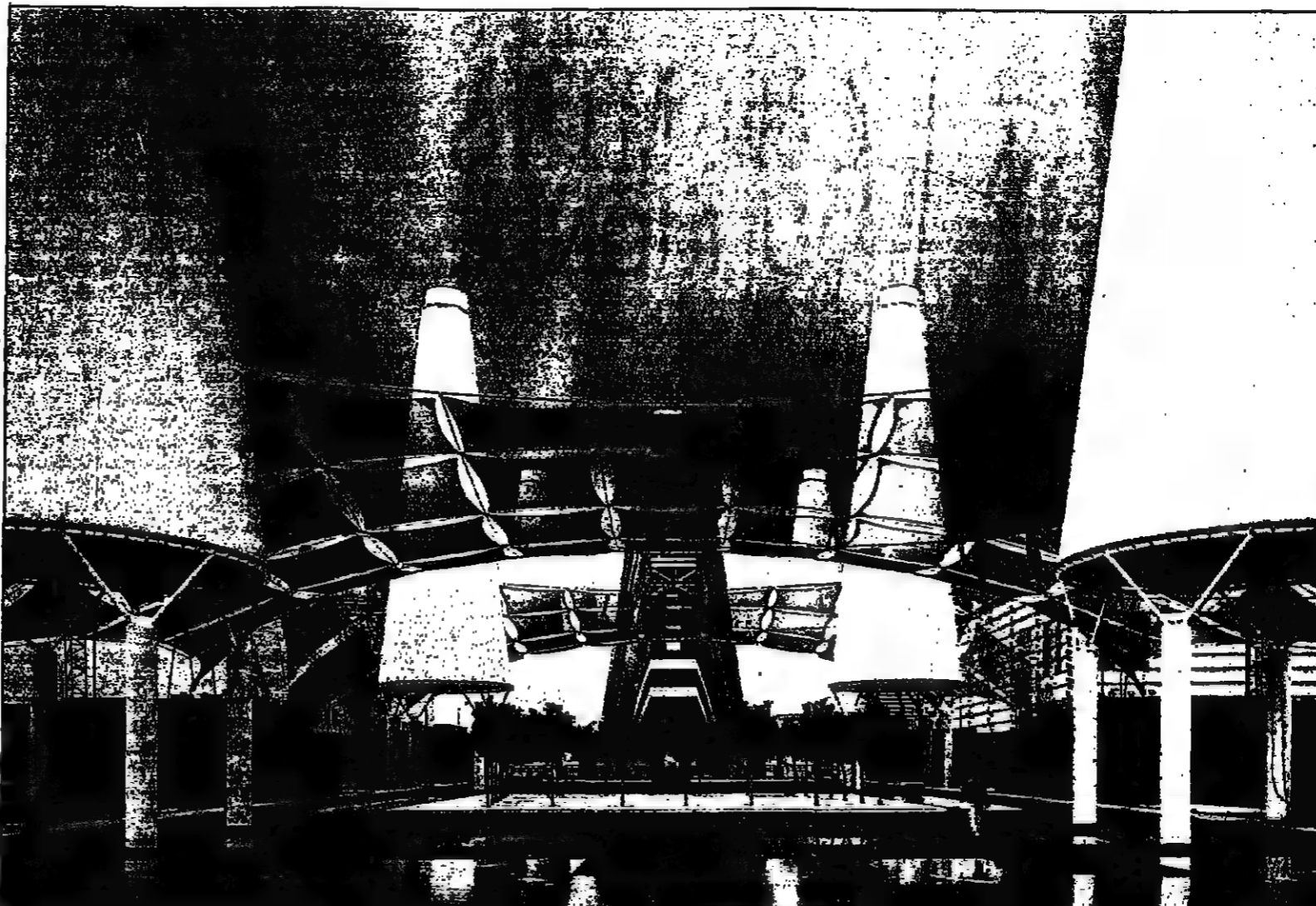
F. E. et E. de R.

Exposition
La Lumière et la ville
Prolongation jusqu'au 15 mai
ESPACE ART DÉFENSE :
Galerie Art 4 et Galerie de
15, de La Défense 4
Entrée / Métro - RER - SNCF - GRANDE ARCHE DE LA DÉFENSE

HISTORIQUE
d'un grand projet

L'ESPAGNE TOUTES PORTES OUVERTES

Le roi Juan Carlos a très tôt voulu cette Exposition universelle que Séville reçoit aujourd'hui. En dépit de la concurrence avortée de Chicago, des velléités commémoratives de la France, les Espagnols ont obtenu le droit de célébrer comme ils le méritaient leur retour à la démocratie, leur appétit de développement et leur souci de reconnaissance internationale. De 1976 à aujourd'hui, le récit des petits et des grands combats, des petits et des grands espoirs qui ont présidé à l'achèvement d'Expo '92.



L'avenue de l'Europe : la plus large des artères de l'exposition.

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

FILIPPO est mort depuis six mois quand le roi Juan Carlos entreprit le « premier voyage » d'un monarque espagnol en Amérique. A Saint-Domingue, le 31 mai 1976, le souverain exprima le désir de célébrer la découverte du Nouveau Monde par une exposition universelle en Espagne. Ce ne fut qu'une proposition. Elle n'eut aucune suite jusqu'à ce que, en décembre 1991, la ville de Chicago demande au Bureau international des expositions (BIE) la possibilité d'organiser une exposition universelle en 1992 pour... célébrer la découverte de l'Amérique. Le quatrième centenaire n'avait-il pas déjà été célébré, il y a un siècle, dans la capitale de l'Etat de l'Illinois ?

Piqués au vif, les Espagnols réagirent. Pas question de se laisser damer le pion : le rôle de l'Espagne pourrait être « oublié ou oublié » et en plus, « incroyable paradoxe », l'Amérique serait célébrée en anglais, déplore M. José María Benjumea Pino, un urbaniste d'Expo '92. Mais tout, il n'est pas possible de faire pareille occasion de « faire connaître au monde la réalité de la nouvelle Espagne » de la « nouvelle politique », « l'Espagne démocratique et pleinement intégrée à l'Europe ». L'argument n'est pas mince dans la bouche de M. Benjumea. Il s'agit de tirer définitivement un trait sur un passé toujours proche et de se défaire d'un complexe latent d'infériorité en montrant ce qu'est devenu ce pays, en prouvant qu'il peut organiser de grandes choses.

Le choix de Séville fut tout naturel. « Port et porte de l'Amérique », point de départ des voyages de Christophe Colomb, la capitale andalouse fut toute désignée. Sa candidature fut donc présentée au BIE avec pour thème « l'Expo 'La naissance du Nouveau Monde ». L'organisme, qui son siège à Paris, refusa de trancher et aux deux villes la possibilité de commémorer conjointement le cinquième centenaire. Chicago et

Séville seraient « le symbole fécond de la relation historique que le voyage de Colomb créa entre l'Ancien et le Nouveau Monde ».

Restait à trouver un site approprié. Site unique, site écarté ? On tergiversa assez longtemps pour finalement arrêter le choix sur l'île de la Cartuja (la Chartreuse) en juillet 1985. Ces 450 hectares en grande partie inondables abritaient un monastère en ruine dans lequel fut fondé en 1838 une fabrique de céramique, désertée en 1980. Il n'y avait plus que des chèvres et des oranges sur ces terres vierges qui pourtant jouaient la ville. Le choix de ce site était le plus juste possible, rappelle le premier commissaire général de l'Exposition, M. Manuel Olivencia : Christophe Colomb avait résidé dans le monastère Santa Maria de las Cuevas. Il y avait préparé son quatrième et dernier voyage.

Le choix étant fait, il fallut construire un mur de protection, détourner le lit du Guadalquivir et préparer le terrain pour recevoir « la plus universelle des expositions universelles », puisque 111 pays sont représentés sur les 215 hectares de sol viabilisé. Le schéma directeur fut approuvé en février 1986 et le premier coup de pioche donné en janvier 1987. La machine s'est mise en marche à une cadence de plus en plus accélérée afin de transformer en cinq ans un îlot abandonné en terre d'accueil de toute la technologie de la fin de millénaire.

Les luttes politiques, les rivalités personnelles, la complexité de la tâche ont quelquefois fait perdre un temps précieux. Pour définir les compétences, il fallut négocier et surtout, d'après M. Olivencia, « ne pas toujours vouloir confondre cinquième centenaire et Exposition universelle ». La mise en orbite définitive de l'Expo eut lieu à la fin de 1987 quand Chicago se vit refuser un nouveau délai par le BIE et fut mis définitivement hors course. Paris, qui avait montré des velléités de commémorer le Bicentenaire de la Révolution par une exposition, finalement renonça, au grand soulagement de Séville mais seule en piste.

Dès la fin de 1988, soixante-dix-sept pays décidèrent de

participer, établissant un record dans ce type de manifestations. Pourtant, les Sévillans regardent d'un air distant et sceptique ce remue-ménage de l'autre côté du fleuve, dont les échos raisonnent jusque dans les bodegas. « On leur a promis tant de choses qu'ils se demandent encore si c'est pour de bon », fait observer en signe d'ironie un Sévillan d'adoption. Mais longtemps, le chantier demeure zone interdite, sur le flanc de la ville, monstre que l'on rejette parce qu'il est difficile de savoir ce qui va sortir de ses entrailles. La première opération « portes ouvertes » ne permit pas d'emporter complètement l'adhésion bien que les habitants s'y précipitent. Tous les doutes ne sont pas effacés.

Il n'a jamais été facile de trouver une place dans le cœur d'un Sévillan, surtout si on l'associe avec l'arrogance des gens du Nord qui prétendent en remonter à l'origine du Sud. M. Jacinto Pellon, le maître d'œuvre du chantier, l'homme de Santander, personnage sec et tranchant, a eu le malheur, il proposa d'une polémique sur le prix d'entrée, de dire qu'il « choisissait 10 millions de visiteurs plutôt que 100 000 Sévillans ». Ce qui lui « valut une motion de blâme du conseil municipal » et foudra les habitants.

La crise la plus grave fut l'éviction en juillet 1991 du commissaire général, M. Olivencia. Cet avocat, humaniste très indépendant d'esprit, après sept années passées à mettre sur de bons rails cette gigantesque entreprise, a été remercié par le pouvoir socialiste au motif que la phase de planification et de conception était terminée. On passait désormais à celle de l'exécution et du fonctionnement. Ce professeur de droit commercial est donc retourné à ses élèves avec le titre d'ambassadeur extraordinaire d'Expo '92. M. Pellon, son rival, a pris les rênes et la fonction de commissaire général, attribuée à M. Emilio Cassinello, a été reformulée.

Il ne fait guère de doute que cette mise à l'écart est politique, M. Olivencia ayant refusé de prendre part lors de la campagne électorale pour la mairie de Séville en mai 1991. Or, dans ce fief socialiste qu'est l'Anda-

lousie - cette municipalité qui ne l'était pas moins - le candidat du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), M. Luis Yanez, a été battu. Le créateur du Parti andalon, M. Alejandro Utrilla, est devenu alcalde de Séville grâce aux voix du Parti populaire (conservateur). Les socialistes se voyaient ravir le bénéfice d'Expo '92 alors que les socialistes avaient fait campagne sur ce thème.

L'épisode a son importance. Si la ligne de l'Expo avait été tracée, il aurait fallu modifier, des petits dérapages étaient toujours possibles, ce stade de la réalisation. M. Olivencia a toujours voulu en faire un instrument au service de la connaissance internationale. Un lieu de rencontres, de connaissance et de compréhension. Un hommage à la capacité de découverte, à la recherche, à la création, uniquement dans le domaine scientifique mais aussi dans celui des arts et des lettres. Il ne dénonce pas un travestissement de ce projet mais une déviation vers la « fiesta », une trop grande importance donnée au commercial et à l'option « zéro », c'est-à-dire un bilan équilibré.

A l'évidence, les organisateurs sont aujourd'hui un peu plus soucieux d'attirer des chalandes même si les prévisions ont démontré que seulement 7 % des 17 millions de visiteurs attendus viendront exclusivement pour l'Expo. Est-ce que ce sera « une fête de l'intelligence », selon la formule d'un chaud partisan de cette aventure que l'on dit « pour se rencontrer et non pas pour se mesurer » ? Le divertissement et la culture seront-ils à la hauteur des ambitions des initiateurs ? Expo '92 se veut un concentré d'humanité. Le thème s'est resserré, en raison du nombre sans précédent des pays qui ont décidé de s'y associer. Le roi, son « père » original, l'a définie comme « la synthèse minutieuse, complète de la civilisation ». Séville ouvre ses portes, l'heure de la civilisation est venue. Elle du plaisir aussi.

MICHEL BOLE-RICHARD

L'ESPAGNOL
langue officielle

¿HABLA FRANCÉS?

AVEC cent dix pays venus de tous les continents, plus l'Espagne - puissance invitante - organisatrice - et ses communautés autonomes, dont certaines ont leur propre langue, l'Exposition universelle de Séville appelle, d'elle-même, la comparaison avec la moderne tour de Babel. C'est, précisément, faute de pouvoir respecter cette profusion d'idiomes - notamment pour des raisons financières - afin d'éviter le choix périlleux, que les organisateurs s'en sont tenus aux règles du Bureau international des expositions : les langues officielles, l'anglais et la langue du pays hôte, l'espagnol. Toute la documentation et la signalétique sont donc rédigées dans ces deux langues, avec un recours massif aux symboles pour faciliter l'orientation.

Est-ce à dire que le français ne peut pas être parlé que dans le pavillon de la France ? Pas tout à fait. Le français, qui n'a pas pu rentrer par la porte, est passé par la fenêtre. Dans les réunions de travail d'abord, où

bien devenu la première langue officielle, tout simplement, dit M. Javier de la Puerta, porte-parole du commissaire général de l'exposition, « parce que la plupart des commissaires sont des diplomates et parlent donc le français ». Les organisateurs ont considéré, outre, les pavillons thématiques, une traduction en français devait être assurée. Quant aux pavillons nationaux, ils ont le libre choix des langues pour présenter leurs réalisations : ainsi, l'Espagne commente en français, aussi en japonais, une sorte son histoire historique - assez médiocre. Dans les allées, un bataillon d'hôtesse, bilingues au minimum - certaines parlent donc français - aideront les visiteurs.

Enfin, IBM - qui est installé sur le site après la fin d'Expo '92, avec un Centre de technologies de langage (1) - a préparé pour l'événement des kiosques interactifs qui, le genre, de petits bijoux. Ces kiosques (ils fonctionnent notamment en français)

vont de la fourniture de renseignements visualisés sur l'exposition à l'organisation d'un concours de dessins sur écran, en passant par une messagerie. Les membres d'une famille pourront ainsi se retrouver grâce à la carte magnétique qui leur sert de ticket d'entrée. Les ingénieurs américains qui ont conçu le système ont renoncé à étendre le procédé aux petites annonces.

En revanche, les visiteurs qui auront le mal du pays pourront tous les jours consulter la « une » d'un quotidien national. Seront ainsi accessibles Pais (Espagne), le Monde (France), la Repubblica (Italie), la Frankfurter Allgemeine (Allemagne), l'International Herald Tribune (Etats-Unis).

J.-L. A.

(1) Ce centre, déjà en fonctionnement, se consacre notamment à la mise au point, en espagnol, d'ordinateurs reconnaissant la parole.



EXPO '92

PROMENADE au cœur du site

TOUS LES CHEMINS DU MONDE

«**T**OUT était en l'air au château de Fleuryville. La bonne de Séguir anticipait la physionomie de Séville à l'inauguration d'Expo '92. La Cartuja, redevenue une île à la suite d'énormes travaux qui ont permis au Guadalquivir de retrouver son ancien lit, est dans un état indescriptible. A première vue, les pavillons du monde prêt à l'heure où le pavillon d'Espagne, Juan Carlos, inaugure l'ouverture de l'Exposition universelle du XX^e siècle. Illusion. Ce dimanche de fourmière effluve ne fait que ponctuer la fin des travaux.

Les allées sont encombrées de véhicules divers, de l'autobus à la brouette, du camion-benne à la voiture électrique, de la pelleteuse à la limousine. Ce chantier donne une idée assez précise de ce que devait être la zone de Babel juste avant l'intervention divine. Des conseils de divers interjections sont proférés dans toutes les langues. Un échantillonnage des matériaux produits par les industries du monde à la planète donne un impressionnant tableau : la terre, la brique, la pierre, quarante autres matériaux plastiques, sans parler des matériaux plus difficiles à identifier. Des odeurs

De l'émerveillement à la consternation, du fou rire à l'étonnement, un panorama de l'architecture contemporaine : minimalisme, high-tech, tradition, douceur et brutalité. Autour du même couple infernal nature-culture, écologie-technologie.

diverses tentatives s'échappent des pavillons qui tentent leurs fourneaux, leurs (modestes) inventions sur les premières papilles de rencontre (à la hausse) les prix de leurs denrées. Par exemple, un exécrable sirop musical dégouline des haut-parleurs : les musiques du monde entier passées à la moulinette d'un synthétiseur japonais particulièrement sadique. Les tympans des pavillons contemporains n'étaient pas pointés par la musique d'ascenseur ou pourrait craindre des bris de matériels.

Ces contemporains devraient être, d'après les organisateurs, un nombre de dix-huit pavillons. Ils entrent par cinq portes, les pavillons de toiles, après avoir laissé leurs voitures dans l'un des parkings qui attire l'attention du Guide Guinness des records. Ils peuvent aussi venir de l'une des nouvelles gares : celle de Santa-Justa au centre-ville, celle du TGV ibérique, l'AVE, la long de l'expo, ou celle des autobus de l'autoroute du fleuve. Pour franchir le Guadalquivir ils doivent emprunter l'un des ponts signés Calatrava, Aranda ou Pantaleón ou Fernandez-Ordóñez. Il existe aussi un système de téléphérique qui enjambe le cours d'eau. Les « huiles » débarqueront directement d'hélicoptère dans l'enceinte de l'exposition, pour aller ensuite au Pavillon royal situé en face, dans la charnière de Santa-Maria-de-las-Cuevas, arlequin architectural qui garde l'empreinte de la monarchie des siècles et de ses diverses affections.

Au XV^e siècle, les religieux construisaient un édifice gothique sur l'emplacement d'un établissement noble. Il restait un pavillon. Christophe Colomb vient y faire de studieuses retraites avant de regagner la mer. Le navigateur fut même réintégré dans une des chapelles, avant que sa dépouille mortelle ne soit transférée de Saint-Domingue à la cathédrale de Séville. Quelques siècles plus tard, à l'époque de l'invasion de l'Es-

pagne par les troupes françaises, le maréchal Soult en fait un quartier général. En 1838, les moines définitivement expulsés, les bâtiments sont occupés par un Anglais, Charles Pickman, qui y installe la première industrie de Séville : une fabrique de faïence. Elle fonctionnera jusqu'au début des années 80. Une restauration minutieuse a permis de sauvegarder le caractère comme l'usine, les cheminées, les briques et les tuiles au milieu des cloîtres et des chapelles. Certains bâtiments doivent abriter des expositions. Une exploration du chantier, au paroxysme de la fièvre, laisse à penser qu'elles ne seront pas toutes livrées le 30 avril.

Quelle que soit la qualité du visiteur, simple pélerin ou chef d'Etat, le problème est le même : par où commencer le tour ? On dirige ses pas ? Certes, tout pavillon a une remarquable exigence urbaine et un beau souci de l'ensemble et du paysage. De l'alternance entre bâti, verdure et cours d'eau. Cela ne fait pas pour autant une ville bien sérieuse, ni même un bel environnement urbain. L'architecture contemporaine n'est guère portée sur les douceurs. C'est elle cependant qui a été conviée à remplir ce territoire, chaque maître d'œuvre travaillant en aveugle, sans savoir ce que ferait son voisin. Et il s'en sont donné à tâche, multipliant les citations : Gehry, Nouvel (notamment son projet pour la Tête-Défense), Stirling, Hollein, beaucoup plus rarement les architectes modernes, simplement « calmes » et sans couleur, comme Meier. Cela crée un chaos prodigieux de formes, hérissées de pointes fracturées, une hymne à la catastrophe à la fois réjouissante comme la Foire du Trône, beau comme le camion de Mad Max, mais fatigant aussi comme les pavillons de l'Es-

DÉCOUVERTE Pavillons nationaux

UN PALMARÈS DE L'AUDACE ARCHITECTURALE

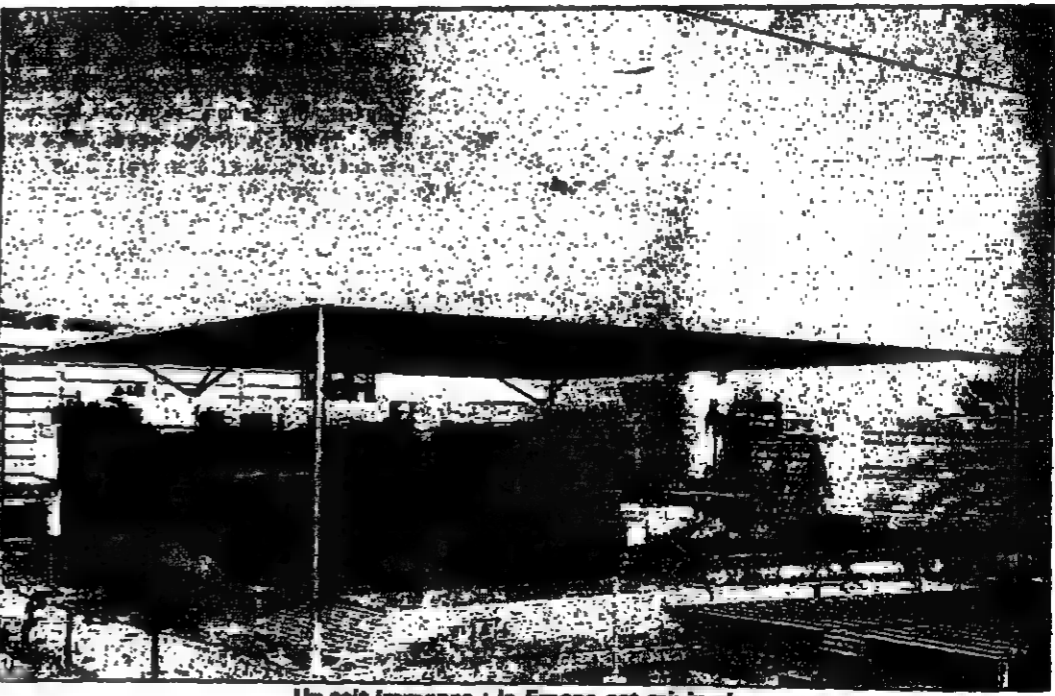
Les architectes Jean-Paul Viguier et Jean-François Jodry ont misé, avec François Seigneur, sur l'absence. Le pavillon français joue le vide quand le pavillon du Japon ou celui de la Finlande jouent les pleins. Sept réalisations parmi les soixante-trois pavillons nationaux pour un palmarès de l'audace.

FRANCE

Sa splendeur froide, son officialité (une œuvre et une formule « visite courte »), son ambition esthétique et intellectuelle, laissent une étrange impression et contribuent en tout cas à faire du Pavillon français un objet à part. On en doit la conception architecturale à Jean-Paul Viguier et Jean-François Jodry, maître d'œuvre efficace, mais aussi en effet pour accomplir en deux ans d'un tel projet, et de François Seigneur, qui, après avoir travaillé pendant des années aux côtés de Jean Nouvel, trouvait ici une nouvelle occasion d'utiliser sa capacité à imaginer l'impossible.

A l'impossible, nul n'est tenu. Or c'est un pari inverse qu'ont justement fait les trois hommes en présentant un projet qui avait toutes les chances de faire fuir un jury ordinaire : une trentaine de concurrents, ils étaient en effet les seuls à récuser le principe même de l'exposition qui est, fondamentalement, de présenter dans une architecture mémorable le meilleur et le plus représentatif d'un pays. Viguier, Jodry et Seigneur proposaient au contraire l'architecture la plus simple possible, à la fois se voulait une réplique du ciel pour mieux s'y fonder, et dont les entrailles ne seraient qu'un immense miroir tapissé d'écrans-miroirs où résonnerait, seule, à l'infini, une image projetée de la France, sans objets, sans matières, une sorte de mémoire. « Quitte à ne rien dire grand-chose dans une exposition universelle, note François Seigneur, il valait mieux ne rien dire du tout. »

Ce discours radical devait cependant plaire suffisamment au jury pour en faire le pavillon de la France. Une manière d'une autre de commémorer le bicentenaire de la proclamation de la



Un toit immense : la France est minimale.

République... Mais que choisir un tel pavillon revenait à faire un cadeau empoisonné aux commissaires français et aux responsables du « contenu » du pavillon. « J'avais l'idée, l'un d'entre eux, Régis Debray, de développer une histoire des supports du savoir, de l'écrit à l'image numérique. Cette épopée de la transmission a tourné court. Mais quel autre contenu proposer dans un pavillon qui n'acceptait que la fuite des images ? Il en a donc gardé l'idée en la rendant allégorique, faite de place. « Cela revient au minimalisme du bâtiment, mais il faut pouvoir difficilement dépenser 350 millions de francs pour ne rien montrer au public. »

Avec le temps, l'immatérialité de l'architecture devait prendre un peu de poids. Finalement, la France aussi voulait montrer (un restaurant), vendre (une boutique), mais montrer ce pavillon capable au-delà de la production de concepts et d'une architecture conceptuelle. De maximaliste dans son concept, le projet Viguier-Jodry-Seigneur devait devenir minimaliste dans la forme.

Le ciel, toujours le ciel, sur quatre poteaux d'acier extrêmement fins, un agencement qu'il faut bien rendre malin : cela a permis aux architectes de dévoiler quelques espaces, sobrement, dans des traits, mais qui révèlent la matérialité de l'illusion, les « ficelles » du spectacle. Sur l'un des côtés du ciel, un bâtiment-miroir, qui devait servir au minimum de convives, accueille désormais la boutique, un salon d'honneur d'ores et déjà appelé « salon du président », une exposition historique dans une scénographie vertigineuse de Richard Peduzzi, un auditorium, une salle de réception.

Le poids d'images, sous le ciel, est recouvert par un vaste parvis entouré d'embarcadements. On passe dans le puits par des entrées mobiles qui, dans la nuit, sont soulevées, éjectant le visiteur à l'autre bout du parvis, via une passerelle et un tapis roulant. Il aura, durant ce laps de temps, survolé quel-

ques images de notre beau pays. Sous la dalle, autour du puits, un promenoir permet finalement de découvrir les dernières innovations technologiques proposées par l'industrie française. Mais comme un certain nombre d'entreprises se sont retirées au dernier moment, les scénographies sont dû, à aussi, travailler dans l'ellipse.

La nuit, le pavillon, ayant, néanmoins, regagné du terrain dans l'espace du projet initial, un bâtiment annexe a enfin été adjoint au pavillon, annexe d'un bâtiment digne bardage blanc où ont été installés les bureaux. Dans son sous-sol, il a enfermé André Putman pour qu'elle y décore un restaurant de grande cuisine française.

Bien qu'ayant pris du poids, le Pavillon français reste étonnamment diaphane et le pavillon, lorsque le ciel sévillan aura atteint sa pleine intensité, inscrivant l'édifice dans un jeu de lumière, d'éblouissements, de miroirs. Le ciel factice, mis en abyme devant le ciel réel, définira le pavillon par son ombre, transition vers l'autre abîme, souterrain celui-ci, dans la nuit du puits d'images, le visiteur d'Expo '92 pourra méditer sur le peu de réalité des images de ce monde. Le public sera-t-il capable de réflexion conceptuelle ? Malheureusement pour le pavillon, ses qualités plastiques, sa géométrie raffinée, en raison même de sa transparence, sont sérieusement altérées par l'entourage immédiat que lui impose l'exposition. Lorsqu'on « regarde » le pavillon, on voit d'abord le bazar hétéroclite de la foire : galeries ombragées, kiosques d'information, pylônes du téléphérique ou, tout bonnement, les autres pavillons. On peut en tout cas espérer que se produise un effet de surprise suffisant pour que le public ne réponde pas à l'absence par l'ignorance. Le pari impossible de Viguier, Jodry et Seigneur serait paradoxalement gagné, non par le choc espéré, mais par K.O. technique.

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE

Vendredi 24 avril
Grand Auditorium de Radio France
Portrait d'Ahmed Essyad
19 h 30
Musique soufi
Strauch / Omumi
Artaud / Pinn
20 h 30 - Rencontre
avec Ahmed Essyad

Bach / Schoenberg
Essyad - Schoenberg
Robertson / Jalbert / Omumi

Jeudi 30 avril - 20 h 30
Châtelet
Schoenberg - Berg
Haydn - Brahms
Janowski / Meier

42 30 23 08

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE

Théâtre des Champs-Élysées

Jeudi 16 avril - 20 h 30
Le piano romantique
Brahms - Chopin
Beethoven
Walberg / Pennerier

Jeudi 23 avril - 20 h 30
Le piano romantique
Liszt - Brahms
Orchestre National de France
Fischer / Douglas

Jeudi 30 avril - 20 h 30
Mahler - Symphonie
"Résurrection"
Chœur de Radio France
Conlon / Marj / Mahtsby

Radio France

THEATRE sans paroles



DU 22 AVRIL AU 4 MAI 20H30

EL TRICICLE TERRIFICI

après le triomphe de *Slastic*
Terrifici !
pour mourir de rire
LOC. 42 74 22 77
7 PL. DU CHATELET PARIS 6

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

Seul pavillon japonais, orgueilleusement à l'écart, attire vraiment le regard. Perdu au milieu de cet énorme jeu de construction, le badaud arpentera les avenues selon sa curiosité et surtout selon la météorologie. Par temps couvert - rare en juillet-août - il dirigera vers les jardins, américain ou andalou, du côté du fleuve. La végétation ne sera pas assez dense pour l'abriter du soleil. La canicule le poussera vers Palenque, zone de repos tendue de toiles, semée de cheminées de ventilation, cernée d'eau bruissante et ponctuée de vaporisateurs. Ici, la température de l'atmosphère baissera de 7 à 8 degrés, assurent les techniciens. Autre zone fraîche conçue sur le même système : l'avenue de l'Europe autour de laquelle sont groupés les pays du Vieux Continent, symbolisés par un médiocre pain coloré, patchwork de tous les drapeaux européens.

L'allée s'achève sur les pavillons de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Sur la façade de verre du premier coule une chute d'eau. L'espace intérieur est une apologie du libre-échange qui a fait la richesse de la vieille Angleterre. Le public traversera sans doute au pas la charge l'espace affecté à la disparition de la couche d'ozone avant de gagner les stands de Marks and Spencer. Officiellement les commerces ne doivent pas dépasser 20 mètres de la zone pavillonnaire, mais distinguer ce qui relève du pur chalandage et du sponsoring plus ou moins déguisé ?

Le pavillon allemand offre une demi-cercle avec son toit de charge (mythologie du levier apte à soulever seul l'univers) en rupture d'équilibre qui semble servir de poteau central à un manège. Manège décliné deux fois dans le bâtiment élevé à la gloire d'une Allemagne réunifiée qui a manifestement le tournis. La réunification se fait dans

la douleur, si l'on en croit le collage post-industriel qui envahit l'espace, avec son bout de mur de Berlin, son demi-zeppelin, son squelette d'aéroplane, ses mannequins en loques et son allusion hyperboliste à la tour de Babel. Le projet qui avait gagné le concours initial était, paraît-il, écologique et coûteux. C'est finalement le président du jury qui a imposé un point de vue. Un peu plus loin, le pavillon italien, l'un des plus grands de l'Expo, est une impressionnante forteresse blanche, médiévale, pourvue de tours métalliques, et entourée de doubles remparts percés de meurtrières. Sans brutalité éruptive, son esthétique le rapprocherait d'un banal immeuble de bureaux des années 70. Cette espèce d'institut des sciences soviétiques - l'époque où les Soviétiques existaient encore et avaient des moyens - est signée, on l'aura deviné, par Anulien. Comme pour la plupart de ses voisins, son installation n'était pas assez achevée à l'heure de notre visite, organisée par effraction, pour que l'on puisse en saisir le contenu au-delà de son aspect formel. Mais, dans la cour intérieure, une Lune et un Soleil s'apprêtaient à prendre leur élan pour tourner autour d'une Terre au stade de l'ébauche, hommage pittoresque à Copernic (1473-1543), contemporain du grand Colomb, dont la découverte éclipsa celle du système solaire en son cinquième centenaire.

Comme la nature, la culture, l'écologie, la technologie, des thèmes constamment opposés ou invoqués, les métaphores, plus ou moins appuyées, fleurissent un peu partout selon le degré d'imagination des architectes. Ainsi le pavillon norvégien est constitué d'un fort tuyau : le thème du concours était « l'eau source de vie ». A l'intérieur, dans une atmosphère de boîte de nuit, le visiteur sera bombardé par des canons à images, autre constante de l'exposition. La Finlande voisine, grande productrice d'électricité de génie, joue sur le même registre, mais avec infini-

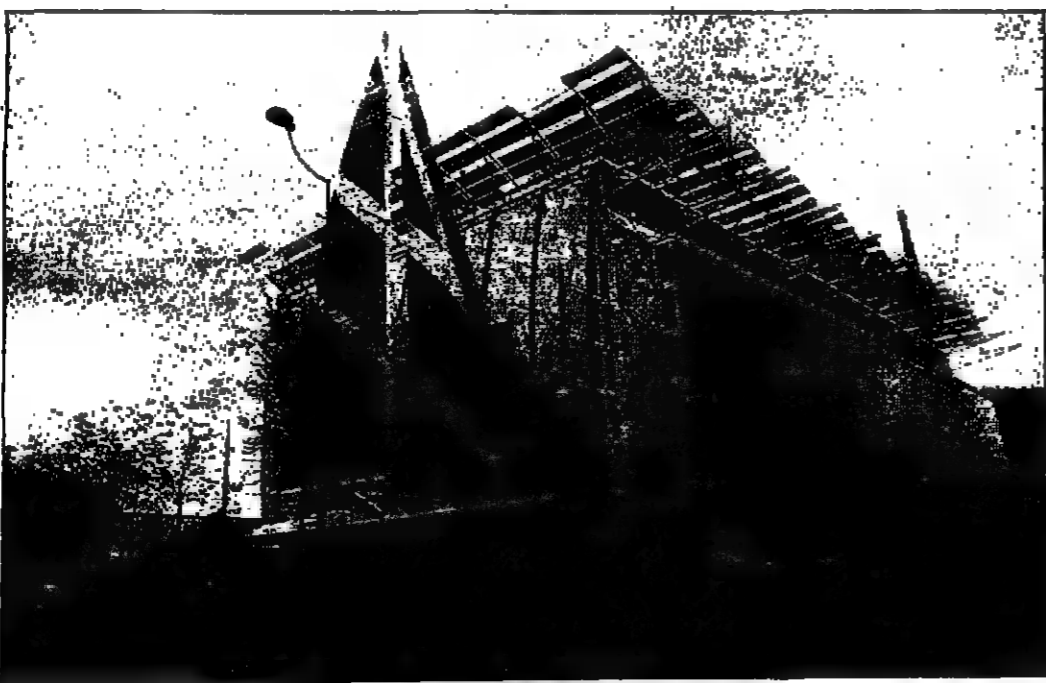


L'une des entrées d'Expo '92 : la porte italienne.

ment plus de finesse : un parallépipède de tôle noire est accolé à une forme en bois, douce, ventrue, véritable architecture-sculpture signée Jari Tirkkonen. Dedans, faisceaux lumineux d'images croisées auront pour mission d'évoquer une forêt, autre spécialité du pays.

La Nouvelle-Zélande remportera sans doute le prix du pavillon le plus kitsch. Le bâtiment, mi-métal et verre, mi-rocher du massif de Vincennes, est de perchoir à des oiseaux en mer en plastique. Certains sont en mouvement ataxique. D'autres gisent, à moitié décomposés près de coquilles d'huîtres. A l'intérieur, poteries maories et phoques en caoutchouc. Il s'agit de retrouver ses racines. Même celles des maoris.

Beaucoup plus étrange et parfaitement atypique ici, le pavillon hongrois qui est d'une architecture traditionnelle qui n'a jamais existé, mais qui en Hongrie, les clochetons du toit d'un toit d'architecture. L'intérieur est entièrement clos de bois. Au milieu, un arbre semble suspendu dans le vide. En fait, il est recouvert d'un double treillage métallique, le pavillon de la Tchécoslovaquie est un spectacle musical lumineux sur fond de cristaux de Bohême découpés en lames peintes de motifs abstraits. Là, ailleurs, l'histoire proprement dite. La Suisse a choisi de faire mentir les clichés. Ici, ni coucous ni coffres-forts, mais des matériaux naturels - bois - au service d'une exposition culturelle. Le Giacometti Meret Oppenheim. « Je suis donc je suis », affiche Ben sur un panneau noir. Le Chili, également prononcé pour le bois, offre une élégante boîte en lamellé-collé, qui renferme un morceau d'iceberg, ingénieuse climatisation naturelle et rappel latente extrême du pays.



Un écran raffiné au service du commerce.



Une étrangeté néo-rustique promise au public.

La Biennale d'architecture de Venise, la Hongrie avait créé une certaine surprise en présentant une exposition sur le travail d'un courant original, peu connu singulièrement vivace, qui exalte les formes animales ou végétales, les matériaux naturels, au premier rang desquels le bois, la terre cuite et l'ardoise, ardoise si propice à l'imitation des écailles ou des plumes. Héros de cette « architecture organique » : Imre Makovecz et ses églises oiseaux-poissons, pour le moins inhabituelles dans un univers où prédominent le verre, l'acier, le béton. C'est Imre Makovecz, à nouveau, qui défend les couleurs de la Hongrie, avec un pavillon dont l'étrangeté

rustique est sûre de susciter un beau succès. Surmonté de six clochers pointus, eux-mêmes porteurs des symboles de diverses religions, et d'autant de sons de cloches, le pavillon hongrois déploie des rondeurs et révèle des espaces boisés complexes, poétiques et ludiques. La démarche est en rupture totale avec les conventions, les tendances et les modes contemporaines, mais, à la différence des quelques autres pavillons qui jouent la carte de la tradition, comme celui du Maroc, ou d'un imaginaire type « premier degré », comme celui de l'Inde, déguisé en paon, le bâtiment appartient ostensiblement à l'ordre de l'architecture et non pas du gadget.

GRANDE-BRETAGNE

« A » USSEI grand que l'abbaye de Westminster, le pavillon anglais est sa plus grande réussite dans une expression architecturale, franche, limpide et rafraîchissante que l'immense chute d'eau qui lui sert de façade, large de quelque soixante-dix mètres, et haute d'une vingtaine. Sur le toit, des capteurs solaires récupéreront, pour les besoins en énergie, les rayons du soleil. L'eau de la façade éloigne la chaleur. Sur les côtés, des rangées de pare-soleil blancs, étagés selon une courbe douce, évoquent les voiles d'un trois-mâts. Le pavillon est d'ailleurs flanqué d'un bateau pour confirmer, s'il en était besoin, que l'Angleterre est une île qui se repose, avec ou sans tunnel sous la Manche.

Le maître d'œuvre de cette splendeur aqueuse est Nicholas Grimshaw, encore un architecte de renom international, qui appartient à la quinquillerie High Tech, jadis créée par Archi-

tec, créée par le groupe Team 4, où l'on retrouve notamment Foster et Rogers. La simplicité d'esprit, et même souvent de forme, est d'ailleurs frappante, une fois entré dans le pavillon, avec le Centre Pompidou, signé par ce qui était alors le duo Piano et Rogers : un vaste espace vide occupé par des plateaux ou des « boîtes » fermées, reliées par des escaliers mécaniques, et qu'on imagine pouvoir faire varier.

La similitude n'arrête là. L'écran raffiné de Grimshaw accueille en effet une présentation des plus indigestes du génie anglais, dont l'originalité semble évidente dans la présence d'un comédien dans l'intérieur d'un spectacle audiovisuel d'autocélébration. Comme ledit spectacle, dont les sujets sont directement fonction des sponsors, le reste du pavillon est totalement voué à l'esprit d'entreprise et au commerce, ce qui est une façon peut-être limitée de traiter l'idée de découverte.

3

toujours

INTEGRALE BERGMAN

STRINDBERG REVISITÉ

mais III

Vendredi 20 h

Soirée August Strindberg

MADMOISELLE JULIE

de Alf Sjöberg,

en présence de

Jean-Pierre Sarrazac

auteur de "Théâtre Intimes"

Mardi 19 h 30

Soirée de clôture

L'AVARE

de Tonino Cervi

film inédit, on avant-première

48 30 32 87

Nombre de représentations limitées - départ en tournée

THEATRE DU SUD

LES ATRIDES

Iphigénie-Agamemnon-Les chœurs

Les Euménides

A PARTIR DU 15 AVRIL LOCATION OUVERTE AU 43.74.24.08

à Aubervilliers

du 7 au 26 avril 1992

scénographie et mise en scène

Eric Vigner

Le régiment de Sambre et Meuse

loc. 48 34 67 67

DEMAIN DANS

Le Monde

DES LIVRES

SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE

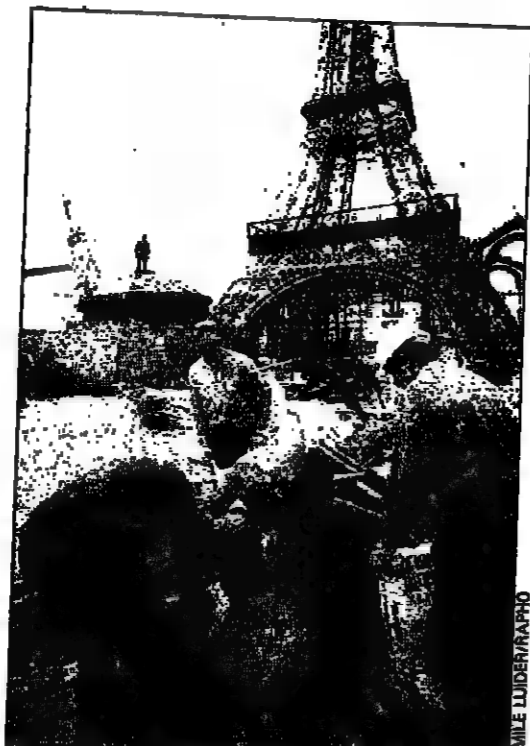
Entretiens avec des écrivains espagnols

Une sélection de livres



EXPO '92

PROMENADE au cœur du site



Montage du pavillon d'El Murr Ingles.

Les Danois sont très contents : leur pavillon a été déjà acheté par le Japon, qui en prendra livraison dès la fin de l'exposition. C'est un hommage discret - et démontable - de l'auteur (Jan Sondergaard) à Spretelsen, l'architecte de l'Arche de la Défense, sur le thème du dialogue de l'homme et de la nature. Dialogue bavard que reprend l'Autriche avec une serre aux formes agréables. Au menu haute technologie, écologie et communication. Une carte inlassablement lue. Chez les Suédois, au rez-de-chaussée, contes et légendes d'un pays inventif, des Vikings (le drakkar) et Nobel (la dynamite et les prix). L'étage supérieur est apparemment loué à la firme Volvo. Les mammoth, le pavillon australien à la façade molle drapée de rideaux flottants renferme un original Omnimax. Celui de la Corée est étalage d'une rusticité industrielle assez brutale en dépit de la devise affichée au-dessus de sa porte : « La mano en la mano ». Le Canada propose un énorme cube gris, proche cousin des Quatre Temps de la Défense. Ici, une fois, le spectacle sera à l'honneur : immense scène et grand écran Imax. Ses hôtes se déploient pour le moment des records d'amabilité et de gentillesse. En particulier les jeunes Inuits qui sont chargés du restaurant logé dans ses combles et des promotions pour les territoires du Nord-Est. En revanche, le pavillon du Vatican, Crystal Palace au rabais, oppose aux curieux une opacité d'enfer. Il dispute la palme à la laideur du représentant de Monaco, le maximum de prétention sur un minimum de surface. D'une vanité au moins égale, le Portugal a accumulé sur sa façade savamment déconstruite quelques clichés glanés du côté de la Californie.

La Pologne et la Bulgarie partagent le même construction d'île imaginée par un architecte polonais - comme près de la moitié des pavillons de l'ex-

position. La carcasse métallique ne laissant guère de place à la fantaisie, les produits à montrer étant quasi inexistants, la Pologne a raboté l'idée de Solidarité - syndicalisme oblige - et convie le monde du monde entier à composer un « drapeau » la terre. Très soignée, contrairement aux pavillons voisins du Luxembourg (architecte Paczowski-Fritsch associés) et de l'Irlande (architecte Arthur Gibney a. partners). Le premier s'offre un décor de Schuiten, le dessinateur de bandes dessinées, pour illustrer une idée concoctée par l'équipe de la Grande Halle de La Villette. L'Irlande égrène quelques souvenirs de son histoire mouvementée à côté d'un comptoir dédié à la Guinness, la seule bière qui ait échappé au monopole espagnol. Comme presque tous les pavillons le visiteur est amené par un moyen mécanique en haut de l'édifice pour redescendre ensuite sur ses pieds. Ce qui évite la fatigue et permet aux boulimiques de visiter le maximum de pays dans un minimum de temps. Le record étant détenu par la France. On peut officiellement traverser son pavillon en 1 minute.

Autre constante : le système de grands écrans parallélépipédiques, murs de voiles diversement découpés, à l'intérieur desquels sont disposées de façon plus ou moins autonome les surfaces d'exposition, les salles de projection, les services. C'est le cas de l'Angleterre, mais aussi des Pays-Bas, dont le pavillon veut « une étrange machine à vapeur », qui devrait montrer quelle maîtrise de l'eau les Hollandais ont acquise avec leur manie de lancer sur la mer des navires comme des polders (architectes : Trimp, Temme, Jansma). Dans leur cube entouré d'eau (nous ne promettons pas sensation de pluie d'averse, de forts coups de vent, de brise fraîche dans les lacs), ils ont, comme les Anglais encore, choisi d'installer des plates-formes adhésives par des escaliers

mécaniques et des tunnels audiovisuels. Les Belges, pour leur part, ont clos leur cube de voiles, laissant libre un large bel espace (architectes : Driesen-Meersman-Thomae). Aux plates-formes anglaises et hollandaises, ils ont substitué un agencement astucieux : boîtes, véritables containers métalliques simulation de caisses de bois qui abriteront un contenu simple (l'histoire belge) efficace et sympathique.

La Turquie, la Grèce et l'Arabie saoudite, dont les pavillons sont largement inspirés par Las Vegas, ont utilisé les compétences de praticiens espagnols. Comme le sultanat d'Oman, qui s'offre une version inédite sur le thème de l'igloo. C'est l'auteur de la grande mosquée de Casablanca, le Français Pinseau, qui a été chargé du pavillon marocain, 4 500 mètres carrés, échantillonnage d'un savoir-faire artisanal très poussé au service d'une technologie contemporaine. Le béton, signé Bouygues, se marie mal avec la subtilité de la mosaïque. Dans la tradition des expositions universelles, le folklore architectural (adapté ici des architectes ibériques), a tenté un certain nombre de petits pays : paillotes des îles du Pacifique sud, répliques de temples asiatiques bleus, blancs ou dorés, maisonnettes peintes de couleurs tendres (Malaisie, Indonésie, Singapour) reposantes pour l'œil.

Un hangar, la Chine fait dans le sobre : un énorme carton à chapeaux dont le dessus des ouvertures est décoré de petits écartels, façon avenue de Choisy dans le treizième arrondissement de Paris (pas d'architecte avoué). A l'intérieur, le visiteur est confronté à l'Empire du Milieu - éternel - par l'intermédiaire d'une photo panoramique de la Grande Muraille. On est bien loin de l'Orient rouge. Juris Poga, l'auteur du pavillon de la Russie - de la

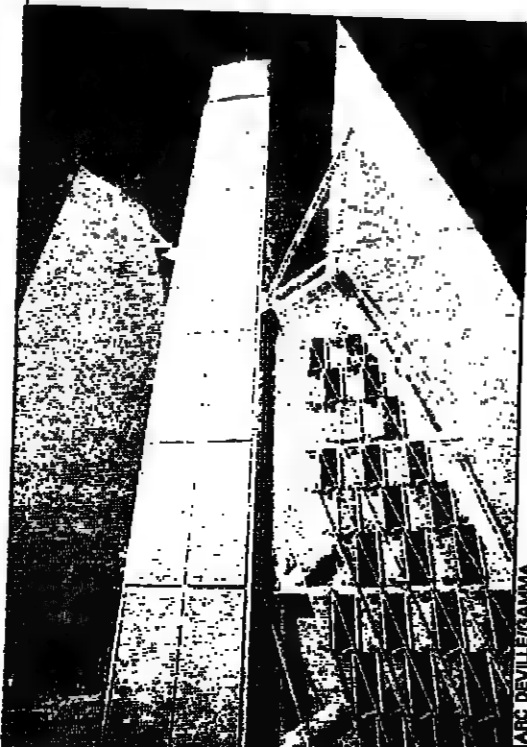
DÉCOUVERTE Pavillons nationaux

FINLANDE



La rencontre de la tôle (la technologie) et du bois (l'écologie) : une véritable architecture-sculpture finlandaise.

DANEMARK



Un hommage discret à l'architecte de la Grande Arche, Spretelsen.

JAPON

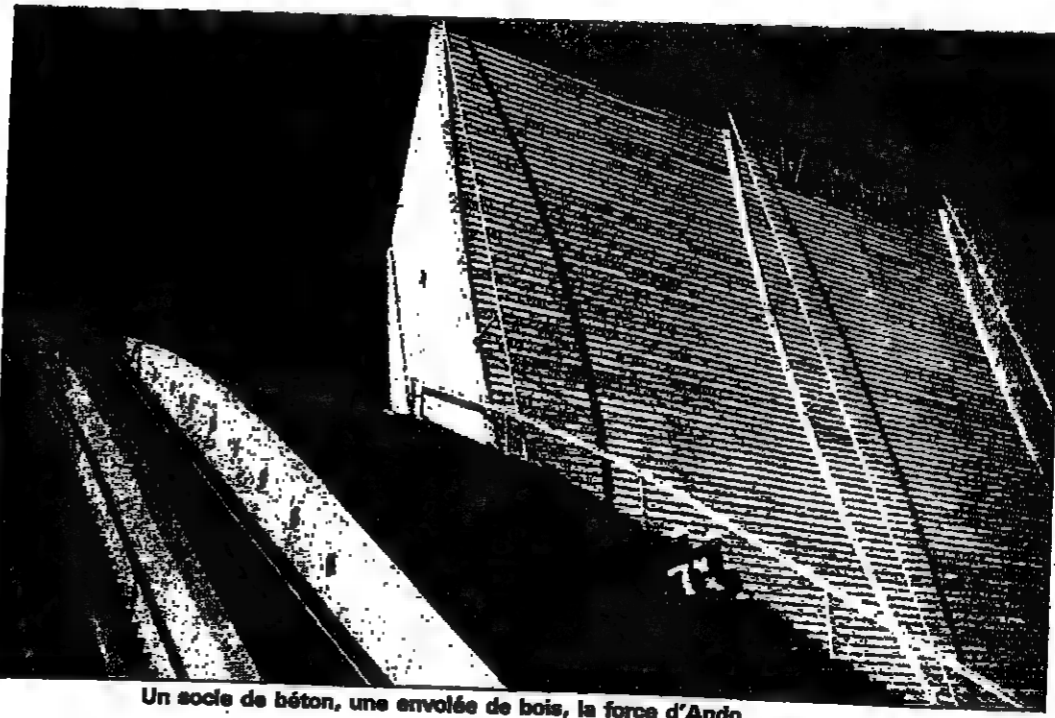
Du Japon, on aurait attendu un mégalithe technologique, l'expression moderne de la notion de découverte, tournée vers l'avenir, où l'architecture serait souveraine, celle de l'image en premier lieu. C'est dans une optique presque exactement inverse que les responsables nippons se sont placés. Ils ont demandé d'en imaginer l'architecture à Tadao Ando, l'un des meilleurs architectes du monde, et l'un des plus internationalement reconnus (alors qu'au Japon même sa production reste limitée par rapport au tout-venant, considérable, de la construction).

Ando, plutôt que de produire du symbole, a simplement choisi de faire parler à l'architecture la langue la plus simple, la sienne : celle des formes et des matériaux, qu'ils relèvent de la modernité ou de la tradition. Un socle de béton, épuré, soigné, puis une impressionnante envolée de bois, qui paraît immense, sur le territoire de l'Expo. Cela tient de la tente, de la pyramide et d'un temple au soleil dont on rejoint le sommet par un large escalier.

Le pavillon fait face au soleil levant (ce qui est logique pour l'Empire du même nom) mais offre également - il est le seul à le faire - une terrasse au couchant avec une vue sur le paysage andalou. De là-haut, selon le principe commun à quasiment tous les autres pavillons, on est convié à descendre d'étage en étage à l'intérieur du bâtiment, à suivre un parcours qui, pour l'essentiel, nous épargne les sempiternels écrans vidéo et des flots d'images mouvantes, pain ordinaire d'Expo '92. Ce n'est pas non plus le cliché du « Japon éternel », mais une mise à plat de la capacité nipponne à intégrer les apports extérieurs, produits de rencontres - l'écriture par exemple - entre les cultures au gré des voyages, des guerres, ou simplement du temps, du vent. L'idée de découverte se trouve ainsi relativisée par celles d'acceptation, d'intégration. Cela n'exclut ni la fierté nationale ni l'authenticité qui, là encore, passe par l'architecture : la reconstruction des deux étages supérieurs du château d'Azuchi construit au XVI^e siècle, au temps des grands principes maritimes.

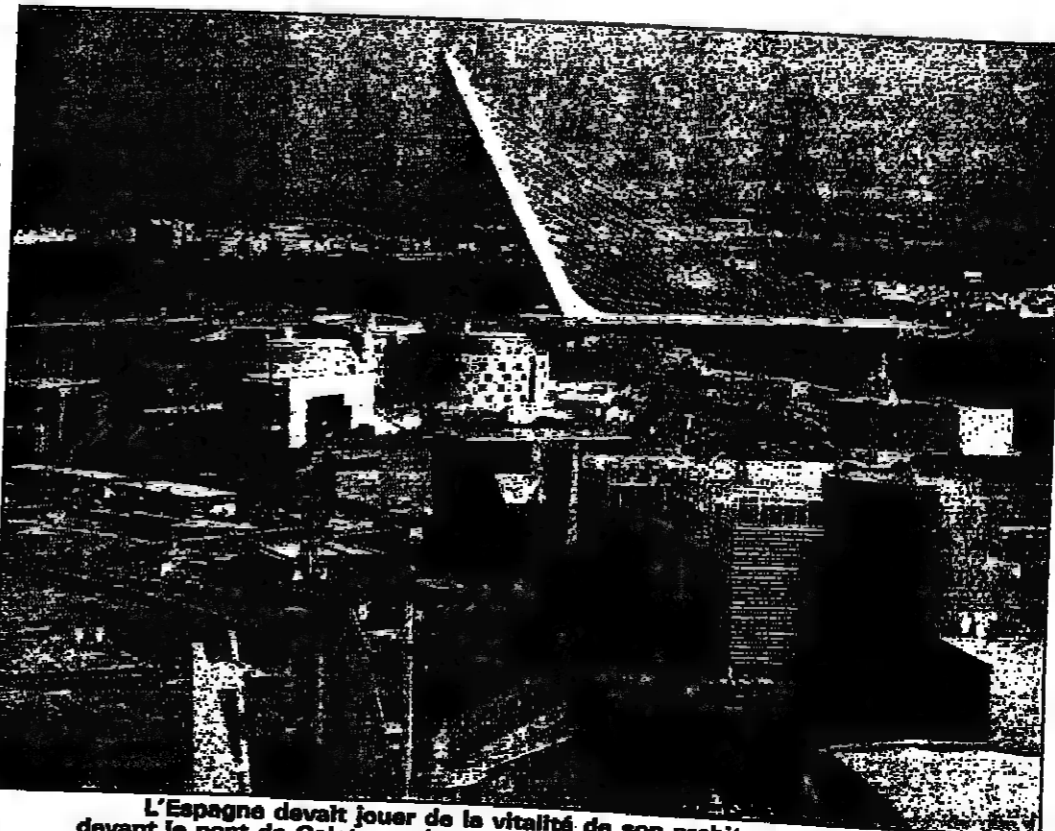
La technologie intervient cependant, à travers une série d'œuvres aussi artistiques que convenues, et dont le point commun est d'utiliser comme matériaux hologrammes, lasers et fibre optique. Quant à la diplomatie japonaise, elle est aussi à l'œuvre à la fin de ce parcours d'une bonne quinzaine de minutes (minimum), pour promouvoir le projet d'exposition universelle en 2005, à Aichi, au centre du pays, projet qui, malgré des demandes répétées des Japonais, n'est toujours pas entériné.

Un cinéma tournant, voué à l'animation (Don Quichotte, Sancho Pança) et à la promotion des diverses richesses nationales, un restaurant, une boutique, tirent la fin de cette descente du côté de Disneyland, histoire de satisfaire le grand public. Déception pour l'esthète, si grand soit son amour de l'universel sashimi. Ce n'est pas, cela dit, jouer les esthètes que de déplorer la façon dont la beauté du pavillon se trouve altérée par l'alignement, au pied du bâtiment, de quelques centaines de silhouettes humaines en bois découpé, censées représenter le peuple nippon et sa diversité. Qu'au premier rang se retrouve celle de Tadao Ando ne nous console en rien.



Un socle de béton, une envolée de bois, la force d'Ando.

ESPAGNE



L'Espagne devait jouer de la vitalité de son architecture. Ici, devant le pont de Calatrava, les 17 pavillons des provinces autonomes.

A...
détaillé...
dans ses...
l'architecture...
A...
d'architecture...
d'architecture...
d'architecture...
MAROC CC
Tél. : (1) 42.91

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Après l'amour

■ Diane Kurys, avec Isabelle Huppert, Bernard Giraudeau, Lio, Hippolyte Girardot, Yves Attal, Judith Revel. (1 h 44).

Chassés-croisés sentimentaux ■ L'écritain Isabelle Huppert, l'architecte Bernard Giraudeau, le chanteur Hippolyte Girardot et la femme éplorée Lio incarnent cette variation contemporaine des jeux de l'amour et du couple.

Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; Rex, 2^e (42-36-83-83) ; U. G. C. Montparnasse, 3^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Odéon, 4^e (42-25-10-30) ; U. G. C. Bastille, 5^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Champs-Élysées, 6^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Concorde, 7^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Lazare, 9^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Germain, 10^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Pierre, 11^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Sauveur, 12^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Vincent, 13^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Xavier, 14^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Yves, 15^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Zénon, 16^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Étienne, 17^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-André, 18^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Jacques, 19^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Martin, 20^e (45-74-94-94).

La Divine Comédie

de Manoel de Oliveira, avec Maria de Medeiros, Maria José Pires, Luís Miguel Cintra, Miguel Guilherme, Mario Vargas Llosa, Leonor Silveira. (2 h 20).

Un très coquille de fous sert de (au sens propre) aux vaticinations de ses pensionnaires, chacun incarnant un parti pris moral inspiré d'un grand texte, mais pas celui de Dante. Le vétéran portugais organise avec l'élégance de mise en scène

qu'on lui corps et des mots.

VO : Europa Parthéon (ex-Réflexion), handicapés, 1^{re} (43-54-15-04).

La Famille Addams

de Barry Sonnenfeld, avec Anjelica Huston, Raul Julia, Christopher Lloyd, Christina Ricci, Henry Thomas, Judith Malina. Américain (1 h 30).

Quiproquos et chasse au trésor dans la famille de fantômes inventée par Charles Addams font un divertissement d'humour noir où se distingue Anjelica Huston.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (43-08-57-57) ; Rex, 2^e (42-36-83-83) ; U. G. C. Montparnasse, 3^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Odéon, 4^e (42-25-10-30) ; U. G. C. Bastille, 5^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Champs-Élysées, 6^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Concorde, 7^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Lazare, 9^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Germain, 10^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Pierre, 11^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Sauveur, 12^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Vincent, 13^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Xavier, 14^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Yves, 15^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Zénon, 16^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Étienne, 17^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-André, 18^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Jacques, 19^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Martin, 20^e (45-74-94-94).

Indochine

de Régis Wargnier, avec Catherine Deneuve, Vincent Perez, Linh Dan Pham, Jean YVES, Dominique Blanc, Henri Marquet. Français (2 h 40).

Autour de la haute figure d'une patronne de plantation incarnée par une Deneuve impériale, une vaste fresque mélodramatique de l'Indochine coloniale des années 30, avec amours torrides et prémices des

littes de libération.

Forum Horizon, handicapés, 1^{re} (45-08-57-57) ; Rex, 2^e (42-36-83-83) ; U. G. C. Montparnasse, 3^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Odéon, 4^e (42-25-10-30) ; U. G. C. Bastille, 5^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Champs-Élysées, 6^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Concorde, 7^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Opéra, 8^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Lazare, 9^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Germain, 10^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Pierre, 11^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Sauveur, 12^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Vincent, 13^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Xavier, 14^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Yves, 15^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Zénon, 16^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Étienne, 17^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-André, 18^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Jacques, 19^e (45-74-94-94) ; U. G. C. Saint-Martin, 20^e (45-74-94-94).

Trumpet 7

d'Adrian Vojnoski, avec Ian McEwan, Cheryl Stanchi, Jon Balaz, John Dill, William Scurry. Américain (1 h 30).

En noir et blanc, la dérive d'un musicien de jazz blanc qui a le blues depuis que la musique l'a déserté.

VO : Passage du Nord-Ouest, Caféciné, 9^e (47-70-81-47).

Reprises

Reflets dans un oeil d'or

de John Huston, avec Elizabeth Taylor, Marlon Brando, Brian Keith, John Farrow. Américain, 1957 (1 h 50).

L'atmosphère trouble du roman de Carson McCullers, les amours sur le fil de l'interdit, les désirs échauffés dans l'atmosphère confinée d'un poste militaire du Sud américain, portés à l'incandescence par le face-à-face Taylor-Brando, avec Huston en pyromane maître.

VO : Action Riva Gancia, 8^e (43-29-44-40).

Un enfant attend

de John Cassavetes, avec Judy Garland, Burt Lancaster, Gene Reynolds, Steven Hill. Américain, 1953 (1 h 40).

Seul film de Cassavetes produit « dans le système », produit par un studio, cette évocation réaliste de l'enfance attardée adaptée d'une dramatique télé avec des grandes vedettes et dont le montage échappé au cinéaste, qui le rend, n'est certes pas le meilleur film de l'auteur de *Une femme sous influence*. Mais il demeure une étape de la carrière exceptionnelle du metteur en scène que Paris redécouvre en ce moment avec bonheur.

VO : Action Riva Gancia, 8^e (43-29-44-40).

Ziegfeld Folies

de Vincente Minnelli, avec Cyd Charisse, Gene Kelly, Esther Williams, Cyd Charisse, Lucille Ball, Judy Garland. Américain, 1945 (1 h 50).

A la gloire de Ziegfeld, le « page » de Broadway, un carrousel enchanter de numéros musicaux qui constituent un sommet du genre, avec en dessert l'inoubliable et unique duo Fred Astaire-Gene Kelly.

VO : Max-Maison, 17^e (43-29-78-88).

Sélection Paris

Betty

de Claude Chabrol, avec Marie Trintignant, Stéphanie Audran, Jean-François Garreton, Yves Lambrecht, Christiane Minazzoli. Français (1 h 40).

Claude Chabrol nous fait son scénario le tour de force technique exécuté avec sa caméra par Hitchcock en ouverture de *Verigo* : zoom arrière sur le passé de Betty et travelling avant de la femme d'âge mûr qui l'a recueillie à la jeune parraine ressuscitée. Un délice cruel.

George V. 8^e (45-62-41-48).

Border Line

de Danielle Dufour, avec Danielle Dufour, David L. Lander. Américain (1 h 30).

André Dussollier, Gossary, Jacques Nolot. Français (1 h 30).

Accompagnée pas à pas et avec une souveraine complicité, la femme rangée vers la folie et le meurtre fait un thriller intrigant et subtil, à fleur de nuit.

Les Trois Bâtards, 9^e (45-61-10-50) ; Sept Paradoxe, 14^e (43-20-32-30).

Céline

de Jean-Claude Brisseau, avec Isabelle Proulx, Lisa Hérédia, Danièle Lebrun, Lucien Plante, Daniel Dufour. Américain (1 h 30).

La belle et brève et solide Geneviève Malvi l'événement est dépeinte Céline, qui poursuit sa remontée vers la lumière jusqu'à une sorte de sainteté au vouloir au complice, juste acceptée. Brisseau cartésien avec une attention minutieuse et paisible, il a fait un superbe film paillard, un film d'amour au cinéma.

Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 3^e (43-25-33-33) ; Elysées Lincoln, 4^e (43-33-33-33) ; Gaumont Américain, 5^e (43-33-33-33) ; 14 Juillet Bastille, 6^e (43-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 7^e (43-33-33-33) ; Gaumont Paradoxe, 14^e (43-33-33-33).

La Guerre sans nom

de Bertrand Tavernier, Patrick Rothman, et réalisé par Bertrand Tavernier. Français (2 h 50).

avec les témoignages d'appelés de la guerre d'Algérie. Un montage d'entretiens avec des anciens appelés en Algérie fait surgir la parole entrecoupée, en une nécessaire leçon d'histoire qui est aussi un grand moment d'émotion.

Épée de Bois, 5^e (43-33-57-47).

Heck-a-Bye, Baby

de Margo Harsh, avec James McCourt, Michael Landon, Carly Casey, Sherry O'Connor, Julie Marie Reynolds. Américain (1 h 20).

Juste et rigoureux, ce portrait au quotidien de quatre adolescents sur fond de guerre civile irlandaise et de tabous religieux sur la sexualité et l'avortement.

VO : Utopia, 8^e (43-21-34-35) ; L'Europe, 14^e (45-43-41-43).

Kafka

de Steven Seidman, avec Jeremy Irons, Theresa Russell, Joel Grey, Ian Holm, Aaron Kinzler, Annia Hiltner. Américain (1 h 30).

Ni biographie ni adaptation littéraire, le rêve des aventures qu'on voit vivre l'auteur lui-même avant d'écrire ses grands livres fait un régal de film fantastique truffé d'images sans complaisance aux grands du genre.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1^{re} (40-28-12-12) ; Pathé Impérial, handicapés, 2^e (45-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 3^e (43-25-33-33) ; Pathé Impérial, 4^e (43-33-33-33) ; La Pagode, 5^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 6^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 7^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 8^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 9^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 10^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 11^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 12^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 13^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 14^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 15^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 16^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 17^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 18^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 19^e (46-33-33-33) ; Gaumont Opéra, 20^e (46-33-33-33).

Ombres et bruyants

de Woody Allen, avec Woody Allen, Mia Farrow, John

Holmes, Jodie Foster, Madonna, Kathy Bates. Américain (1 h 28).

Autres aventures fantastiques dans les brumes de l'expressionnisme d'Europe centrale : le nouvel opus de Woody Allen est une fable hilarante et inquiétante, un régal.

VO : Réflex Logos, 1^{re} (43-34-42-34) ; U. G. C. Triomphe, 2^e (43-34-42-34) ; Denfert, handicapés, 14^e (43-21-41-01).

Le Passager

d'Abbas Kiarostami, avec Mohsen Tanzi, Hassan Daneshmandi, et un blaco (1 h 12).

Avec l'apparente simplicité qui n'appartient qu'aux grands, Kiarostami conte au plus près cette chronique cruelle et humaine du garçon des rues qui n'aimait que le football.

VO : Images d'ailleurs, 5^e (43-41-15-43).

Trust Me

de Hal Hartley, avec Sherry, Martin Donovan, Nelson, John Mackay, Edie Falco, Gary Busey. Américain (1 h 40).

Deux américains américains en guerre ouverte contre l'hyprocrisie et le conformisme, un réalisateur libre et heureux de filmer, deux jeunes comédiens sans tics, un film qui va vite, qui cogne et touche juste, c'est *Trust Me*, la meilleure surprise sur un écran depuis le début de l'année.

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

La Vie de bohème

d'Ald Kassar, avec Matt Pelton, Evelyn Dill, Wilson, Karl Vanden, Christine Morris, Jean-Pierre L  aud. Franco-italien (1 h 40).

Tout l'humour gringot, toute la tendresse sans trémoles d'Ald Kassar.

maki, et cette grâce discrète avec laquelle il sait filmer un visage ou un

pas de mur, fruit de cette adaptation à la fois fidèle et loufoque du roman de Murger un bonheur sans mélange, servi chaud par une bande de comédiens épatais.

VO : Réflex Logos, 1^{re} (43-34-42-34) ; U. G. C. Triomphe, 2^e (43-34-42-34) ; Denfert, handicapés, 14^e (43-21-41-01).

Festival

Hollywood-Perpignan

Festival européen de critique historique : l'intitulé de la manifestation perpignanaise Confrontation, qui en est à sa vingt-huitième édition, est un tantinet alambiqué mais nullement usurpé. L'Institut Jean-Vigo, qui l'organise, en collaboration avec la Cinémathèque de Toulouse, en effet devenu expert en programmations et colloques qui savent réunir, dans la durée, les relations extérieures par le cinéma avec tel ou tel sujet. Celui de cette année concerne le regard d'Hollywood sur l'Europe. Europe réinventée par des Américains bon teint, de Griffith à l'insoutenable Léopold, l'ère, l'Europe réinventée par des Américains émigrés en Californie, Lubitch, Hitchcock ou Renoir, Europe pour rire de *Soupe au caudou*, Europe aux fastes perdus de la

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

VO : 14 Juillet Paradoxe, 1^{re} (43-28-33-33) ; Les Trois Bâtards, 2^e (43-33-33-33) ; George V, 3^e (45-62-41-48).

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE



« Le Paradis perdu » (1938), de Joseph Sima, exposé au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Hommage à Charles Sterling

Une vingtaine de tableaux du Maître de la Renaissance sont confrontés aux commentaires de l'histoire de l'art au conservatoire du Musée du Louvre (1701 à 1961). Qui a fait connaître la peinture française du dix-septième siècle et révélé la Tour, a beaucoup étudié la nature morte, et encore plus les primitifs français.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Joazeur - côté jardin, au 1er étage. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures, un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 22 juin. 31 F (réduit d'entrée au musée).

Rolf Iseli

Coups d'orgue intertextuels, plumes et couleurs, les de matières... Si violence et humeurs bataillantes il y a chez ce Suisse, qui parfois fait penser à Arnaud Rainer, elles ne balayent pas tout. Sous les griffures : la plage, une colline, un visage, des passages doux. La double exposition du Centre culturel suisse et de la galerie Philip pezzes de découvrir

Centre culturel suisse, 10, rue de France-Bourgeois, Paris 3. Tél. : 42-71-44-50. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 24 mai.

Louis L. Kahn

Des ronds, des carrés, des triangles, des doubles peaux de bison, des villages à l'humaine... L'œuvre de Kahn s'inscrit au 5^e étage du Centre Pompidou dans une mise en scène d'Arata Isozaki. L'occasion de découvrir l'œuvre de cet Américain méconnu en Europe.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

Ellsworth Kelly

Le savait-on ? À Paris, où il a plusieurs années, après la guerre, que le peintre américain Ellsworth Kelly a forgé son art abstrait dur à pua. Des dessins, des collages, des photographies (inédites, de murs et fenêtres de l'île

B. QUENTIN

Sculptures
Projets de Monument
Découpages
Objets - Bijoux
Du 16 avril au 16 mai
Villa Blanche
8 bis, rue de Braque Paris
Galerie B
20, rue Beaubourg Paris 3
Tél. : 42-72-19-87.

Saint-Louis) comme notes de travail, en amont des peintures, témoignent de ses recherches d'ailleurs. Presque une leçon.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Colonne, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-88-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 24 mai.

Les Lautrec de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de courses, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la BN, en particulier du don que la comtesse de Lautrec-Lantrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galeries Mazarin et Mézanne, 1, rue Vivienne, Paris 2. Tél. : 47-93-81-10. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 31 mai. 30 F. 20 F avec un billet du Grand Palais. Conf. à 19 h 30 mercredi 8 mai.

Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes assoiffées de sang et de pillage que nous décrivait les chroniques médiévales? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours des musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des commerçants doués pour le négoce, des navigateurs habiles, des artisans inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les apports extérieurs.

Musée de la Ville de Paris, galerie Mazarin, 1, rue Vivienne, Paris 2. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. 40 F.

Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, jusqu'il peut paraître féroce. Pour illustrer ces débuts mal connus - à tort - l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encres et céramiques ont été rassemblées.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai. 32 F.

Sima

On connaît mal Joseph Sima, une grande figure pourtant, qui, comme l'avait fait Klee, établit un pont entre la scène artistique technique et Paris. En silence, il gissa à travers plusieurs courants de la peinture abstraite, du cubo-futurisme à l'art informel, évoluant dans les parages du surréalisme, finit par trouver sa lumière, dans le dedans des tableaux. En quelque deux cents œuvres, une rétrospective, accompagnée d'une exposition documentaire sur le Grand Jeu, et d'un parcours à travers une quinzaine d'ateliers d'artistes de Prague et de Bratislava.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, rue du Préfet-Wilson, Paris 18. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 21 juin. 30 F (compensant l'entrée de l'exposition « Le Grand Jeu »).

Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : tous les médias s'en mêlent. L'exposition - 200 peintures, gravures, dessins et affiches - aura, à n'en pas douter, un succès mérité.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. B. S. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réduits, billets au 48-06-38-56 (de 11 heures à 18 heures), par minitel 3615 Lautrec et PNAO. Jusqu'au 1^{er} juin. 60 F.

Galleries

Etienné-Martin

Retour sur des Demeures anciennes, pour mieux approcher les bois récents faillis directement dans le fil, du noyer, du chêne, et, comme toujours dans la sculpture d'Etienné-Martin, chargés de significations symboliques.

Galerie Artcurial, 9, av. Montaigne, Paris 8. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 2 mai.

Luciano Fabro

Il peut décider de tailler dans du marbre quelque fantaisie de pied griffu, s'interroger sur le poids, l'espace ou les matériaux traditionnels et modernes de l'art, prendre un pied de la lettre ou à contre-sens les termes habituels du langage artistique... Cet ancien d'Arte Povera n'a jamais été et n'est toujours pas de tout repos, et peut encore surprendre.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 49-06-82-23. Mercredi, jeudi, vendredi, samedi de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mai.

Merikado

L'œuvre de ce sculpteur d'origine bulgare, qui vit en France depuis trente ans, est pour le moins complexe, pas facile d'approche, et rarement exposée. Donc peu connue. Domage, car c'est une aventure plastique singulière, qui se développe sur un terrain peu fréquent : celui d'une relation art-science.

A. B. Galeries, 24, rue Keller, Paris 11^e. Tél. : 48-06-30-90. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 mai.

Moore intime

Des objets en quantité, des os et des pierres trouvées, des sculptures de loutres civilisées, des dessins et des tableaux de Saint, Carrière, Villard ou Redon y sont mêlés aux œuvres de Moore, dont la maison a été reconstruite

par l'architecte Christian Gernard. Pour ce « Moore intime », tellement moins connu que le sculpteur monumental, Didier Imbert a mis les petits plats dans les grands.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 15, av. Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 48-82-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 juillet.

Claes Oldenburg

La dernière fois qu'une galerie parisienne exposa le célèbre Oldenburg, pop artiste d'origine grandiose, c'était en 1964, chez Sonnabend. Aussi peut-on parler d'événement il propos de cette réunion, galerie Crousel-Robelin, de douze sculptures d'une série de dessins, aquarelles et gouaches sur Paris.

Galerie Crousel-Robelin-Baum, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-77-38-87. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 mai.

Daniel Pontoreau

C'est un sculpteur tout terrain, qui travaille bien ses matières : terre, fer, verre, caoutchouc, fil et fils, dont il tire des formes simples, mais contrastées, qui ne sont jamais tout à fait géométriques, ni tout à fait naturelles. Et qu'il met en relation dans l'espace.

Galerie Patricia Dorfmann Laurent Roca, 30, rue Chateaubriand, Paris 11^e. Tél. : 47-00-35-45. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 8 mai.

Régions

Arles

Zadkine

Il y avait longtemps que l'œuvre de Zadkine n'avait pas fait l'objet d'une exposition. Depuis 1970 ans. Celle que propose le Musée d'Arles réunit des bois et des pierres taillés, le parcours austère du statuaire tout au long de la première moitié du siècle. L'Espace Val Goya sont exposés les gouaches plus libres des années 20.

Musée d'Arles, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 80-48-38-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 juin. 20 F.

Espace Val Goya, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 80-48-38-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 juin.

Dijon

Portraits sculptés

De Thomas de Plaine, conseiller des ducs de Bourgogne, à Sabine Houdon enfant, une grande galerie de portraits provenait des collections des musées de Dijon et d'Orléans, mais aussi du Louvre, dont le département des sculptures est en chantier.

Musée des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-30-11-11. Tous les jours sauf mardi et les 1^{er} et 8 mai de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 août. 10 F.

Grenoble

Per Kirkeby

Peintures, travaux sur papier, esquisses, sculptures en bronze et monuments en brique... Presque une rétrospective de l'artiste danois, un geste qui ne perd jamais de vue la lumière des paysages scandinaves, et qui lui confond trop les arts et les lettres.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 mai.

Meymac

Brigitte Nahon

Ernesto Tatafiore

Brigitte Nahon est un sculpteur français d'une trentaine d'années. Ernesto Tatafiore vit à Naples, est peintre, et a 60 ans. On peut trouver des points communs aux deux artistes exposés à Meymac, pour le printemps : un goût pour les constructions et les images légères, précises, en référence à l'art conceptuel. Non sans poésie.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19250. Tél. : 65-85-23-30. Tous les jours sauf mardi de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 mai. 15 F.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breuerette « Architecture » : Frédéric Edelmann.

DISQUES

Ronny Jordan

The Antidote

Au premier coup d'œil, façon de parler, on pense à Wes Montgomery (Indianapolis, 1925-1968), le guitariste essentiel des années 60. Au deuxième aussi, parce que le disque est ouvertement dédié à Montgomery.

On pense à la sonorité feutrée du regret, à la noblesse vélocité, à l'absence des poussoirs opposés, le disque comme médiateur responsable du jazz, le gauche ajouté dans les phrases les plus vives comme pince supplémentaire sur la partie haute de la touche. Bref, on pense à la technique digne d'un prodige que l'antidote regrette s'était forgée. Et, de proche en proche, on songe à lui, à son expression si douce et si funambulesque qui le fit ignorer des amateurs purs et durs au profit d'un vaste public moins strict sur les principes, mais pion. Son influence est grande sur le rock.

Si l'on tient absolument à faire le néo-intransigent, on peut toujours s'interroger - l'obsessionnel ne désarme jamais - sur la répétition, le clonage et la douleur d'être. Sinon, on peut écouter ce jeune homme noir à la mode, né dans le nord de Londres, et ses versions heureuses, en forme d'hommage au génie colossal de Wes, de *Get to the Top*, *After hours* ou *So what*. Après tout, il faut bien commencer par un bout. Seule question : pourquoi ce titre générique, *The Antidote*? Antidote à quoi, au juste?

1CD Island CID 9988

Serge Chaloff

Memorial with the People's Rap

Chaloff, le « blue Serge » (Boston, 1923-1957) est et reste le plus bouleversant des barytons du jazz (Harry Carney, Gerry Mulligan...). Une trentaine d'années à moitié de musique pour renverser le jeu, la technique et l'idée de l'instrument. Pas seulement l'instrument, d'ailleurs. Un des grands météores du jazz (Clifford Brown, Fats Navarro...).

Ce disque est une compilation - Dial, Keynote, Savoy, Mercer, Motif - plus extraits de concert au Birdland et il Carnegie Hall. Les vrais amateurs n'aiment pas les compilations (frivolité moderne, ramassés hétéroclites, lagarde-et-michardisme à tous les étages). Les amateurs de « verdad » - qualification d'aficionado - se précipiteront sur celle-ci. Pourquoi? Parce qu'on ne peut pas tout avoir (encore heureux!). Parce que la discographie de Serge Chaloff est difficile à reconstituer. Parce que le générique en est impressionnant : Red Rodney, Miles Davis, Charlie Mariano, Al Haig, Lou Levy, Bill Harris, Oscar Pettiford, Sonny Stitt, Woody Herman...

1CD Coll n° Blue Records, 102.

Rock

Scott Walker and the Walker Brothers

No. 1 - the Best of

Walker, Américain établi en Angleterre depuis le milieu des années 60, fait l'objet d'un culte ancien (on en signale les premières manifestations dès la fin des années 70) et fanatique. Ses premiers succès sont d'autres.

Julian Cope ou Marc Almond. Ces Anglais sont fascinés par l'émotion solennelle du baryton de Scott Walker, par la majesté des arrangements (qui doivent beaucoup à Phil Spector, la démesure, la sensualité en moins). Les chansons de Scott Walker, celles qu'il a écrites, celles qu'il s'est appropriées (dont quelques titres de Brel, dans l'adaptation de Mort Shuman), dessinent un univers entre dépression et mélancolie, sans violence ni révolte. Périodiquement, les Anglo-Saxons (voir David Bowie, époque *Aladdin Sane*; Lou Reed, époque *Berlin*) découvrent les joies du music-hall triste. Scott Walker fut un pionnier en la matière, une surprise pour les Anglais qui ignoraient que depuis des décennies, entre Contrescarpe et Montparnasse, des artistes vêtus de noir explorèrent à grands coups d'accords mineurs la noirceur de l'existence.

Par un curieux effet de bande, Scott Walker bénéficia en France de l'estime de gens que la seule vue d'un disque de chanson rive gauche suffit à faire sortir de la pièce. Pourtant ce sérieux, ce tragique de cabaret détournent des générations entières de la chanson, qui s'adonnent sans retenue aux joies dionysiaques du rock. Juste retour des choses ou ironie de l'histoire, Scott Walker est en passe de devenir une figure pivot de l'histoire du rock sans jamais l'avoir pratiqué. Cette compilation permet au moins de comprendre pourquoi.

Fontana/Phonogram 510 831-2.

Annie Lennox

Diva

Il faudrait sans doute inventer une profession qui serait au rock'n'roll ce que le conseiller conjugal est au mariage. Regardez ces deux moitiés d'Eurythmics. Depuis la séparation du duo, Dave Stewart traîne avec des rockers et ne pense qu'à faire la fête, régressant de la catégorie poids lourds à celle des super-writers. Encore semble-t-il s'amuser. A entendre *Diva*, on croirait qu'Annie Lennox (qui a écrit tous les titres sauf un) a été forcée par ses parents. Rien d'enthousiasme ni d'enthousiasme sur ce disque parfaitement synthétique. Le charme d'Eurythmics a toujours fait la part belle à l'artifice, et personne n'a jamais sérieusement pris Annie Lennox pour une chanteuse soul. Mais ici ses effets vocaux de walkyrie électrique tombent à plat, suite de chansons, engluées dans une soude digitale d'une banalité confondante. Ratage du printemps.

BMG/RCA P078326.

T. S.

Chanson

Indigo

Chantons à voix

Du contre-ténor à la basse, les cinq Indigo, qui viennent tous du chant classique (les Arts florissants, la Chapelle Royale, l'Opéra de Paris), tiennent de la voix dans les arcanes de la chanson : *A Bicyclette*, *Que reste-t-il de nos amours*, la *Javanaise*, mais aussi *Pastourelle*, *Lullaby of Birdland* ou *Stardust*. Quelques staks vocaux décapants, quelques effets à la double suite, mais pas trop, et surtout un alignement à capella impeccable, parfois soutenu d'une touche de piano, de batterie ou de contrebasse. Le swing est bien sûr à la base de l'exercice, et l'ensemble est monté avec soin et intelligence (un très beau *Yesterday*, de Lennon et McCartney). Le festival « Total Vocal » de Malkoff avait permis au début de l'année de redécouvrir les vertus de ces chants « polyphoniques » qui font un joli succès en ce moment (La Squadra, de Gènes, Cas Six, TSF).

Le style est gracieux, mais comporte un piège : la lassitude de l'oreille. Il faut donc une solide dose d'humour et de talent pour nous en faire sortir (dernier modèle du genre, les six Noirs américains de *Take 6* avec la reprise de *An English Man* in *New York*, de Sting, mais aussi un très beau disque de chants de Noël, *He is Christmas*, 1 CD Warner 1599-26665).

1 CD OMD 1530.

V. M.

SANTA M
ET LE SATI

S

كتاب الفصل

CEI de l'URSS... coupé un pan de son hangar, histoire de ménager un plan incliné d'une belle couleur... frappée de la... du marteau. L'emblème - provisoirement ? - remis au placard de l'histoire, a été remplacé par un système de cubes pivotants dont chaque face est peinte d'une couleur différente - rouge, blanc, bleu, vert - façon élégante de combiner la plupart des couleurs de la nouvelle confédération. L'intérieur... désert, en dehors de l'écran géant de rigueur : quelques caisses non... dans un coin, une petite dame à l'air un peu égaré erre... bâtiment désolé. Peut-être un miracle aura-t-il lieu pour la Sainte Russie, le jour de l'inauguration.

Le pavillon des États-Unis, déjà surnommé le « action-gorge » à cause de la forme des deux dômes qui le caractérisent, sera sûrement ouvert à temps. Il faudra attendre la fin juin ou le début juillet pour découvrir cette construction. Plus loin, des grues mettent en place une simili tour Eiffel en faux bronze, à côté de quelques monuments du même « métal ». Ils évoquent les expositions universelles défuntes. Une statue de la Liberté... à la gloire d'El Corte Inglés - les Galeries Lafayette espagnoles. C'est pour cette firme un... essai. Le premier (un château de carton-pâte) a été détruit au début de l'année. La reine Sofia, qui visitait le chantier, demanda discrètement à sa... quel... ce pitreux chef-d'œuvre. La direction du grand magasin fut... presque immédiatement du jugement royal. Deux... plus tard, les bulldozers entraient en action et rasaient le tout. La reine n'est sans doute pas repassée devant ce laissé-pour-compte d'une foire à la ferraille.

Pièce centrale d'Expo'92, au bord du lac, le Pavillon de l'État espagnol propose... d'un cube de 30 mètres de côté, une série de volumes blancs simples, lisibles et singulièrement... le capatain général (architecte : Julio Cano Lasso). Il y est question de faire le grand écart entre la culture la plus raffinée - expositions de quinze grands peintres, de Velazquez à Picasso - et un cours de rattrapage d'histoire et géographie de la péninsule. En prime, bien sûr, le cinéma Omnimax.

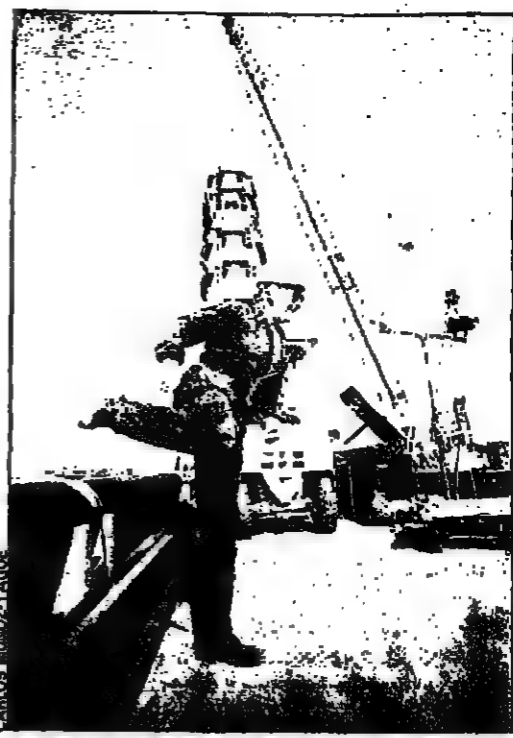
Avec quelques belles réussites, mais aussi quelques inévitables caricatures, les pavillons des dix-sept provinces autonomes, alignés sagement autour du lac d'Espagne, forment l'exposition un ensemble particulièrement réussi, une sorte de collection d'architecture qui révèle une belle vitalité espagnole : le Pays basque aux couleurs stridentes, la Catalogne griffée par Tapies, les Asturies avec sa belle peau de couleur bleu, la Castille-la... un haut aggloméré frappé, la Castille-Leon avec son emboîtement de cube pare-soleil blanc et rouge qui reprend le drapeau de la province, l'Australie et sa colonne azur. En bordure du lac, un centre commercial néo-texan accueille dix-sept cousins d'Amérique latine qui n'ont pas de pavillons autonomes. Le... est moche, les volumes, la couleur, la taille des colonnes, les fresques composées par un sous-Matta et les... d'accès aux étages supérieurs. L'Afrique... est entassée à l'une des portes de l'exposition dans un autre... collectif guère plus heureux.

Dans ce contexte hétéroclite, où alternent heureuses surprises, déceptions et occasions de fous-rires, les pavillons thématiques feront-ils office de plat de résistance ? Replée dans une obscurité qui promet images et magies mais serait bien capable de ne tenir qu'à... l'architecture du pavillon

XV... (Francisco Torres) est celle d'un beau mur d'un patio prometteur, par... part, d'attente. Le pavillon de la navigation et du tour, sur le bord du fleuve, dans la vieille ville, devrait révéler, malgré son... hangar, le parcours le plus riche du... des merveilles, bel hommage à tous les marins du monde et en premier lieu, magie aidant, à l'architecte : Guillermo Vazquez Consuegra.

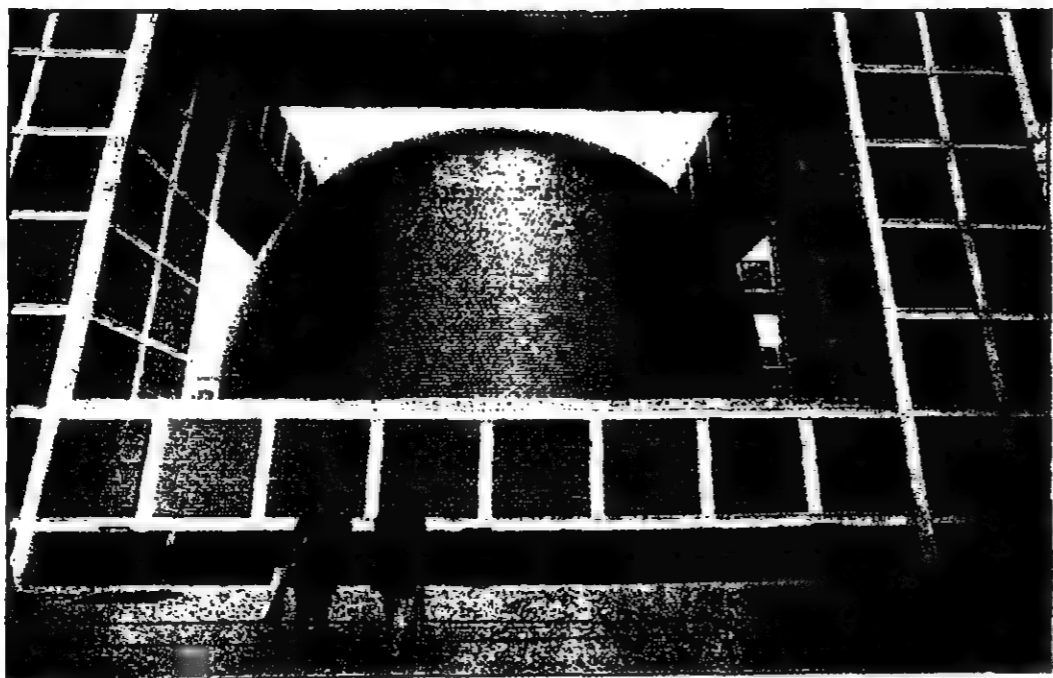
L'architecture de l'auditorium, près du Guadalquivir, offrira 5 500 places en plein air. La... bâtiment, fortement marquée par la technique, lui a valu, aussi, le sobriquet de « grill ». Les Sévillans... de quoi la parler, leurs... n'ont-ils pas, à l'époque de la conquête du Mexique, fait subir aux Indiens quelques supplices de... genre. Faut-il voir dans ce... un bel hommage à l'architecte de Las Casas (1474-1566), le plus généreux d'entre les rejets de cette ville, qui prit la défense de ces mêmes Indiens, victimes passablement... découvertes... par Expo'92 ? Le « grill » est voisin du pavillon de l'Université et du pavillon de l'Environnement. Faute d'en connaître le contenu, on regrettera simplement son architecture si la fois naïve et colossale, transparente et trop présente. Elle est due au célèbre trio catalan Bohigas, Martorell et Mackay. Et on ne peut que rêver mécaniquement en un pavillon des Découvertes, pièce... de l'exposition. Ravagé par le feu, il montre sa... noircie aujourd'hui... de silhouettes géantes... (1). Construit sur une trame carrée, il apparaît comme un hommage, à la limite du plagiat, du projet de Nouvel pour la Tête-Défense. Il est vrai qu'une fois passé le... des découvertes... copies.

F. E. et E. d. R.



Sur le pont de l'Alamillo, une œuvre lyrique... Calatrava.

DÉCOUVERTE Pavillons thématiques



Le pavillon des Découvertes : la salle Omnimax, seule restée de l'incendie.

SANTA MARIA ET LE SATELLITE

SÉVILLE ayant arraché à Chicago l'Exposition universelle de 1992 dont le thème... déjà défini - la Découverte - elle en a simplement modifié le nombre. Ainsi la nouvelle définition - les... - permet de célébrer aussi le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. En même temps, elle obligeait les responsables d'Expo'92 à organiser une partie du... le passé. Cinq pavillons thématiques furent... (XV^e siècle, Navigation, Découvertes, Nature et Futur) puis... la long d'un... nord-sud. Ils... la responsabilité directe des organisateurs d'Expo'92, couvrent une surface totale de 48 000 m². L'ambition de mettre en pratique une « conception muséologique révolutionnaire » utilisant massivement les images, fixes ou animées, les décors, les

et les jeux de lumières. Autre impératif : l'obligation d'être universel et international. C'est-à-dire la plupart du temps.

Le premier retrace l'état de l'Europe à l'époque du premier voyage de Colomb et la capacité des hommes à s'adapter mais aussi à altérer leur environnement et à détruire leurs semblables. La Navigation évoque l'évolution des techniques nautiques, des découvertes. En face du pavillon, une flottille de caravelles... sur le fleuve. Le pavillon des Découvertes, où les concepteurs de « Cité-Cinéma », Confino et Duval, avaient dressé un panorama des grandes inventions du XV^e siècle à nos jours, a brûlé deux mois avant l'ouverture d'Expo'92. Seule la salle Omnimax a survécu au sinistre. La Nature a droit à une serre et à des jardins sur les bords du Guadalquivir. L'un d'eux est un hommage aux espèces végétales d'outre-Atlantique. Le... pavillon, consacré au futur, développe une arcade de granit haute de 16 mètres, sur 250 mètres de long, face à la vieille ville de Séville.

L'énorme bâtiment doit pouvoir s'adapter à d'autres fonctions après 1992. Quatre « sujets » - l'environnement, l'énergie, les télécommunications et l'univers (un planétarium géant) - sont traités ici. Carmen Bueno, responsable de ce... de l'exposition, insiste sur « la collaboration scientifique qui a permis la réalisation de chacun de ces pavillons ». Tous ont largement été subventionnés par les grandes firmes internationales et devraient constituer dans le... Cartuja l'armature d'une... de Disneyland scientifique.

TECHNOLOGIE Imax et Omnimax

L'IMAGE VOIT GRAND

MAX et Omnimax ne sont pas des duettistes comiques mais deux procédés jumeaux d'enregistrement et de projection d'images (très, très grand format) qui font fureur aux quatre coins d'Expo'92. La technique, inventée par des ingénieurs canadiens brevetée par une société de Toronto, vise à démultiplier la qualité de projection pour permettre de montrer des films sur des écrans de plus en plus grands.

Le problème repose sur une donnée technique simple : plus une image impressionnée sur la pellicule est petite, plus son agrandissement lors de la projection sur un écran sera mauvaise. La solution du principe est évidente, il suffit d'impressionner à chaque image une plus grande surface de négatif que celle utilisée pour le 16 mm ou le 70 mm du cinéma classique. Sa mise au point est beaucoup plus compliquée, elle aboutit à des photogrammes de 5 cm sur 7 cm alignés « côte à côte » et non plus l'un au-dessus de l'autre comme sur un film ordinaire. Désormais, la pellicule est... horizontalement et non plus verticalement, dans la caméra comme dans le projecteur.

L'image... un champ de vision énorme, 172 degrés, grâce à un objectif grand-angle spécial. D'où un énorme... « fish-eye », qui déforme les lignes. Elles doivent être rétablies par une autre lentille, déformant en sens inverse lors de la projection. A ce... seulement... jumeaux Imax et Omnimax : le premier procédé se contente de... une projection plane, dans d'une définition

pour... l'utilisation d'un... grande taille. C'est le procédé le plus... utilisé. Omnimax, en revanche, utilise l'anamorphose pour projeter sur une surface courbe, qui enveloppe le spectateur : en termes d'architecture, la salle la plus spectaculaire demeure la Géode de Paris, mais des projections en Omnimax, généralement sur des structures gonflables, ont lieu dans de nombreux... de... aux États-Unis et au Japon.

Imax et, surtout, Omnimax donnent à l'image une présence impressionnante, qui autorise les spectaculaires effets... à partir de vues saisissantes de phénomènes naturels, la meilleure réussite à ce jour demeurant peut-être *The Dream is Alive* filmé à bord d'un... spatial. D'autres sujets ont été abordés avec un certain bonheur, telle la captation d'un grand concert des Rolling Stones. Mais la tentative d'utiliser cette technique pour réaliser un film de fiction, *J'écris dans l'espace*, de Pierre Etaix, n'a guère donné de résultat. Écrire dans l'espace justement, écrire dans le nouvel espace ouvert par cette technique de prise de vues et de projection, demeure une question non... lue.

À côté de la technologie nouvelle Imax et Omnimax, il y aura aussi des films, des films « normaux » à Séville. Dont beaucoup de beaux films. Leur sélection... organisée... deux... Vingt-deux titres évoquent l'architecture à l'écran, du *Bâtir de Perle* de Perle (1939) à *Madame de* de Manuel Gutierrez Aragon (1991) en passant par *Bienvenue Mr Marshall* de Berlanga, *Cet obscur objet du désir* de Buñuel et *la Femme et le Pantin* de Sternberg.

Mais... un panorama... disparait, des classiques américains, en... en emporte le... voisin avec Spike Lee, où se croisent Welles, Eastwood, Alan Rudolph et King Vidor...

JEAN-MICHEL FRODON

théâtre de la bastille
7 au 30 Avril
21h - dim 12h - relâche
HALL DE NUIT
Chantal Akerman
Amah Desclozeaux
13 au 30 Avril
19h30 - dim 15h30 - rel. lundi
LES DELIES
Marc François
76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

DU 9 AU 20
AVRIL
11 h. - 19 h.
jeudis 9 et 16 avril
nocturnes jusqu'à 22 h.
RENSEIGNEMENTS :
Joël GARCIA
Brocante Bastille
2 bis, rue Jules-Bretton - 75013 PARIS
Tél. : (1) 43 31 49 49 - Fax : (1) 43 36 02 01



PETITS PAYS
Riches et pauvres

UNE PRÉSENCE TRIBUTAIRE DE L'ÉCONOMIE

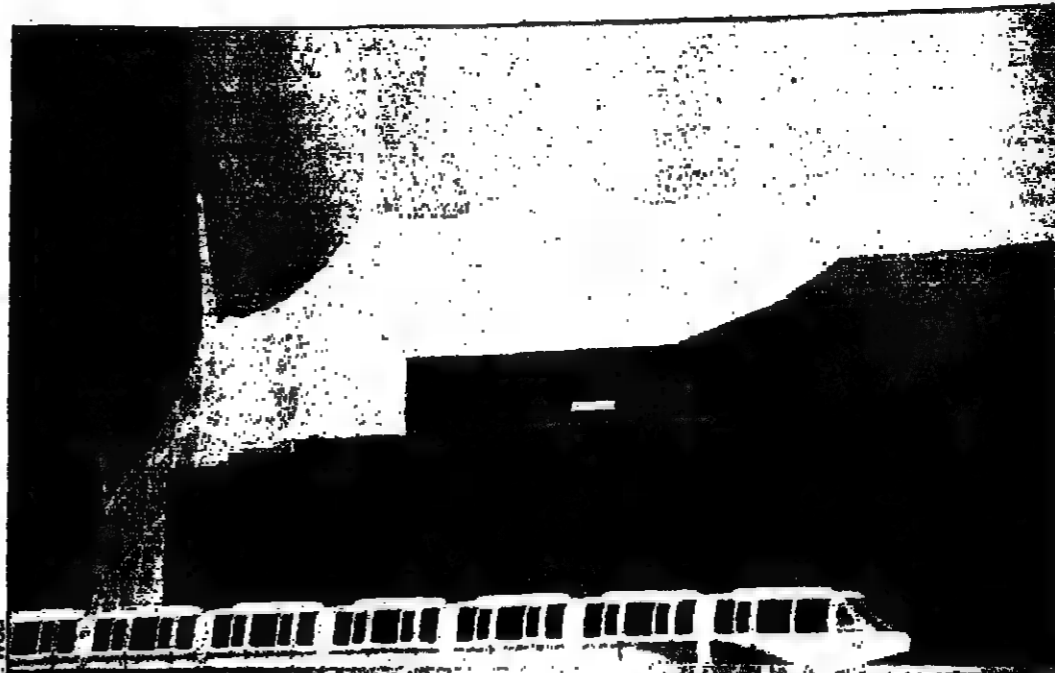
SÉVILLE

de notre envoyé spécial

FIDJI, les Salomon, Tonga, Vanuatu... Même les confettis du bout du monde sont venus à Séville. Amérique latine, Afrique subsaharienne, Asie, au total des dizaines de pays : les organisateurs se plaisent à le souligner, l'Expo '92 est vraiment « universelle » par l'importance de la présence du tiers-monde. Ce n'est pas tout à fait la première fois, mais, n'en pas douter, les petits, les pauvres, les oubliés du développement sont là, aussi, en nombre. Imagine-t-on que l'Espagne aurait pu être fière de l'Expo, si l'Amérique latine avait été l'oubliée de Séville ?

Suivant en cela les recommandations en vigueur depuis l'Exposition d'Osaka de 1970, explique le porte-parole du commissaire général, M. Javier de la Puerta, Expo '92 a levé l'obstacle essentiel : l'argent. Elle a fait construire à ses frais cinq pavillons collectifs pour économiser les moins nantis et se grouper par ensembles géographiques (1). « Ce n'est pas un cadeau », souligne M. de la

Tous les continents sont bien sûr représentés à Séville. Plus étonnante est la présence de petits pays, riches et pauvres, qui ont tenu à figurer sous leurs propres couleurs dans des pavillons distincts. Certains ont dû pourtant, pour des raisons évidentes d'économie, se résoudre à faire pavillon commun. Pour eux, Séville a su se montrer généreuse : trouver des solutions financières avantageuses.



Le pavillon de l'Amérique latine : la banalité d'un centre commercial.

Puerta, puisque ces pavillons, propriété des organisateurs, ne seront pas détruits, mais réutilisés dans le cadre de Cartuja 93. Il s'agit donc d'un « investissement », qui contribue au prestige de Séville. Ainsi le pavillon de l'Afrique deviendra-t-il le siège de la formation de la Confédération des chefs d'entreprise andalous (CEA).

Ces pays bénéficient aussi d'un « paquet de services », selon l'expression de M. de la Puerta, sous la forme de prêts à taux très préférentiels. Cela représente, indique-t-il, 5 000 milliards de pesetas (environ 266 millions de francs), soit à peine 3 % du budget des organisateurs de l'Exposition. Séville, qui disposait de tarifs réduits, a ainsi alloué les billets d'avion à des tarifs spéciaux. « Mettre de l'eau dans le lac d'Espagne nous a coûté cent fois plus cher », précise M. Timothy Chapman, directeur de « Plaza de Africa » (2).

Grâce à ce système, des pays parfois aux prises avec de terribles difficultés financières sont présents à Séville,

même s'ils n'ont qu'un stand dans un ensemble. Au demeurant, affirme M. de la Puerta, « nous n'avons rien imposé à personne ». Ainsi les Latino-Américains ont proposé d'eux-mêmes cette solution collective. Les pavillons de l'Amérique latine par l'Expo n'ont, malgré tout, pas toujours échappé aux convulsions politiques ou aux difficultés du moment. La Zambie, prévue dans le pavillon africain, a dû faux bond. La guerre du Golfe, quatre pays arabes - l'Irak, le Yémen, la Jordanie et l'Égypte - avaient prévu un pavillon commun, tandis que la Libye envisageait un pavillon personnel. La guerre a modifié la physionomie de la représentation arabe à l'Expo. Tripoli a renoncé à son pavillon, la Ligue arabe et la Syrie ont remplacé dans le pavillon collectif l'Irak et le Yémen.

Pour ces « pauvres », qui ne peuvent oublier qu'ils ne sont qu'invités à la table des grands, que peut représenter Séville 92 ? En contrepartie de ses « largesses », l'Expo a reçu un « cadeau » de

ÉTATS-UNIS Les réticences

C'EST ENCORE LOIN L'AMÉRIQUE

Du côté de l'Etat fédéral, on avait bien senti que Séville était l'occasion de séduire le grand marché unique des 320 millions d'Européens. Le Congrès n'a pas suivi, et les Etats-Unis, s'ils ont bel et bien là, ont donc rabattu leurs prétentions. Et on n'est pas sûr que les Américains se précipiteront à l'Expo.

WASHINGTON
correspondance

DANS un communiqué de presse, United States Information Agency (USIA), qui a la responsabilité de la participation des Etats-Unis aux grandes expositions internationales, indiquait récemment que la présence américaine à l'Expo '92 illustre l'intention de l'Amérique « d'être compétitive sur le marché de 320 millions de consommateurs et d'intégrer la Communauté européenne en 1992 ».

Cet sentiment ne semble pas être partagé par le Congrès, qui estime que les Etats-Unis diplomatiques et culturels à tirer de la participation américaine à Séville ne sont pas tels qu'ils justifient une augmentation du financement fédéral, actuellement fixé à 11 millions de dollars. La Chambre des représentants a insisté sur la nécessité d'un financement privé. Ainsi, aux 4 millions de dollars (environ 22 millions de francs) de contribution initiale du secteur privé, s'ajoutent 11 millions de dollars venant des grandes entreprises, parmi lesquelles Ford, IBM, General Motors,

Coca-Cola. Aussi, USIA considère-t-elle la coopération entre les secteurs public et privé sans précédent. Néanmoins, les restrictions budgétaires et l'isolement latent renforcés par les difficultés économiques du moment expliquent une certaine indifférence du grand public, insuffisamment informé de l'Expo '92, et incitent les parlementaires à recommander au gouvernement fédéral de faire des économies. L'abandon du projet initial de construction du Pavillon américain. Une décision qui a provoqué des critiques et des commentaires amers dans les médias. De grands journaux comme le New York Times et le Washington Post ont parlé de « fiasco », de « déception », d'« une perte de projet d'une image digne d'une grande nation dynamique ».

Les structures métalliques du Pavillon américain, essentiellement temporaires, et les expositions antérieures, représentent une économie sensible, environ la moitié de ce qui avait été prévu pour la construction de cinq pavillons indépendants permanents du projet initial. Les autorités ont, en fait, vivement critiqué ce projet ainsi que son auteur, M. Barton Meyers, qui a été « arrogant pour avoir fait preuve d'égoïsme » en préférant son projet plutôt que d'accepter les modifications et sa réduction, commandées par les contraintes financières disponibles. A ceux qui déplorent ou s'indignent de ce changement, les milieux officiels répondent avec un certain détachement que « l'Expo '92 n'est pas une œuvre d'architecture, mais une œuvre d'édification ».

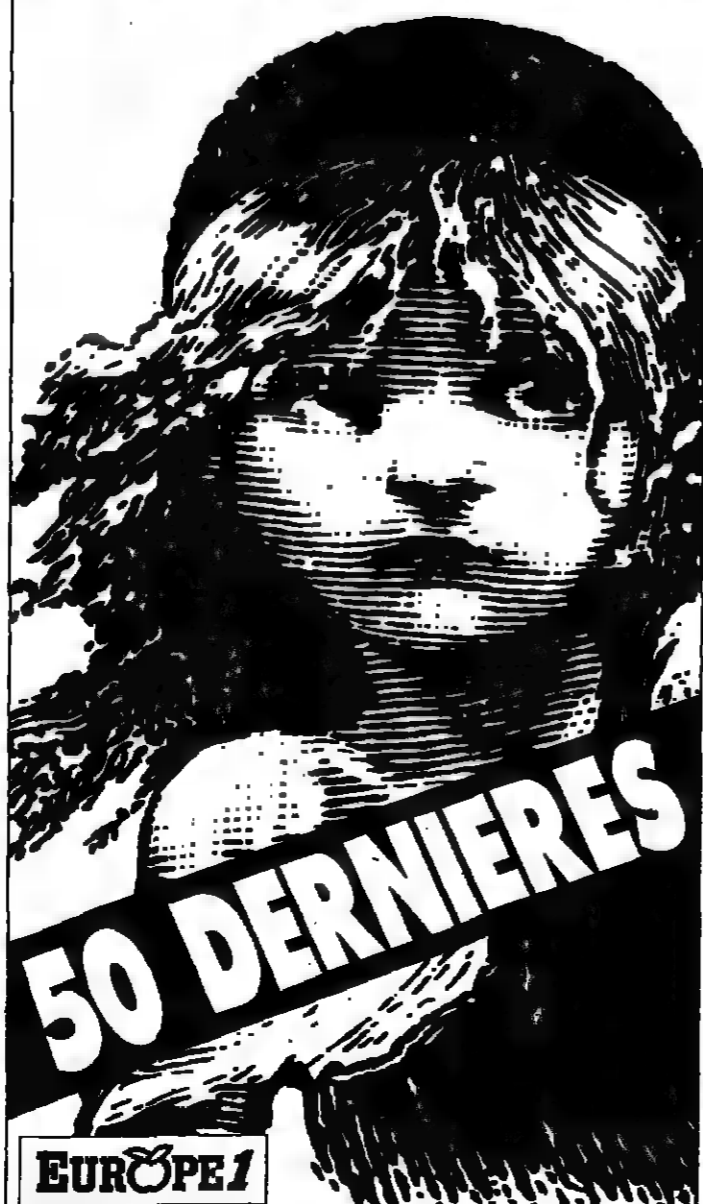
M. Frederick Bush (aucun rapport avec le président), commissaire américain à Séville, a ajouté qu'il n'y avait pas lieu d'apprécier un projet uniquement en fonction des dépenses dans sa réalisation, mais qu'il fallait tenir compte des diverses prestations (musique classique, jazz, sport, etc.) qui auront lieu à l'intérieur du pavillon. « Il s'agit d'un spectacle de qualité qui plaira à nos visiteurs », a dit M. Bush, en soulignant, au demeurant, qu'il n'avait reçu aucune plainte ni subi aucune pression en vue d'augmenter ou d'améliorer la participation américaine.

En privé, les milieux officiels admettent que l'effort de promotion n'a pas été suffisant pour toucher le public et augmenter le nombre de touristes américains dont on espère cependant qu'il dépassera le demi-million. Si l'importance de l'événement n'a pas échappé aux grandes sociétés, elle n'a pas été clairement perçue par les millions d'Américains qui, pendant la période de récession et de chômage, ont d'autres préoccupations.

HENRI PIERRE

MOLIERES 1992 meilleur spectacle musical

Les Misérables



50 DERNIERES

EUROPE 1

LA COMEDIE MUSICALE D'ALAIN BOULOU ET CLAUDE-MICHEL SCHNORRER D'APRES L'ŒUVRE DE VICTOR HUGO

T.H.E.A.T.R.E.

MOGADOR LOCATION 48 78 04 04

THEATRE, AGENCES, BILLETTEL-FNAC, VIRGIN-MEGASTORE, MINITEL 3615 CODE THEA

DISPONIBLE EN DOUBLE CD, LP SUR DISQUES TREMA

UNE COPRODUCTION CAMERON MACINTOSH - HACHETTE PREMIERE ET CIE - UGC

هكذا من النضال

lité : « Aussi petit que soit le pays, souligne le porte-parole du commissaire général, nous n'avons pas permis que soit faite quelque chose d'indigne. » Le Sénégal, tout comme le minuscule Cap-Vert, a été « l'un des meilleurs pays » du Pavillon africain, selon M. Chapman. Responsable du pavillon du Sénégal, M. Abdoulaye Diop lui répond en citant l'ancien président Senghor : « Il ne faut pas rater les rendez-vous du donner et du recevoir... » Tous les pays, surtout les plus pauvres et les moins connus, veulent, évidemment, offrir une vitrine avenante aux investisseurs et aux touristes. Il s'agit aussi de montrer qu'on peut être dénué et riche de culture, de traditions, de « potentialités ». Mais il y a plus. Pour les exclus, les quasi-lassés-pour-compte de la communauté internationale que sont les pays de l'Afrique subsaharienne, être à Séville, cela permet, dit M. Diop, « d'être dans le bain universel ».

Certains pays ont décliné l'offre de pavillon collectif, pas forcément par hostilité aux autres colocataires mais parce qu'ils poursuivaient un dessein particulier. C'est le cas du Chili, qui, pour 12 millions de dollars (environ 66 millions de francs), s'est payé son propre pavillon. « C'est un choix politique », résume M. Roberto Duran, commissaire adjoint du pavillon : le Chili, notamment vis-à-vis de l'Europe, veut faire oublier la dictature, le général Pinochet. Craignant de ne pas parvenir à briser cette image en se fondant dans la masse de ses voisins sud-américains, il a donc décidé très vite – et « coûte que coûte », dit M. Duran, pour un pays aussi éloigné de l'Espagne que le Japon – de se payer son propre pavillon, avec, de surcroît, des matériaux, bois et cuivre, importés du Chili. Le gouvernement a apporté les deux tiers du financement, les entreprises le reste. Le calcul est aussi économique : « Le Chili exporte vers l'Europe peut-être plus de 3 milliards de dollars par an. Au fond, 13 millions de dollars, ce n'est pas excessif. » Le Chili, enfin, est en contact avec des institutions espagnoles susceptibles de lui racheter le pavillon après l'Expo.

Bien plus petit que la plupart des pays latino-américains qui ont choisi d'avoir un pavillon individuel, Porto-Rico a suivi une démarche similaire : cette île des Caraïbes, associée aux États-Unis, a été le premier pays à répondre à l'invitation des organisateurs de l'Expo. Porto-Rico voulait, de toute façon, avoir son pavillon – quoi que fassent ses voisins des Caraïbes, qui se sont finalement groupés dans un pavillon

Caraïbe commun. Là encore, il s'agissait – pour 17,2 millions de dollars (environ 94 millions de francs) – de sortir du lot, afin de dissiper quelques clichés : dans l'opinion internationale, s'agissant de Porto-Rico, « l'unique point de référence, c'est West Side Story », reconnaît volontiers M^{me} Eira Pineiro Biddle, directrice du pavillon. Porto-Rico voudrait enfin s'échapper des poncifs misérabilistes pour apprendre au monde que l'île est, par exemple, le troisième exportateur latino-américain et le deuxième exportateur pharmaceutique du monde.

Parmi les pavillons collectifs des Petits Poucets de l'Expo, figure celui des îles du Pacifique sud. Alors que la plupart des participants jouent la carte de la modernité, avec des alliances de métaux, de verre et de minéraux, ces petites îles ont construit, avec comme décoration des sculptures mélanésiennes, un ensemble tout simple de trois paillettes traditionnelles – presque sans autres apports que du bois et des végétaux – confiées aux soins d'ouvriers fidjiens qui ont un peu le mal du pays. Ce pavillon – « mignon », « adorable », dit-on chez les autres exposants, – est sans doute le plus humble, et en cela l'un des plus attachants de Séville, l'un de ceux qui symbolisent le mieux la présence des plus pauvres. Colocataire de ce pavillon collectif, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est un cas unique à Séville : elle a aussi son propre pavillon. Avec son territoire grand comme l'Espagne, peuplé de seulement quatre millions d'habitants, avec d'importantes ressources en matières premières – or, cuivre, pétrole, café – qu'elle juge trop méconnues, la Papouasie, qui se présente en toute simplicité comme « l'Eldorado du Pacifique sud », a tenu à se distinguer des mini-États de la paillette collective. Dans son pavillon, conçu par un musicien canadien intarissable sur les beautés du pays, elle présente des galeries de mine, des papillons géants, des oiseaux de paradis, mais aussi un espace réservé au business. Et le nécessaire a été fait, en matière de cérémonie religieuse, pour qu'un esprit positif plane sur le pavillon.

Le financement de l'ensemble paraît, lui aussi, relever en partie de la bienveillance des esprits : les sponsors ont payé la moitié, le gouvernement l'autre moitié, mais « sans toucher au budget » de l'État, précise le commissaire général, M. Camillus Narokobi. Comment ? Réponse énigmatique de M. Narokobi : « C'était une décision du gouvernement, le gouvernement a trouvé l'argent ».

D'autres – et pas forcément ceux qu'on attendait – ont eu plus de problèmes : bien plus proche de l'Espagne que la lointaine Papouasie, la petite Irlande a failli ne pas venir. M. Jerry Petrie, le directeur du projet irlandais, hoche la tête avec un peu d'accablement, en évoquant les sponsors qui se sont dérobés, la maigreur du budget – 4,5 millions de livres irlandaises (environ 40 millions de francs), à peine un peu plus de 10 % du budget total du Pavillon français. Mais l'Irlande tenait à sa première participation à une expo universelle, la seule occasion d'ici à la fin du siècle, et moins d'un an avant l'ouverture du marché unique, pour se faire connaître de ses partenaires européens.

Pauvre mais fière de son Histoire, l'Irlande y consacre une bonne part de son pavillon. Elle exposera les uniformes de généraux irlandais qui s'engagèrent dans l'armée espagnole, après qu'au XVI^e siècle les deux pays alliés eurent vainement tenté de battre l'armée anglaise. La Grande-Bretagne, juste en face du pavillon de Dublin, appréciera-t-elle cet aimable rappel historique ? M. Petrie éclate d'un grand rire : « Ce sont les faits ! »

Encore plus petit que l'Irlande, mais beaucoup plus à l'aise, le Luxembourg a eu un problème exactement inverse : il lui fallait gérer l'image de sa richesse : « Que peut bien montrer le Luxembourg ? Ses banques ? » Cette réflexion, entendue dans les allées de Séville, témoigne de l'ampleur du problème. Le gouvernement a préféré se passer de sponsors plutôt que risquer de devenir une vitrine des compagnies financières de son pays : les banques ne sont pas mises en valeur, « afin d'éviter, à une exposition universelle, de paraître vouloir faire de la propagande pour un secteur où la concurrence est très vive », dit pudiquement le commissaire général, M. Jean Hamilius. Résultat : le Luxembourg montre sa nature, son acier, la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT), pas les banques. Elles sont cependant là, mais sous la forme discrète d'un jeu informatique : un simulateur d'investissements. Solution astucieuse et presque morale : après l'Exposition, ce jeu pourrait être utilisé par les banques pour la formation de leur personnel.

Toutes proportions gardées, la principauté de Monaco avait le même problème que le Grand-Duché : sortir de l'image convenue de paradis des jeux, donner une « image sérieuse », souligne M^{me} Jacqueline Berti, l'une des responsables du pavillon. La Prin-

cipauté a saisi l'occasion pour montrer que le prince Rainier se préoccupe d'écologie et pour souligner « les attaches de Monaco avec la mer ». Au prix d'innombrables précautions, d'un voyage de trente-six heures de camion et d'un ravitaillement en eau de mer dans la Méditerranée espagnole, ses responsables ont transporté deux cent cinquante kilos de poissons (vivants) qui doivent reconstituer un « biotope méditerranéen », dans un aquarium constituant l'attraction centrale du pavillon.

La façade de la petite et si lointaine Nouvelle-Zélande suscite bien des sarcasmes avec sa pointe rocheuse artificielle, censée représenter le paysage qui s'offrit aux yeux du capitaine Cook lorsqu'il découvrit le pays. En fait, cette façade est tout simplement à l'image des Néo-Zélandais eux-mêmes, ruraux simples, aimables et, parfois, de leur propre aveu, un tantinet naïfs. M. Ian Fraser, commissaire de la Nouvelle-Zélande, explique volontiers qu'il lui fallait être concret, spectaculaire, parce que, dit-il, « je veux que l'extérieur de notre pavillon vende mon pays ».

Le pavillon de la Nouvelle-Zélande est une véritable « joint-venture » entre le gouvernement et des entreprises. Après les décennies d'interventionnisme du gouvernement travailliste, les Néo-Zélandais ont viré leur cuti libérale en 1990 et appliqué à leur pavillon les principes de leur nouvelle doctrine, avec l'enthousiasme des néophytes. Ils avaient déjà participé à l'Exposition d'Osaka, mais c'est la première fois qu'ils se lancent dans une telle aventure à près de vingt mille kilomètres de chez eux. Pour la petite entreprise Nouvelle-Zélande, comme pour beaucoup d'autres, l'Expo est d'abord une formidable occasion de se faire connaître auprès de l'énorme marché de l'Europe de 1993. Elle se sent maintenant prête, à son échelle, à relever le défi : « A Osaka, en 1970, dit M. Fraser, nous avions présenté des moutons. A Séville, en 1992, nous présentons les produits issus du mouton ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

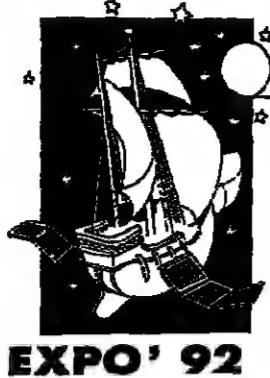
(1) Dix-sept pays sud-américains sont groupés dans le pavillon « Plaza de America », quatorze Africains se retrouvent dans l'ensemble « Plaza de Africa ». Le pavillon des Caraïbes compte onze pays, celui des îles du Pacifique sud, sept. Trois pays arabes partagent avec la Ligue arabe le même pavillon.

(2) Le lac d'Espagne est un lac artificiel bordé notamment par le pavillon de l'Espagne et par ceux des régions autonomes espagnoles.



Conçu par les Suisses, le train monorail qui relie les principaux équipements de l'île de la Cartuja.

CARLOS MUNOZ-YAGUE



LA RECONVERSION
d'équipements coûteux

QUE SONT LES EXPOS DEVENUES

SEVILLE 1929

QUAND les Sévillans, il y a quelques années, ont entendu parler du projet de l'Exposition universelle, le moins que l'on puisse dire est que celui-ci n'a guère suscité l'enthousiasme. Le « flop » de l'exposition ibéro-américaine de 1929 était encore dans toutes les mémoires. A sa clôture, le 21 juin 1930, « un long calvaire a commencé pour Séville, explique Francisco Narbona. L'interminable histoire des dettes de l'Expo, prétexte pour justifier les graves carences de la ville, une histoire qui n'était pas achevée un quart de siècle plus tard ».

Les Sévillans ont en effet payé une surcharge d'impôts jusqu'en 1972. Recommencer alors ? Les amateurs de boutades ont vite fait le rapprochement : « Entre 1929 et 1992, il n'y a qu'une intervention de chiffres qui portent la poisse. Une fois, cela suffit ». L'Expo de 1929 a laissé des traces amères. Il aura tout d'abord fallu dix-neuf ans pour que l'idée devienne réalité entre l'adoption par le congrès des députés, en décembre 1910, de la première subvention et l'inauguration, le 9 mai 1929. Entre-temps, il y eut la première guerre mondiale, mais également des rendez-vous manqués pour cause de travaux non terminés, de vicissitudes politiques et de querelles. Certains des promoteurs étaient déjà morts, et l'architecte principal, Anibal Gonzalez, à qui l'on doit la magnifique place d'Espagne, était souffrant et désemparé (il mourra le 31 mai) lorsque enfin le roi Alphonse XIII inaugura officiellement l'Exposition. Dix jours plus tard, le 19 mai, le souverain ouvrait également à Barcelone une exposition internationale.

Comme cette année, Séville et Barcelone étaient déjà, à cette époque, des carrefours internationaux. Si Barcelone connut un succès touristique plus important, Séville ne parvint pas à attirer les foules. Les difficultés économiques et le krach de la Bourse de New-York, le 24 octobre, compromirent définitivement les maigres espoirs de réussite.

Pourtant, l'Expo de 1929, en dépit des aléas, fut un événement qui a considérablement marqué la capitale andalouse. Elle a laissé des traces durables dans cette cité qui comptait alors cent cinquante mille habitants. Outre la place d'Espagne qui était au cœur de la manifestation, la plupart des bâtiments des vingt nations représentées sont toujours là, le long de l'avenue de la

De Séville en 1929 à Bruxelles en 1958, de Montréal en 1967 à Osaka en 1970, États et entreprises ont conçu des projets grandioses sans vraiment penser à leur amortissement. Après la fête, on a partout hésité entre le commerce et les loisirs, ou les deux à la fois. Souvent, une même plainte s'est élevée : celle des contribuables.

Palmera, voie qui fut tracée à cette occasion. Certains des édifices sont aujourd'hui utilisés par des administrations ou servent de musées et de consulats. D'autres constructions, les pavillons régionaux, celui de l'agriculture, la place des Conquistadors et le parc d'attractions ont disparu. Mais que serait Séville sans le parc Marie-Louise, l'hôtel Alphonse-XIII, le Théâtre Lope-de-Vega, le stade du Béis, tous hérités de l'Expo. Son site est aujourd'hui le lieu de promenade favori des Sévillans.

Il est étonnant de noter les similitudes qui existent entre les deux événements. En 1929 aussi, en raison de la nature de l'Exposition, on avait reconstruit l'une des caravelles de Christophe Colomb, la Santa Maria. On célébrait déjà les découvertes, le Nouveau Monde et les techniques nouvelles. L'attention du roi fut attirée par une machine à écrire spécialement fabriquée en son honneur : elle pouvait rédiger des proclamations en caractères gothiques. Le dirigeable allemand, le fameux Zeppelin, fit son apparition à plusieurs reprises dans le ciel andalou. Un train miniature faisait déjà en 5 kilomètres le tour de l'Exposition comme aujourd'hui le téléphérique.

Soixante-trois ans plus tard, un nouveau rendez-vous avec l'Histoire a été pris. Cette fois, il ne s'agit plus de célébrer l'amitié « ibéro-américaine », mais de faire de Séville le centre du monde pendant six mois. D'ici à 2055, date probable du prochain rendez-vous des Sévillans avec une exposition internationale, on aura le temps de tirer toutes les leçons de cette nouvelle aventure.

M. B.-R.



Place d'Espagne, souvenir de l'exposition de 1929.

EMILE LINDER/GRAPHO

L' A V E N I R
de l'île de la Cartuja

DU PLOMB DANS L'AILE

Le 12 octobre, Expo'92 fermera ses portes. L'île de la Cartuja ne retournera pas aux démons du Guadalquivir. Le formidable outil installé sur ce petit périmètre est déjà un enjeu, l'objet d'un débat qui ne fait que commencer. Comment et à quoi utiliser à l'avenir ce noyau d'infrastructures de haut niveau, l'un des espaces européens les mieux dotés en technologies ? Au mois d'octobre 1991, une société anonyme au capital public s'est créée pour la réutilisation et la mise en valeur des équipements. Son conseil d'administration, composé à 51 % des représentants de l'Etat, 44 % du gouvernement andalou et 5 % de la ville de Séville, a décidé de faire de l'endroit « un centre de recherche et de développement », une sorte de laboratoire du futur.

Très vite, on s'est rendu compte que le projet PINTA (Projet de recherche sur les nouvelles technologies en Andalousie) était beaucoup trop étroit dans sa définition et en tout cas pas suffisamment ouvert pour inciter les entreprises qui avaient investi sur le site à y rester. La Confédération andalouse des entreprises (CEA) a demandé plus de souplesse, indiquant que la recherche, séparée de ses débouchés, n'avait pas grande

signification. Le gouvernement andalou souhaitait pour sa part rester fidèle à l'idée de départ : celle de la recherche et du développement. L'Etat ne savait pas très bien quelle était la meilleure solution. Et la ville de Séville faisait valoir l'argument touristique et la rentabilisation d'une infrastructure hôtelière. Chacun plaçait pour sa chapelle.

Le 25 mars dernier, le conseil d'administration de Cartuja 93 a décidé d'accepter l'idée du maire de Séville et de réserver une partie du site à un parc ludique et culturel situé autour du lac. Bizarrement, le projet municipal, qui avait suscité les foudres du gouvernement socialiste andalou, a été accepté. M. Alejandro Rojas-Marcos veut désormais lancer un concours international et visiter des centres comme Epocot aux Etats-Unis pour se faire une idée. L'idée originelle tient pourtant toujours la route, mais sur une superficie réduite.

A ce jour, une vingtaine d'entreprises ont manifesté leur désir de rester dans l'île en signant un protocole qui leur permet d'utiliser leurs constructions à partir du 31 mars 1993 et cela pendant quarante ans. Un tiers des pavillons environ, dont celui de la France, devaient également être réutilisés. Les autres doivent rendre le terrain « dans l'état dans lequel ils l'ont trouvé ».

Pour l'instant, il faut bien avouer que les responsables de Cartuja 93 donnent l'impression de ne pas véritablement savoir ce qu'il adviendra du site en dehors de la répartition effectuée en trois zones : ludique et culturelle, recherche et développement, administrative et services. Il convient encore de concrétiser formellement ces concepts. Le souci premier est d'éviter la spéculation sur des terrains que l'Etat a mis en valeur pour le bénéfice d'entreprises ou d'un Lunapark quelconque. Il est pourtant clair que l'ambitieuse idée initiale a déjà du plomb dans l'aile.

M. B.-R.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

RELAIS BELLMAN 47-23-34-42 Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. 37, rue François-1^{er}, 8^e F. sans dim.

LE RELAIS D'EGUSHEIM 47-23-34-42 Les RAYOLES DU ROYAL. Salles aux couleurs. FLEET à l'ESTRAGON. Ouvre de jour.

LE MAHARAJAH 43-34-26-07 T.L.J., service cont. de 11 h à 2 heures du mat. Refrains et flûtes de mer toute l'année. Poissons du marché. Chocros. Menu-carte 160 F (est., plat, dessert, café, vin comp.). Repas d'aff.

LE SYRABITE 43-34-26-07 L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5^e M^e Maubert. T.L.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accueil jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F.

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Maison du XVII^e s. Décor d'effluve, d'après chaudières. CUISINE TRADITIONNELLE. Menu à 160 F. SOIRÉE JAZZ au fin de semaine.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. ses contin. de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

La bonne adresse du quartier.

HUITRES TOUTE L'ANNÉE.

POISSONS DU MARCHÉ.

Plats traditionnels. Vins à découvrir.

DÉCOR « Brasserie de luxe ».

JARDIN D'HIVER.

T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.

6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

مكتبة الأنجلو

BRUXELLES 1958

SUR tous les plans, national et international, la Belgique fut servie par les événements, en 1958. Depuis l'intronisation de Baudouin I^{er}, la « question royale » était enfin réglée, après le débat ouvert par l'attitude controversée de Léopold III face à l'occupant nazi. Les esprits commençaient aussi à s'apaiser au terme d'un affrontement entre partisans et adversaires de l'école libre. L'industrie redémarrait; l'entrée en vigueur (le 1^{er} janvier) du traité instituant le Marché commun allait entraîner une rapide augmentation des exportations d'un royaume prospère et momentanément réconcilié.

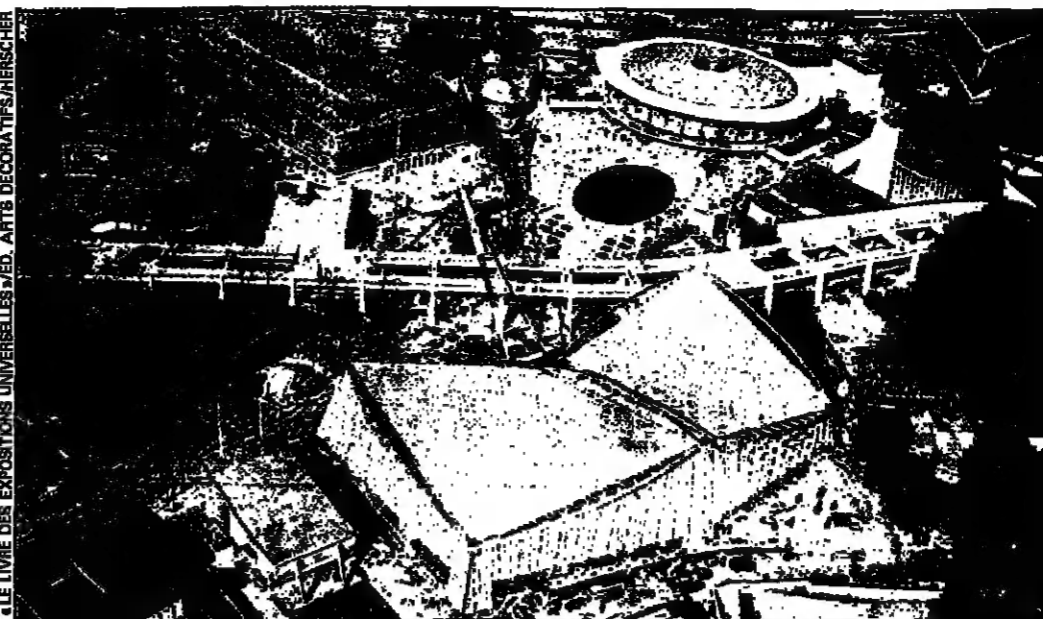
Certes, la guerre froide battait son plein, moins de deux ans après l'écrasement de l'insurrection hongroise. Mais l'Exposition universelle de 1958 était la première depuis la fin du second conflit mondial. Le Spoutnik était exposé dans le pavillon soviétique. Parmi les spectacles donnés dans une ville en fête, le Bolchoï rivalisait avec une troupe japonaise, tandis qu'Herbert von Karajan dirigeait une Neuvième mémorable. Côté belge, un des succès revenait au pavillon du Congo. On ignorait alors quels drames allaient accompagner, deux ans plus tard, une indépendance que personne ne songeait à préparer.

L'exposition donna un coup d'accélérateur aux grands travaux urbanistiques déjà entrepris dans la capitale, pour le meilleur et pour le pire. « Le charmant boulevard Léopold-II fut écrasé par un viaduc. L'avenue Louise, la rue de la Loi et la rue Belliard furent transformées en

autoroutes urbaines », écrit André Monteyne dans son livre *Les Bruxellois* (Editions Vander, Bruxelles, 1982). Les avis restent aujourd'hui partagés : à l'actif de l'Expo, certains tunnels urbains; au passif, des destructions intempestives.

Si les pavillons des Etats-Unis et de l'URSS sont les plus visités, si celui de la France séduit et si le plus audacieux est sans doute le pavillon de la firme Philips, conçu par Le Corbusier, le symbole de l'Exposition universelle de 1958 demeure évidemment l'Atomium. C'est un ensemble de neuf grandes sphères reliées entre elles par des tubes et représentant une molécule de cristal de fer agrandie cent soixante-cinq milliards de fois. L'ingénieur André Waterkeyn, qui conçut l'ouvrage, dirigeait la Fédération des entreprises de fabrications métalliques. Les Hauts-Fourneaux et les Acieries belges financèrent cette « construction grandiose, illustration des techniques nouvelles qui conditionneront la vie des hommes de demain ». L'ouvrage est resté debout et il constitue une de ses principales attractions touristiques. L'ascenseur qui conduit les visiteurs en haut de ses 102 mètres a déjà fait plus de six millions de voyages, authentifiés par un compteur.

La nuit, éclairé par des projecteurs, l'Atomium a encore fière allure. A l'intérieur, on constate sans surprise que les matériaux modernes vieillissent. Des expositions didactiques ont lieu dans les sphères inférieures, reliées entre elles par d'étroits escaliers mécaniques. Claustrophobes s'abstenir. Sur la plate-forme du sommet, la perspective est gâchée par les horreurs de béton et d'acier avoisinantes et par les 17000 places de par-



De grandes réalisations et des destructions intempestives.

king d'un site qui sert à toutes sortes d'expositions commerciales. A défaut d'avoir laissé une trace dans l'art, l'exposition de 1958 aura consacré une évolution des esprits en matière de promotion de la femme. Des centaines d'hôtesse y trouveront leur premier travail rémunéré. Certaines gagnent aujourd'hui leur vie à l'Office

de tourisme et d'information de Bruxelles, créé pour la circonstance, alors qu'il n'existait qu'un vague syndicat d'initiative. Elles gardent un souvenir ébloui de l'événement et elles vont revivre ce moment de leur jeunesse, ensemble, à Séville.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

OSAKA 1970

LES Japonais avaient décidé d'étonner le monde et, pour l'époque, l'Exposition d'Osaka fut la plus grande Exposition universelle jamais réalisée. Elle occupa un site de 330 hectares dans la banlieue de la ville, dont l'aménagement avait été financé par le ministère du commerce et de l'industrie (MITI) pour un coût de 100 milliards de yens qui représenteraient en monnaie d'aujourd'hui le triple de cette somme (soit 13 milliards de francs). Entretoiles de métal, arabesques de verre et de plastique, le tout baigné dans un halo d'exotisme, l'Exposition comptait trente-deux pavillons japonais, dont le plus grand avait la forme d'une fleur de cerisier. Soixante-seize pays étrangers étaient représentés.

Les villes japonaises sont trop gigantesques et changeant trop vite pour qu'elles soient profondément marquées par un événement, fut-ce une Exposition universelle. Aujourd'hui, Senri est devenue une banlieue d'Osaka et le site de l'Exposition a été transformé en un grand parc culturel et naturel qui, tous deux, se fondent dans la nébuleuse urbaine de la

seconde métropole de l'archipel. Le parc de la Commémoration de l'Exposition universelle est géré par une fondation qui a bénéficié des profits (18 milliards de yens) obtenus grâce à un nombre de visiteurs supérieur à celui qui était attendu. La même démarche (création d'une fondation) a été suivie pour l'administration des parcs, issus de l'Exposition océanographique d'Osaka, en 1975, puis de l'Exposition florale d'Osaka de 1990.

Le parc de la Commémoration de l'Exposition d'Osaka, dominé par la gigantesque, et quelque peu grotesque composition de Taro Okamoto trônant sur la place du Soleil, comprend de larges espaces de verdure, un complexe de divertissement et un ensemble d'infrastructures culturelles (dont le célèbre Musée ethnologique, un Musée national d'art international, un Musée de l'Exposition et un pavillon de la littérature étrangère). Le parc de divertissement accueille 1,8 million de visiteurs par an et le parc culturel et naturel 1,2 million.

L'Exposition d'Osaka donna lieu à de grands travaux annexes et le projet, dans son ensemble, ne fut pas exempt de visée spéculative. Le site de l'Exposition fut

en effet choisi à proximité du lieu où les promoteurs entendaient construire une ville nouvelle (aujourd'hui, Senri New Town). Comme souvent, le maelström engendré par le grand événement qu'était l'Exposition facilita les expropriations (essentiellement des terres cultivées ou laissées en friche). La création d'une ligne de métro, mettant Senri à trente minutes du centre (plus un monorail desservant le parc), contribua aussi à faire monter le prix des terrains. On eut recours récemment au même procédé – un grand événement servant de couverture à des opérations de promoteurs immobiliers – pour le réaménagement du front de mer de la ville de Yokohama.

Le thème de l'Exposition d'Osaka – « Le progrès humain dans l'harmonie » – était caractéristique d'une époque. Gouvernement et milieux économiques voulaient mettre l'accent sur l'harmonie, précisément au moment où les coûts humains de l'expansion de la décennie précédente étaient devenus évidents. La fin des années 60 et le début de la décennie suivante furent en effet marqués par les retombées négatives de la

période de haute croissance (urbanisation sauvage, pollution). Ce festival du modernisme triomphant et cette apothéose des technologies que fut l'Exposition d'Osaka coïncidaient avec l'apparition des symptômes d'un malaise social évident : grandes manifestations étudiantes, dérive terroriste de l'Armée rouge qui détournait son premier avion vers la Corté du Nord au moment précis de l'ouverture de l'Exposition, réactions contre les meurtrières maladies de la pollution.

Sur le plan politique, le début des années 70 fut notamment caractérisé par le basculement à gauche des municipalités (à commencer par Tokyo, Osaka ou Kyoto) qui éliminèrent des mairies soutenus par l'opposition. Les communistes, faisant valoir que les sommes investies auraient pu servir à construire des logements, refusèrent de participer à la cérémonie d'inauguration. Harmonie? L'événement donna lieu aussi à l'une des plus importantes opérations de police jamais entreprises.

PHILIPPE PONS

MONTREAL 1967

« En 67 tout était beau
C'était l'année d'amour
C'était l'année d'expo
J'avais des fleurs dans les cheveux
Fallait y être naïf ! »

CETTE chanson, très connue au Québec, date de la fin des années 70, mais son ton désenchanté colle parfaitement aux États d'âme actuels de Montréal : le blues. En 1967, Montréal était le haut lieu de célébration du centième anniversaire de la Confédération canadienne, dont elle était encore la plus grande ville. Elle accueillait une exposition universelle, et c'était la première fois au Canada.

En 1992, le Québec se prépare à un nouveau référendum sur son statut particulier au sein – ou à l'extérieur – du Canada. Et Montréal, distancée par Toronto, a considérablement réduit, récession oblige, le programme des festivités qui devaient marquer, sur le site de l'Expo notamment, le trois cent cinquantième anniversaire de la fondation de la ville.

D'avril à octobre 1967, plus de cinquante millions de visiteurs – au lieu des vingt-six millions attendus – s'étaient pressés sur les deux îles artificiellement créées au milieu du Saint-Laurent. Sur le thème « Terre des hommes » (choisi par un groupe d'intellectuels et d'éducateurs en référence explicite au livre de Saint-Exupéry), cent vingt pays avaient construit à leurs frais soixante pavillons auxquels il fallait ajouter cinquante-trois pavillons financés par des exposants et sponsors privés. Jamais à court d'images grandiloquentes, le maire, M. Jean Drapeau, qui régna sur la ville de 1960 à 1986, assurait que l'exposition serait « aussi permanente que les chutes du Niagara ». Les îles, certes, sont toujours là et les activités de loisirs, essentiellement estivales, y attirent bon an mal an, quelque trois millions de visiteurs. Pourtant la vocation de ces 268 hectares, idéalement situés à dix minutes du centre-ville en métro, mais perpétuellement balayés par le vent du fleuve et laissés partiellement en friche, reste incertaine.

Après y avoir maintenu – et parfois même renouvelé – leurs activités pendant plusieurs

années, les pays exposants s'en sont progressivement désintéressés. Constamment érodés par les déficits d'exploitation – assumés par la municipalité – les vingt pavillons demeurant sur le site furent finalement presque tous rasés. Des grandes ambitions culturelles initiales (certains rêvaient un temps d'une sorte de Beaubourg, vaste carrefour de rencontres entre artistes et public), il ne reste aujourd'hui qu'un stable géant de Calder et le Palais de la civilisation, ancien Pavillon de la France, reconstruit en centre d'expositions internationales de prestige. Dernière en date : « Cité-Cinéma », en 1989. Le programme prévu l'été dernier a dû être annulé pour cause de guerre du Golfe. On en a profité pour entreprendre la restauration et l'isolation thermique du bâtiment de façon à pouvoir l'utiliser toute l'année.

Pour le reste, l'île Notre-Dame, dont les plans d'eau ont servi pour certaines épreuves des Jeux olympiques de 1976, est avant tout un grand jardin depuis qu'elle a accueilli les Florales internationales de 1980. Un jardin canalisé six mois par an, à éviter absolument quand le circuit automobile qui l'encercle devient, pour un week-end de juin, une étape du championnat du monde de formule 1.

Le parc d'attractions de l'île Sainte-Hélène est le seul élément d'origine de l'Expo qui n'ait jamais manqué d'ouvrir ses portes chaque été, avec des fortunes variables. Sa fréquentation ayant chuté de 40 % depuis 1986, la société paramunicipale qui le gère a envisagé l'an dernier sa fermeture. Elle a finalement opté pour un plan quinquennal de relance qui prévoit l'investissement de 20 millions de dollars dans de nouveaux manèges.

Le successeur de M. Drapeau, M. Jean Doré, a annoncé en janvier 1991, après plus de deux ans de consultations, un plan de réaménagement du site rebaptisé « Parc des îles ». En dix ans, 57 millions de dollars d'investissements (dont 40 seront fournis par le gouvernement fédéral et le reste par la ville) doivent permettre d'en faire un espace vert et récréatif à vocation familiale, axé sur l'eau et les sports nautiques. Côté éducatif, le plan prévoit d'installer en 1993 un « centre d'interprétation du fleuve Saint-Laurent, de l'eau et de l'environnement », sous le dôme géodésique de l'ancien Pavillon des Etats-Unis, incendié en 1976. Ce sera l'oc-

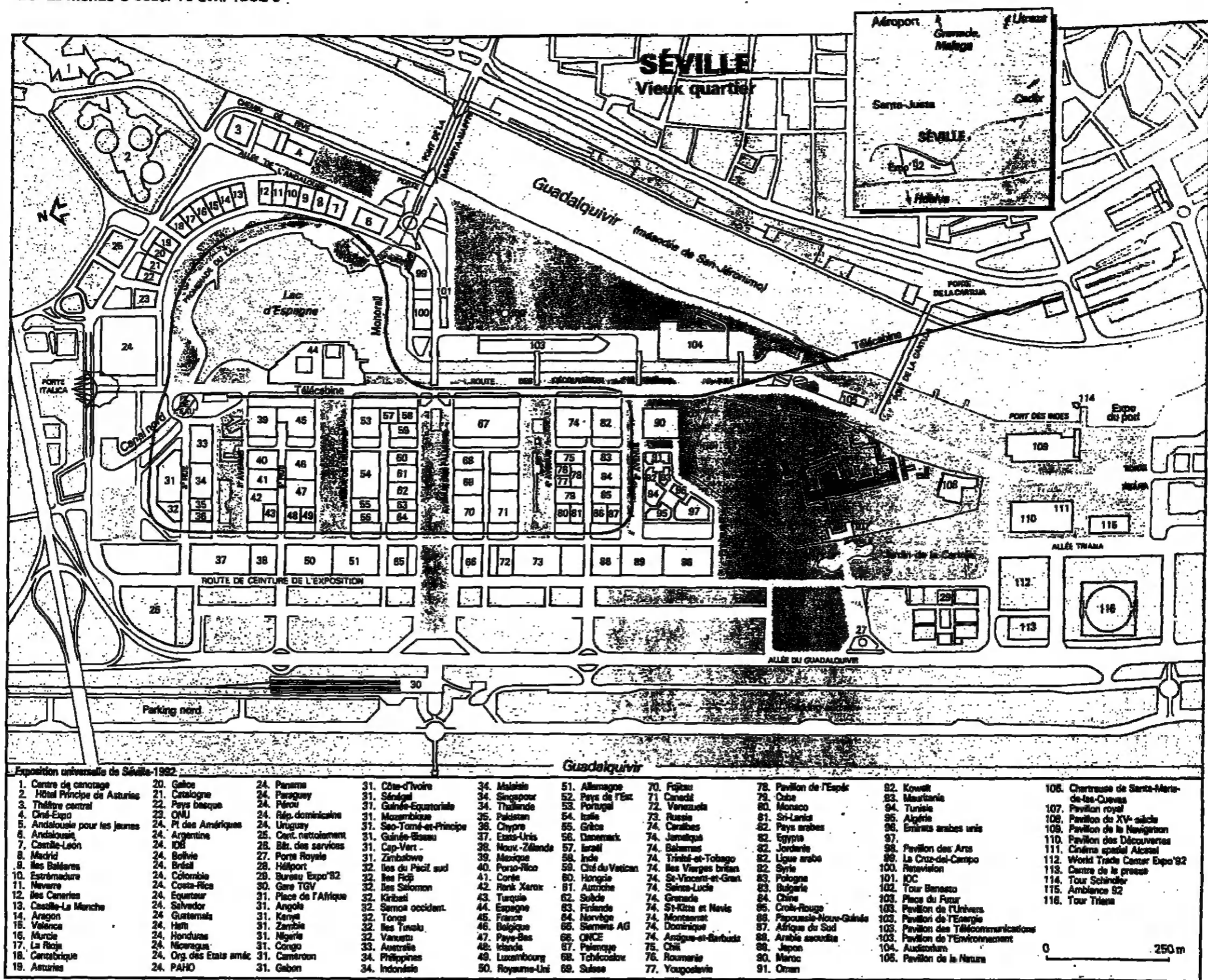


« Terre des hommes » est devenu « Parc des îles ».

casion de redonner enfin un sens à cette œuvre de Buckminster Fuller, révolutionnaire à l'époque, dont l'énorme carcasse est restée posée dans le paysage montréalais comme une épave incongrue. Mais pour l'heure, la principale réalisation concrète de ce plan est un « amphithéâtre naturel » (une cuvette gazonnée) pouvant accueillir 75 000 personnes aux trois concerts de variétés

prévus pour le trois cent cinquantième anniversaire. On est loin des grandes expositions didactiques de 1967 sur l'« Homme créateur » ou l'« Homme explorateur ». Mais les Montréalais, qui n'ont pas encore fini de payer leur ruineux stade olympique, se méfient pour longtemps des projets grandioses de leur municipalité.

CATHERINE LECONTE



PROGRAMME

Une sélection

OPÉRA

au Théâtre de la Maestranza

Les 24, 28 avril et 2 mai : *Carmen*, de Bizet, direction Plácido Domingo, avec Teresa Berganza, José Carreras et Justino Díaz. Coproduction Liceo de Barcelone et Covent Garden de Londres.

Les 17, 21 et 25 mai : *La Favorite*, de Donizetti, avec Shirley Veret et Alfredo Kraus. Production du Grand Théâtre de Cordoue.

Les 30 mai, 2 et 5 juin : *Un bal masqué*, de Verdi, avec Aprile Millo et Plácido Domingo. Production du Met de New-York.

Les 15 et 16 juin : *Marie Stuart*, de Donizetti. Production de l'Opéra royal de Suède.

Les 10 et 12 juillet : *la Traviata*, de Verdi, avec Tiziana Fabricini, Roberto Alagna. Production de la Scala de Milan.

Les 19 et 22 juillet : *Otello*, de Verdi, avec Plácido Domingo et Karen Esperian. Production de l'Opéra-Bastille.

Les 7, 8, 9, 10 et 11 août : *El Gato Montés* (zarzuela), de Manuela Panella, avec Plácido Domingo, Juan Pons, Veronica Villarroel. Production du Théâtre de la Zarzuela de Madrid.

Les 4, 6 et 8 septembre : *Don Giovanni*, de Mozart, avec Ruggero Raimondi et Eva Johansson. Production du Staatsoper de Vienne.

Les 28, 29 septembre et 1^{er} octobre : *le Vaisseau fantôme*, de Wagner, avec Sigmund Nimsgern, Sabine Haas, etc. production de l'Opéra d'Etat de Dresde.

MUSIQUE SYMPHONIQUE

au Théâtre de la Maestranza

Le 1^{er} mai : Orchestre régional de Murcie (Espagne), Beethoven, Manuel Moreno Buendia, Mendelssohn.

Le 5 mai : Orchestre philharmonique de Berlin, Schubert, Bruckner.

Le 6 mai : Orchestre de Paris, Poulenc, Milhaud, Berlioz. Dans le cadre de la Journée officielle de la France.

Le 9 mai : Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, Weber, Mendelssohn, Verdi-Berio.

SIX MOIS DE SPECTACLE PERMANENT

Le 11 mai : Orchestre philharmonique d'Israël, Weber, Mozart, Brahms.

Le 12 mai : Orchestre philharmonique de Saint-Petersbourg, Tchaïkovski, avec Rafael Orozco (piano).

Le 16 mai : Orchestre de Philadelphie, Copland, Elgar, Dvorak.

Le 22 mai : Orchestre philharmonique d'Oslo, Hovland, Grieg, Mahler.

Les 23 et 24 mai : Orchestre philharmonique de Munich, Strauss, Tchaïkovski, Mozart et Brahms.

Le 7 juin : Orchestre symphonique de Montréal, Ibert, Stravinsky, Rimski-Korsakov.

Le 8 juin : Orchestre symphonique de Castille, Tomas Breton, Stravinsky, Ives.

Le 9 juin : Orchestre symphonique de Cuba, « Hommage à Lorca ».

Le 10 juin : Orchestre de la Fondation Gulbenkian, Stravinsky, Nunes (création espagnole).

Le 18 juin : Orchestre symphonique de Ténériffe, Juan José Falcon, Schumann, Chostakovitch.

Les 21 et 22 juin : Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Beethoven.

Le 25 juin : Orchestre philharmonique de Buenos Aires, Martha Argerich (piano).

Le 27 juin : Orchestre national d'Espagne, Berenguel, Halffter, Tchaïkovski.

Les 25, 26 et 27 juillet : Royal Philharmonic Orchestra, concerts en hommage au cinéma.

Le 12 août : Orchestre symphonique de Pittsburgh, Mahler.

Le 17 août : Orchestre du Kirov, Dvorak, Matias Rostropovitch (violoncelle).

Le 22 août : Orchestre symphonique de Göteborg (Suède), Rachmaninov, Debussy, Nielsen, Chostakovitch.

Le 28 août : Orchestre philharmonique de Vienne, Haydn, Mahler.

Les 21 et 22 septembre : Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, Weber, Maderna, Beethoven, Haydn, Bruckner.

Le 5 octobre : Orchestre national d'Espagne, de Falla.

MUSIQUE DU MONDE
ZARZUELA, JAZZ, ROCK

à l'Auditorium

Du 9 au 14 mai, du 25 au 28 juin, du 7 au 11 juillet, du 23 au 29 juillet : anthologie de la zarzuela, avec Montserrat Caballé, Plácido Domingo, José Carreras, Alfredo Kraus et Pedro Lavirgen.

Le 23 juin : *Puerto Rico es la salsa*.

Le 1^{er} juillet : *Atma*, oratorio multimédia de Trinidad et Tobago (Orchestre symphonique, steel band et drums).

Du 13 au 15 juillet : « Hommage à Miles Davis, Charlie Parker, Dizzy Gillespie ».

Le 20 juillet : Ryuichi Sakamoto.

Le 11 août : rock concert Coca-Cola.

Le 8 octobre : Fanfars de Valence (400 musiciens).

THÉÂTRE
au Théâtre Lope de Vega

Du 20 au 26 avril : *Don Quixote*, de Rafael Azcona, Manrico Scarpato et Tulio Kezich.

Du 16 au 20 mai : *Lope de Aguirre, Traitor*, de José Sanchis Sinisterra, mise en scène de José Luis Gomez.

Du 23 au 27 mai : *Trano Banderas*, de Ramon Maria del Valle-Inclan, mise en scène de Luis Pasqual.

Du 2 au 6 juin : *Peer Gynt*, d'Henri Ibsen, mise en scène d'Ingmar Bergman.

Du 19 au 18 septembre : *le Barbier de Séville*, de Beaumarchais, mise en scène Jean-Luc Bonté.

Du 7 au 11 octobre, *le Baruffe chiozzotte*, de Carlo Goldoni, mise en scène de Giorgio Strehler.

THÉÂTRE, OPÉRA, DANSE
au Théâtre central

Les 18, 19 et 20 juin, *la Légende de don Juan*, chorégraphie de Jean-Claude Gallotta.

Les 1^{er} et 2 mai : *Ancient Days*, opéra de Laurie Anderson. Production du Theater am Turm de Francfort.

Les 8, 9 et 10 juillet : *Lapin chasseur*, de Jérôme Deschamps.

Les 23, 24 et 25 juillet : *Greek*, de Steven Berkoff, mise en scène de Guillermo Heras.

Les 25, 26 et 27 juin : *Impressing the Czar*, chorégraphie de William Forsythe.

Les 20, 21 et 22 août : *Cinq airs de concert de Mozart*, chorégraphie d'Anne Teresa De Keersmaeker.

Les 26 et 27 juin : Martha Graham Dance Company.

Les 27 et 28 juillet : Ballet national du Chili.

Les 7 et 8 août : la Compagnie Maguy Marin.

DEUX LIVRES

La France à l'Exposition universelle Séville 1992, sous la direction de Régis Debray, Flammarion éd., 144 p., 95 F.

Les Expositions universelles, par Florence Pinot de Villechenon, coll. « Que sais-je ? » PUF, 126 p., 38 F.

* Du 20 avril au 12 octobre. Prix de l'entrée à l'exposition : journées et soirées, de 9 heures à 4 heures le lendemain (200 F environ) ou de nuit, de 20 heures à 4 heures (50 F environ), forfait 3 jours (500 F environ). Renseignements : à Paris : Office espagnol du tourisme, 47 ter, avenue Pierre-I-e-de-Serbie 75008 Paris, tél. : (19) 345-446-00-92, fax : (19) 345-446-03-07, tél. depuis l'Espagne : 900-50-19-92. Logement : une centrale de réservation, CORAL, propose chambres d'hôtels et locations d'appartements, de 600 F à 1 000 F la chambre double, tél. : (19) 345-446-00-92, fax : (19) 345-446-03-06. Egalement, possibilité de location ou d'hébergement en chambres d'hôtes, avec la formule « Séville abierta », tél. : (19) 34-5428-49-36, de 250 F à 500 F par jour et par personne.